

LA MISSION DE VIKING-2

Le pôle nord de Mars
est recouvert de glace

LIRE PAGE 27

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA; Maroc, 1,50 dir.; Tunisie, 100 M.;
Australie, 1 A\$; Belgique, 10 sch.; Brésil, 100
cr.; Canada, 5 \$; Danemark, 2 kr.; Espagne, 25 pes.;
France, 1 F.; Grèce, 200 dr.; Hongrie, 200 F.; Israël,
10 N.; Italie, 200 L.; Japon, 100 ¥; Luxembourg, 10 F.;
Mali, 200 F.; Mexique, 200 P.; Pays-Bas, 1 f.;
Portugal, 200 esc.; Royaume-Uni, 2,25 £; Suisse,
1 fr.; U.S.A., 85 cts; Yougoslavie, 10 D.

Tarif des abonnements page 36

5, RUE DES ITALIENS

75007 PARIS - CEDEX 19

C.C.P. 6207-23 Paris

Tél. Paris 10 59672

Tél. : 246-72-23

L'application du plan Barre contre l'inflation

Un objectif commun

On ne s'étonnera pas de découvrir de nombreux points communs entre le programme présenté par M. Barre et les différentes mesures qui ont été prises à l'étranger pour combattre l'inflation. Mais d'importantes différences apparaissent dans le dosage, les méthodes d'application et, plus encore, le calendrier. La question qui se pose est dès lors la suivante : la composition du remède et les moyens choisis pour l'administrer sont-ils de nature à placer, dans un délai raisonnable, la France dans le peloton des pays qui ont le mieux réussi dans la voie de la stabilisation ?

La comparaison qui s'impose d'abord à l'esprit est à faire avec les deux pays voisins qui, avant même les États-Unis, apparaissent comme les champions de la lutte contre l'inflation : la Suisse et l'Allemagne fédérale. Les résultats obtenus par la première sont remarquables (moins de 3 % de hausse en rythme annuel) qu'on cite son exemple pour mémoire, mais aussi pour montrer à quelles conditions draconniennes est subordonné le retour à une véritable stabilité des prix. Deux facteurs ont été déterminants. Le premier a été la réduction, qui a joué à plein (le produit national a baissé d'environ 7 % en termes réels l'année dernière !). Le deuxième est une politique de crédit et de change sans complaisance, qui a pour conséquence, l'effacement de la dévaluation, l'effacement de la dévaluation, l'effacement de la dévaluation.

La revalorisation de la monnaie nationale est un trait qui se retrouve, mais à un moindre degré, dans toutes les nations qui sont parvenues à arrêter la glissade des prix, comme s'il était agi de la seule riposte rationnelle au caractère brutal du phénomène. C'est ainsi que l'axe de la politique allemande a été de maintenir et de renforcer la solidité du deutschemark. Pour y parvenir, les autorités politiques ont réagi à la vague d'inflation mondiale les têt que leurs partenaires de l'O.C.D.E. Elles n'ont pas hésité à soulever successivement le froid et le chaud sur leur économie, il est vrai remarquablement aguerrie. Dans le cadre des réunions ministérielles prises en 1972, les investissements sont restés à leur niveau, l'année suivante pour essayer d'atténuer les rigueurs de la récession.

Aux États-Unis, plus ouverts sur le monde extérieur qu'on ne l'imagine généralement, la stabilisation progressive du dollar a aussi beaucoup contribué à réduire de moitié les tensions inflationnistes entre 1974 (+ 11 %) et aujourd'hui. L'instrument privilégié a été la politique de crédit suivie par le système de réserve fédérale.

En Grande-Bretagne et en Italie, les responsables ont au contraire attendu que la situation se détériore beaucoup plus sérieusement pour réagir, de façon d'ailleurs sensiblement différente, lors qu'à Rome on a fait appel l'arsenal classique des mesures sévères et surtout monétaires, la Grande-Bretagne s'est engagée à nouveau dans une politique devenus qui a souvent produit la grande impression à l'étranger, sauf peut-être auprès des créateurs du marché des changes, puisque, en dépit de l'apport à l'économie de mesures de laire correspondant à un glissement réel de 10 %, la livre sterling a perdu plus du dixième sa valeur depuis le début de l'année.

Dans tous les pays, l'objectif en général ouvertement avoué est de verrouiller les entreprises au départ de la consommation, comme nouveau premier ministre français, avec plusieurs mois de retard, les dirigeants allemands ou italiens, l'a dit à son tour mercredi. Pourrait-on réussir en quelques mois là où il a fallu à d'autres de longs efforts pour commencer à rétablir la situation ?

- L'encadrement du crédit et le contrôle des changes sont renforcés
- Le taux de l'escompte est porté de 9,5 à 10,5 %
- La C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN préparent une « riposte unitaire »
- Accueil nuancé du C.N.P.F., de la C.G.C. et de F.O.

En application du plan Barre contre l'inflation, une politique de crédit plus stricte sera menée, afin de réduire la progression de la masse monétaire d'environ 15 % au premier semestre 1976, à 12 % au second et à 12,5 % dans le courant de l'année 1977. Pour y parvenir, plusieurs mesures sont prises ou vont l'être prochainement : le taux de l'escompte est porté de 9,5 % à 10,5 %; l'encadrement du crédit sera renforcé, tandis que le taux des réserves obligatoires et non rémunérées que les banques doivent constituer auprès de la Banque de France sera porté du pourcentage très bas actuellement en vigueur (2 %) à un chiffre nettement plus important. Simultanément, la réglementation relative au contrôle des changes a été renforcée, notamment en ce qui concerne les rapatriements de devises et les paiements relatifs aux importations. Les premières réactions du marché des changes, mercredi après-midi, à l'annonce du programme gouvernemental, ont été plutôt sceptiques. Mais le franc a remonté sensiblement jeudi matin, où l'on cotait à Paris le dollar 4,88 francs et le deutschemark 1,98 franc environ.

DANS LES MILIEUX POLITIQUES, des propos tenus mercredi, à l'issue de la réunion de la commission des finances de l'Assemblée nationale, et des réactions des diverses formations, il ressort que la majorité accorde un préjugé favorable à un premier ministre dont la lucidité et la rigueur l'ont impressionnée. L'opposition, plus sceptique que jamais quant à la volonté du gouvernement de s'attaquer aux inégalités sociales, refuse de se laisser abuser par un style certes différent, mais au service d'une politique qu'elle estime inchangeable.

LES SYNDICATS C.G.T., C.F.D.T. et F.E.N., qui ont vivement critiqué ou rejeté le plan Barre, devaient annoncer jeudi au début d'après-midi — sauf désaccord de dernière minute — l'organisation d'une riposte « énergique et unitaire », échelonnée sur une longue période, et d'une journée nationale d'action dans des délais assez rapides. Force ouvrière, qui a pris « acte » avec réserves des mesures gouvernementales, a refusé de s'associer aux initiatives de la C.G.T. Les cadres de la C.G.C., sans se déclarer satisfaits, constatent

que la campagne qu'ils ont menée pour la justice fiscale a porté ses fruits.

LES MILIEUX PATRONAUX ont accueilli le plan sans enthousiasme. Le C.N.P.F., s'il approuve la sévérité des mesures prises pour lutter contre l'inflation et affirme que les entreprises feront tout ce qui est en leur pouvoir pour que le plan réussisse, déplore la grande insuffisance des décisions arrêtées pour soutenir l'investissement. La Confédération des petites et moyennes entreprises affirme de son côté qu'une nouvelle fois les P.M.E. seront seules à supporter le poids initial de l'opération.

LES ORGANISATIONS PAYSANNES, qui demandaient une aide sensiblement supérieure aux 6 milliards de francs accordés par le gouvernement, ont exprimé leur déception.

A L'ÉTRANGER seule la Commission européenne, dont M. Barre fut vice-président, a réagi de façon officielle. Elle estime que le plan constitue une « contribution décisive au rétablissement des grands équilibres en France ».

Classicisme électoral L'« effet » et les effets

par BERT MATHIEU

Des nombreux plans de lutte contre l'inflation qu'a expérimentés la France depuis la guerre, celui qui a fait adopter mercredi M. Barre — qui doit être approximativement le dixième en vingt-cinq ans — se distingue à la fois par son étendue et sa modestie. Son étendue : le premier ministre, en professeur de l'ère post-keynésienne, est parfaitement conscient qu'il n'y a pas de remède miracle au déséquilibre en profondeur que traduit l'inflation; aussi manie-t-il simultanément la plupart des pièces de l'arsenal économique : dépenses publiques, fiscalité, contrôle des prix, crédit, revenus, contingentement du commerce, contrôle des changes. Le voyage parmi les astres de la constellation économétrique, auquel il convie l'opinion, ne peut manquer d'impressionner.

Passé le premier moment, c'est plutôt la modestie de chacun des remèdes employés qui retient l'attention. Point de ces hautes mesures conservatrices — au demeurant contradictoires — qui firent la réputation de M. Pinay en 1952 (annulation fiscale, emprunt indexé, échelle mobile, bourses autoritaires), puis en 1958 (dévaluation, fortes hausses de tarifs publics, suppression des indexations). Même pas le coup de menton gaillard du plan de stabilisation de 1963 : réduction de moitié de la croissance du crédit et des salaires publics, baisse massive des droits de douane et de tarifs officiels.

Le plan Barre s'apparente plutôt aux deux dispositifs giscardiens — qui s'en étonneront ? — de décembre 1972 et de décembre 1973, qui comportaient l'un et l'autre un gel temporaire des tarifs publics et de certains prix, un resserrement du

crédit et de la masse monétaire, un freinage des dépenses publiques, un appel à la modération des revenus, un encouragement à l'épargne. Dans la mesure où le programme actuel prévoit un allègement de T.V.A. et un emprunt (ou peut-être deux, on ne sait), il ressemble un peu plus à la première formule giscardienne qu'à la seconde, qui organisait, il est vrai — comme cette fois — une « fonction » supplémentaire sur les revenus (10 % d'im-pôt en plus).

Ce simple rappel situe le nouveau schéma dans la famille des thérapies anti-inflationnistes et en montre, par comparaison, les limites probables. Au printemps 1973, trois mois de répit après le premier plan n'avaient pas empêché l'indice des prix de recommencer à grimper beaucoup plus vite qu'avant. Un an plus tard, la « stabilisation » (entendez stagnation) du pouvoir d'achat précisée par M. Giscard d'Estaing dans le second plan n'avait pas davantage été constatée, bien que la hausse du coût de la vie ait, elle, battu tous ses records.

(Lire la suite page 3.)

par PIERRE DROUIN

Après la fosse aux lions des journalistes, la lumière crue des sunlights de la T.V. et ce silence glacé des millions d'yeux que l'on ne voit pas, M. Raymond Barre a bien résisté à la douche écossaise de cette fin de journée du 22 septembre. Le solo du petit écran avait été dépourvu de tout ce qui, face à la presse, sentait toujours encore le professeur d'économie politique. Sans doute l'Alma Mater laisse-t-elle une empreinte ineffaçable, et le pédagogue perceait sous le premier mi-

niste. Mais dans sa manière d'exposer, où la recherche de clarté n'est pas moindre que chez M. Giscard d'Estaing, il bannit la concession charmante.

Pendant ces vingt-cinq minutes où il présentait aux Français son programme de lutte contre l'inflation, c'est plutôt à un essai de magnétisme que se livrait M. Raymond Barre : les yeux bleus ne quittaient que très rarement le foyer de la caméra, et le cadrage volontairement sobre et fixe de « plan américain » accentuait l'effet d'emprise sur le public.

Au-delà du montage et de la maîtrise de l'homme, les arguments avaient évidemment été choisis pour l'effet. Ainsi, dans la description de cet enchaînement des causes qui de l'inflation au rythme d'aujourd'hui mènent à la dégradation galopante, à la crise grave de balance des paiements, aux emprunts à répétition puis aux mesures draconniennes provoquant un fort accroissement du chômage, il y avait comme un mouvement d'horloge sacré du dix-neuvième siècle, dépeignant la montée des péchés mortels qui conduisent inéluctablement vers l'enfer.

(Lire la suite page 3.)

LA RÉFORME AGRAIRE EN QUESTION AU PORTUGAL

La réforme agraire est redevenue, ces derniers jours, un thème politique brûlant au Portugal. Conformément à ce qu'il avait annoncé lors de la constitution de son gouvernement, M. Mario Soares, en effet, décide de procéder à la rectification de certains « excès » commis dans les campagnes durant l'été 1975.

le 27 septembre, devrait commencer l'évacuation de cent propriétés illégalement occupées par des travailleurs agricoles.

Notre correspondant à Lisbonne évoque les implications politiques et économiques de cette décision.

Des occupations aux « rectifications »

De notre correspondant
JOSÉ REBELO

Lisbonne. — « Le gouvernement est-il pour ou contre la poursuite de la réforme agraire ? » Cette question, l'actuel ministre de l'Agriculture, M. Lopes Cardoso, se la posait devant les journalistes, quelques minutes avant la réunion du conseil des ministres qui, le 21 septembre, devait débattre d'un problème brûlant : l'application de la réforme agraire et la correction des « abus » commis en la matière. Se disant assuré que le gouvernement respecterait « son engagement pris devant le pays et devant l'Assemblée de la République », le ministre a poursuivi : « Néanmoins, tant que le gouvernement ne donne pas de preuve de sa volonté de poursuivre la réforme, nous assisterons à une exploitation du problème par certaines forces politiques qui défendent des intérêts contradictoires. »

Quelques heures plus tard, le gouvernement indiquait qu'il « poursuivait la réforme agraire — une exigence de justice sociale », mais précisait qu'il ferait évacuer, à partir du 27 septembre, cent propriétés illégalement occupées. Il annonçait, en outre, la publication prochaine de deux projets de loi : l'un définissant le statut juridique des « unités collectives de production », l'autre fixant le montant des indemnités à verser par l'État aux propriétaires louchés par des mesures d'expropriation.

Depuis quelques jours, la presse

de droite faisait état de « risques d'affrontements violents », aux conséquences imprévisibles, dans les campagnes portugaises. Deux quotidiens ont évoqué l'éventualité d'une intervention militaire. Selon l'opinion, le ministre de l'Intérieur, le lieutenant-colonel Costa Brás, aurait déjà pris contact à cette fin avec la garde nationale républicaine. A en croire un article publié dans le journal conservateur O Dia, les hommes de la G.N.R. répugneraient à être utilisés contre les ouvriers agricoles de l'Alentejo.

(Lire la suite page 14.)

AU JOUR LE JOUR

Du bon usage

Un des mérites de Raymond Barre est qu'il ne prend pas son argent au contribuable, il le lui emprunte et avec des intérêts qui, d'ailleurs, indiquent les limites de son optimisme en matière d'érosion monétaire.

L'essentiel, dans l'immédiat, était que les Français fassent bon usage de l'argent qu'ils gagnent, c'est-à-dire qu'ils ne le dépensent pas inconsidérément. C'est dans le grand débat de l'argent que les familles prudentes offrent à leurs enfants ou que les philanthropes offrent à leurs pairs.

En l'occurrence, l'État est lui aussi le pauvre. Et il est probable que ce sera le tour des contribuables moyens, qui vont lui prêter une part de leur modeste aisance, de lui dire in petto : « Allé, mon ami, mais faites-en bon usage. »

ROBERT ESCARPIT.

SEUIL

Qui gouverne la France ?

Les hauts fonctionnaires et la politique

Ezra N. Suleiman

« Une étude qui fera date. » Stanley Hoffmann

« Un regard américain sur l'étrange et puissante tribu des grands commis français. Étonnant. » Olivier Tœdy / Le Nouvel Observateur

240 pages 16 F

LA RENTRÉE DE GUY BÉART

Une voix anonyme de notre époque

« Le musico-hall, c'est la caricature », a dit un jour Yves Montand. Tant il est vrai que le public aime bien les chanteurs précis, souhaite définir tout de suite ce qu'il voit sur scène, accepte le personnage que fabriquent pour lui en un jour, les moyens de diffusion.

Paradoxalement, il n'y a pas d'image de Guy Béart. Sauf une (celle de l'émission « Bienvenue »), qui lui a porté préjudice il y a quelques années parce qu'elle faisait de l'auteur d'il y a plus d'un an, du Bel chez Temporel et des Grands Principes un homme tout-puissant, plein d'amour et d'ambiguïté, qui avait la manière de glisser entre la chaire et le choix, et qui chantait aussi des chansons.

Guy Béart est un homme libre. Le seul chanteur peut-être qui le soit réellement en France (un procès long de douze ans avec une maison de

disques lui a permis de récupérer la propriété de ses chansons). Ni porte-drapeau ni dupe de ses textes, Béart n'a pas de couleur précise. Il a choisi l'arc-en-ciel. Sans doute l'époque qu'il vit et qu'il absorbe finit-elle un peu par lui ressembler. Car rarement telle rentrée de chanteur a été saluée comme un événement et par une série de petits événements : la parution de l'intégrale des poèmes et chansons chez Seghers, la publication annoncée d'une thèse structurale sur ces mêmes chansons à la Sorbonne, la délivrance à beaucoup d'écrits d'un recueil de vingt-cinq chansons qu'il s'agit d'étudier au cours de l'année, la sortie d'un double album de Madeleine Renaud et Jean-Louis Barrault, qui disent les textes de Béart.

CLAUDE FLÉOUTER.

(Lire la suite page 30.)

Dans « Le Monde des livres »

LES SIX JOURS DU LIVRE
A FRANCFORT

(Voir les articles
de Françoise Wagnere
et Jean-Marc Théoloyre
en pages 22 et 23.)

LE PLAN GOUVERNEMENTAL

« L'action doit être une combinaison du souhaitable et du possible », déclare M. Barre

C'est dans la salle du sous-sol de l'hôtel de Clermont où, habituellement, le porte-parole du gouvernement rendait compte des délibérations des conseils de l'Elysée que M. Raymond Barre a présenté, mercredi après-midi, à la presse, son programme de lutte contre l'inflation, symbolisant ainsi involontairement sa qualité de porte-parole de l'Elysée. Le nom du président de la République n'a pourtant pas été prononcé une seule fois, et si le chef du gouvernement a voulu assumer personnellement la responsabilité totale de ce plan, il s'est cependant plus comporté en professeur d'économie politique qu'il fut et en ministre des finances qu'il est aussi, qu'en premier ministre politique.

Le visage, légèrement poudré pour les besoins de la télévision, vêtu d'un costume bleu rayé, d'une chemise et d'une cravate dans

les mêmes tons, M. Barre, ayant à ses côtés cinq membres du gouvernement, MM. Durand, ministre délégué à l'économie et aux finances, Bonnet, ministre de l'agriculture, Benlilou, ministre du travail, Poncelet, secrétaire d'Etat au budget et Mme Scrivener, secrétaire d'Etat à la consommation, a prononcé du haut de sa chaire, durant une heure, un solide cours magistral devant un « amphithéâtre » de journalistes. Sans lire ses notes, d'une voix calme au timbre un peu mat, il a exposé clairement une « leçon » bien construite, selon des normes plus classiques que novatrices. Un peu comme un cours d'avant 1968.

Ministre de l'économie et des finances, M. Barre a rappelé que, comme ses prédécesseurs, il s'était d'abord rendu à l'Assemblée nationale devant la commission des finances. Il a rendu un hommage discret au gouvernement précédent pour la qualité des arbitrages

rendus en matière budgétaire, se souvenant qu'il était alors secrétaire de M. Chirac. On ne peut pas croire qu'il ait voulu être « déstabilisant » pour le ministre des finances français d'il y a trois ans et plus, lorsqu'il a évoqué la lutte contre l'inflation entamée en 1973 en Allemagne et dès 1971 aux Etats-Unis. Ses auditeurs, par leurs questions, ont montré qu'ils aussi connaissent leur cours, qu'ils avaient déjà eu d'autres professeurs et qu'ils attendaient certaines précisions pour une autre fois.

Car le premier ministre s'est défilé des questions politiques. Sa réponse sur l'impôt sur le capital « qui n'a pas été envisagée, car il n'a pas été jugé opportun », a été un peu courte, de même que sa confiance en une « automatisation des revenus ». Fuyant l'explication sur les choix fondamentaux, M. Barre, sans hausser la voix, a fait remarquer : « Je ne

conçois pas une politique économique qui intéresse le pays tout entier à partir de considérations électorales », usant ainsi du langage du technicien plus que de celui du chef de gouvernement. Par moment, il est même apparu résigné, laissant échapper un fataliste : « Pour le reste, nous verrons bien... »

Mais il a aussi révélé que son premier mois à l'hôtel Matignon lui avait montré certaines réalités, telles que « la situation sociale et psychologique de la France, la grande diversité de ce pays, de ses structures sociales » et il a reconnu que son action était une combinaison « du souhaitable et du possible ».

Ce qu'il souhaitait lui-même et ce que M. Giscard d'Estaing a jugé possible ? M. Barre avait avoué auparavant qu'il avait dû « boire beaucoup de calices... ».

ANDRÉ PASSERON.

LES DÉCLARATIONS A LA TÉLÉVISION

Un plus grand progrès et une plus grande justice

Le premier ministre, en exposant, mercredi soir à la télévision, son programme de lutte contre l'inflation, a affirmé qu'il voulait appliquer « une politique pour un plus grand progrès et une plus grande justice ».

« Mais, a-t-il ajouté aussitôt, l'effort qui nous est demandé n'est pas au-delà de nos possibilités. En d'autres termes et dans des circonstances autrement difficiles vous avez répondu aux appels qui vous étaient adressés ».

Après avoir déclaré qu'il tiendrait « le seul langage de l'intérêt national », le premier ministre a retracé les effets de l'inflation : « Vous en mesurez les conséquences, a-t-il dit, dans votre vie quo-

tidienne, pour votre budget familial, pour votre logement, pour votre épargne... D'autres effets se font sentir également sur le commerce extérieur et sur la monnaie ».

M. Barre a affirmé ensuite son refus de « la fatalité de l'inflation » : « Je ne vois pas pour quelles raisons notre pays, dont l'économie est développée et efficace, ne pourrait pas obtenir dans l'évolution de ses prix des résultats aussi satisfaisants que l'Allemagne et les Etats-Unis. Certes, les Français ont leurs qualités et leurs défauts propres, mais il ne leur manque ni la capacité ni le courage ».

Les raisons des dangers qui

nous menacent, a poursuivi le premier ministre, « tiennent en une phrase : la France est au-dessus de ses moyens. Les revenus croissent depuis plusieurs années plus vite que la production. Les crédits ont été distribués, dans le passé, de manière trop abondante. Cette année les dépenses de l'Etat excèdent les recettes d'environ 15 milliards. Il manque à la Sécurité sociale, pour les échéances de fin d'année et pour respecter ses obligations, l'ordre de 15 milliards. Notre commerce extérieur, en dépit de la progression satisfaisante de nos exportations, est déséquilibré et les conséquences de la sécheresse porteront ce déficit à plus de 10 milliards de francs ».

« Une telle situation ne peut se prolonger, a assuré le premier ministre, car elle compromettrait irrémédiablement les chances, qui sont grandes, et l'avenir de notre pays ».

La politique de lutte contre l'inflation, a précisé le premier ministre, « ne comporte ni artifices, ni parti. Elle repose sur l'idée que, pour redresser durablement notre économie et pour assurer la stabilité de notre monnaie, il faut une action globale et continue dont les premiers résultats tangibles devraient apparaître à la fin de 1977 ».

« Cette action, a précisé le premier ministre, vise trois objectifs : — Réduire progressivement la hausse des prix ; — Rétablir l'équilibre de nos échanges extérieurs ; — Soutenir l'activité économique et l'emploi ».

« Cette action est conçue et sera menée dans un esprit de justice ».

A propos de l'aide apportée aux agriculteurs, M. Raymond Barre a déclaré : « Le gouvernement a ainsi décidé l'effort maximum que permet la situation budgétaire et financière de la France. Il le fait pour montrer l'intérêt que la nation porte à une catégorie de Français dont le travail et le dévouement ont été de longue date indispensables à la réussite de cette « nouvelle politique » dans les rangs de la majorité, mais certains ne sachant pas leur scepticisme sur son « rendement » électoral. Le président de la commission des finances, M. Fernand Izard (R.I.) craint que « ce plan sérieux parce que prudent ne

Un exposé du « professeur Barre » : la formule a beau être galvaudée, elle correspond à ce qu'attendaient de l'audition du premier ministre les membres de la commission des finances de l'Assemblée nationale. Il n'empêche que les députés ont été moins sensibles aux qualités pédagogiques du technicien qu'aux choix politiques du chef du gouvernement. Si certains, tel M. Pierre Sudreau (réformateur), ont été intéressés par l'effort de « lucidité » et de « courage » accompli par M. Barre dans son diagnostic de la situation, d'autres — y compris dans les rangs de la majorité — y ont surtout vu un « réquisitoire sévère » contre la politique suivie par le précédent gouvernement ou un « constat d'échec », comme l'a dit M. Jean-Pierre Cot (P.S.).

Quant aux mesures annoncées, elles n'ont guère surpris les parlementaires. M. André Bouloche (P.S.) par exemple, « les moyens envisagés sont très classiques ». Si, pour M. Jean-Pierre Chevènement (P.S.), il s'agit de « suspensivisme », ou, pour M. Jacques Macaire (U.D.R.), d'un « fouillis de mesures », en revanche, républicains indépendants et réformateurs ont accueilli plus favorablement les propositions gouvernementales. Ainsi MM. Jean-Marie Caro (réformateur) et Claude Coulais (R.I.) soulignent à l'issue de la réunion de la commission les avantages que représentent, selon eux, le « caractère global » d'un plan où apparaissent « une prise de conscience beaucoup plus aiguë des risques que courent l'économie française ».

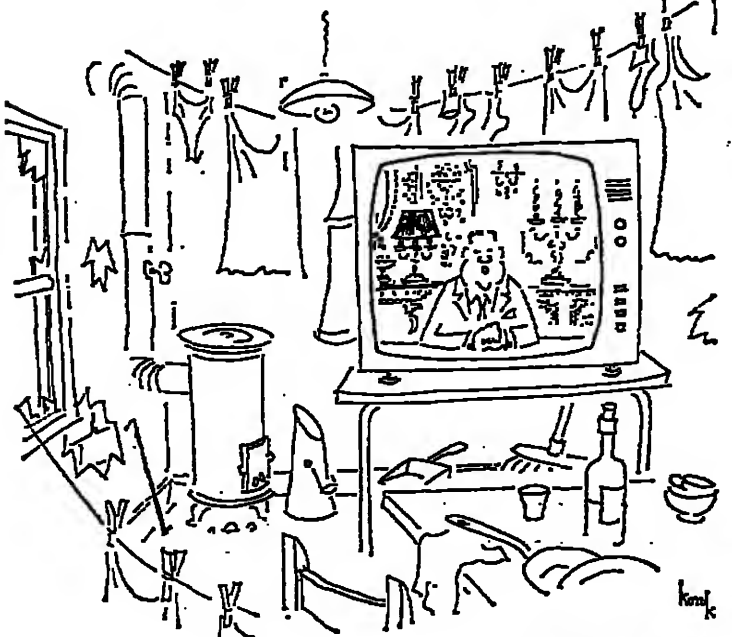
« Pour M. Coulais, toutefois, ce plan, pour cohérent qu'il soit, « ne sera pas forcément facile à faire accepter » par les électeurs d'où, à ses yeux, la nécessité d'« avoir le courage de le défendre devant les catégories auxquelles il s'adresse ».

Les efforts de « explication » et de « démythification », comme le soulignait M. Jacques Cressat (U.D.R.), étaient certes jugés indispensables à la réussite de cette « nouvelle politique » dans les rangs de la majorité, mais certains ne sachant pas leur scepticisme sur son « rendement » électoral. Le président de la commission des finances, M. Fernand Izard (R.I.) craint que « ce plan sérieux parce que prudent ne

soit apparemment ses effets positifs que dans des délais trop éloignés, voire au-delà des législatures ».

Cet avis n'était, on s'en doute, guère partagé par l'opposition, pour qui l'aspect électoraliste des mesures est « manifeste ». M. Bouloche n'a pas manqué de rappeler que, déjà en décembre 1975, le blocage des prix et une réduction de la TVA, avaient permis à la majorité d'utiliser comme argument, pendant la campagne électorale en vue des élections législatives de mars 1976, des indices de prix laissant croire à une victoire contre l'inflation, qui s'est finalement révélée bien provisoire.

de « remèdes qui ne s'attaquent pas forcément aux véritables causes », rejoint dans cette appréciation par M. Michel Crepeau (rad. de gauche), pour qui, en outre, « certaines petites touches vont dans le bon sens et ne sont pas minuscules », le catalogue proposé comporte de l'avis général de sérieux lacunes quant à l'emploi. Si l'on s'arrête sur le problème essentiel est celui de la « répartition », comme l'estime M. Charles Josselin (P.S.), comment les Français pourraient-ils avoir confiance en un gouvernement qui ne s'attaque pas au chômage ? Pour M. Robert Ballester, président du groupe communiste, « ces mesures vont frap-



(Dessin de KONE.)

LE SOMMAIRE DU PLAN

- PRIX :** Blocage général jusqu'à la fin de l'année 1976 ; — Tarifs publics gelés jusqu'au 1^{er} avril 1977 ; — Objectif général : limiter la hausse à 6,5 % en 1977. (Lire page 7.)
- ESSENCE :** Ordinaire, 2,09 F le litre ; super, 2,25 F à la mi-octobre ; — Fuel domestique et gas-oil : + 4 centimes immédiatement. (Lire page 7.)
- REVENUS :** Strict maintien du pouvoir d'achat en 1977. (Lire page 8.)
- SECURITE SOCIALE :** Augmentation des cotisations maladie et vieillesse le 1^{er} octobre. Diminution du remboursement de certains frais de santé. (Lire page 8.)
- IMPOTS DIRECTS :** Majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu (4 à 8 %) à payer avant le 15 décembre ou emprunt libératoire ; — Majoration de l'impôt sur les sociétés (4 %) le 15 novembre ; — Alourdissement du barème en 1977. (Lire pages 4 et 5.)
- IMPOTS INDIRECTS :** Vignette automobile majorée de 43 à 127 % ; — Taxes sur l'alcool : + 10 % en 1977 ; — Baisse de la TVA (17,6 % ou lieu de 20 %) le 1^{er} janvier 1977. (Lire pages 4 et 5.)
- NORMALISATION FISCALE :** Signes extérieurs de richesse, frais généraux des entreprises, réduction dans certains cas de l'abattement de 20 %, etc. (Lire page 4.)
- AGRICULTURE :** Indemnités sélectives (6 milliards de francs) pour les victimes de la sécheresse. (Lire page 7.)
- ENERGIE :** Limitation à 55 milliards de francs de la facture pétrolière en 1977. (Lire page 8.)
- EXPORTATIONS :** Renouveau des crédits exceptionnels pour les investissements permettant d'exporter. (Lire page 8.)
- ENTREPRISES :** Renforcement des possibilités d'amortissement des entreprises ; réévaluation partielle des bilans ; emprunt de 3,5 milliards de francs pour les P.M.E. (Lire page 8.)
- MARCHE FINANCIER :** Amélioration du régime fiscal des actions et des émissions en numéraire. (Lire page 8.)
- CREDIT :** Encadrement plus strict, hausse du taux de l'escompte. (Lire page 8.)
- CHANGES :** Renforcement du contrôle. (Lire page 8.)
- BUDGET 1977 :** Equilibré à 333,3 milliards de francs. — Dépenses : augmentation de 13,7 % avec priorité pour les crédits militaires. (Lire pages 4 et 5.) — Recettes : Les ressources nouvelles font plus que compenser les moins-values. (Lire pages 4 et 5.)

Un studio bien situé c'est de l'argent bien placé.

73, avenue des Ternes, à 900 mètres des Champs-Élysées et du Bois de Boulogne, vous êtes sûr de réaliser un bon investissement. La situation privilégiée de cette résidence, la qualité de l'immeuble (profil "Qualitel") et le haut niveau d'équipement sont d'autant plus appréciables que les prix sont très compétitifs. Un studio de 32 m², par exemple, au 3^e étage, ne coûte que 223.000 F. Il reste également des 2 pièces et quelques appartements de 3 et 5 pièces.

73 av. des Ternes Paris 17e.

Prix ferme et définitif à la réservation.

Livraison immédiate. Renseignements et vente sur place tous les jours de 14h à 19h, sauf le mercredi.



Samedi et dimanche de 10 à 19h, ou, GEFIC, 52 Champs Élysées Paris 8^e, Tél. 256.98.98

Une réalisation SERDI.



(Dessin de CHENEZ.)

per les travailleurs, elles n'auront pas grande efficacité et elles ne s'attaquent pas aux racines du mal, qui sont les contradictions du système capitaliste ».

Autre lacune : les collectivités locales ont été absentes du discours de M. Barre. A six mois des élections municipales, ce silence étonne.

En fin d'après-midi, les députés de la majorité qui avaient entendu M. Barre se réunissent pour étudier les possibilités d'apporter quelques modifications aux projets de loi de finances qui leur seront soumis. Certains ont d'ores et déjà manifesté quelque inquiétude sur la réduction des crédits bancaires, d'autres restent préoccupés par l'aide à apporter aux agriculteurs victimes de la sécheresse.

Reste que le vrai problème réside dans ce qui ne passera au-delà de six mois : « Tout dépendra du consensus », estime M. Marret, qui ajoute : « S'il faut payer cela pour éviter M. Mitterrand d'accorder, mais s'il faut payer et qu'on a M. Mitterrand en prime... » — A. Ch.

« ON NE TIENT PAS UNE MONNAIE »

En réponse à une question, M. Raymond Barre a déclaré : « On ne tient pas une monnaie, surtout en régime de change flottant. Sa bonne tenue dépend du jugement que les opérateurs portent sur la conduite de la politique gouvernementale. Si cette politique va dans la bonne direction, les autorités peuvent s'appuyer sur mouvements spéculatifs qui ne sont pas justifiés par des facteurs économiques fondamentaux ».

« Qu'il y ait une telle vue, a ajouté M. Barre, la considère que la stabilité monétaire est absolument nécessaire, quelle est la condition principale pour un développement sain. Du reste, tous les grands pays industriels ou bien ont réalisé cette stabilité, ou bien, s'il leur arrive de la perdre, mettent tout en œuvre pour la rétablir. »

JOURNAL 150

DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

Classicisme électoral

(Suite de la première page.)

Le professeur Barre ne s'est pas gêné pour critiquer ouvertement — trois fois dans l'après-midi du mercredi — les mauvais desseins de l'élève Giscard d'Estaing. Manque de lucidité ou irresolution en 1973, quand il fallait guerroyer sévèrement contre l'inflation, comme le faisait l'Allemagne fédérale citée en exemple ? Attentisme interposé en 1974, quand le développement du chômage avec persistance de l'inflation requerrait une thérapeutique moins conjoncturelle. Troisième mauvaise note : celle que soit l'époque,

l'élève Giscard a oublié de s'attaquer aux causes structurelles de l'inflation : inégalités excessives, ententes entre trusts pour empêcher la concurrence, concentration économique excessive, laxisme monétaire, permanence de rentes de situation injustifiées... Résultat, note le professeur Barre au terme de cet examen critique : la hausse des prix est beaucoup trop forte en France, menaçant l'équilibre commercial, la solidité du franc, l'indépendance nationale et décourageant l'investissement, moteur de la croissance et créateur d'emplois.

devrait payer un supplément de 4 à 6 % d'impôt, ces années, ainsi qu'une majoration correspondante — ou même supérieure — l'an prochain (le taux de la pression fiscale s'aggravant de 5 000 F par mois pour les salariés pères de deux enfants et de 3 800 F pour les ménages sans enfant) ; l'abattement fiscal (20 %) des salariés sera limité au-delà de 12 000 F par mois ; l'impôt sur les signes extérieurs de richesse sera plus sévère (une « rallonge » automatique de 20 % sera appliquée à la déduction des dépenses de l'impôt foncier) ; les déductions pour déficits fonciers seront limitées ; la « vignette » sera plus que doublée pour les possesseurs de grosses voitures ; le patronat est invité à ne pas augmenter les salaires au-delà de 24 000 F par mois et à réduire le pouvoir d'achat des cadres gagnant entre 18 000 et 24 000 F ; les frais généraux des sociétés, dont profite souvent la « technocratie », seront limités ; les actionnaires importants ne pourront plus déduire la totalité des 20 % légaux quand ils sont salariés de l'entreprise qu'ils possèdent en partie ; les gros paysans paieront une contribution aux autres agriculteurs de 5 000 F en moyenne ; etc.

L'un dans l'autre, la modération dont il est tant question devrait concerner à coup sûr la croissance, sinon les prix ou les revenus. C'est-à-dire entraîner au mieux une stabilité du chômage (c'est l'hypothèse officielle, optimiste évidemment) ou plus probablement une aggravation du sous-emploi. Favorable à la dévaluation des salaires, sinon au climat pré-électoral.

Seul le commerce extérieur devrait se redresser, à coup sûr, les importations augmentant moins vite (contingentement des achats de pétrole, moindre croissance de la production), tandis que les chefs d'entreprises cherchent hors des frontières les clients qui leur feraient défaut à l'intérieur de l'Hexagone. Tout dépendra, une fois encore, de l'attitude des syndicats. S'ils font contre mauvaise fortune bon cœur, M. Barre sera en bonne posture dans un an. Sinon, il n'aura réussi qu'à freiner légèrement un processus « inévitable », que M. Giscard d'Estaing « gère » depuis des années et qui a nom : déflation de l'emploi sans ralentissement décisif de l'inflation.

On aurait envie d'ajouter que ce sont les objectifs à moyen ou à long terme du premier ministre qui le semblent les plus intéressants, les plus importants pour le pays. S'attaquer aux privilèges injustifiés, aux rigidités structurelles, aux travaux de sapes des lobbies de toute sorte, quel beau programme ! Et qui n'y souscrirait, parmi les syndicalistes ou dans les milieux d'opposition, notamment ?

Mais la nature humaine est ainsi faite : elle aime le bien économique et politique — que l'on s'efforce toujours à « faire » — qu'elle aime le mal. Si, par leur confiance et par leur comportement exemplaire, les Français prêtent vie à l'expérience de M. Barre, celui-ci aura l'occasion de tenter la confirmation durable de son essai. Si son plan ne passe guère plus que les précédents, la lutte structurelle contre l'inflation devra être entreprise par d'autres. S'agissant de la lutte contre l'inflation ?

GILBERT MATHIEU.

PÉDAGOGIE POLITIQUE

Là où le vice-président du Conseil national du patronat français déplore qu'on coupe la France en deux et qu'on monte les Français les uns contre les autres, le conseiller économique de M. Mitterrand se réjouit qu'on soit dans une période de « pédagogie politique ». Les télespectateurs venus chercher quel que lumière, mercredi soir, sur le plan Barre devant leur petit écran, au cours de l'émission d'Antenne 2 — C'est à dire — auront ainsi au moins compris que M. Jacques Ferry et M. Jacques Attali, lorsqu'ils parlent ensemble d'un même sujet, n'évoquent pas le même chose... L'un parle conjoncture, l'autre parle structure. Cette bonne vieille opposition, si classique que les étudiants n'osent même plus la présenter dans un devoir de « sciences po » de peur de rassasier des vieilleries, revient à la pointe de l'actualité.

Quels effets immédiats peut avoir le plan en question sur le coût de la vie, la charge fiscale de chacun, la situation de l'emploi et l'équilibre entre les sacrifices ? se demande M. Ferry pour répondre à l'attente des auditeurs. Ce n'est pas la question, répond M. Attali ; si les autres plans ont échoué, c'est parce que les problèmes de fond n'ont pas été traités. Il faut aborder la question des revenus, non salariaux et des patrimoniaux. « A quoi sert de réduire les inégalités dans le groupe des salariés, c'est-à-dire dans celui qui est victime des inégalités ? »

Paradoxalement, le « structuraliste » ne cessait de monter au fil, tandis que le conjoncturaliste « lobbiste ». Avec toute l'expérience de ses soixante-trois ans (dont une quarantaine de délicate vie syndicale patronale), M. Jacques Ferry a réussi à ne pas se laisser enfermer dans le piège qui le menaçait : se trouver acculé, alors qu'il n'est pas un homme politique, à défendre systématiquement la majorité. Le patronat sait qu'il vaut mieux éviter de païsser,

même quand les événements ne lui donnent pas trop de fil à retordre. Les entreprises sont bien aises de voir la charge de l'austérité générale répartie sur la quasi-totalité des agents économiques, alors qu'elles avaient été pour ainsi dire seules jusqu'à présent à supporter les mesures de refroidissement de M. Fourcade, qui avaient gelé certaines d'entre elles presque jusqu'à la syncope.

Même si les incitations aux investissements et à l'exportation sont considérées comme insuffisantes, et le blocage des prix ressenti comme sévère, le principal est acquis : à savoir une modération obligatoire des salaires par rapport aux prix. Mais admettre, comme le déplorent les syndicats, que les salariés sont les principales victimes du plan, c'est une autre question. La surcharge fiscale pour un ménage qui a un enfant et gagne 5 000 francs par mois sera de l'ordre de 165 francs par mois, dit M. Ferry. « Ce n'est pas négligeable, mais ce n'est pas intolérable. Le pouvoir d'achat est maintenu et la hiérarchie des salaires décalée par l'effet de l'aménagement des tranches d'imposition. » A quoi M. Attali répond : « Si tous les revenus augmentent de 6,5 % par an, cela continue d'aggraver les inégalités en valeur absolue. Au moins les deux hommes se sont-ils mis d'accord pour dire qu'il fallait faire quelque chose et que tout le monde a intérêt à ce que cela réussisse. Cependant, les auditeurs qui avaient entendu auparavant M. Michel Rocard, secrétaire national de la C.F.D.T., s'opposer sur Europe 1 à M. Yves Chotard, vice-président du C.N.P.F., en s'attachant à la démarche de M. Georges Séguy, parlant d'agression tous azimuts — et de « déclaration de guerre aux travailleurs » — de la part du gouvernement, sont restés perplexes. Visiblement, la pédagogie politique ne facilite pas le consensus.

JACQUELINE GRAPIN.

Redistribution des charges ou lutte contre l'inflation ?

On n'en est que plus surpris de voir le premier ministre chausser, pour l'essentiel, les bottes du président de la République. Car ce n'est pas par le contenu économique du dispositif proposé qu'il se montre original. Ce qui distingue le plan Barre de ses devanciers, c'est plutôt le souci d'équité affirmé par son auteur, dans le cadre d'une réserve importante — de la fiscalité et des règles économiques actuelles. Le premier ministre a tellement multiplié les mesures « significatives » à cet égard — chacune petite, mais qui s'additionnent au défilé, souvent, des mêmes contributeurs qu'on est conduit à se demander si le plan de lutte contre l'inflation n'est pas d'abord une opération de redistribution des charges que la conjoncture (échec de la loi de finances) et l'attentisme gouvernemental (déficit accru de la Sécurité sociale, retard des traitements sur les prix) imposent aujourd'hui de solder.

Le « collectif » budgétaire pour 1976 recense 9,4 milliards de dépenses sous ces trois titres. Il les fait couvrir par une moitié par les plus-values fiscales (nées principalement de la hausse des prix : meilleur rendement de la T.V.A.), et pour l'autre par un appel à la solidarité des automobilistes (21 milliards), ainsi qu'à celle des trois millions de gros contributeurs (22 milliards) et des sociétés bénéficiaires. Rien de spécifiquement anti-inflationniste dans tout cela, non plus que dans l'idée de faire payer les salariés sociaux pour renforcer les cotisations de vieillesse. Mais c'est un effort pour décaler les fonds destinés à la Sécurité sociale.

Le projet de budget pour 1977 — plus classique encore et d'ailleurs élaboré du temps de M. Chirac —

est, lui aussi, un mélange pragmatique. Entre la reconduction banale des crédits de l'exercice antérieur — reconduction particulièrement chère sur les budgets de l'enseignement et les traitements des fonctionnaires, puisqu'on a fait la part belle à la défense et que l'endettement croissant du pays majora de nouveau du tiers le service de la dette — et un effort de répartition plus équitable des recettes supplémentaires : les contribuables aisés sont, une nouvelle fois, mis à contribution, ainsi que ceux qui s'adonnent aux consommations ostentatoires.

Le souci gouvernemental d'étendre les foyers publics d'inflation apparaît certes : budget 1977 en équilibre, limitation des dépenses de l'Etat au rythme de la production nationale, aide à l'investissement et à l'exportation (pour essayer de compenser la déflation de la consommation), maintien de l'encadrement du crédit, économies sur les dépenses sociales, appel à la sagesse des partenaires sociaux... Mais rien de bien original ni surtout de très marqué. Ce n'est plus tout à fait l'accumulation giscardienne ; mais ce n'est pas encore beaucoup mieux qu'un classicisme bien tempéré !

Les limites

Des bornes ont, en effet, été placées un peu partout, qui limitent les velléités d'audace. On le voit d'abord à propos du souci d'équité du premier ministre. Les initiatives prises rappellent que M. Barre a été l'un des « sages » qui veillaient le berceau du CERC (le Centre d'études des revenus et des coûts qu'anime couramment M. Marsud).

Les moyens et hauts revenus vont

Les conséquences pratiques

Poser la question, c'est s'interroger sur les conséquences pratiques du plan Barre. Sur les finances publiques, qui dépendent totalement de l'Etat, on peut dire que le budget de 1976 connaît un déficit supérieur à 15 milliards de francs, à condition d'ailleurs que les entreprises règlent d'ici à la fin de l'année les 20 milliards d'impôts qu'elles doivent verser (et dont le projet de loi prévoit paiement différé de 1 à 2 ans). Pour 1977, l'équilibre n'est peut-être pas aussi solide qu'on le dit à Matignon ou rue de Rivoli. Pour plusieurs raisons. Tout d'abord, le déficit n'est pas qu'on ignore encore — les versions étant contradictoires — si les subventions destinées à compenser les entreprises nationales la perte de recettes que leur fait subir le « gel » des tarifs publics sont comptabilisées ou non dans le budget. Il y aurait en outre beaucoup à dire sur les hypothèses d'activité industrielle ou de prix ayant servi à calculer les comptes de la nation, donc les grands tableaux budgétaires.

Sur les prix, l'impact du plan paraît être moins sûr. Après trois mois de freinage de la hausse, dû au blocage (la prise en compte des hausses des matières premières étant cependant admise par M. Barre), janvier devrait connaître — comme en 1973 — une baisse, grâce à l'allègement partiel de la T.V.A. Le résultat en sera annoncé à la fin de février, quelques semaines avant les élections municipales de mars. Simple hasard ? Au-delà, tout dépendra de l'attitude des commerçants, car les industriels seront, eux, de plus en plus libres de fixer les tarifs. Le précédent de 1973 incite au pessimisme : les contributeurs des prix, trop peu nombreux ou les salaires, étaient arrivés à la conviction qu'une partie seulement de la T.V.A. — abandonnée par l'Etat avait été restituée au consommateur (sous forme de baisse des prix), les distributeurs conservant le reste pour eux. En fait, il différencie cette fois, alors que la somme mise en jeu ne représente que 2,5 % du chiffre d'affaires au lieu de 2,5 % de la valeur ajoutée.

L'investissement, qui porte toujours sur des dépenses à long terme, sera-t-il stimulé par l'augmentation des dépenses de l'Etat ? On ne peut en dire rien, car on ne dispose que de données globales de la consommation. Les dirigeants des P.M.E. ne tirent d'ailleurs qu'une conclusion : l'emprunt supplémentaire qu'on leur offre, alors que le mouvement des prix utilise le précédent, est un contre-signe, l'aggravation de leurs charges (fiscales et sociales) qui fonde leur inquiétude.

« L'EFFET » ET LES EFFETS

(Suite de la première page.)

Après cette forte mise en condition, combien apparaissent moins sévère la médication proposée pour éviter que les Français ne vivent au-dessus de leurs moyens ! L'essentiel est qu'elle touche tout, et le mérite du premier ministre fut de démontrer comment tout s'imbrique dans la machine économique : crédit, budget, revenus, sécurité sociale. Quand l'ensemble des rouages s'emballe, il faut bien trouver les moyens de les faire tourner à nouveau, normalement, dussent les coups de freins faire grimacer les dents.

L'art du présentateur fut précieusement non pas d'émouvoir dans le miel des plumes telles que la force hausse du prix de l'essence, l'arrêt de la croissance du pouvoir d'achat, la hausse de l'impôt sur le revenu, la majoration des cotisations de Sécurité sociale, etc., mais de les présenter tout naturellement comme des remèdes inéluctables, qu'on ne pouvait pas plus discuter que l'ordonnance du spécialiste qu'on consulte pour une maladie du cœur.

Etait-il sage de garder pour la fin, mais de laisser, sur leur fait, les télespectateurs avec l'axiome du mariage des sexes destinés à lutter contre le chômage et les inégalités. Sur ce dernier point, la meilleure connaissance de tous les revenus et le combat contre la fraude fiscale ont été noyés dans l'habituel ton, très peu artistique.

Mais quel beau clin d'œil au Français moyen déjà entraîné par la propagande à l'usage des municipales et des législatives que

cette profession de foi : « Je ne céderai à aucune considération d'intérêt particulier, même électoral ! » Peut-être était-ce déjà fait, avec l'abandon de l'impôt sur les fortunes...

Tout avait l'air si simple, si clair, si évident dans les propos de M. Barre, que le public était conduit à se demander : mais pourquoi n'a-t-on pas trouvé cela plus tôt ?

Il ne faut pas mésestimer l'effet boomerang des déclarations du premier ministre venant après ce célèbre « On va s'attaquer enfin aux vrais problèmes », de M. Giscard d'Estaing. C'est toute une gestion des années passées qui est condamnée ainsi, non plus par l'opposition, mais par ceux qui tenaient les rênes. La peur de parler vrai aux Français, l'effroi de leur demander des sacrifices, qui avait été ressenti si fortement à la fin de 1973 et au début de 1974, après le quadruplement du prix du pétrole, la longue suite de discours rassurants du président de la République ou de M. Fourcade sur le thème : « Un peu de patience, et tout ira mieux, la France est un pays où l'on vit bien, elle pourra être un « îlot de prospérité », « Partez en vacances tranquilles », etc. N'est pas Cassandre qui veut, mais

sans jouer ce rôle, pourquoi cette obstination dans la prophétie rose bonbon ?

Encore plus crûment, deux heures plus tard sur Antenne 2, M. Jacques Attali (face à M. Jacques Ferry, dans l'émission « C'est à dire ») qui n'avait pas succombé au magnétisme de son ancien professeur, M. Raymond Barre, déclarait : « Ce programme est le constat de l'échec des plans précédents, et il ne s'attaque pas aux problèmes structurels. » Il avait toutefois clairement indiqué au départ : « Nul n'a intérêt à ce qu'une politique économique contre l'inflation échoue. »

Tout l'art de l'opposition dans cette nouvelle phase va consister, en effet, à montrer que l'on aurait pu faire mieux (notamment si la gauche était au pouvoir) sans prendre le risque d'être accusée de saboter l'expérience en cours, ce qui serait d'un mauvais rendement électoral. M. Barre, en recevant les syndicats, a sûrement déjà pris conscience de cette double « réponse » à travers des réactions qui se situent parfois au niveau du réflexe. L'homme de la rue va trouver bien long l'attente des premiers effets bénéfiques que l'on nous promet pour la fin de 1977.

PIERRE DROUIN.

EN DORDOGNE

Un conseiller général de la majorité adhère au P.S.

De notre correspondant

Périgueux. — M. Jean-Louis Soustre, conseiller général de Périgueux et maire de Trélissac, commune suburbaine, vient de faire connaître qu'il était en désaccord fondamental avec les orientations politiques de la majorité présidentielle. Il a décidé de rompre avec elle et de rejoindre l'opposition de gauche. « J'ai donc rejoint le groupe socialiste », annonce-t-il. M. Soustre, qui a été élu conseiller général en 1973, par 2 699 voix sur 5 268, dans l'un des deux nouveaux cantons créés à Périgueux. Il avait été soutenu activement par M. Yves Guéna qui est élu dans le canton de Périgueux-Ouest. M. Soustre, ancien député, qui était alors se-

crétaire fédéral du parti communiste.

M. Soustre s'était inscrit au groupe Majorité présidentielle au conseil général et votait régulièrement avec ses neuf autres collègues. Son adhésion au groupe socialiste porte ainsi à vingt et un membres sur cinquante.

Quant à son adhésion au parti, elle sera l'objet de la section locale qui doit se réunir. Elle sera peut-être fonction d'un engagement pour les prochaines municipales, ce qui ne devrait pas manquer de mettre M. Soustre dans une situation embarrassante, puisque, en apprenant par lettre, à ses conseillers municipaux son nouvel appartenance, il assurait qu'il reprendrait ceux qui le votaient dans sa prochaine équipe municipale.

Après la défaite aux cantonales partielles, il y a un mois, à Neuvic, du candidat soutenu par l'U.D.R. au profit d'un socialiste, le revirement de M. Soustre porte évidemment un nouveau coup à M. Guéna qui peut désormais être menacé dans sa circonscription législative.

LA TREIZIÈME RENCONTRE NATIONALE DES GAM

Les Groupes d'action municipale organisent, les 16 et 17 octobre, à Caillon (Eure), leur XIII^e Rencontre nationale. La dernière avant les élections municipales de mars 1977. Deux questions seront traitées : — Comment les citoyens peuvent-ils s'informer, s'exprimer, décider réellement sur ce qui les concerne ? — Quel point d'appui peut leur apporter la présence de la gauche à la mairie ? Cette rencontre, précisée les organisateurs, « est ouverte à tous ceux qui souhaitent s'informer et débattre sur leur pratique, dès lors qu'appartenant ou non au mouvement GAM, ils aient posé la prise en compte par les élus de leurs propres problèmes ». GAM, 18, rue Anatole-France, 92800 Puteaux.

BAREME D'IMPOSITION EN 1977 DES REVENUS DE 1976

(en francs par an)

TAUX (en %)	TRANCHES (revenu imposable en francs par an)
0	0 à 23 450
15	23 450 à 28 500
15	28 500 à 33 550
20	33 550 à 38 600
25	38 600 à 43 650
30	43 650 à 48 700
35	48 700 à 53 750
40	53 750 à 58 800
45	58 800 à 63 850
50	63 850 à 68 900
55	68 900 à 73 950
60	73 950 à 79 000
65	79 000 à 84 050
70	84 050 à 89 100
75	89 100 à 94 150
80	94 150 à 99 200
85	99 200 à 104 250
90	104 250 à 109 300
95	109 300 à 114 350
100	114 350 à 119 400
105	119 400 à 124 450
110	124 450 à 129 500
115	129 500 à 134 550
120	134 550 à 139 600
125	139 600 à 144 650
130	144 650 à 149 700
135	149 700 à 154 750
140	154 750 à 159 800
145	159 800 à 164 850
150	164 850 à 169 900
155	169 900 à 174 950
160	174 950 à 179 000
165	179 000 à 184 050
170	184 050 à 189 100
175	189 100 à 194 150
180	194 150 à 199 200
185	199 200 à 204 250
190	204 250 à 209 300
195	209 300 à 214 350
200	214 350 à 219 400
205	219 400 à 224 450
210	224 450 à 229 500
215	229 500 à 234 550
220	234 550 à 239 600
225	239 600 à 244 650
230	244 650 à 249 700
235	249 700 à 254 750
240	254 750 à 259 800
245	259 800 à 264 850
250	264 850 à 269 900
255	269 900 à 274 950
260	274 950 à 279 000
265	279 000 à 284 050
270	284 050 à 289 100
275	289 100 à 294 150
280	294 150 à 299 200
285	299 200 à 304 250
290	304 250 à 309 300
295	309 300 à 314 350
300	314 350 à 319 400
305	319 400 à 324 450
310	324 450 à 329 500
315	329 500 à 334 550
320	334 550 à 339 600
325	339 600 à 344 650
330	344 650 à 349 700
335	349 700 à 354 750
340	354 750 à 359 800
345	359 800 à 364 850
350	364 850 à 369 900
355	369 900 à 374 950
360	374 950 à 379 000
365	379 000 à 384 050
370	384 050 à 389 100
375	389 100 à 394 150
380	394 150 à 399 200
385	399 200 à 404 250
390	404 250 à 409 300
395	409 300 à 414 350
400	414 350 à 419 400
405	419 400 à 424 450
410	424 450 à 429 500
415	429 500 à 434 550
420	434 550 à 439 600
425	439 600 à 444 650
430	444 650 à 449 700
435	449 700 à 454 750
440	454 750 à 459 800
445	459 800 à 464 850
450	464 850 à 469 900
455	469 900 à 474 950
460	474 950 à 479 000
465	479 000 à 484 050
470	484 050 à 489 100
475	489 100 à 494 150
480	494 150 à 499 200
485	499 200 à 504 250
490	504 250 à 509 300
495	509 300 à 514 350
500	514 350 à 519 400
505	519 400 à 524 450
510	524 450 à 529 500
515	529 500 à 534 550
520	534 550 à 539 600
525	539 600 à 544 650
530	544 650 à 549 700
535	549 700 à 554 750
540	554 750 à 559 800
545	559 800 à 564 850
550	564 850 à 569 900
555	569 900 à 574 950
560	574 950 à 579 000
565	579 000 à 584 050
570	584 050 à 589 100
575	589 100 à 594 150
580	594 150 à 599 200
585	599 200 à 604 250
590	604 250 à 609 300
595	609 300 à 614 350
600	614 350 à 619 400
605	619 400 à 624 450
610	624 450 à 629 500
615	629 500 à 634 550
620	634 550 à 639 600
625	639 600 à 644 650
630	644 650 à 649 700
635	649 700 à 654 750
640	654 750 à 659 800
645	659 800 à 664 850
650	664 850 à 669 900
655	669 900 à 674 950
660	674 950 à 679 000
665	679 000 à 684 050
670	684 050 à 689 100
675	689 100 à 694 150
680	694 150 à 699 200
685	699 200 à 704 250
690	704 250 à 709 300
695	709 300 à 714 350
700	714 350 à 719 400
705	719 400 à 724 450
710	724 450 à 729 500
715	729 500 à 734 550
720	734 550 à 739 600
725	739 600 à 744 650
730	744 650 à 749 700
735	749 700 à 754 750
740	754 750 à 759 800
745	759 800 à 764 850
750	764 850 à 769 900
755	769 900 à 774 950
760	774 950 à 779 000
765	779 000 à 784 050
770	784 050 à 789 100
775	789 100 à 794 150
780	794 150 à 799 200
785	799 200 à 804 250
790	804 250 à 809 300
795	809 300 à 814 350
800	814 350 à 819 400
805	819 400 à 824 450
810	824 450 à 829 500
815	829 500 à 834 550
820	834 550 à 839 600
825	839 600 à 844 650
830	844 650 à 849 700
835	849 700 à 854 750
840	854 75

السؤال الأول

DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

RECETTES

(Suite de la page 4.)

● Lutte contre les factures de complaisance.
Afin de lutter contre la pratique des facturations fictives ne recouvrant pas, en totalité ou en partie, des opérations commerciales réelles, qui faussent les conditions d'une concurrence loyale et causent un grave préjudice au Trésor, il est proposé d'appliquer une amende fiscale de 50 % assise sur le montant des facturations, aux personnes convaincues d'avoir effectué de telles opérations en utilisant le cas échéant, de fausses identités.

Il s'agit de frapper plus sévèrement les fraudeurs sur la T.V.A. qui dissimulent une partie de leurs achats, et donc de leurs ventes, ainsi que leurs complices, appelés plus familièrement « taxis ».

● Vignette des voitures de sociétés.
Les voitures des sociétés, assujetties à un régime fiscal plus lourd, qui circulent actuellement avec la même vignette que celles des voitures appartenant à des particuliers, seront dotées d'une vignette spéciale portant le nom et l'adresse de la société, afin de rendre plus facile le contrôle de l'usage de ces véhicules.

● Limite d'application du régime du bénéfice réel dans l'agriculture.
Afin de mettre un terme aux abus constatés, pour les exploitants agricoles dont les recettes dépassent 500 000 francs pendant deux années consécutives, à décaler les excès de la fin l'exercice de façon à aligner les années à plus et moins de 500 000 francs (procédé dit du « sous-marin »), il est proposé d'appliquer désormais cette limite de 500 000 francs non plus année par année, mais d'après la moyenne de deux années consécutives. Actuellement, sept mille exploitants sont soumis de plein droit, ce régime de bénéfice réel.



DÉPENSES : une progression de 13,7 %

Voici comment évolueront les principaux postes de dépenses : dette publique : + 27,9 % ; dépenses de fonctionnement : + 13,1 % ; dépenses d'intervention : + 14,1 % ; dépenses d'équipement : + 5,1 % ; dépenses militaires : + 16,8 % (Tous ces pourcentages sont donnés en valeur).

La progression relativement modérée de l'ensemble des dépenses publiques (+ 12,7 %) s'explique par trois choix principaux : moins de créations d'emplois (21 647 en 1977 contre 32 430 en 1976) ; une faible progression des dépenses de fonctionnement (+ 13,1 %) ; une stabilisation en valeur des crédits d'équipement.

M. Barre a assuré que cette volonté de modérer la dépense publique ne se démentirait pas tout au long de 1977 et que des ouvertures de crédits en cours d'année seraient limitées au

maximum, « sauf si elles sont compensées par des économies ». Le premier ministre a également annoncé que les dépenses d'intervention de l'Etat et en particulier les concours aux entreprises nationales seraient systématiquement réexaminés à l'occasion de la préparation du budget 1978.

Malgré l'austérité qui le caractérise, le projet de budget pour 1977 respecte trois priorités : les programmes d'actions prioritaires du VII^e Plan ; la défense nationale ; le développement du téléphone et le progrès social.

I. — PROGRAMMES D' ACTIONS PRIORITAIRES (I.P.A.)

En 1976, les crédits qui correspondaient à ces programmes se sont élevés à 23,2 milliards de francs. En 1977, ce montant est

porté à 28,9 milliards de francs, soit un accroissement de 23 %. Si l'on ne tient pas compte des P.T.T., ces chiffres sont respectivement de 14,5 milliards de francs et de 17,8 milliards de francs, soit une augmentation de 22,8 %.

II. — LOI DE PROGRAMME MILITAIRE

Le projet de loi de finances pour 1977 comporte un effort important pour la défense nationale, en application des orientations de la programmation militaire pour les années 1977-1982, déjà approuvées par le Parlement.

En 1977, avec un montant de 58,4 milliards de francs, la part des dépenses de défense dans l'ensemble des dépenses définitives de l'Etat est portée à 17,52 %, contre 17,06 % en 1976, l'objectif étant

de porter ce taux à 20 % en 1982. Cela implique une progression des crédits militaires supérieurs de 4,3 points chaque année à celle des budgets civils, hors dette publique.

III. — DEVELOPPEMENT DU TELEPHONE

Les crédits d'équipement du budget général de l'Etat stagnent en valeur dans le projet gouvernemental pour 1977. C'est dire qu'ils régressent légèrement en volume (d'environ 7 % à 8 %). Cependant, si l'on tient compte du budget annexe des P.T.T. et des financements par emprunts (autoroutes et téléphone), le montant des engagements de l'Etat passe de 62,9 milliards de francs en 1976 à 71,9 milliards de francs en 1977, soit une augmentation de 11,3 %. Cette évolution s'explique

par l'effort consenti au profit du téléphone, pour lequel les engagements passeront de 12,3 milliards de francs en 1976 à 24,6 milliards de francs en 1977 (+ 24 %). Les crédits auront été multipliés par deux fois et demie depuis 1974.

Le projet de loi de finances pour 1977 comporte en outre un Fonds d'action conjoncturelle. Celui-ci sera utilisé si, à la fin du premier semestre de 1977, les objectifs de croissance économique retenus (+ 4,8 % en volume) apparaissent menacés.

(Lire la suite page 6.)

L'ACCROISSEMENT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES PAR RAPPORT A LA LOI DE FINANCES PRÉCÉDENTE

Loi de finances :	
1963	+ 10,68 %
1964	+ 8,81 %
1965	+ 6,83 %
1966	+ 6,59 %
1967	+ 11,03 %
1968	+ 9,26 %
1969	+ 16,10 %
1970	+ 6,33 %
1971	+ 8,43 %
1972	+ 9,21 %
1973	+ 19,89 %
1974	+ 15,9 %
1975	+ 21,20 %
1976	actuellement + 20,25 %
1977	+ 13,7 %

LES CONCOURS DE L'ÉTAT AUX ENTREPRISES NATIONALES (en millions de francs)

	1976	1977
S.N.C.F.	9 712	10 648
R.A.T.P.	1 800	2 056
Charbonnages	1 560	2 300
E.D.F.	2 860	1 600
G.D.F.	560	230
Comp. nat. Rhône	150	130
Aéroport de Paris	210	171
Air France	140	300
Cie Génér. Maritime	129	119
Esasult	9	175
S.N.I.A.S.-SNECMA	400	450
Divers	50	50
Total	16 762	18 469

Le projet de budget pour 1977 comparé aux précédents (En millions de francs)

	LOI DE FINANCES DE 1976	BUDGET DE 1976	PROJET DE BUDGET POUR 1977			
		Loi de finances initiale	Montant	Différence par rapport à 1976	Différence en %	Nouvelle présentation (1)
I. — OPERATIONS DÉFINITIVES :						
a) Dépenses ordinaires civiles :						
● Dette publique	7 488	9 016	11 536	+ 2 520	+ 27,95	11 536
● Fonctionnement	105 410	121 514	137 518	+ 16 004	+ 12,79	128 175
● Interventions	73 192	80 823	92 236	+ 11 473	+ 14,18	92 282
TOTAL	186 070	211 353	241 350	+ 29 997	+ 14,19	231 993
b) Dépenses civiles d'équipement	29 387	31 819	33 690	+ 1 871	+ 5,88	33 682
c) Dépenses militaires	43 787	50 000	58 412	+ 8 412	+ 16,82	58 577
d) Compte d'affectation spécial	- 167	- 126	- 122	+ 4		- 122
TOTAL des charges définitives	259 087	293 046	333 330	+ 40 284	+ 13,75	333 330
TOTAL des ressources	259 338	294 244	334 100	+ 39 856	+ 13,55	334 100
Excédent des ressources (+) ou des charges (-)	+ 252	+ 1 198	+ 770	- 428		+ 770
II. — OPERATIONS TEMPORAIRES (dont FDES). Solde des charges temporaires.	- 225	- 1 191	- 520	+ 671		- 520
III. — EXCÉDENT (ou déficit) global (solde I + solde II)	+ 27	+ 7	+ 250	+ 243		+ 250

(1) Compte tenu de la régularisation de l'imputation de certains crédits de personnel et de transport au budget de la défense de dotations imputées en 1976 au budget des charges communes.



Toute de charme et de gentillesse, elle sourit. A vous, et à déjà plus de la moitié du globe.

Menue et gracieuse dans son sarong kebaya, chaleureuse, souriante, si douce et si gentille, vous la rencontrerez à 8.000 m.d'altitude, au-dessus de 3 continents, dans le cadre exceptionnel et confortable de nos 747B, 707 ou 737. Elle s'occupera de vous comme elle seule sait le faire. Cette hôtesse, notre hôtesse, c'est le cœur de Singapore Airlines.



Pour tous renseignements, adressez-vous à votre agent de voyages ou à SIA, 35 avenue de l'Opéra, 75002 Paris. Tél. : 261.53.09.

LE PLAN GOUVERNEMENTAL

LE « COLLECTIF » BUDGÉTAIRE POUR 1976

L'impôt au secours des paysans et de la Sécurité sociale

DÉPENSES

(Suite de la page 5.)
Le montant du Fonds sera de 2500 millions de francs, dont 750 millions pour l'équipement, 250 pour le logement, 200 pour l'éducation, 200 pour la santé, 250 pour l'agriculture, et 750 n'ayant pas été affectés. Si le Fonds était débouqué en 1977, les engagements publics se trouveraient portés à 13,631 milliards de francs, ce qui correspondrait à un accroissement de 15,2 % par rapport à 1976.

En ce qui concerne la recherche, le projet de budget prévoit la création d'emplois. Les crédits d'équipement sont majorés de 19 %. L'accent est mis sur la recherche universitaire et médicale, dont les crédits augmentent respectivement de 22,9 % et 21,4 %.

IV. — LE PROGRES SOCIAL.
(Voir page 7 le détail des mesures concernant les « revenus ».)

RÉPARTITION DES FONCTIONNAIRES SUPPLÉMENTAIRES

	1976	1977
Travail et santé	+ 886	+ 439
Agriculture	+ 690	+ 758
Economie et finances	+ 4 392	+ 5 572
Éducation, universités, jeunesse, sports	+ 23 682	+ 36 630
Équipement, logement, tourisme et transport	+ 3 238	+ 823
Intérieur et rapatriés	+ 1 578	+ 1 019
Justice	+ 1 674	+ 1 271
Divers	+ 1 911	+ 421
P.T.T.	+ 14 125	+ 11 999
Autres budgets annexes	+ 12	—
	+ 58 226	+ 59 634

En 1977

LE POIDS DU BUDGET DANS LA PRODUCTION NATIONALE

Après avoir eu tendance à diminuer pendant les premières années de la V^e République, la part des dépenses publiques dans la production nationale avait recommencé à augmenter en 1967.

De 1973 à 1974, elle a baissé de nouveau, les dépenses de l'État augmentant moins vite que la production nationale. En revanche, en 1975, elle augmente brutalement au rythme des divers plans de relance.

Elle devrait être moins forte l'an prochain.

Voici les chiffres pour les années 1971 à 1977 :

Année	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Produit national brut	20,75 %	20,28 %	20,89 %	19,91 %	21,20 %	21,20 %	20,21 %

LES COMPTES DE LA NATION

CROISSANCE DES EXPORTATIONS DOUBLE DE CELLE DE LA CONSOMMATION

	1975	1976	1977
Résultats (révisés) (en %)			
RESSOURCES DE LA NATION :			
Production intérieure brute	— 3	4,6	5
Importations (toutes zones)	— 9,6	11,5	12,4
EMPLOI DE CES RESSOURCES :			
Consommation des ménages	3,7	2,3	4,1
Investissements des entreprises	— 7	5	— 1,3
Exportations (toutes zones)	— 3,7	6	8,3
HAUSSE DES PRIX A LA CONSOMMATION :			
Production intérieure brute	11,8	7,3	8,7
ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTION INTERIEURE BRUTE (en valeur) :			
	8,4	13,1	14,1

(*) 6,5 % de décembre 1976 à décembre 1977.

M. Barre n'a pas indiqué, au cours de son exposé, comment avaient été mis au point les comptes de la nation pour 1977, résumés ci-dessus. En particulier, il n'a pas expliqué comment la stabilité du pouvoir d'achat, qu'il préconisait pour l'an prochain, pouvait assurer le progrès prévu de 4,1 % de la consommation.

Il semble, si l'on en croit ses conseillers, que l'augmentation des dépenses de consommation puisse résulter de la conjugaison de trois facteurs : la légère progression du pouvoir d'achat des « smicards », la moindre propension des ménages à épargner, enfin — si tout va bien — la « prime » qui sera accordée en fin d'année aux salariés. Si l'on s'en tient à ces données, on voit mal comment cela pourrait aboutir à un progrès de 4,1 % (presque double de celui qui était prévu il y a un an pour cette année), en dépit (ou surtout à cause) du niveau élevé atteint par la consommation en fin d'année 1976.

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

réservée à nos lecteurs résidant à l'étranger

Au sommaire de chaque numéro :

- * Les principaux faits de l'actualité française et étrangère.
- * Un choix des articles de synthèse et de commentaires.
- * Les grandes enquêtes politiques, économiques, sociales.
- * Une chronologie des événements.

Renseignements et tarifs :

5, rue des Italiens — 75227 PARIS CEDEX 02.
Téléphone : 710-91-29

Le « collectif » budgétaire pour 1976 rectifiera, pour la seconde fois, la loi de finances votée en décembre dernier pour cette année, laquelle avait déjà été rectifiée en juin dernier. Comme le nouveau texte rectificatif comprend autant de dépenses que de recettes, il laisse inchangé le déficit attendu pour l'exercice en cours qui se situera entre 15 et 16 milliards de francs, pronostic officiel, et 20 milliards de francs, chiffre le plus souvent indiqué dans les milieux concernés.

Les dépenses inscrites au « collectif » concernent essentiellement :

- L'aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse : 6,5 milliards, dont les 2,2 milliards qui vont être accordés à titre d'avance (voir à ce sujet les modalités de répartition de ces fonds page 7) ;
- L'aide immédiate à la Sécurité sociale : 2,37 milliards, correspondant, d'une part, à des secours (1,07 milliard) qui lui sont versés pour servir les prestations prescrites, d'autre part, 1,30 milliard d'avance à diverses administrations pour leur permettre

d'éviter des retards dans leurs paiements (voir page 7) ;

- Sy ajoute 1,5 milliard de crédits supplémentaires pour ajuster les traitements et les pensions.

Les fonds, pour les sinistres de la Guadeloupe, ne s'élevaient qu'à 16 millions (1 % du « collectif »).

Le financement de ces dépenses est couvert, pour un peu plus du tiers, par les plus-values inscrites dans le premier « collectif » de juin (3,88 milliards, dont 3,76 milliards de ressources fiscales) et, pour le solde, par des impôts nouveaux : majoration exceptionnelle de l'impôt sur les particuliers, relèvement de l'impôt sur les sociétés, hausse de la vignette et des carburants.

Hausse de l'impôt sur le revenu en partie libérale par l'emprunt

La majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu des particuliers sera, en 1976, de :

- 4 % pour les deux millions et demi de contribuables dont l'impôt (payable en 1976 sur les revenus de 1975) se trouve compris entre 4 500 F et 20 000 F ;
- 8 % de majoration pour les cinq cent mille contribuables dont l'impôt dû cette année excède 20 000 F.

La date de paiement sera, au plus tard, le 15 décembre (un avertissement sera envoyé au préalable).

Les contribuables pourront se libérer en totalité ou en partie en souscrivant à un emprunt d'État au taux de 6,5 %, remboursable après cinq ans ; la limite, pour ce faire, sera de 4 % de l'impôt dû pour 1976.

Exemple : un contribuable qui doit au fisc 25 000 F devra une majoration exceptionnelle égale à 2 000 F (8 % de 25 000). Il pourra s'acquitter de cet impôt à concurrence de 1 000 F (4 % de 25 000) en souscrivant à l'emprunt d'État, le solde étant dû à titre définitif au fisc.

La recette attendue de cette mesure en 1976 est de 2,25 milliards, dont environ, pense-t-on, 1,50 milliard d'emprunt.

La solidarité entre agriculteurs se traduira par la perception d'une contribution exceptionnelle à la charge des exploitants dont les recettes auront excédé 800 000 F pour le total des années 1975 et 1976 (le choix des recettes de deux années de référence et non d'une seule permettant de tenir compte de l'irrégularité de la production agricole).

En ce qui concerne la faible marge propre aux éleveurs, la baisse des recettes des intérêts fera l'objet d'un abatement de 30 %, comme pour l'application du régime du bénéfice réel agricole. La contribution sera égale à :

- 0,17 % des recettes si elles sont comprises entre 800 000 F et 900 000 F ;
- 0,33 % des recettes, si elles sont comprises entre 900 000 F et 1 million ;
- 0,5 % des recettes, si elles excèdent 1 million de francs.

Elle sera payée le 15 décembre 1976 au plus tard. Le produit qui

en est attendu est de 100 millions, versés par environ vingt mille exploitants.

4 % de majoration de l'impôt sur les sociétés

Les sociétés apporteront leur contribution sous forme d'une majoration de 4 % de l'impôt sur

Majoration de la vignette auto. — Le fort relèvement du prix de la vignette auto (de 48 % à 127 %, selon la puissance du véhicule) rapportera à l'État 1,03 milliard (voir page 7).

Augmentation du prix des carburants. — La hausse, de l'ordre de 15 %, des prix des produits pétroliers (sauf à 2,35 F,

L'équilibre entre les dépenses et les recettes à 9,38 milliards

DÉPENSES INSCRITES AU « COLLECTIF » 1976 (en millions)

— Aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse	5 596
— Aide exceptionnelle aux paysans	4 717 (1)
— Secours d'urgence et aides au transport de paille	105
— Prise en charge des intérêts 1976 des prêts aux jeunes agriculteurs (remboursement) et des prêts spéciaux élevage	238
— Aide d'urgence aux victimes de l'éruption volcanique de la Guadeloupe	10
— Aide aux régimes sociaux en difficulté pour assurer le service des prestations dues à leurs ressortissants	1 070
— Mise à disposition de diverses administrations des crédits supplémentaires nécessaires pour éviter des retards de paiement	1 306 (2)
— Abonnement des crédits de rémédiation et de pension	1 590
— Dont : fonction publique	850
— Pensions d'anciens combattants	656
TOTAL DES DÉPENSES	9 330

RECETTES FINANÇANT LE « COLLECTIF »

— Majoration de l'impôt sur le revenu (en partie libérale par l'emprunt)	2 250 (3)
— Majoration de 4 % de l'impôt sur les sociétés	1 100
— Contribution de solidarité à la charge des exploitants agricoles les plus importants	190
— Majoration de la vignette sur les automobiles	1 020
— Relèvement de la taxe sur les carburants (hausse de l'essence, du gazole et du fuel)	1 030
— Plus-values inscrites au panier « collectif » de juin	3 880 (4)
TOTAL DES RESSOURCES	9 330

(1) Dont 2 200 millions correspondant à l'avance consentie en septembre.

(2) 1 000 pour la défense et 300 pour l'éducation.

(3) La partie de ce montant pouvant être acquittée par souscription à l'emprunt libérateur est estimée à 1 500 millions ; la partie inscrite au budget 1976 comme recette fiscale sera donc de 750 millions seulement.

(4) Dont 3 787 millions de recettes fiscales et 123 millions de ressources non fiscales.

les sociétés, payable en 1976. Pour les sociétés constituées en 1975, le bénéfice à prendre en considération sera celui réalisé depuis leur constitution jusqu'à la fin de l'année.

La contribution exceptionnelle devrait être acquittée le 15 novembre 1976 au plus tard et ne serait pas admise dans les charges déductibles pour le calcul du bénéfice. Les sociétés dont l'impôt a été inférieur à 20 000 F ne seront pas tenues d'acquiescer ce complément. Cela permettra d'exonérer les plus petites entreprises, un certain nombre de sociétés nouvelles, ainsi que la plupart des organismes sans but lucratif.

essence à 2,09 F, fuel et gazole majorés de 4 centimes par litre) procurera au Trésor 1,03 milliard.

L'impôt sur les sociétés réparti en 1975 reste dû

En réponse à une question, M. Barre a précisé que les 3,6 milliards d'impôt sur les sociétés, dont, en septembre 1975, le paiement avait été différé jusqu'en 1976, restait effectivement dû au Trésor.

« Rien n'est changé à cet égard », a-t-il ajouté. Cette somme, ainsi que les autres dettes des entreprises envers le fisc, devront être acquittées « avant le 31 décembre ».

CORRESPONDANCE

Le cumul de l'emploi

M. A. Joubert, de Paris, nous écrit, à propos du problème du cumul d'emplois :

Qui ne connaît un général en retraite, un haut fonctionnaire en retraite ayant un poste de cadre, de cadre supérieur, voire d'administrateur ? Qui ne connaît un retraité faisant des enseignements ou ayant un emploi dans un service du personnel ? Il faudrait interdire aux retraités d'avoir, par le jeu du cumul — travail + retraite, un revenu supérieur en France à celui qu'ils auraient en solde, d'empêcher des salariés à une rémunération inférieure de 10 % à celle versée antérieurement pour le même emploi et les mêmes responsabilités.

J'ai écrit en ce sens au président de la République. Il m'a été répondu : « Le gouvernement s'est engagé à déposer avant la fin de l'année un projet de loi tendant à réglementer les conditions de cumul d'une activité professionnelle rémunérée avec le bénéfice d'une pension de retraite. Pourquoi attendre fin 1976 pour prendre des mesures applicables au plus tôt fin 1977, alors que celles-ci auraient dû être prises en 1974, dès le début de la crise. Le gouvernement fait-il tout ce qui est en son pouvoir pour résorber le chômage ? »

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 23 septembre 1976 :

UN DÉCRET
— Relatif à l'heure légale en 1977 (voir page 7).UNE CIRCULAIRE
— Relative à la constitution de couvertures de change à terme.

Un concours en vue du recrutement d'un enseignant à temps complet pour un poste de plasticien est organisé à l'école régionale des Beaux-Arts du Mans (5, place Saint-Pierre), le 15 octobre prochain. Les candidatures sont à adresser, avant le 4 octobre, à M. le sénateur-maire de la ville du Mans, secrétaire général bureau du personnel, boîte postale 505, 72017 Le Mans Cedex.

LA CUCIRINI INTERNAZIONALE

SOCIÉTÉ DU GROUPE ENI - ITALIE

Spécialisée dans la fabrication et le négoce de fil à coudre pour l'industrie des confections et des chaussures, recherche pour la France :

AGENT IMPORTATEUR GÉNÉRAL

ayant sa propre organisation de vente introduite dans les marchés susmentionnés. Il sera chargé d'assurer les actions de vente, de prospection, de démonstration et de promotion des produits et d'élaborer le budget par produits et par types de clients...

Ecrire : CUCIRINI INTERNAZIONALE S.P.A.

P.ZZA BOLDRINI, 1

20097 San Donato Milanese (Milano)

(ITALIE)

150
م. 150

Journal de 1950

VERNEMENT
POUR 1977

DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

LES MESURES SECTORIELLES

Prix :

Blocage général pendant trois mois

SECTEUR PRIVE

Les prix de tous les produits et services seront bloqués jusqu'au 31 décembre prochain au niveau atteint le 15 septembre. Seuls les produits alimentaires frais, dont les cours varient constamment, échappent à la règle commune ; beaucoup font néanmoins déjà l'objet d'une réglementation particulière. Pour les loyers, l'eau et les transports, qui échappent à la réglementation des prix, le gouvernement demandera au Parlement de voter les dispositions nécessaires.

En ce qui concerne les loyers, le texte qui va être déposé au Parlement, sans remettre en cause le régime d'établissement et de révision des baux, stabilise les prix jusqu'à la fin de l'année 1976, puis modère leur progression à 6,5 % pendant l'année 1977.

Le texte s'applique aux loyers commerciaux comme à ceux des immeubles d'habitation (secteur libre, secteur H.L.M. et secteur réglementé). Il concerne non seulement les loyers, mais encore les redevances, indemnités d'occupation ou « surloyers ».

Toutefois, afin de ne pas pénaliser les propriétaires d'immeubles à loyer réglementé qui ont effectué des travaux d'amélioration, le texte prévoit que la majoration légale provenant de ces améliorations (coefficient d'entretien, équivalences superficielles représentatives d'équipement) pourra être appliquée.

Le texte n'est pas applicable aux nouvelles locations dans des logements qui ont cessé d'être soumis aux dispositions de la loi de 1948 : locaux effectivement vacants ou locaux utilisés en tout ou partie à usage professionnel.

Majoration de la vignette automobile.

La vignette automobile est majorée d'un taux qui varie de 42,8 % au minimum à 127,27 % au maximum, selon la cylindrée des véhicules. Pour les voitures de 4 CV ou moins, elle passe de 70 F à 100 F (plus 42,8 %), pour ceux de 5 à 7 CV, de 100 F à 150 F (plus 50 %), pour ceux de 8 à 11 CV, de 150 F à 200 F (plus 33,33 %), pour ceux de 12 à 15 CV, de 200 F à 250 F (plus 25 %), et enfin, pour les véhicules de 17 CV et plus, de 250 F à 300 F (plus 20 %). Les voitures particulières de plus de 17 CV âgées de moins de six ans n'étant pas assujetties à la vignette mais à une « taxe spéciale » ne subiront pas d'augmentation. Comme par le passé, les nouveaux tarifs de la vignette sont réduits de moitié pour les véhicules âgés de plus de dix ans : en revanche le tarif des voitures âgées de vingt à vingt-cinq ans sera porté de 30 à 40 F.

La taxe sur les véhicules des sociétés (qui s'ajoute à la vignette) est également majorée, passant de 1 600 F à 2 000 F (plus 25 %) pour les véhicules de moins de 7 CV, et de 2 300 à 2 900 F (plus 26,1 %) pour les véhicules de plus de 7 CV.

La dernière augmentation de la vignette date du 1^{er} décembre 1973. Le produit attendu des majorations décidées atteint 1,02 milliard de francs (la vignette avait rapporté, l'an passé, 2,5 milliards de francs à l'Etat).

Fortes hausses de l'essence, du fuel et du gas-oil.

Le gouvernement proposera au Parlement, dans le budget rectificatif de 1976, d'accroître les taxes sur les carburants dans les proportions suivantes :

portions suivantes : + 0,29 F le litre de super-carburant ; + 0,27 F le litre d'essence ordinaire ; + 0,04 F le litre de gas-oil.

Les nouveaux tarifs (325 F pour le super et 2,09 F pour l'essence) ne seront appliqués que dans quelques semaines, après le vote du Parlement. Indépendamment de ce mouvement fiscal, les prix du gas-oil et du fuel domestique seront augmentés de 4 centimes par litre à compter de vendredi 24 septembre. Le litre de fuel domestique passera donc de 69 à 73 centimes.

Quant au litre de gas-oil, il subira en fait deux hausses. La première, vendredi 24 septembre, qui le fera passer de 1,26 F à 1,30 F (+ 3,1 %). La seconde, en même temps que celle du super et de l'essence, fera alors passer le litre de gas-oil de 1,30 F à 1,34 F (+ 3 %). La hausse de la fiscalité sur les carburants rapportera à l'Etat 5,4 milliards de francs en année pleine.

L'augmentation qui interviendra vendredi 24 sur le fuel domestique et le gas-oil est destinée à compenser la hausse du dollar par rapport au franc, intervenue depuis trois mois. Le gouvernement a décidé de faire supporter cette hausse « mécanique » sur ces deux seuls produits dans la mesure où leur prix « net » de raffinage n'était légèrement inférieur à ceux de nos voisins européens, alors que pour les carburants la situation est inversée.

D'une façon générale, les pouvoirs publics admettront peu de dérogations au blocage, dans la mesure où la durée de blocage sera courte. Mais M. Barre a admis que pour les prix industriels les hausses de matières premières pourraient être répercutées. « Ce qu'il faut, a-t-il précisé, c'est éviter les anticipations ».

Le Bulletin officiel des services des prix du 23 septembre, publie plusieurs arrêtés relatifs au nouveau régime en vigueur.

En janvier 1977, le blocage prendra fin. Mais les réductions de 20 à 17,8 % du taux normal de la T.V.A. provoquera — théoriquement — une baisse de prix de nombreux produits manufacturés, qui facilitera la sortie du blocage (les produits et services concernés représentent 33 % de la consommation des ménages).

La politique de libération des prix industriels à la production sera alors reprise. Cependant, le gouvernement demandera au Parlement d'autoriser l'application, dès le 1^{er} janvier 1977, du prélevement conjoncturel (Serisette) et de supprimer le caractère suspensif des recours. Le prélevement sera suspendu si, pendant six mois consécutifs, la hausse des prix à la consommation des produits manufacturés privés est inférieure à 2,5 %.

SECTEUR PUBLIC

Les tarifs publics seront bloqués jusqu'au 1^{er} avril 1977 (sauf la redevance radio-télévision). Leur hausse moyenne, en 1977, ne devra pas dépasser 6,5 %.

Objectif général pour 1977.

Le gouvernement s'est fixé comme objectif général de contenir la hausse des prix à 6,5 % (décembre 1977 comparé à décembre 1976). C'est pourquoi cette norme sera retenue par le gouvernement dans un grand nombre de cas (marchés publics et loyers, notamment). En ce qui concerne la nouvelle année 1977 comparée à 1976, la hausse des prix prévue est de 6,5 %.

Agriculture :

Des aides sélectives et décentralisées

Pour tenir l'engagement du président de la République concernant le maintien du revenu paysan de 1976 à son niveau de 1975, le montant global de l'aide accordée aux agriculteurs victimes de sécheresse a été fixé, mercredi 22 septembre, à 6 milliards de francs par le conseil des ministres, après que le chiffre de 6,2 milliards eut été un moment envisagé, et que la commission des comptes de l'agriculture eut estimé à 5,6 milliards la baisse du revenu global des paysans en 1976.

Deux séries d'aides avaient été décidées « à valoir » sur cette enveloppe financière : la 1^{re} juin, un « secours d'urgence », d'un montant total de 65 millions de francs ; le 25 août, une aide exceptionnelle de 50, 150 et 200 F pour les trente premières unités de gros bétail, selon les zones, pour un montant total de 2 milliards de francs.

La ventilation de l'enveloppe financière globale se fait de la façon suivante :

1 443 millions de francs sont consacrés :

— A la prise en charge des intérêts 1976 des prêts Jeunes Agriculteurs pour l'ensemble du territoire — alors que, le 25 août, quinze départements méridionaux avaient été exclus (268 millions) ;

— A celle des prêts spéciaux à l'élevage (218 millions) ;

— A un ensemble de mesures spécifiques pour maintenir l'état sanitaire du cheptel, abattage des vaches brucelliques, notamment (125 millions) ;

— A la bonification d'intérêts des prêts calamités qui seront accordés du fait de la sécheresse (environ 600 millions de francs) ;

— A une « rallonge » de la subvention au budget de la sécurité sociale agricole (SAPSA) (150 millions) ;

— Au remboursement des avances pour le transport de la paille (40 millions) ;

— Au « secours d'urgence » (65 millions) ;

— Au frais administratifs (25 millions) ;

— Aux travaux d'hydraulique (80 millions).

4 517 millions de francs d'aides directes répartis entre les départements en fonction de l'intensité de la sécheresse et de la « classe » relative des agriculteurs du département. Les enveloppes départementales évolueront de 5,5 millions de francs (Territoire de Belfort) à 300 millions (Gers) (et non de 100 à 400 millions comme nous l'avons indiqué par erreur dans nos éditions d'hier). Les éleveurs recevront les neuf dixièmes de ces aides, qui varieront en moyenne de 100 F à 300 F par U.G.B., y compris la prime « à valoir » décidée le 25 août, dans un plafond de trente unités de gros bétail.

Les préfets auront une assez large marge d'appréciation, pour tenir compte des situations réelles sur le terrain, dans la limite d'un certain nombre de règles fixées à l'échelon national. Ainsi, sont exclus du bénéfice des aides :

— Les exploitants, dont le revenu cadastral excède 5 760 F à l'hectare (sauf dans certains départements comme l'Aisne et l'Eure-et-Loir où, en raison de l'importance des zones d'élevage — Thiers et Perche — le critère de la surface d'exploitation sera retenu à l'appréciation des préfets). Environ 50 000 agriculteurs sont concernés.

Les agriculteurs qui ont une autre activité et « qui disposent de ressources suffisantes pour faire face aux dommages subis » 150 000 exploitants sont visés.

Les primes à valoir devraient être distribuées dès la semaine prochaine. Le reliquat devrait être versé à la mi-novembre.

Le financement de ces aides s'opérera en deux temps : 5,5 milliards de francs sont pris en compte dans le projet de collectif pour 1976 ; 600 millions de francs qui représentent le coût de la bonification des prêts spéciaux s'inscriront à la charge des budgets suivants. En présentant à la presse les mesures, M. Bonnet a insisté sur le fait que l'effort de solidarité n'était pas imputable à un impôt ou à une catégorie sociale en particulier. En outre, le ministre de l'Agriculture a souligné qu'« un effort particulier sera demandé aux agriculteurs disposant de ressources importantes sous la forme d'une taxe exceptionnelle » d'un taux de 0,17 % applicable aux chiffres d'affaires cumulés de 1975 et 1976 compris entre 80 000 et 90 000 F, de 0,33 % entre 90 000 F et 100 000 F, de 0,50 % supérieur à 100 000 F. De 20 000 à 22 000 exploitants devraient être concernés.

Un autre ensemble de mesures concerne la trésorerie des exploitants. Ils pourront contracter des « prêts-calamités » dont la durée a été portée de quatre à sept ans pour le sinistre de 1976 ; et ils pourront accéder à des prêts relais à court terme placés hors endettement, dont l'enveloppe fixée à 1 milliard de francs en juin est portée à 1,5 milliard de francs.

L'attribution de ces différentes aides ne sera pas soumise à l'obligation de maintenir l'emploi, le communiqué du ministère de l'Agriculture indiquant simplement : « Les préfets seront invités à rappeler aux bénéficiaires du soutien de l'Etat, le prix que le gouvernement attache au maintien du niveau de l'emploi pour les salariés d'exploitation... ».

M. Bonnet a précisé que « l'Etat a les moyens de faire respecter ses souhaits ».

Enfin, le ministre a déclaré que si rien n'a été prévu actuellement pour les coopératives et les industries alimentaires privées, des négociations se déroulent actuellement Rue de Rivoli pour trouver une solution à leurs difficultés.

Pour parler une langue. Et pas seulement pour vous débrouiller.

Au Laboratoire de Langues Pigier, vous parlerez vraiment l'anglais ou l'allemand. Et cela dans des conditions particulièrement agréables. En effet, vous suivrez les cours de votre choix en compagnie de stagiaires poursuivant le même objectif que vous et avec un professeur natif du pays de la langue enseignée.

Les cours commencent en septembre et octobre. Renseignez-vous. Nous trouverons ensemble le programme qui correspond le mieux à vos possibilités, à vos besoins, à votre emploi du temps.

Préparation à l'examen de la Chambre de Commerce Franco-Britannique.

Laboratoire de Langues Pigier Rive Gauche
23, rue Tiphaine, 75015 Paris. Tél. : 579.81.56 - 579.82.37
29, quai Saint-Michel, 75005 Paris. Tél. : 033.68.02

(PUBLICITE)

OFFICE NATIONAL DU TOURISME TUNISIEN
(O. N. T. T.)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Alimentation en eau potable des zones touristiques de JERBA et de ZARZIS (phase urgente)

Fourniture, transport, montage et essais des équipements électromécaniques du forage Zeuss 5

L'Office National du Tourisme (O.N.T.T.), avec le concours de la S.O.N.E.D.E., lance un appel d'offres international pour la fourniture, le transport, le montage et les essais du groupe électropompe du moteur Diesel et de ses accessoires pour l'équipement du forage de Zeuss 5.

Le financement de ces travaux est assuré par la Banque allemande Kreditanstalt für Wiederaufbau.

La date limite de remise des offres et d'ouverture des plis est fixée au vendredi 3 décembre 1976, à 11 heures.

Les dossiers d'appel d'offres peuvent être retirés du Service Marchés de la S.O.N.E.D.E., 23, rue Jawahar-lal-Nehru - Montfleury - Tunis, contre paiement de (30) trente dinars tunisiens.

Maintenant, Vanves, c'est Paris...

Dès Novembre 1976, avec le métro vous serez à moins de 20 minutes des Champs-Élysées (avec un ticket normal)

La station VANVES MALAKOFF sera à 200 mètres de notre résidence.

GUYEDDE GASCOGNE
55, rue Jean-Jaurès à Vanves

offre encore quelques APPARTEMENTS A VENDRE du studio au 4 pièces

LIVRAISONS IMMEDIATES
PRIX FERMES ET DEFINITIFS
à la réservation

Exemple de prix :
3 pièces : 286 000 F pour 78 m²
soit moins de 3 700 F le m² (valeur Juillet 1976)

CREDIT PERSONNALISE JUSQU'A 80 %

Informations : Bureau de vente
Appartement témoin
sur place de 11 h à 19 h
du lundi au vendredi
et 14 h 30 à 18 h
samedi et dimanche
TEL : 736.00.72

SEMICLE
Société d'immobilier pour la construction de Logements Économiques.
5, av. Berlioz-Albrecht, Paris 17
766 51 76

BON A DECOUPER

Sans engagement de ma part, veuillez m'envoyer une documentation gratuite sur votre résidence GUYEDDE-GASCOGNE :

Studio ☐ 2 pièces ☐ 3 pièces ☐ 4 pièces ☐

Nom : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____

A retourner à SEMICLE - 5, avenue Berlioz-Albrecht, 75008 PARIS

LALAURETTE STYLE
ACTUALITY CONTEMPORAIN

soldes
du 14 au 25 septembre
32/34, rue du Faubourg Saint-Antoine
75012 PARIS - Tél. 343.75.94 (95)

VOITURES D'EXPORTATION T.T.

• Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda •
Toutes marques étrangères

• Finition exportation • Faible kilométrage • Garantie usine •
• Toutes possibilités de crédit-leasing •

EXPO PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 8 H A 19 H
DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT

SEDAX - 3, rue Scheffer 75016 Paris - 727.64.64 + 553.28.51 +
Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

SI VOUS MESUREZ 1 m 80 OU PLUS (jusqu'à 2 m 10)

SI VOUS ETES FORT

JOHN RAPAL
GRANDES TAILLES
PRET-A-PORTER

Costumes serge, flanelle, cheviotte, tenné, velours inimitables. Vestes sport, harris tweed, shetland etc... Pardessus, Imper, trench double amovible. Peaux tannées, vestes, blousons, trench, cuir ou daim, exclusivité MAC DOUGLAS. Pantalons, chemises, pulls, 4 longueurs de manche.

3000 VETEMENTS.
livrés immédiatement.

40, Av. de la République
Métro Parmentier
Parking gratuit
Tél. 365.66.00

LE PLAN GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

LES MESURES SECTORIELLES

Revenus :

Un « strict maintien » du pouvoir d'achat

Convaincu que « la progression des rémunérations constitue, dans les circonstances actuelles, le facteur essentiel de la hausse des coûts », M. Barre entend contenir la progression des revenus en 1977 dans la limite de la hausse des prix. Dans les secteurs où l'état ne peut intervenir directement, il compte sur « la discipline des Français ».

● SALAIRES.

Tout en confirmant « le principe de la négociation collective des salaires et la poursuite de la politique contractuelle », le gouvernement recommande qu'en 1977 la progression des salaires ne soit pas supérieure à la hausse du coût de la vie. Ce « strict maintien » du pouvoir d'achat devra s'appliquer à l'ensemble des éléments constituant la masse salariale. La référence unique restera l'indice officiel des prix à la consommation de l'INSEE. Plusieurs exceptions à la règle générale sont prévues :

— Les rémunérations supérieures à 24 000 F par mois devront être totalement bloquées.

— Les rémunérations comprises entre 18 000 et 24 000 F par mois ne devront augmenter au maximum que de la moitié de la hausse des prix.

Le SMIC continuera à évoluer selon les règles prévues par la loi de 1970 ; en particulier, la réévaluation — au-delà de la hausse des prix — qui a lieu chaque année le 1^{er} juillet jouera normalement en 1977.

— Une éventuelle augmentation du pouvoir d'achat « pourrait être envisagée en fin d'année 1977, et principalement pour les plus défavorisés, en fonction des résultats des divers secteurs. Des négociations salariales s'ouvriront, le moment venu, dans le secteur public, afin de mettre en œuvre ces orientations ».

En revanche, aucune mesure particulière n'est prévue dans l'immédiat pour réviser les salaires des travailleurs manuels ; des discussions ne s'engageront à ce sujet, dans les branches professionnelles, qu'« au cours du deuxième semestre de 1977 ».

● REVENUS DES NON-SALARIÉS.

L'évolution des revenus des prestataires de services et des bénéficiaires d'honoraires et de retraites devra se conformer à la norme de référence de 6,5 % retenue pour l'évolution des prix en 1977. Les dispositions prises en matière de prix auront un effet analogue pour les industriels et les commerçants.

● PRESTATIONS SOCIALES.

Les engagements du gouvernement « relatifs à la revalorisation des prestations familiales et du minimum vieillesse seront appliqués ».

Le minimum vieillesse (8 500 F par an pour une personne seule depuis le 1^{er} juillet) atteindra, comme prévu, 10 000 F à la fin de l'an prochain (soit 1 500 millions de francs en 1977).

« Bien qu'aucune indication officielle n'ait été donnée, il semble qu'en 1977 les allocations familiales seront majorées d'un taux légèrement supérieur à celui des prix (+ 6,5 % à + 6,8 %). En outre, il est confirmé que la fusion des allocations de frais de garde et de salaires annuels permettra d'augmenter les prestations (coût supplémentaire : environ 1 million de francs).

● RENTES VIAGÈRES.

Un ensemble de dispositions sont prévues dans la loi de finances pour 1977, la loi de revalorisation proposée est de 6 %.

Sécurité sociale :

Des majorations de cotisation

Les mesures de « redressement » de la situation financière de la Sécurité sociale (12,5 milliards de francs de déficit prévu d'ici à la fin de 1977) comportent trois volets : majoration des cotisations (+ 6,1 milliards de francs) ; une aide de l'Etat (1,2 milliard de francs) ; et la suppression de la vignette et des économies (environ 1 milliard).

● Augmentation du taux des cotisations le 1^{er} octobre.

Assurance-maladie : le taux des cotisations portant sur le salaire plafonné (3 160 F par mois) est porté de 10,45 % à 10,95 % pour la part patronale et de 5,55 % à 5,85 % pour la part supportée par les salariés. Le taux de cotisation portant sur la totalité du salaire demeure inchangé (respectivement 2,50 % et 1,50 %).

Le produit attendu du relèvement est de 718 millions de francs en 1976 et de 4 600 millions de francs en 1977.

● Assurance vieillesse : le taux des cotisations portant sur le salaire plafonné est porté de 7,50 % à 7,70 % pour la part patronale et de 3,25 % à 3,45 % pour la part supportée par les salariés.

Le produit attendu de ce relèvement est de 240 millions de francs en 1976 et de 1 630 millions de francs en 1977. Ces recettes supplémentaires, tant pour la maladie que pour la vieillesse, tiennent également compte de la revalorisation annuelle et habituelle de « plafonds » en janvier. La majoration envisagée — mais non encore décidée — serait d'environ 15 % en fonction de l'évolution probable du taux de salaire horaire des ouvriers d'octobre 1975 à octobre 1976.

● Suppression du remboursement de certaines spécialités.

Certaines spécialités jusqu'à présent remboursées par la Sécurité sociale au taux de 70 % ne le seront plus à compter au plus tard du 1^{er} décembre 1976. Trois classes thérapeutiques sont concernées :

— Celles des anti-asthéniques, c'est-à-dire les médicaments contre la fatigue, le surmenage, etc. (chiffre d'affaires : 638 millions de francs en 1975) ;

— Celles des ferments lactiques (levure) (chiffre d'affaires : 202 millions de francs en 1975) ;

— Celles des laxatifs (chiffre d'affaires : 196 millions de francs en 1975).

● Relèvement du ticket modérateur pour les soins paramédicaux.

Les soins dispensés par les auxiliaires médicaux (kinésithérapeute, orthophoniste, pédicure orthopédiste) à l'exception des infirmiers ne seront plus remboursés qu'au taux de 65 % au lieu de 75 %. Les frais supportés par le malade (ticket modérateur) passeront ainsi de 35 à 35 %, à compter du 1^{er} décembre 1976. [Cette mesure rapportera en année pleine (1977) une économie de 80 millions de francs.]

● Réduction des remboursements en cas de cures thermales.

Le nombre des bénéficiaires de certaines remboursements de frais de cures thermales sera réduit. Le remboursement par la Sécurité sociale des frais de séjour (70 % d'une somme forfaitaire, 320 F en 1976) et des frais de déplacement n'est actuellement accordé qu'aux assurés dont les ressources mensuelles sont inférieures à un certain plafond (3 160 F par mois pour une personne seule, 4 740 F pour un ménage sans enfant, etc.). Ces plafonds seront réduits.

● Réduction des remboursements des frais de transport.

Les frais de transport qui sont actuellement remboursés à 100 % ne le seront plus qu'à 70 %, le malade devant supporter (ticket modérateur) 30 % de ces frais. [Économie : 170 millions de francs en 1977.]

● Blocage, sous conditions de ressources, de certaines allocations minimales.

L'allocation minimale qui est versée sous certaines conditions au conjoint d'une personne âgée sera gelée à son montant actuel (4 000 F par an) pour les ménages dont le revenu est supérieur à 17 000 F par an. Jusqu'à présent, le droit au versement de cette allocation au conjoint ne tenait compte que des ressources du conjoint.

« Un retraité ancien cadre dont la femme n'avait travaillé et n'avait aucune ressource personnelle pouvait percevoir la majoration pour conjoint à charge alors que le retraité ancien ouvrier spécialisé dont la femme avait pu travailler pour compléter les ressources familiales ne percevait pas cette majoration ». [Économie : 230 millions de francs en 1977.]

● Mesures de droit commun des achats de devises à terme, que sont autorisés à effectuer les importateurs et les exportateurs, au titre du paiement d'importations et de frais accessoires aux importations et aux exportations de marchandises, est réduit de trois mois à deux mois.

● Les importateurs ne pourront acheter de devises en vue du paiement des importations que huit jours avant la date de leur utilisation, au lieu d'un mois dans le régime antérieur.

● Le délai global de rapatriement et de cession des recettes en devises imposé aux résidents demeure fixé à un mois, mais il est institué une obligation pour les

Crédit :

Ramener la progression de la masse monétaire de 16 % à 12,5 %

Une des pièces maîtresses du programme est de ramener la progression de la masse monétaire jugée excessive. Alors que depuis plusieurs années cette croissance (+ 13,1 % en 1974, + 15,1 % en 1975), ce qui est le cas de la FIB (production intérieure brute), l'objectif fixé pour 1977 — 12,5 % — est inférieur à la progression prévue de la FIB en valeur pour cette année-là (+ 13,2 %).

D'ici là, il s'agit de ramener à 12 % en rythme annuel la croissance de la masse monétaire au deuxième trimestre de 1977. M. Jean-Pierre Fourcade avait fixé un rythme de progression un peu supérieur à 13 %. Pour le premier semestre, le taux avait avoisiné 16 %.

Pour atteindre cet objectif, un certain nombre de mesures sont prises dès ce jour ou vont l'être dans les semaines à venir, étant donné que la principale d'entre elles consistera à réduire cette année le déficit budgétaire et à supprimer en 1977 (voir d'ailleurs) un peu supérieur à 13 %.

● Hausse du taux de l'escompte et renchérissement du crédit.

Le maintien de taux d'intérêt élevés constitue l'une de « ces armes classiques d'une action rigoureuse » que le ministre du premier ministre. Le conseil général de la Banque de France a porté ce jeudi le taux d'escompte de 9,5 % à 10,5 %. En fait, ce relèvement n'a guère de conséquences pratiques, depuis que l'approvisionnement des banques en liquidités par l'institut d'émission se fait à travers le marché monétaire. Cependant, il fournit l'occasion d'une hausse du taux de base bancaire (à partir duquel la mobilisation des créances commerciales, des découverts et avances, etc., consentis par les banques). Ce taux avait déjà été porté, le 26 juillet, de 8,8 % à 9,2 %. Il sera sans doute dans les prochains jours porté à 9,6 % et peut-être même plus haut.

● Encadrement renforcé du crédit.

La fixation des nouvelles normes pour la progression de la masse monétaire devrait entraîner un certain durcissement de l'encadrement du crédit bancaire. L'économie (principale contrepartie de la masse monétaire). Plusieurs moyens seront utilisés à cet effet. Fin avril, l'indice de progression des crédits a été fixé pour le 31 décembre 1976 à 117 pour les grandes banques et 121 pour les banques moyennes (base 100 : dernier trimestre 1974). Des instructions seront sans doute données.

Énergie :

55 milliards au maximum pour l'importation de produits pétroliers en 1977

Il est décidé, pour l'année 1977, de plafonner les importations nettes de pétrole et produits pétroliers raffinés à 55 milliards de francs, compte tenu des perspectives de croissance économique.

Pour y parvenir, le gouvernement compte — outre sur une augmentation du prix de l'essence (voir page 7) — sur un certain nombre de dispositions :

— Les mesures de rationnement du fuel domestique — qui prévoient notamment des quotas de livraisons — mises en œuvre avec le concours d'« la profession » seront reconduites à partir du 1^{er} octobre 1976. Il en ira de même pour le dispositif d'encadrement du marché du fuel lourd.

● Le montant maximal que la France entend consacrer aux importations de produits pétroliers en 1977 est en augmentation de 4 milliards de francs sur le chiffre plafonné de 1976 (51 milliards de francs) soit une hausse de 7,8 %. Le pari des 55 milliards pourra-t-il être tenu ?

La hausse importante du prix de l'essence (voir page 7), pour du moins que temps (environ trois semaines selon les milieux pétroliers), ne sera sans doute pas suffisante pour enrayer la tendance à la hausse de la consommation de produits pétroliers. Les importations de produits pétroliers (les carburants ne représentent que 17 % des importations de produits pétroliers). Mais, surtout, le premier ministre n'a pas précisé si cette somme prenait en compte la hausse quasi certaine du prix du pétrole à partir du 1^{er} janvier 1977 et l'évolution du cours du dollar vis-à-vis du franc. Dans la meilleure des hypothèses — et l'on en croit les milieux pétroliers — l'augmentation du prix du pétrole sera d'au moins 10 %. Si le chiffre de 55 milliards de francs, fixé par le gouvernement, inclut cette hausse, cela signifie que la consommation française devra baisser en 1977. De l'avis même des milieux fonctionnaires du ministère de l'Industrie et de la Recherche, « cela est illusoire ».

nées pour que l'application de ces normes soit poursuivie avec plus de vigueur, et cela d'autant qu'un bon cinquième (et sans doute davantage) des crédits échappent à l'encadrement et que rien n'a été prévu dans le programme pour réduire ces exceptions. Les instruments de contrôle existent. Il suffit de vouloir s'en servir, dit-on dans l'entourage du premier ministre.

Une innovation sera introduite pour 1977 : au lieu de fixer, comme c'est le cas actuellement, des normes pour chaque semestre, l'encadrement sera annuel, ce qui devrait donner plus de rigueur au système en obligeant les banques à aménager leur politique sur une année, au lieu de compter plus ou moins sur un assouplissement des normes pour le semestre suivant.

● Rétablissement des réserves obligatoires (pratiquement supprimées depuis la fin septembre 1975).

Dans le cadre du plan de soutien à l'économie, le taux des réserves obligatoires que les banques sont tenues de constituer sans intérêt auprès de la Banque de France avait été ramené de 11 % à 2 % du total des dépôts. Ce taux très faible a été fortement relevé. Cette mesure aura surtout pour effet indirect de renchérir pour les banques le coût de leurs ressources en les obligeant à céder à l'Etat une partie des actifs qui leur rapportent (effets de mobilisation de crédit, etc.) pour se procurer les liquidités nécessaires à la formation des réserves non rémunérées.

Si on le compare avec l'étranger, le rythme fixé de progression de la masse monétaire reste relativement élevé. En Allemagne, l'objectif porte non pas sur la masse monétaire elle-même, mais sur la « base monétaire », c'est-à-dire, en gros, sur l'actif de la banque d'émission, dont la croissance détermine celle de la masse monétaire plus ou moins proportionnellement. Il s'agit en quelque sorte de freiner à la source l'expansion monétaire, ce qui constitue une mesure probablement plus contraignante.

Cependant, en proposant un pourcentage de progression inférieur à la croissance attendue de la F.I.B., M. Barre a montré qu'il ne s'agit pas d'une mesure de pure répression. Une politique monétaire nettement plus rigoureuse que par le passé, mais aussi de commencer à réorienter la part des moyens de paiement en circulation au cours des années passées.

Par contre, le programme ne comporte aucune réforme des circuits monétaires. La Banque de France devra donc procéder à des ajustements de la masse monétaire en fonction d'une proportion accrue — à porter à son actif des créances — de moyen terme relatives à des opérations de crédit et d'investissement. Autant dire que ces dernières continueront d'être au moins partiellement financées par la création monétaire.

Entreprises :

Réévaluation partielle des bilans et encouragement à l'investissement

I. — Amélioration de la situation financière des firmes.

Pour remédier à l'érosion des fonds propres des entreprises, le gouvernement propose dans la loi de finances pour 1977, d'autoriser les entreprises à réévaluer dans leurs bilans les immobilisations amortissables (terrain, fonds de commerce, titres de participation). La réserve de réévaluation ainsi constituée pourra être incorporée au capital des entreprises, moyennant le paiement d'un droit d'enregistrement à taux réduit.

[Le gouvernement qui s'était engagé à aller dans ce sens fait à un geste de bonne volonté. La mesure proposée sera cependant d'un effet limité. Il n'aurait été leur autorisation à la réévaluation avait été autorisée pour les biens amortissables (machines, etc.).]

La consolidation des fonds propres des petites et moyennes entreprises fait l'objet de mesures particulières.

● Les opérations effectuées par les chefs d'entreprise aux sociétés qu'ils dirigent, sous forme de dépôts en comptes courants, pourront être incorporées au capital pendant la durée du VII^e Plan (1976-1980) contre le paiement d'un droit fixé à 200 F, au lieu du droit proportionnel de 1 % jusqu'alors en vigueur.

● Pour déterminer le bénéfice social imposable d'une société, la législation n'admet la déduction des intérêts des sommes mises à la disposition des entreprises par leurs dirigeants que dans la mesure où ces sommes ne dépassent pas le capital social. Cette limite est portée à une fois et demie le capital social.

● Les associés dirigeants des entreprises, qui avancent aux firmes qu'ils dirigent des sommes en compte courant, ne peuvent choisir l'option fiscale du prélèvement libératoire de 33 1/3 % pour les intérêts qu'ils reçoivent que dans la mesure où les sommes avancées n'excèdent pas 200 000 francs pour l'ensemble des associés dirigeants. Cette limite est portée à 300 000 francs.

II. — Relance du marché financier.

Pour permettre aux entreprises de trouver plus aisément des fonds par l'intermédiaire de la Bourse, trois mesures sont arrêtées :

● Les sociétés seront autorisées à déduire de leurs bénéfices imposables, pendant cinq ans, les dividendes alloués aux actions émises à l'occasion d'augmentations de capital en numéraire réalisées entre le 1^{er} janvier 1977 et le 31 décembre 1980.

Cette mesure est destinée à amener les entreprises à procéder plus souvent à des émissions en numéraire sur le marché financier, émissions qui ne représentent aujourd'hui que 4 % environ des investissements productifs. Elle avait été appliquée de 1957 à 1968 et suppri-

mée lors de l'abrogation de l'impôt fiscal.

● Un abattement à la base de 1 000 F sur les revenus provenant des actions émises en France est institué.

[Le régime fiscal des actions tend ainsi à se rapprocher de celui des obligations. Rappelons que l'abattement à la base dont bénéficient les souscripteurs d'obligations a été porté de 5 000 francs à 5 000 francs au 1^{er} janvier 1975. L'abattement de 1 000 francs sur les revenus des actions ne s'applique pas aux contreparties du revenu au titre de la dernière tranche du barème de l'impôt.]

● Les caisses de retraite et de prévoyance bénéficieront de l'avoir fiscal sur les dividendes des sociétés françaises qu'elles percevront.

[Il s'agit là d'inciter les caisses de retraite et de prévoyance, qui jusqu'alors, ne faisaient pas de l'avoir fiscal, à acquiescer aux actions.]

III. — Incitation à l'investissement.

Pour relancer les investissements en 1977, les coefficients utilisés pour le calcul de l'amortissement dégressif sont majorés d'un demi-point. Cette disposition s'appliquera aux biens d'équipement livrés en 1977 à condition que leur commande n'ait pas déjà donné lieu à la déduction fiscale de 10 % instituée en septembre 1975.

L'amortissement dégressif permet aux entreprises d'amortir plus rapidement leurs investissements, et donc de payer moins d'impôts. L'annuité d'amortissement linéaire (donc constante) est multipliée la première année et les années suivantes par un coefficient compris entre 1,5 et 2,5 suivant la durée d'utilisation du matériel. Augmenter de 0,5 point ces coefficients revient donc à majorer de 20 % à 30 % selon les coefficients les possibilités d'amortissement dégressif offertes aux entreprises.]

● Les P.M.E. pourront bénéficier pour leurs investissements du produit d'un emprunt groupé de 3,5 milliards de francs qui sera lancé par plusieurs établissements financiers avec la garantie de l'Etat. Ces prêts s'appliqueront à des opérations nouvelles de financement d'équipements productifs. Leur durée sera de quinze ans. Le Trésor bonifiera leur taux d'intérêt de sorte qu'il puisse être abaissé à 8,50 % pendant les cinq premières années.

IV. — Aide aux entreprises nouvelles.

Les entreprises nouvellement créées seront dispensées du versement de tout acompte d'impôt sur les sociétés pendant leur première année d'existence, et les mêmes entreprises seront dispensées d'acquiescer la cotisation minimale de 1 000 F pendant leurs trois premières années d'activité.

Relèvement du plafond fiscal de 25 à 35 F par habitant pour les régions

Le gouvernement a décidé de relever de 25 à 35 francs par habitant le plafond de ressources fiscales que les établissements publics régionaux pourront percevoir. Cette mesure — si elle est suivie par les régions dans le budget de 1977 (actuellement en cours de préparation) — alourdira évidemment la pression fiscale régionale, mais accroîtra sensiblement les fonds propres des régions — et leurs possibilités d'emprunt — et leur permettra de multiplier leurs interventions économiques.

[C'est la loi de juillet 1972 qui, dans son article 18, avait fixé à 25 francs le plafond. Plusieurs éléments conduisent à nécessaire relèvement de la barre. L'inflation depuis quatre ans a rogné le « pouvoir d'achat ou d'investissement » des budgets régionaux ; en outre, les résultats du recensement de 1975 ont fait apparaître des transferts de population dans les régions depuis le recensement de 1968.

Longtemps, le gouvernement a hésité à modifier le plafond, faisant remarquer que peu d'établissements publics avaient décidé de « monter » jusqu'à 25 francs. En effet, une fois atteinte cette limite, les établissements publics avaient décidé de « monter » jusqu'à 35 francs. En effet, une fois atteinte cette limite, les établissements publics avaient décidé de « monter » jusqu'à 35 francs.

Le déplaçonnement des ressources fiscales n'aura cependant pas un effet considérable : en 1975, avec un plafond de 25 francs, le budget d'investissement des vingt et une régions métropolitaines (sans la région parisienne) atteignait 1,17 milliard de francs.]

Exportations :

Un soutien renouvelé

● Les investissements productifs des entreprises exportatrices continueront à être facilités par des financements à long terme à des conditions favorables.

● Les investissements à l'étranger seront encouragés, conformément aux décisions du principe à été arrêté en juin dernier.

● Les crédits à moyen et long terme à l'exportation continueront à être accordés hors encadrement.

[Il s'agit, pour l'essentiel, de prolonger le régime d'aide aux investissements des entreprises exportatrices, qui arrive à expiration à la fin de 1976. Ce régime, mis en place en juillet 1974, accordait 4 milliards de francs de crédits aux firmes qui s'engageaient à augmenter leur capacité de production destinée aux ventes à l'étranger. La moitié de l'enveloppe se portait sur des prêts à long terme au taux d'intérêt de 9,5 % ; l'autre sur des crédits à moyen terme non soumis à encadrement.

Le montant avait été porté à

7 milliards de francs en avril 1975 et à 10 milliards de francs en mai 1976.

Les pouvoirs publics vont être vraisemblablement amenés à augmenter cette somme et peut-être à long terme, qui était devenu moins avantageux compte tenu de l'évolution du taux de l'argent. Cet élément d'attractivité entraîne, depuis le début de l'année, une diminution du nombre des dossiers présentés aux établissements prêteurs.

L'objectif du gouvernement est de soutenir l'activité économique et l'emploi grâce à un développement des exportations. De fait, les ventes à l'étranger ont représenté en 1975 le cinquième du produit intérieur brut. Selon une communication de M. Raymond Barre, alors chargé du commerce extérieur, au conseil des ministres, le 25 février, un quart de la croissance depuis 1969 pouvait être imputé à l'augmentation des exportations, et dans l'industrie une journée et demie de travail par semaine est comparée aux ventes sur les marchés extérieurs.]

150

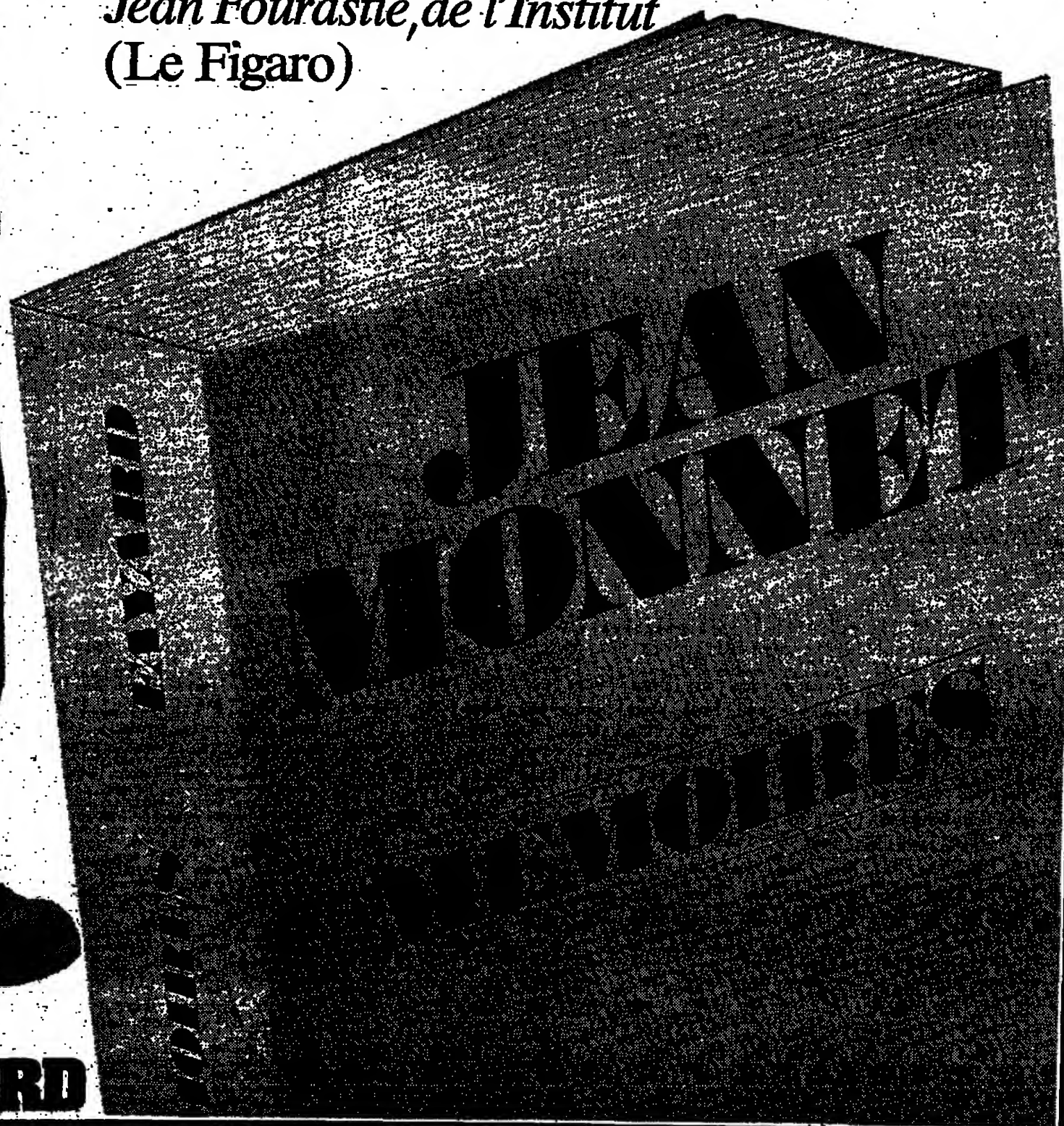
سید علی حسینی

Si j'étais chef de gouvernement,
je recommanderais (ce livre) à mes
ministres ; et si j'étais ministre, à mes
directeurs. Si j'étais chef de parti, à
mes adhérents ; si j'étais syndicaliste,
à mes militants. Si j'étais le
président du C.N.P.F., je le
ferais lire aux chefs d'entreprise ;
si j'étais chef d'entreprise, je ne
ferais confiance qu'à ceux de
mes cadres qui l'auront aimé...
**Et moi, je le recommande à tous
les jeunes, à tous les hommes,
à toutes les femmes qui veulent,
sur cette terre, comprendre et
vivre l'action.**

*Jean Fourastié, de l'Institut
(Le Figaro)*



FAYARD



DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

DANS LES MILIEUX SOCIO-PROFESSIONNELS

Le patronat : de la réserve à l'hostilité

Le plan de M. Barre a été accueilli sans enthousiasme par les milieux patronaux. Jugé « très insuffisant » en ce qui concerne l'encouragement à l'investissement par le C.N.P.F., il est vigoureusement critiqué par les F.M.E. qui, « une nouvelle fois », seront « seules à supporter le poids initial de l'opération ».

● LE C.N.P.F., après avoir souligné la sévérité des mesures prises pour lutter contre l'inflation, estime que « l'intérêt de tous et l'avenir de la France commandent que ce plan réussisse. Les entreprises feront tout ce qui est en leur pouvoir pour y contribuer. Mais la lutte contre l'inflation est insupportable de la reprise économique. C'est pourquoi (...) il faudra rendre très rapidement aux entreprises leur pleine liberté de gestion. Il faut aussi que l'investissement (...) soit encouragé. Le plan gouvernemental est, à cet égard, très insuffisant. En outre, il approuve la menace d'une taxe conjoncturelle dont nous avons démontré les effets néfastes qu'elle aurait sur l'économie. Quant à l'effort fiscal demandé aux Français, il doit être équitablement réparti. Il ne faut donc qu'il pèse d'une façon excessive sur les cadres ».

● LA C.G.P.M.E. (Confédération

générale des petites et moyennes entreprises), affirme que les mesures annoncées ne « pèseront pas du même poids sur les grandes entreprises qui, par leurs structures, échapperont aux contraintes prévues. Elles aboutiront à une nouvelle étape dans la récession, avec la disparition d'entreprises, notamment chez les P.M.E., et au chômage. Quant aux investissements, toute nouvelle reprise dans ces conditions paraît impensable ».

● LES CHAMBRES DE METIERS considèrent que « l'effort de solidarité (...) pèsera d'autant plus lourdement sur les artisans que leur mode d'imposition actuel pènera déjà par rapport à d'autres catégories sociales ».

● LES CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE considèrent qu'une « lutte efficace contre l'inflation passe non seulement par des mesures techniques, mais par des dispositions qui s'attaquent aux racines du mal (...) l'équilibre des budgets de l'Etat et de la Sécurité sociale, certes, des objectifs à atteindre, mais la solution aux véritables problèmes exige des mesures énergiques qui touchent aux causes profondes de l'inflation, qu'il s'agisse de la confiance, la mise en valeur du travail, sont liés entre autres à la lutte contre la fraude fiscale et la fraude sociale ».

Les organisations paysannes : une aide insuffisante

L'ensemble des organisations paysannes estime que le montant de l'aide accordée aux exploitants victimes de la sécheresse est insuffisant. Les Jeunes Agriculteurs (C.N.J.A.) réunissent un conseil d'administration extraordinaire ce 23 septembre et la Fédération des exploitants (F.N.E.A.) son Conseil national le 28 septembre pour décider d'une action ultérieure.

● LA F.N.E.A. estime que les agriculteurs ont déjà largement contribué puisque, depuis trois ans, leurs charges ont augmenté de 50 % et leur prix de la production de 25 % seulement, ce qui s'est traduit par une baisse de leurs revenus supérieure à 20 %. Aussi la F.N.E.A. a-t-elle demandé au gouvernement de rétablir la solidarité nationale en faveur des familles d'agriculteurs sinistrés par la sécheresse. En conséquence, elle convoque son Conseil national le 28 septembre.

● LE PRÉSIDENT DES CHAMBRES D'AGRICULTURE (APCA), M. Louis Perrin, a

estimé que « dans l'intérêt de la nation et des agriculteurs, principales victimes de l'inflation actuelle », il souhaite la réussite du plan anti-inflation ».

● Le constat, a-t-il ajouté, que le gouvernement applique, sur des bases que nous contestons, l'engagement du président de la République dont les objectifs du maintien du revenu agricole étaient insuffisants par rapport à la dégradation des trois dernières années ».

● LE PRÉSIDENT DES JEUNES AGRICULTEURS (C.N.J.A.), M. Eugène Schaeffer, a regretté que l'enveloppe globale de l'indemnisation des victimes de la sécheresse ne couvre pas les besoins réels exprimés par l'agriculture. Toutefois, certaines des mesures adoptées, par exemple la prise en charge des intérêts des prêts des jeunes agriculteurs et des prêts spéciaux élevage, peuvent aider ceux qui ont fait un effort pour développer leur exploitation, en particulier les jeunes agriculteurs. Malgré les aides, le revenu des agriculteurs en 1976 ne sera pas maintenu au même niveau qu'en 1975. (...) Un conseil d'administration extraordinaire se réunira le jeudi 23 septembre pour examiner en détail les mesures adoptées et arrêter définitivement les positions des Jeunes Agriculteurs ».

● LE MODEP (MOUVEMENT POUR LA DÉFENSE DES EXPLOITANTS FAMILIAUX) a rejeté le plan Barre et, après un combat avec les autres organisations syndicales afin d'obtenir « une véritable indemnisation » des exploitants victimes de la sécheresse.

Le chiffre de 6 milliards fixé par le gouvernement pour évaluer les pertes subies par l'agriculture « est de loin inférieur à la réalité », affirme le MODEP.

● LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DE L'AGRICULTURE (F.F.A.) estime que « le premier ministre n'a pas pris la mesure exacte de la détresse des agriculteurs victimes de la fois d'un marasme économique et d'une sécheresse. Dans ces conditions, poursuit la F.F.A., il n'est pas question pour elle de laisser classer le dossier sécheresse pas plus prises par le gouvernement français pour assurer une plus grande stabilité économique intérieure et extérieure ».

Les syndicats : C.G.T., C.F.D.T. et FEN préparent une riposte commune

Alors que F.O. « prend acte » du plan Barre en manifestant son souci de garder sa liberté d'action et que la C.G.C., non sans réserves, admet que ses démarches ont porté des fruits, les autres syndicats manifestent leur inquiétude et leur doute, tant que la C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN estiment nécessaire d'organiser une riposte rapide et énergique. Dans la nuit de mercredi à jeudi, des dirigeants de ces trois syndicats se sont rencontrés et ont abouti à un accord de principe. Après une nouvelle rencontre jeudi, en fin de matinée, et sans divergences de dernière minute, la C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN devaient annoncer les modalités d'une journée d'action nationale.

● LA C.G.T. a rejeté en bloc ce plan de répression sociale « qui constitue une véritable attaque contre les conditions de vie des salariés », a déclaré M. Georges Seguy. « Ce que le premier ministre appelle « riposte » est en réalité une nouvelle dégradation du pouvoir d'achat, fondée sur l'indice officiel des prix, signifie, en vérité, selon l'indice de la C.G.T., une nouvelle dégradation du pouvoir d'achat des salariés de 3 à 4 %, a estimé le secrétaire général de la C.G.T. Il a dénoncé la « tentative d'imposer une politique des revenus par voie autoritaire ». Rebutant que le plan du gouvernement est « une déclaration de guerre, la situation imposée, dans l'unité d'action syndicale la plus large ».

● LA C.F.D.T. affirme que « le plan Barre est un plan de sauvetage des intérêts patronaux ». Les mesures prises « frappent avant tout des salariés ; par contre, les exigences patronales sont satisfaites (...) ». Le nouveau premier ministre avait promis de « rétablir une certaine justice sociale ». Il nous dit que c'est pour plus tard (...) Il est donc difficile de croire que l'inflation ne sera pas éliminée. Le pouvoir d'achat des salariés baissera (...) et la réduction des inégalités n'est pas entamée. Les salariés, qui n'en ont pas besoin, ne touchent rien, les grandes fortunes et les fraudeurs professionnels (...) La reprise économique, qui était déjà en train de s'écrouler, va recevoir un coup sévère ».

● LA FEN « craint que la voie choisie par le pouvoir ne réduise pas les inégalités, mais les accroisse ». « Si quelques mesures apparaissent comme positives, il est clair que le gouvernement bloque les prix pendant trois mois mais bloque le pouvoir d'achat des salariés pour un an ; que les négociations sociales dans les entreprises soient interrompues, mais les mesures sur la Sécurité sociale ne sont pas de nature à contribuer à son nécessaire redressement ; qu'une réforme sérieuse n'est entreprise dans le sens de la justice fiscale. Rien n'est engagé pour modifier les structures de la production et de la distribution. Rien n'est décidé pour une réforme de la formation initiale des jeunes ». En conclusion, la FEN « estime nécessaire une riposte globale des travailleurs ».

● F.O. « prend acte » du blocage des prix qu'elle réclame « depuis longtemps » et « de la confirmation du respect des accords actuels en cours d'application ». En ce qui concerne la finance, pour la Sécurité sociale, les mesures arrêtées ne résolvent pas l'énorme problème, qui demeure entier. Sur le plan fiscal, F.O. « note un certain effort de correction allant dans le sens de la réduction de l'injustice fiscale. Mais, en cherchant à corriger les inégalités des revenus, en accentuant la progressivité des prélèvements, le plan gouvernemental aggrave les différences d'imposition entre les salaires des cadres et les revenus non salariés ». F.O. « décide de prendre contact avec les groupes parlementaires afin que le plan ne soit définitivement adopté ».

● LA C.G.C. considère que la campagne qu'elle a menée pour la justice fiscale a porté ses fruits. Le personnel d'encadrement n'a pas satisfaction pour autant, car la note est lourde à payer. A ce point de vue, les mesures concernant l'impôt exceptionnel, le gouvernement reconnaît implicitement le caractère injuste de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Mais il n'en tire pas toutes les conséquences, et en particulier il aggrave, pour 1977, la pression fiscale dirigée en augmentant la progressivité de cet impôt et en profitant de l'inflation.

● Pour la C.G.C., le problème de la justice fiscale reste donc posé quant à l'essentiel.

● LA C.F.T.C. regrette que pour le financement de la Sécurité sociale on recoure une fois de plus aux augmentations de coti-

son. Elle exprime une « double inquiétude » sur l'avenir de la politique contractuelle et sur les aides aux entreprises, dans la mesure où « une telle obligation n'est faite aux employeurs que pour ou de renforcer des accords de participation avec leur personnel ».

● L'U.C.T. (Union des cadres et techniciens) estime que « la limitation des revenus ne s'opposera effectivement qu'aux salariés, et, encore une fois, les non-salariés auront la facilité d'échapper largement à l'effort de solidarité nationale ».

● LA C.F.T., « tout en jugeant pleins de bonnes intentions le plan de lutte contre l'inflation, regrette, d'une part, que le gouvernement, en relevant le prix de l'essence et de la vignette, prenne le risque d'augmenter la reprise (...) et que, d'autre part, le nécessaire blocage des prix s'oppose à une nouvelle fois à des vœux légitimes ».

● L'UNAF (Union nationale des associations familiales) « se demande si le gouvernement ne risque pas de manquer des moyens pour rendre effectif le gel des prix. L'UNAF attend des informations sur ce qu'entend M. Barre par une « rationalisation des prestations familiales dans le cadre d'une politique familiale globale ».

● LA CONFÉDÉRATION NATIONALE DU LOGEMENT estime que « le gouvernement n'a pris aucune mesure concrète permettant d'alléger le lourd fardeau de la charge logement ». Son président, M. Claude Massu, souligne que les deux « rebus » du gouvernement en la matière sont insuffisants : le blocage des loyers devrait durer jusqu'au-delà du 1^{er} janvier 1977, puisqu'aucune hausse n'est prévue d'ici à cette date ; la hausse limitée à 6,5 % en 1977 devrait s'étendre aux charges locatives, qui représentent 50 % des quittances.

Les réactions

DANS LA PRESSE

L'HUMANITÉ : un constat d'échec.

Dans l'Humanité, qui publie deux pages spéciales sur le plan Barre encadrées dans le numéro du 23 septembre et destinées à être diffusées séparément, on lit dans l'éditorial :

« C'est la cinquième fois — l'aurait-on oublié — que M. Giscard d'Estaing — Docteur Miraculé — propose des mesures destinées à redresser l'économie et à stopper la hausse des prix. Chacun peut apprécier le résultat. C'est la première remarque que suscite le Plan. Voilà des années qu'il promet — pour demain — la fin de la crise, la prospérité pour tous, l'âge d'or. Si il s'avère incapable de maîtriser l'économie, de résoudre les problèmes dans l'intérêt du plus grand nombre. De ce point de vue le plan Giscard est d'abord un constat d'échec. »

(RENÉ ANDRIEU.)

LE FIGARO : vouloir guérir.

« Le président de la République s'est porté en première ligne. Il a engagé dans l'opération son autorité et son prestige. (...) Voilà qu'il prend délibérément le risque de l'impopularité. Il s'agit des maux : voici qu'il se sert la vis. C'est ainsi que se forment les destins historiques. (...) »

« Le chef de l'Etat et le premier ministre savent que des forces puissantes veulent l'échec à tout prix. Elles ne feront pas de cadeau. Il faut que tous les autres comprennent l'enjeu et acceptent les sacrifices. (...) »

« L'Etat, qui efficace que possible, ne peut être porteur d'un étouffant, capable de maîtriser l'inflation sans trop compromettre l'expansion, plus soucieux de proposer que d'imposer le plan Barre est sans doute la dernière chance d'une remise en ordre qui ne soit pas une mise au pas. Quand on a de bonnes raisons de vouloir éviter l'opération, il faut d'abord vouloir guérir. »

(JEAN D'ORMESSON.)

LE QUOTIDIEN DE PARIS : sur quatre fronts.

« M. Raymond Barre fonde sa force nouvelle sur les faiblesses passées de M. Giscard d'Estaing. Son atout principal est là, et visiblement il le joue. Voilà ce qui l'amène, plus ou moins malgré lui, à entrer en politique, à faire de la politique. Il ne sera pas seulement, il ne peut plus être seulement, un ministre technicien. Il le sent si bien qu'il a forcé le ton hier, dans sa peroration, pour affirmer sa responsabilité politique et pour marquer qu'il assumait. Tant il est vrai que les problèmes que va affronter le premier ministre, aussi authentiques et fondamentaux qu'en soit l'enjeu économique, s'articulent dès à présent autour de la politique, se pose en termes politiques, débouche sur la politique. »

« Opinion, syndicats, opposition, majorité : c'est un combat politique sur quatre fronts que va devoir mener M. Barre vers une hypothétique victoire politique. Ce sont donc des moyens politiques qu'il emploiera. A-t-il d'ailleurs le choix, puisque sur le terrain économique les armes dont il dispose sont aussi de répression ? »

(PHILIPPE TESSON.)

LES ECHOS : des demi-mesures.

Le quotidien Les Echos écrit, sous le titre « Le grand espoir du plan Barre », que « son impact psychologique, précède et amplifie l'effet des demi-mesures ». « Déjà, le temps passé depuis la nomination du premier ministre a atténué la conscience que les Français ont eue un instant de la gravité de la situation et laissé place à chaque peignard des intérêts particuliers. »

« Aujourd'hui, le plan Barre s'avère moins rigoureux qu'on ne le croyait. Comme si, jusqu'à la dernière minute, des retouches d'inspiration diverses l'avaient altéré, en obéissant à des préoccupations autres que l'efficacité technique. »

LA MALMAISON

21 AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE RUEIL

dès maintenant,
vous pouvez vivre en plein centre
de Rueil,
au calme d'un grand jardin



Un environnement privilégié

Au centre de RUEIL, quatre petits immeubles de trois étages dans un parc de plus de 8.000 m².

Avec leurs profonds balcons, qui filent le long des façades, vous pourrez profiter pleinement du soleil et même dîner les soirs d'été.

De la qualité

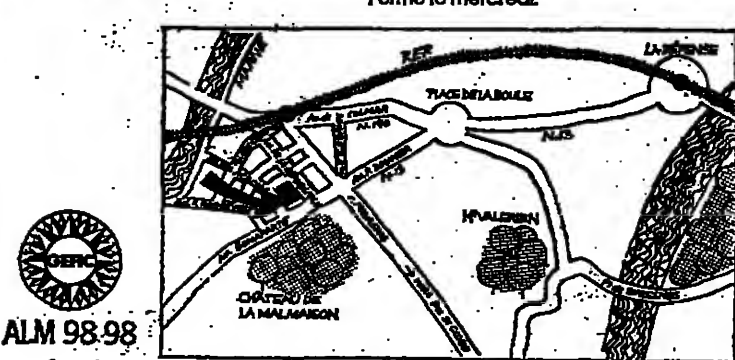
Des plans bien conçus, des pignons en pierre de taille, des baies coulissantes en aluminium, de la moquette dans toutes les pièces, de nombreux placards.

Paris à 15 minutes

A 500 mètres des commerces, du centre ville, à 800 mètres de la gare du RER, LA MALMAISON est à 15 minutes de PARIS-AUBER.

L'appartement témoin est ouvert.

Venez le visiter tous les jours, de 14 h à 19 h. Le samedi et le dimanche de 10 h à 19 h. Fermé le mercredi.



ALM 98.98

CONSTRUCTIONS LA NEN

JEAN ROUX LA RATIONALISATION

des CHOIX POLITIQUES

Enfin, une méthode rationnelle de gouvernement
Il existe une science de l'efficacité économique

PEDONE 13, rue Soufflot - PARIS - Tél. 033-05-97

Un volume 228 pages : 35 F.

VIII^e Biennale internationale des Antiquaires

Ouvert tous les jours de 11 h à 23 h, et le dimanche de 10 h à 20 h
Métro : Champs-Élysées-Clémenceau

Au Grand Palais à Paris

du 23 septembre
au 10 octobre 1976

IBM Service Bureau. L'ordinateur au bout du fil.

IBM Service Bureau. Si vous avez le téléphone, vous pouvez faire de l'informatique.

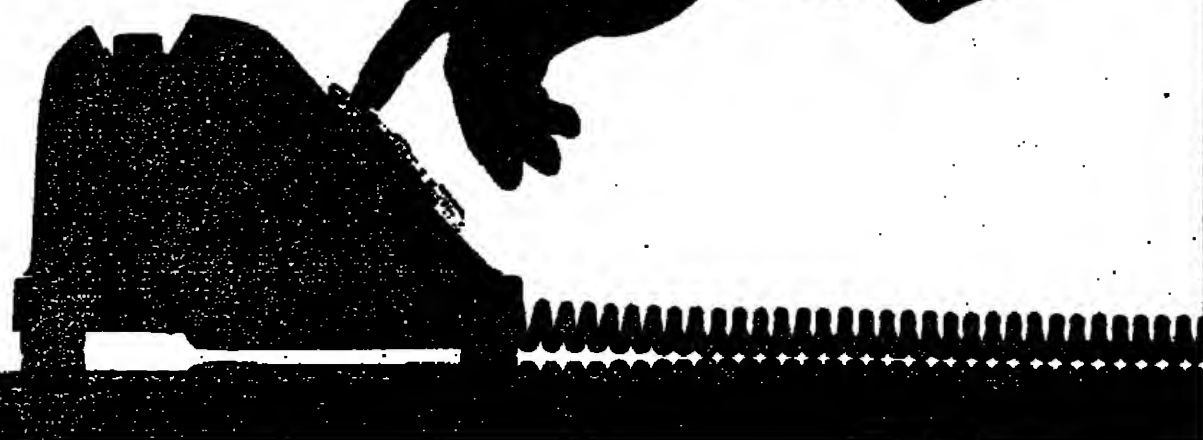
Au Service Bureau IBM, nous ne vendons pas d'ordinateurs, mais nous vous louons les services des nôtres dont la puissance est pratiquement illimitée. Quelle que soit votre localisation géographique, un simple terminal chez vous adapté à vos besoins, une ligne téléphonique et c'est là toute l'installation. Vous employez des programmes de gestion et de calculs scientifiques "tout-prêts" que nous adaptons à vos besoins spécifiques, si vous le désirez. Vous profitez de tous les programmes généraux de la très importante bibliothèque IBM. Vous bénéficiez donc d'une considérable puissance de traitement avec investissement minimum. Vous ne payez ensuite que ce que vous consommez. Cet accès rapide et peu coûteux à l'informatique vous intéresse bien entendu si vous n'avez pas d'ordinateur.

Il vous intéresse tout autant si vous avez votre propre matériel. Car il y a toujours des situations auxquelles vous ne pouvez faire face, comme d'anticiper sur une extension de votre ordinateur, par exemple, ou des traitements complexes, spéciaux ou exceptionnels qui échappent aux possibilités de votre équipement. Voici. Vous savez presque tout sur le Service Bureau IBM. Si vous croyez à son intérêt pour votre entreprise, envoyez votre carte de visite professionnelle à M. Étienne Robert ou téléphonez-lui au 637.62.00. Un Ingénieur Commercial se mettra à votre disposition pour étudier votre problème sans engagement de votre part.

IBM Service Bureau.

IBM Service Bureau, 116, Av. Charles de Gaulle, 92200 Neuilly. Tél. (1) 637.62.00.

Dupuy Compagnie des IBM 7250 A



POLITIQUE

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 22 septembre sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. Au terme de ses travaux le communiqué suivant a été publié :

● LA LUTTE CONTRE L'INFLATION

Le conseil, auquel participaient les ministres et tous les secrétaires d'Etat, a été consacré, pour l'essentiel, à l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1976 et au projet de loi de finances pour 1977 présenté par le premier ministre, ministre de l'économie et des finances. Ces deux projets ont été adoptés.

Le président de la République a déclaré : « Le gouvernement doit maintenant faire tout le nécessaire pour assurer l'adhésion et la confiance des Français, indispensables au succès de la lutte contre l'inflation. »

● L'INDEMNISATION DES AGRICULTEURS

Le ministre de l'Agriculture a exposé au conseil l'ensemble des mesures définitivement arrêtées pour venir en aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse et maintenir le revenu global de l'agriculture en 1976 à un niveau égal à celui de 1975. Ces mesures qui complètent le dispositif déjà mis en place seront plafonnées et sélectives. Les procédures d'attribution seront déconcentrées au niveau départemental et les préfets disposeront d'une large liberté d'appréciation, en liaison avec les organisations professionnelles, pour tenir compte de la diversité des situations individuelles.

● SECURITE SOCIALE

Le ministre du travail a fait approuver diverses dispositions destinées à faire face aux difficultés financières du régime général de la sécurité sociale.

Dans une première étape, elles tendent à réduire le déficit prévu pour 1976, notamment par un relèvement limité et plafonné des cotisations, par un programme d'économie et par une aide de l'Etat. Pour régler, dans un deuxième temps, le problème budgétaire qui se posera encore en 1977 une étude sera faite tendant à définir les moyens de mieux maîtriser à l'avenir notre système de protection sociale.

● LA ZONE FRANC

Le ministre délégué auprès du premier ministre chargé de l'économie et des finances a exposé les travaux des ministres des finances des pays de la zone franc, qui ont procédé à un examen de la situation économique et financière de ces pays et fait le point du fonctionnement de la zone franc. Ils se sont accordés sur la poursuite de l'action pour l'organisation des marchés de matières premières et ont fait avancer les discussions sur le Fonds africain de solidarité.

● LA CONSTRUCTION DE L'EUROPE

Le ministre des affaires étrangères a rendu compte de la session du conseil des Communautés qui s'est tenue à Bruxelles le 29 septembre 1976.

Cette réunion a été marquée par la signature de la décision sur l'élection de l'Assemblée parlementaire européenne au suffrage universel direct. Cet acte permet la réalisation

d'une disposition essentielle du traité de Rome. Sa mise en œuvre, qui sera soumise à l'approbation du Parlement français, constituera, après la création du conseil européen, un moment pas important réalisé sur la base des décisions du sommet de Paris dans la construction de l'Europe.

MESURES INDIVIDUELLES

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

— Sur proposition du ministre de l'intérieur, M. Félix Henry, administrateur civil, est titularisé en qualité de préfet et rayé du corps des administrateurs civils ;
— Sur proposition du ministre des affaires étrangères, il est mis fin, sur sa demande, aux fonctions de M. Geoffroy Chodron de Courcel, secrétaire général des affaires étrangères. Le président de la République a rappelé à cette occasion que M. de Courcel était aux côtés du général de Gaulle lors de l'enregistrement de l'appel du 18 juin 1940, et il a rendu hommage à « la carrière exemplaire de ce grand serviteur de l'Etat » (le Monde du 10 septembre).

M. GISCARD D'ESTAING A REÇU LES DIRIGEANTS DU PARTI RADICAL ET CEUX DES RÉPUBLICAINS INDÉPENDANTS

M. Valéry Giscard d'Estaing a reçu à déjeuner, mercredi 22 septembre, les quatre membres du gouvernement qui appartiennent au parti radical — MM. Durafour, Rossi, Brousse et Mme Giroud, — accompagnés de M. Péronnet, président de la formation. Celui-ci a déclaré, à l'issue du déjeuner : « M. Giscard d'Estaing a manifesté son intention de demander aux radicaux un effort dans le sens de la politique de réforme à laquelle il, sont attachés. » En fin d'après-midi, le président de la République s'est entretenu avec MM. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, ancien président des républicains indépendants ; Jacques Domnati, secrétaire général de ce parti, et Roger Chinnard, président du groupe des républicains indépendants de l'Assemblée nationale.

« M. Paul Laurent, membre du secrétariat du parti communiste, a déclaré mercredi 22 septembre : « Nous avons appris qu'un congrès d'Edgar Faure M. Roland Nungesser continuait à essayer de se présenter comme celui qui vise à dépasser la vie politique française et à surmonter les causes d'affrontement. On croit rêver. C'est le même Nungesser qui a participé à l'élection dictatoriale de tous les représentants de la gauche dans des dizaines d'organismes publics où le conseil régional d'Ile-de-France désignait ses représentants. » Un coup réactionnaire mal travesti en congrès de la concertation, voilà le vrai visage de l'U.D.R. Nungesser. »

SECURITE

avec **POLYPENE**
serrure de haute sécurité
système invisible

Un mouvement analogue à celui d'un coffre-fort

4 barres en acier
1-2-3-4,
reliées à la serrure
les barres figurées sur ce dessin sont
occultées dans le corps de la porte

4 orifices A-A'-B-B'
dans la feuillure pour
recevoir les barres

dans **4** directions

POSE DANS LA JOURNÉE

POLYPENE 584.12.12

99, rue du Chevaleret 75013 PARIS

Je désire obtenir gratuitement et sans engagement de ma part, une documentation complète sur la serrure haute sécurité POLYPENE

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Bât. _____ Esc. _____ Tél. _____

à envoyer à POLYPENE-FRANCE 99, rue du Chevaleret 75013 PARIS

150-100-100

EUROPE

République fédérale d'Allemagne

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE DANS LE BADE-WURTEMBERG Théoriquement apolitique, la centrale syndicale unique soutient les candidats socialistes

Pforzheim. — « Le syndicat ne donne pas de consignes de vote, mais... » Le responsable du syndicat de la métallurgie de cette petite ville industrielle du Bade-Wurtemberg présente les candidats des trois grands partis pour les élections du 3 octobre. Dans la grande salle de la Maison des syndicats, deux cents délégués d'entreprises appartenant à l'I.G. Metall attendent de pouvoir poser des questions. Auparavant, il leur faut écouter le permanent du syndicat qui explique les dix « critères » énoncés par la centrale syndicale D.G.B. plusieurs semaines avant le scrutin.

Le syndicat ne donne pas de consignes de vote, mais invite ses adhérents à se prononcer pour un parti ou pour un autre en fonction des dix critères : la défense du plein emploi, la coexistence, la participation, le développement des droits syndicaux, l'égalité des sexes, la garantie de la paix, etc. Les trois candidats à la députation dans la circonscription de Pforzheim sont évidemment tous partisans de ces généraux objectifs. C'est sur les moyens de les atteindre qu'ils ne sont pas d'accord.

M. Wolfgang Roth, ancien président des jeunes socialistes et candidat S.P.D., trouve tout de suite le langage que veulent entendre les militants ouvriers. Il est contre « la simple idéologie de l'économie de marché » et pour « une politique industrielle orientée vers l'avenir qui soit soutenue à la fois par l'Etat, les syndicats et les entreprises ». Le candidat du parti libéral, au

De notre correspondant

contraire, attire quelques affluents et révélateur des conceptions de son organisation : « La puissance des syndicats est actuellement suffisante », déclare-t-il. Plus habile, son adversaire chrétien-démocrate essaie de s'attirer les bonnes grâces de l'auditoire en mettant en avant les réalisations passées des gouvernements C.D.U.-C.S.U.

Toutefois, sa situation n'est pas facile, car si pour ménager la susceptibilité de ses membres qui ne sont pas sociaux-démocrates le D.G.B. répète à l'envi qu'il est indépendant des partis, il ne cache pas ses préférences. Les liens entre les syndicats et le parti social-démocrate, qui datent de plus d'un siècle, ne se dissolvent pas comme par enchantement à la veille des élections. M. Vetter, président du D.G.B., admet certes que son organisation s'est trouvée placée devant des « situations déprimantes » depuis l'arrivée au pouvoir du S.P.D., mais quand il dénonce « les ennemis des réformes, les mots d'ordre visant à répandre l'angoisse et à créer la panique », il ne vise rien d'autre que les dirigeants C.D.U. et leurs slogans électoraux.

« La C.D.U.-C.S.U. a-t-elle l'intention de présenter une loi sur les associations qui restreindrait les droits syndicaux ? », demande un délégué du personnel à la réunion de Pforzheim. La réponse négative du candidat chrétien-démocrate ne convainc pas l'au-

ditore. Les militants syndicaux pensent plutôt à l'offensive de grande envergure déclenchée par M. Biedenkopf, secrétaire général de la C.D.U., contre les cumuls de fonctions dans les syndicats et le S.P.D., contre l'aide unilatérale qu'ils lui fournissent, contre les pratiques antidémocratiques de certaines organisations professionnelles. M. Biedenkopf se défend de méconnaître les « grandes mérites » des syndicats mais avec malice il leur pose une question : « Comment peuvent-ils soutenir un gouvernement qui a osé se créer une armée d'un million de chômeurs ? »

Entre-temps, le conflit entre le secrétaire général de la C.D.U. et les syndicats a été porté devant les tribunaux appelés à se prononcer sur l'exactitude des faits cités par M. Biedenkopf. En l'occurrence, par exemple, que l'I.G. Metall ait donné 5 millions à tous les anciens métaux retraités de Bochum pour venir assister à un débat sur les retraites, où le seul orateur était le ministre du travail, et ce en pleine campagne électorale ?

Les sociaux-démocrates tirent argument des attaques de M. Biedenkopf pour mettre en cause l'attitude antisyndicale de la C.D.U., qui ne manquerait pas de mener la paix sociale s'il se délaissaient le pouvoir. En déclarant que « le D.G.B. coopérerait loyalement avec un gouvernement C.D.U.-C.S.U. », M. Vetter a décliné l'argument de ses amis. Neutralité politique oblige.

DANIEL VERNET.

Suède

JUGEANT EXCESSIVES LES REVENDICATIONS DES CONSERVATEURS Les centristes et les libéraux envisagent de former un gouvernement minoritaire

De notre correspondant

Il semble qu'il sera difficile de former un gouvernement à trois. Les centristes et les libéraux penchent plutôt pour une coalition minoritaire (125 sièges sur un total de 349), qui serait soutenue par les cinquante-cinq conservateurs au Parlement. Un tel cabinet serait d'ailleurs certainement mieux vu par les syndicats à la veille de l'ouverture des négociations salariales. De plus, les centristes et les libéraux sont divisés en matière de politique énergétique et familiale, ont quand même souvent présenté ces dernières années des motions communes au Parlement et, en ce qui concerne la politique économique, leurs vues sont très proches.

A ce stade des pourparlers, M. Fåhlén souhaiterait donc tenir les conservateurs à l'écart du futur gouvernement. Quant au leader libéral, M. Ahlmark, il n'apprécie pas du tout le fait que

les conservateurs reçoivent régulièrement de l'argent des milieux d'affaires : environ 8 millions de couronnes par an. Il a dit catégoriquement pendant la campagne électorale qu'aucun parti au pouvoir « ne devait recevoir de fonds privés ». Il est peu probable que M. Bohman accepte d'y renoncer de bon cœur.

Le temps presse puisque le futur chef du gouvernement, M. Fåhlén n'a plus maintenant qu'une dizaine de jours pour trouver un terrain d'entente : le nouveau Parlement se réunit le 4 octobre. Les sociaux-démocrates, eux, sont persuadés qu'ils reviendront au pouvoir, plus vite qu'on ne le croit, et que les élections de dimanche dernier n'étaient qu'une parenthèse dans l'histoire du parti. Ils devaient se réunir ce jeudi 23 septembre pour examiner les causes de leur échec relatif et probablement constituer un contre-gouvernement sur le modèle britannique.

ALAIN DESBOIS.

LES RÉSULTATS OFFICIELS DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 19 SEPTEMBRE

PARTIS	VOIX			SIÈGES		
	Nombre	en %	Gains ou pertes en % par rapp. à 1973	Nombre	Gains ou pertes par rapp. à 1973	(1)
Social-démocrate	2 320 218	42,9	- 0,7	153	- 4	
Centriste	1 397 271	24,1	- 1	86	- 4	
Conservateur	945 288	15,6	+ 1,4	55	+ 5	
Libéral	600 243	11	+ 1,1	35	+ 5	
Communiste	237 967	4,1	- 0,6	17	- 2	
Démocrate-chrétien	73 816	1,4	- 0,4	—	—	
P.C. de Suède (marxiste)	17 574	0,3	- 0,14	—	—	
				349		

(1) En 1973, 358 députés avaient été élus ; en 1976, il n'y en a que 349 : d'où la différence entre les gains et pertes d'un siège.

Portugal

LA RÉFORME AGRAIRE EN QUESTION

(Suite de la première page.)

Il semble bien que l'intervention de l'armée, « en cas de besoin », aurait déjà été décidée au cours d'une réunion qui a eu lieu au palais présidentiel le 17 septembre entre le président de la République, le premier ministre, les ministres de l'Agriculture, de l'Intérieur et de la Défense, les chefs d'état-major des trois branches des forces armées et le commandant de la région militaire de Lisbonne.

La situation est donc tendue, d'autant que M. Mário Soares n'a pas réussi à mettre d'accord les représentants des syndicats et de la Confédération des agriculteurs du Portugal (CAP) sur les modalités de la restitution des terres. Selon les syndicats, qui se sont réunis à Beja le 19 septembre, les restitutions ne devraient pas se faire avant l'expropriation de toutes les propriétés touchées par la réforme. Sur un total de 1,5 million d'hectares de terres expropriables, il en resterait un tiers où l'Etat n'est pas encore intervenu. Les agriculteurs, en revanche, refusent toute nouvelle expropriation avant que les restitutions aient eu lieu.

Mais les objectifs de ces derniers sont plus vastes. Regroupés au sein d'une confédération dont les attaches avec certaines organisations politiques de droite n'échappent à personne, ils cherchent à provoquer l'abrogation de la réforme agraire, qui est devenue le baromètre de la révolution politique du Portugal. Elle avait pris un grand essor lorsque le général Vasco Gonçalves était premier ministre. Elle a résisté à toutes les attaques depuis le changement politique du 25 novembre 1976. Est-elle irrévocable ? Au ministère de l'Agriculture on le croit. Pour l'actuel secrétaire d'Etat à la réorganisation agraire, le besoin d'une réforme était profondément ressenti au Portugal. Elle a été rendue possible par la révolution du 25 avril. Un premier projet avait été inséré au mois de février 1975 dans le plan économique d'urgence préparé sous la direction du commandant Melo Antunes. Au mois de juillet 1975, le quatrième gouvernement provisoire « gauchiste » avait promulgué deux décrets constituant ce qu'on a appelé ensuite la « loi de la réforme agraire ». Toutes les propriétés ayant plus de 50 000 « points » (1) pourraient être expropriées. Les actes de vente en faveur de parents seraient déclarés nuls, et la vente de petites parcelles à d'autres agriculteurs serait réglementée afin d'éviter les ventes fictives. Un « droit de réserve » était accordé aux rentiers et aux propriétaires agricoles qui, exploitant eux-mêmes leur domaine, avaient été touchés par des expropriations.

Dans le contexte politique de l'« été chaud » de 1975, les travailleurs n'ont pas attendu que le gouvernement prenne l'initia-

tive pour commencer le processus d'expropriation. Poussés par des syndicats proches du P.C., qui accusaient les propriétaires de « faire du sabotage économique », ils ont procédé à des occupations à un rythme accéléré. Bientôt une vaste plaine d'où les « capitalistes » avaient été bannis.

Chaque propriété occupée est devenue une « unité collective de production » dirigée par une « commission de travailleurs ». Environ quatre cent cinquante « unités », employant plus de vingt-cinq mille ouvriers agricoles se sont ainsi constituées. Suivant un type d'organisation préconisée par le P.C., les « unités » d'une commune se sont associées sous la responsabilité d'une « commission directrice ». Celle-ci devait être constituée d'éléments élus par les « commissions de travailleurs ». Dans la pratique pourtant, les « commissions directrices » ont été entièrement contrôlées par les syndicats.

Ainsi se sont formées des exploitations agricoles de dimensions parfois supérieures à 20 000 hectares. Cette réforme a provoqué la concentration de plusieurs centaines de travailleurs sous une même direction. Et les problèmes n'ont pas tardé à surgir. Les difficultés de gestion, aggravées encore par la rareté des crédits, rendaient problématique le maintien de certaines exploitations. De surcroît, les relations de travail ont changé. Des revendications salariales ont surgi.

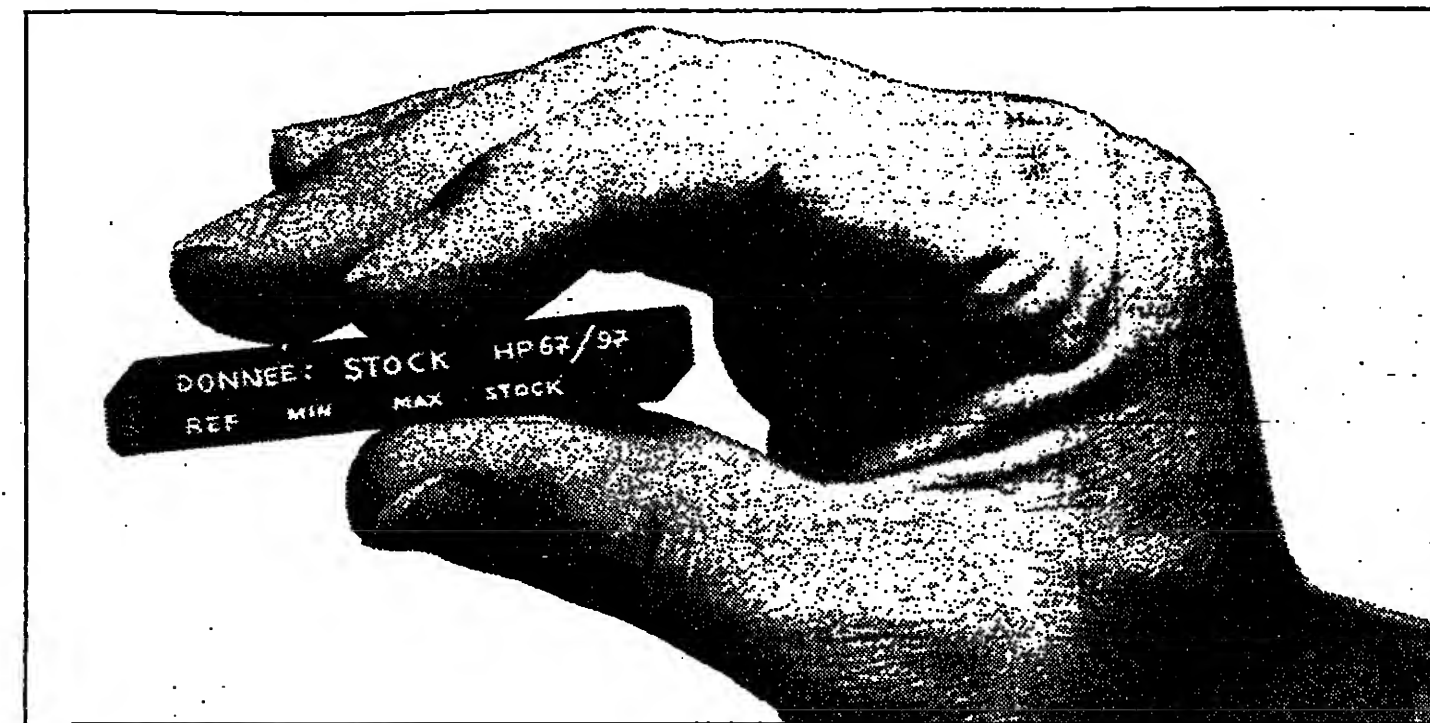
Les ouvriers agricoles ont commencé à protester contre des dirigeants syndicaux se comportant en « véritables patrons ». Plusieurs « unités collectives » se sont séparées des autres, dans une même attitude d'autonomie pour s'organiser en « coopératives autogérées ». Le P.S. a stimulé dès le début ces dernières expériences. Il ne voit pas d'un mauvais œil la possibilité de désagrégation d'une importante base d'appui au P.C.

Déjà, au début de cette année, des mesures restrictives avaient été prises : limitation de la zone de réforme au sud du Tage, protection des petits agriculteurs, etc.

Malgré toutes les critiques portées contre la réforme, un point fait la quasi-unanimité : les surfaces cultivées ont augmenté d'environ 20 % et le Portugal, en cette année, une très bonne récolte de céréales.

JOSÉ REBELO.

(1) Selon une étude faite par le ministère de l'Agriculture, mille points correspondent au rendement moyen d'un hectare de terres irriguées et de 1 hectare de terres non irriguées. Dans le cas de terres extrêmement fertiles, notamment dans la région située au nord de Lisbonne, cinquante mille points peuvent être atteints avec 10 hectares. La même limite correspond parfois à plus d'un million d'hectares dans les zones les plus pauvres.



Une exclusivité Hewlett-Packard : vos données, vos programmes, sur une carte !

Des calculateurs de poche qui vous permettent d'enregistrer vos programmes, il en existait déjà quelques-uns.

Mais maintenant, si dans votre activité vous utilisez souvent les mêmes données chiffrées, vous pourrez aussi les enregistrer, une fois pour toutes, sur carte magnétique.

Cette carte, le HP-67 ou le HP-97 pourront l'utiliser, l'interpréter, quelle que soit l'importance de vos données ou de vos programmes : ces deux calculateurs ont une mémoire de 224 « lignes » pour les programmes et de 31 registres pour les données.

Vous gagnerez ainsi du temps. Et vous éliminerez tout risque d'erreur, puisque les chiffres sont inscrits définitivement. Et bien inscrits : un écran de contrôle (ou une imprimante, sur le HP-97) permet de les vérifier.

Une utilisation très souple

Outre ces lignes et ces registres, vous aurez aussi à votre disposition trois niveaux de sous-programmes, dix fonctions à définir, dix instructions de décision conditionnelle, quatre indicateurs (flags) et trois types d'adressage : symbolique, absolu et indirect. Jamais des calculateurs portatifs n'avaient réuni une telle puissance et une telle souplesse d'utilisation.

Une utilisation très simple

Le HP-67 et le HP-97 sont livrés avec des manuels d'utilisation très clairs qui vous permettent d'exploiter rapidement toutes les possibilités de ces étonnants calculateurs.

Hewlett-Packard vous remettra aussi une bibliothèque de programmes-types et une carte d'adhésion au Club des Utilisateurs.

Sur option, vous pouvez vous procurer des bibliothèques spécialisées : mathématiques, statistiques, finances, topographie, béton armé, etc...

HP-67 ou HP-97 ?

Tous deux ont la même précision : le HP-67 est d'un format de poche, tandis que le HP-97, qui dispose d'une imprimante, est portatif : il ne mesure que 22,8 cm x 20,3 cm.

Détail important : les cartes de ces deux calculateurs sont entièrement compatibles.

HEWLETT PACKARD

Hewlett-Packard France, Z.I. de Courtabœuf, B.P. n° 70
91401 Orsay Cedex, tél 907 78.25

N'hésitez pas à demander une démonstration à un distributeur agréé Hewlett-Packard ou à envoyer le coupon-réponse ci-dessous.

Les nouveaux
HP-67
et
HP-97

Bon à découper et à adresser à
Hewlett-Packard France,
Z.I. de Courtabœuf, B.P. n° 70,
91401 Orsay Cedex. Tél. 907 78.25.

☐ Je désire recevoir votre documentation sur le HP-67 ☐ le HP-97

☐ Je désire recevoir la liste de vos distributeurs.

Nom _____
Fonction _____
Société _____
Adresse _____

Tél. _____ MON 761

150

EUROPE

Espagne

CONNU POUR SES OPINIONS LIBÉRALES

Le général Mellado est nommé premier vice-président du gouvernement

Madrid (A.F.P., U.P.I.). — Le général Manuel Gutiérrez Mellado, chef d'état-major de l'armée de terre espagnole et connu pour ses opinions libérales, a été nommé, mercredi 22 septembre, premier vice-président du gouvernement.

Le général Mellado est considéré, au contraire, comme l'officier supérieur le plus ouvert au changement politique parmi ceux qui ont combattu aux côtés du général Franco pendant la guerre civile.

Agé de soixante-quatre ans, le général Mellado a servi dans l'artillerie. Il a fait la plus grande partie de sa carrière dans l'armée. Il a été nommé commandant de l'armée de terre en 1975, et chef d'état-major de l'armée de terre en juillet 1976. Le général Mellado a été nommé premier vice-président du gouvernement chargé de la défense nationale dans le gouvernement de M. Arias Navarro, le 13 décembre 1975, et reconduit dans ses fonctions par M. Adolfo Suárez, le 8 juillet dernier.

La décision du roi Juan Carlos a surpris les observateurs. Selon le *New York Times*, on pourrait attribuer au désir du roi d'avoir les mains libres du côté de l'armée avant d'envisager la légalisation des syndicats ouvriers actuellement clandestins. Le général de Santiago était, en effet, très hostile à cette mesure et avait manifesté son opposition aux efforts de libéralisation du régime.

LE CONSEIL DE L'EUROPE CONSIDÈRE L'ÉVOLUTION DU RÉGIME COMME « PRÉ-DÉMOCRATIQUE »

Strasbourg. — L'Assemblée du Conseil de l'Europe a exprimé, mercredi 22 septembre, sa solidarité avec les forces démocratiques espagnoles.

Dans une résolution rapportée par M. Beale (démocrate-chrétien italien), l'Assemblée prend acte des déclarations du gouvernement espagnol indiquant son intention de démocratiser le régime, mais regrette que la liberté d'expression et d'organisation des partis politiques et des syndicats demeure limitée. Elle exprime la crainte de voir certaines « forces extrémistes » compromettre la tenue des élections, et la conviction que les institutions en place sont une entrave à la voie indiquée par le roi et son gouvernement.

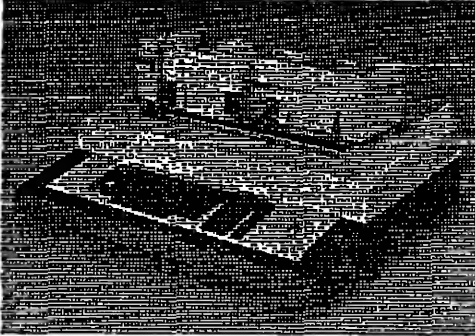
Des représentants de l'opposition espagnole ayant estimé au cours d'une conférence de presse, que les appréciations de M. Beale étaient trop favorables au régime actuel, son rapport a été modifié par les parlementaires. Selon le nouveau texte, « l'évolution en cours peut être considérée comme pré-démocratique ».

L'Assemblée a clôturé sa session par un débat sur l'Afrique australe. Les parlementaires ont condamné l'apartheid et demandé aux Européens de se montrer solidaires des Africains et de ne pas vendre d'armes à l'Afrique du Sud.

Gestion des ventes, comptabilité, salaires... HERMES DATA SYSTEM 200 introduit le "prêt à porter" en informatique

Vous choisissez la coupe. Vous définissez vos applications. A votre taille. L'HDS 200 est de conception modulaire. Il vous apporte ce dont vous avez besoin, pas plus, avec l'aisance suffisante. Quelques retouches. Les programmes existants peuvent être personnalisés suivant vos spécifications propres. Un ou deux essayages. Nous assurons la formation du personnel et l'assistance de mise en route.

En fait, vous serez étonné par la rapidité d'introduction du système dans votre entreprise, et la simplicité de mise en œuvre de ce matériel (la machine pilote l'opérateur, et vous pouvez, si vous le désirez, la programmer vous-même). Sa nouvelle technologie microprocesseur offre une fiabilité et une sécurité accrues. Son rapport performances-prix est remarquable. HERMES DATA SYSTEM 200. Nous l'avons pensé pour les PME.



SICOB Niveau 3 D Stand 3.488

Retournez ce bon à HERMES
7, rue Galvani 75017 Paris Tél. 755.87.91
Nous désirons
☐ assister à une démonstration du miniordinateur HDS 200
☐ recevoir une documentation

Nom _____ Société _____
Fonction _____ Adresse _____
Tél. _____

Ce n'est pas parce qu'on achète du rêve qu'il faut acheter du vent.

Utopring, c'est une formule conçue spécialement pour l'investissement immobilier de vacances. Parce qu'un bon de location, on ne doit pas vendre - et acheter - n'importe quel. Utopring : la vraie propriété. Nos appartements de vacances sont tous vendus en vraie propriété. Pas de loyer, ni de charges. Vous êtes maître et seigneur. Utopring : des sites exceptionnels. Dans chaque station de vacances, il y a toujours deux ou trois emplacements privilégiés. C'est là que nous construisons nos résidences, pas ailleurs. La valeur du site fait la valeur des vacances. Et du placement. Utopring : la qualité. C'est peut-être l'origine même d'Utopring qui veut cela. Nous construisons des résidences de classe, selon des normes sévères, avec des équipements et des aménagements impeccables. Et qui durent. Utopring : les services. En devenant propriétaire Utopring, vous achetez bien plus qu'un simple appartement. Vous devenez membre d'un groupe européen qui met à votre disposition un ensemble de services indispensables pour préserver votre tranquillité et la valeur de votre capital : une équipe permanente d'intendants dans chaque résidence, un service de location et d'échange international, une prise en charge de tous les soucis de gestion et de maintenance.

Utopring : le cœur et la raison.

Val d'Isère "Le Villaret" Au pied de la célèbre piste OR.	Val Thorens "L'Olympic" Le ski tout au long de la saison.	Les Orres "Le Belvédère" Le ski plein soleil.	Les Menuires "Les Origines" et "Les Soldaniers" Au cœur de l'immense domaine skiable des trois vallées.
Serre Chevalier Le plus beau mariage de la neige du Nord et du soleil du Sud.	La Mongie "L'Alpe" Au cœur des pistes dans la plus haute station des Pyrénées.	Saint-Tropez "La Caravelle" A Saint-Tropez (vous connaissez ?).	Cannes "Le Horizon" Au calme et dans la verdure face à l'un des plus beaux panoramas de la Côte.
Cap d'Agde "La Voile d'Or" Sur le port, dans ce nouveau paradis de la voile.	Arcachon "L'Aquilon" En bordure du bassin, avec accès direct à la plage.	Veuillez me faire parvenir une documentation complète sur Utopring et sur l'achat d'un appartement dans les stations suivantes (cocher les cases d'écoute). Nom _____ Profession _____ Adresse _____ Code postal _____ Téléphone _____	
La Baule "L'Albatros" Au centre de la baie face à la plus belle plage d'Europe.	La Bretesche "Les Hamours du Château" Un ensemble de coquets dans le parc du château. A 30' de La Roche.	Utopring METAIRES S.A. 55, avenue de l'Opéra, 75002 Paris. Tél. : 261.52.31	

A TRAVERS LE MONDE

Bangladesh

LE JOURNALISTE PETER OUSTERS, de nationalité néerlandaise, qui avait été condamné à la prison à vie pour « complot contre l'Etat » (le Monde du 23 septembre) a été gracié par M. Bayem, président du Bangladesh, et devrait quitter Dacca le 21 septembre, a annoncé mercredi le ministère néerlandais des affaires étrangères. — (A.F.P.)

Congo

TROIS VILLES ont changé officiellement de nom, mardi 21 septembre. Il s'agit de Doli, troisième ville du pays (vingt-cinq mille habitants), qui s'appellera désormais Lou-bomo ; de Fort-Moussé, qui devient Ovarado, et de Jabo, centre industriel, qui se nommera Kaya. — (Reuters.)

Corée du Sud

AU COURS D'UNE CONFÉRENCE DE PRESSE organisée le mercredi 22 septembre à Paris, par le Comité français d'action et de soutien pour la réunification indépendante et pacifique de la Corée et par l'Association d'amitié franco-coréenne, dont le vice-président est le sénateur communiste André Aubry, un représentant du gouvernement nord-coréen, M. Li Jong Hyeok, a accusé les Etats-Unis de transformer la Corée du Sud en une « base d'attaque nucléaire ». Selon M. Li Jong Hyeok, le récent incident de Panmunjon est « un acte criminel provoqué d'une manière prémeditée et intentionnelle par les Etats-Unis ». D'autre part, Mme Yasuyo Kawada, présidente de la section japonaise d'Amnistie internationale, a fait état des agis-

sements des services spéciaux sud-coréens à l'étranger. Elle a accusé M. Tanaka, ancien premier ministre japonais, d'avoir reçu une somme de 300 millions de dollars pour étouffer l'affaire Kim Dae Jong. L'ancien chef de l'opposition sud-coréenne fut enlevé à Tokyo en 1975 et ramené à Séoul par les services spéciaux sud-coréens.

République d'Irlande

POUR LA SECONDE FOIS EN MOINS D'UNE SEMAINE, le président de la République d'Irlande, M. Cearbhall Ó Dálaigh, a retardé l'entrée en vigueur des nouvelles lois antiterroristes en faisant voter leur constitutionnalité. Alors que le gouvernement de Dublin espérait doter rapidement l'armée et la police de pouvoirs accrus pour lutter contre l'IRA, M. Ó Dálaigh a décidé, lundi soir 20 septembre, de ne pas signer la seconde loi antiterroriste votée par le Parlement avant que le Conseil d'Etat ne se soit prononcé à son sujet. Cette loi autorise l'armée à procéder à des perquisitions et à des arrestations de suspects sans en référer au préalable à la police. — (A.F.P.)

Tchécoslovaquie

APRÈS HUIT ANS DE SILENCE, l'écrivain tchécoslovaque Bohumil Hrabal, l'auteur de *Trains étouffés*, survient, vient de réapparaître dans les librairies avec un nouveau roman, *Postřehy* (la coupe de cheveux). En moins d'une demi-heure, son livre, qui avait été tiré à vingt mille exemplaires, a disparu des rayons des librairies de Prague. Hrabal est, avec Jiri Sotola, l'un des deux écrivains en renom, en 1968, qui avaient accepté de signer un serment de collaboration après le « printemps de Prague ». — (A.F.P.)

Norvège

UN OFFICIER NORVÉGIEEN TENTE DE SABOTER TROIS AVIONS AMÉRICAINS QUI PARTICIPAIENT AUX MANŒUVRES DE L'OTAN

Stavanger (A.F.P., Reuters). — Une tentative de sabotage a eu lieu mercredi matin 22 septembre contre trois chasseurs-bombardiers américains Phantom qui participaient à des manœuvres de l'OTAN sur la base aérienne de Sola, proche de Stavanger, annonce la police norvégienne. Un lieutenant de l'aviation norvégienne a été retrouvé une balle dans la tête, à 50 mètres des appareils. Selon la police, il aurait tenté de se suicider après avoir tenté d'incendier les Phantom. Il est toujours en vie, mais dans un état grave. L'officier, attaché aux services d'entretien de l'aérodrome, avait ouvert les réservoirs de kérosène des avions, puis y a mis le feu en tirant des coups de pistolet. Le feu a pu être rapidement éteint et les dégâts subis par les appareils sont peu importants.

Les Ambassades Saint-Dominique, Paris 7^e arrondissement...

Un Paris un peu à part... Le VII^e arrondissement est comme un autre. Mieux, moins frondeur, plus retiré, plus résidentiel. Aux Ambassades Saint-Dominique, vous êtes au cœur d'un Paris jaloux de préserver son patrimoine historique, et qui ne se laisse séduire totalement que par les charmes qu'universitaires et aux habitudes de longue date.

Vos voisins sont les manarades studieuses, signés Manner - des ministères et les parcs cachés des ambassades : un édifice feutré et de bon ton. Rue Saint-Dominique, presque à l'angle de l'avenue Boissier, voici votre demeure.

A la fois lumineuse et discrète. Les pierres de taille en ton chaud et dur, la brique qui habillent la façade rappellent ces immeubles aux murs épais, conçus du début du siècle.

Les terrasses fleuries des appartements du dernier étage, les jardins privés devant ceux du

rez-de-chaussée, renforcent cette intimité qui sera la vôtre aux Ambassades Saint-Dominique.

Un équilibre de bon aloi. Dans les séjours, le parquet de chêne massif, en point de Hongrie, est un parquet comme de rares artisans savent encore en faire à Paris. Dans les circulations et les chambres, le plancher est recouvert d'une épaisse moquette de laine en grande largeur. Le hêtre, l'acajou, le chêne ou le frêne des placards, les étagères personnalisées de la salle de bain, la pierre contre sable des balcons et des loggias, constituent un point de départ de qualité pour votre décoration future, d'autant plus, qu'aux Ambassades Saint-Dominique, tous les appartements sont livrés « prêts à habiter ».

Le silence et la douceur sont de mise. Vous êtes tout à la fois protégés du bruit, de la chaleur et du froid. Le Maître d'Œuvre, pour l'isolation phonique, s'est assuré le concours d'un « spécialiste du silence », un ingénieur acousticien.

Le chauffage électrique dans tout votre appartement est dans chaque pièce un thermostat d'équilibre apportant une certaine douceur de vivre. Les sanitaires sont habillés d'émaux « haute qualité » du sol jusqu'au plafond. Les cuisines sont entièrement équipées dans les plus petits appartements. Et lorsque vous refermez la porte palière derrière vous, vous pouvez vous absenter sans crainte car celle-ci est blindée anti-cambriolage.

Une autre manière de préserver votre intimité.

☐ Je désire des renseignements complémentaires sur votre réalisation « Les Ambassades Saint-Dominique ».

Appellez-moi au : _____ de _____ h. à _____ h.

☐ Je joins ma carte de visite et désire recevoir votre documentation.

Remettez ce bon à découper au votre carte de visite à SOFAP - Services Commerciaux, 11, rue de la République, 64, rue de Liège - 75008 PARIS.

Prenez rendez-vous avec Mme Bouchard en appelant au 766.51.03

« Les Ambassades Saint-Dominique » un charme rare et discret à l'image du 7^e arrondissement...

PROCHE-ORIENT

Selon le « Yedioth Aharonoth »

Deux personnalités israéliennes auraient récemment rencontré à Paris un représentant de l'O.L.P.

De notre correspondant

Jérusalem. — Deux personnalités politiques israéliennes auraient récemment rencontré à Paris un représentant de l'Organisation de libération de la Palestine. Cette information, parue dans le « Yedioth Aharonoth » du 22 septembre, sous la signature d'un journaliste d'ordinaire bien informé, Chlomo Nakhimov, fait état d'une réunion qui aurait eu lieu, en présence, d'une part M. Seld Hamami, représentant de l'O.L.P. à Londres, d'autre part M. Arieh Eliaz, ancien ministre et ancien

secrétaire général du parti travailliste israélien, et Matatiah Peled, professeur à l'université de Tel-Aviv et général de réserve. Ces deux personnalités représenteraient, à la rencontre, le conseil israélien pour la paix Israël-Palestine.

Selon le « Yedioth Aharonoth », cette rencontre aurait eu lieu avec le consentement tacite de certains responsables du ministère israélien des affaires étrangères, et devrait être suivie d'une seconde rencontre le samedi 25 septembre, toujours à Paris. Ce jour-là, un manifeste signé par les deux parties devrait être publié.

Le récit de notre confrère est entièrement démenti par M. Eliaz et M. Peled qui ne nient pas, cependant, que le conseil auquel ils appartiennent s'efforce depuis longtemps d'amener tant les Israéliens que les Palestiniens à une reconnaissance mutuelle de leurs droits nationaux. M. Peled nous a déclaré que des tentatives étaient faites par de nombreuses personnalités étrangères en vue d'établir un contact entre Palestiniens et Israéliens, et que toute indiscretion à ce sujet ne pourrait que compromettre les chances de ces tentatives.

D'autres pourparlers à Moscou

Il y a quelques jours, la presse israélienne avait fait état d'une autre rencontre israélo-palestinienne à Moscou, entre les dirigeants du parti communiste israélien Rakah et M. Farouk Kadoumi, chef du département politique de l'O.L.P.

Cette rencontre n'a pas été démentie par les Palestiniens avec des dirigeants palestiniens MM. Naphtali Feder, secrétaire général du parti de gauche Mapam, Guri Avnery, ancien député, directeur de l'hebdomadaire politique « Haolam Hatzet », et Nathan Yellin-Mor, qui, à l'époque du mandat britannique sur la Palestine, était le chef de la redoutable organisation terroriste « Stern ».

Rapportons que d'éminentes personnalités israéliennes comme le professeur Chlomo Avineri, actuellement directeur général du ministère des affaires étrangères, ont été approchées par les Palestiniens, et ont accepté de servir d'intermédiaire en faveur d'une négociation avec l'O.L.P.

Israël

LES ÉLUS ARABES DE GALILÉE RECLAMENT LA DÉMISSION DU PRÉFET DE LA RÉGION

Tel-Aviv (A.F.P.-Reuter). — Les élus locaux arabes de Galilée, réunis mercredi 22 septembre à Nazareth, ont réclamé la démission « immédiate » de M. Israël Koenig, préfet de la région nord d'Israël. M. Koenig est l'auteur d'une étude confidentielle préconisant un certain nombre de mesures pour freiner l'expansion démographique arabe en Galilée (le Monde du 9 septembre 1976).

Ces mesures ont été qualifiées de « racistes, sionistes et chauvines » par les élus locaux arabes d'Israël, qui ont lancé un appel à la grève générale dans les villes de Galilée pendant deux heures, mardi prochain, pour protester contre le maintien de M. Koenig à la tête de l'administration provinciale.

À ce propos, selon Haaretz de mercredi, un déplacement que le vice-ministre israélien de l'Agriculture, Chelch Jabot Moukhar, devait faire dans les villages druzes de la Haute-Galilée, en compagnie de M. Israël Koenig, a dû être annulé dans la crainte de manifestations hostiles. De son côté, M. Rabin, premier ministre, avait tenu, mardi soir, à prendre ses distances vis-à-vis du rapport en question, soulignant notamment dans une allocution à Beit Chemek, que « toute discrimination ou restriction fondée sur la religion est contraire aux lois israéliennes ».

DIPLOMATIE

L'Afrique du Sud et la France sont attaquées devant l'Assemblée de l'Agence internationale de l'énergie atomique

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Les travaux de la vingtième assemblée générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui se déroulent à Rio depuis le 21 septembre, ont été dominés jusqu'à présent par le problème du statut de la République sud-africaine. Mercredi, les délégués du Nigeria et de Cuba ont mené l'offensive contre le régime de Pretoria.

Dans un discours qui a été vivement applaudi, le représentant nigérien, M. Olu Adeniji, a demandé que la délégation sud-africaine ne soit pas reconnue, dans la mesure où elle ne représente pas l'ensemble de la population du pays. Cette proposition, si elle était acceptée, ferait perdre à la délégation le droit de participer aux débats. M. Adeniji a demandé également que le gouvernement de M. Vorster ne siège plus au conseil des gouverneurs, organe exécutif de l'Agence. Allant plus loin, il a estimé que le régime sud-africain ne devrait même pas être affilié à l'Agence, dont les cent neuf membres, selon les statuts, doivent respecter la charte des Nations unies.

Selon le délégué nigérien, la République sud-africaine représente un danger pour l'ensemble du continent noir, puisqu'elle s'est engagée dans un vaste programme nucléaire. « Ma délégation est convaincue », a-t-il dit, que ce pays a l'intention d'utiliser la technologie nucléaire à des fins militaires. »

M. Adeniji a « regretté » que la France ait décidé d'adopter la France dans ses « ambitions atomiques » et ait fait passer « ses intérêts économiques au-dessus de ses responsabilités vis-à-vis de la Communauté africaine ». Il s'en est pris au conseil des gouverneurs, qui a accepté les garanties offertes par Paris et Pretoria (le Monde du 19-20 septembre). « L'Agence est devenue responsable d'un projet dont la nature ne lui est pas connue. »

Il est difficile de savoir quel sort sera fait aux propositions du Nigeria. L'Assemblée générale peut refuser de reconnaître la délé-

gation sud-africaine, mais elle ne peut exclure Pretoria, car elle ne peut exclure l'ensemble de la population du pays. La délégation bulgare, conduite par M. Alexander Lefov, a soutenu la position de la République fédérale de Yougoslavie, qui a refusé de reconnaître la République sud-africaine.

Les délégués des principales puissances nucléaires (États-Unis, Union soviétique, Royaume-Uni, France) ont insisté mercredi sur la nécessité absolue de protéger les matériaux nucléaires contre les risques de sabotage et d'action terroriste. Le délégué américain M. Robert Seamans a déclaré que l'utilisation du plutonium permettrait aux États-Unis de diminuer la pression mondiale sur le minerai d'uranium, mais que ce bénéfice incertain lui semblait moins important que le risque présenté par la possibilité de transformer le plutonium en bombe. Le délégué soviétique a été le plus tranchant : selon lui, les pays qui ont signé le traité de non-prolifération ne devraient pas céder de technologie nucléaire aux non-signataires.

Quant au délégué français, M. André Girard, il a fait remarquer que l'Agence « ne pourrait jouer pleinement son rôle que si elle restait à l'abri de toute pression extérieure ». « Il est facile d'imaginer ce que deviendrait le système de contrôle, a-t-il dit, s'il était utilisé pour remettre en question telle ou telle opération nucléaire. » Il a fait que la politique des pays importateurs ou exportateurs ne satisfait pas tous les membres du conseil des gouverneurs.

CHARLES VANHIERE

« L'Assemblée générale des Nations unies » a été convoquée mercredi 22 septembre. Parmi les dix-sept vice-présidents, élus à bulletin secret, Panama, la Tanzanie et la Tchad viennent en tête avec 121 voix (sur cent quarante-cinq États membres). La France vient en tête des membres permanents du Conseil de sécurité, avec 124 voix.

AMÉRIQUES

États-Unis

Deux candidats face à soixante-dix millions de téléspectateurs

De notre correspondant

Washington. — Les deux candidats à la présidence des États-Unis, M. Gerald Ford et Jimmy Carter s'adresseront pour la première fois, ce jeudi 23 septembre à 21 h. 30 à Philadelphie (3 h. 30 de nuit à Paris), à une très vaste audience télévisée évaluée à 70 millions de téléspectateurs. Il est difficile de parler, d'un débat puisque, selon les règles laborieuses établies, les deux hommes ne sont pas autorisés à se poser directement des questions. Ils ne peuvent que répondre à des questions de « questions-réponses » (une dizaine environ) que leur posent tour à tour trois journalistes, mais ils disposent de deux minutes de plus pour un capotement de réponse. En outre, chacun pourra en deux minutes faire des commentaires sur les réponses de l'autre.

M. Carter, face au grand public, ne peut plus rester dans les généralités, mais, en prenant des positions nettes et précises, il risque de perdre soit ses modérés, soit les libéraux, qu'il a réussi à capter à la faveur du flood et de l'ambiguïté de ses propos. Sans sous-estimer l'adversaire, les conseillers de la Maison Blanche affirment que M. Carter manque de voix et de présence.

Dans le camp adverse, on se félicite pourtant de l'occasion exceptionnelle offerte au candidat démocrate de démontrer sa détermination, la clarté de ses vues et de démentir la campagne répétée de la presse comme un homme inexpérimenté et sans épine dorsale politique.

Rien n'a été laissé au hasard dans l'organisation du débat. Les deux candidats ont été placés dans la même salle, à la même heure, et ont eu accès à la même salle de presse. Les deux candidats ont été placés dans la même salle, à la même heure, et ont eu accès à la même salle de presse.

HENRI PIERRE

ASIE

Japon

Moscou estime que l'attitude de Tokyo dans l'affaire du Mig ne peut pas rester sans conséquences

Tokyo (A.F.P., A.P., Reuter). — L'ambassadeur d'U.R.S.S. à Tokyo a remis, mercredi 22 septembre, au vice-ministre japonais des affaires étrangères, une note de protestation contre l'attitude du gouvernement nippon dans l'affaire du Mig-25, qui s'est posée au Japon le 6 septembre.

La note réaffirme que le pilote « a été drogué » et n'a pas été autorisé à s'entretenir librement avec un responsable de l'ambassade avant son départ pour les États-Unis. Les « notes diplomatiques » du gouvernement japonais « ne peuvent pas rester sans conséquences » sur les relations entre les deux pays. L'ambassadeur soviétique a déclaré que le Japon doit être transporté vendredi de l'aéroport d'Hakodate à la base de Ryukyu, à environ 150 kilomètres au nord de Tokyo. Un C-130, avion-cargo de l'armée américaine, est arrivé mercredi à Hakodate afin d'assurer ce transport. Onze techniciens militaires américains ont démontré le dispositif d'auto-déstruction (A.D.) sur l'appareil. Les pilotes japonais ont été libérés et les tirades pour missiles.

transporté vendredi de l'aéroport d'Hakodate à la base de Ryukyu, à environ 150 kilomètres au nord de Tokyo. Un C-130, avion-cargo de l'armée américaine, est arrivé mercredi à Hakodate afin d'assurer ce transport. Onze techniciens militaires américains ont démontré le dispositif d'auto-déstruction (A.D.) sur l'appareil. Les pilotes japonais ont été libérés et les tirades pour missiles.

A SOFIA

Des délégations yougoslave et bulgare examinent l'ensemble des différends entre les deux pays

De notre correspondant

Sofia. — Des délégations bulgare et yougoslave ont commencé, le 21 septembre à Sofia, l'étude des principaux différends entre les deux pays. Les délégations bulgare et yougoslave ont commencé, le 21 septembre à Sofia, l'étude des principaux différends entre les deux pays.

Le principe de cette réunion fut tenu tout d'abord par Tito Jivkov, chef de la conférence d'État et résumés lors de la dernière visite à Belgrade de la délégation bulgare. Les deux délégations ont examiné l'ensemble des différends entre les deux pays. Les délégations bulgare et yougoslave ont commencé, le 21 septembre à Sofia, l'étude des principaux différends entre les deux pays.

La dernière guerre a provoqué d'autres différends. Ils portent notamment sur le rôle joué par l'armée bulgare en Yougoslavie de 1941 à 1944. Spécialement en Macédoine, où sa participation après le 2 septembre 1944 (date de la capitulation de la Bulgarie) aux combats contre les Allemands en territoire yougoslave. Pour les Yougoslaves, l'armée bulgare fut une armée d'occupation comme celles de l'Allemagne, de l'Italie, et de la Hongrie. Ils l'accusent de crimes de guerre et lui demandent tout d'abord la libération de leur pays, ce qui n'est pas l'avis des autorités bulgares.

Les négociateurs de Sofia, cependant, ont essayé d'être à l'écoute des querelles. On peut simplement constater l'ampleur de la tâche à laquelle viennent de s'atteler Yougoslaves et Bulgares en ouvrant le dossier.

PAUL YANKOVITCH

Chili

La Junte repousse les accusations portées contre elle après l'assassinat de M. Letelier

L'enquête menée par la police de Washington et le F.B.I. à la suite de l'attentat qui a coûté la vie, le 21 septembre, dans la capitale américaine, à M. Orlando Letelier, ancien ministre de l'Unité populaire chilienne, n'a pas encore donné de résultats décisifs. Les agents fédéraux ont émis l'hypothèse qu'une bombe de forte puissance, placée sous le plancher de la voiture de la victime, a été déclenchée électriquement à distance.

Plusieurs personnalités ont exprimé leur réprobation de cette action terroriste, notamment M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'O.N.U. et le chef de l'État vénézuélien, M. Carlos Andrés Pérez. Devant de nombreux parlementaires socialistes européens réunis à Madrid à l'occasion de l'Assemblée de l'Union interparlementaire, M. Felipe Torres, premier secrétaire du P.A.C.E., a accusé le régime militaire chilien d'assassinat.

Plusieurs personnalités chiliennes, dont M. Salvador Allende, veuve de l'ancien président, ont accusé la DINA, la police politique du régime du général Pinochet, d'avoir perpétré cet attentat. « C'est la véritable porte-parole du Chili démocrate », dans les conférences internationales. C'est pour cela qu'on l'a fait faire », a-t-elle déclaré.

La junte chilienne a, en revanche, reproché, le 22 septembre, aux « divers personna-

les » qui lui imputent l'assassinat d'Orlando Letelier d'avoir « une attitude irresponsable, impuissante à la charge qu'elle occupe ». Elle a rappelé que c'est elle qui, en septembre 1974, avait autorisé l'ancien ministre socialiste à quitter le Chili. Elle rappelle que les attentats contre le général Prats en 1974, contre le général Lech, en 1975, et contre le général Lagos, en 1976, ont été commis par des militaires chiliens. Elle rappelle que les assassinats d'opposants dépendent à la fois de l'armée et de la junte, que les assassinats de journalistes, de professeurs, de pasteurs, de femmes, peuvent résulter de l'armée, de la junte, ou des deux.

« Une réunion organisée par le Comité de défense des prisonniers politiques du Chili, sous la présidence de M. Salvador Allende, a eu lieu le 22 septembre, à 44, rue de Rennes, à Paris. »

« Une responsable de la DINA, la police secrète chilienne, est arrivée le 25 août à New-York, par un avion de la Lufthansa en provenance de Santiago, révèle le New York Times. Elle se rendra le 26 septembre à l'Assemblée interparlementaire de Madrid. »

M. Altamirano : Pinochet a visé juste

De passage à Paris, M. Carlos Altamirano, secrétaire général du parti socialiste chilien, dont M. Letelier était membre, nous a déclaré : « Le responsable direct de cet assassinat est le général Pinochet, dont dépendent, également, les services répressifs de la DINA. Le général chilien. Ces derniers temps, il y avait eu dans la presse, contrôlée par la dictature, une intense campagne contre Letelier. Les journaux le rendaient responsable de tous les revers de la junte aux États-Unis. Il y a une chute de tous, Pinochet, Letelier, et de la junte chilienne. Il est évident que Letelier était, sans aucun doute, le Chilien de gauche qui avait les meilleurs contacts aux États-Unis. Il avait des liens d'amitié personnelle avec Edward Kennedy, Hubert Humphrey,

McGovern. Dans une lettre que j'ai reçue il y a deux jours, il m'indiquait qu'il devait rencontrer Jimmy Carter le 28 de ce mois. »

« Apparemment, il n'y avait jamais eu, au Chili, un président de la République, un ministre en exercice, voire un simple parlementaire assassiné. Avec la junte, le crime a commencé. Après Salvador Allende, trois de ses anciens ministres de la défense ont été successivement assassinés : José Tobar, le général Prats et Orlando Letelier. Tous ces hommes avaient un point commun : ils connaissaient bien le général Pinochet. Letelier avait même des lettres d'amitié de ces derniers. »

« Après ce crime, nous lançons un appel aux forces progressistes, aux gouvernements, pour que de telles pratiques, qui sont un défi à l'opinion publique mondiale, soient condamnées. Nous demandons aux gouvernements de soutenir leurs relations avec Salvador Allende, et que toute la junte soit faite sur cette affaire. Nous leur demandons de condamner la junte chilienne à la commission des droits de l'homme des Nations unies. »

(Photos recueillies par J.-P. C.)



CABINES TELEPHONIQUES insonorisées

12 MODÈLES — BON À DÉCOUPER —

CIMI

28, rue Saint-Hippolyte
78000 Versailles

Tel. 951.64.02 et 951.64.03

Desire recevoir gratuitement le catalogue

150

1500

STRAFOR

Groupe Forges de Strasbourg



Disegnato
LEONARDO
Torino - Settembre 1971

LA NEOPAYURE (Crete, Delfos, Paris)

Chiffre
isse les accusés
contre elle
nat de M. Lel...

... et a visé...

CABINES
...
torisées
... PERSONNEL

le monde des bureaux vu par STRAFOR

Groupe Forges de Strasbourg

La fin d'une époque

Qui pourrait ignorer l'importance du lieu où s'accomplit le travail des dirigeants ? C'est donc bien la fin de l'époque des bureaux, signes extérieurs d'une hiérarchie toute enveloppée de mystère et de l'ambrosie de chère. Tout naturellement va naître l'époque des bureaux de direction, lieux permanents de réflexion, de décision et de réception. Cela devrait également correspondre à une certaine idée des responsabilités. Et ce sera de plus pour les entreprises, le relief de leur image et du souci de leur avenir.

Les mémoires d'un col blanc...

«Avancez, m'avait dit mon successeur au service études, que vous m'avez d'avoir de venir nous voir... oh, bien sûr, tout a beaucoup changé, mais l'esprit y est toujours.»

Je m'étais beaucoup amusé des propos de PETTIDOS sur les derniers mois du vieil immeuble de la rue de Courcelles, sur les péripéties de l'absorption des Assurances Foncières et Extérieure, et sur les souvenirs de la haute hiérarchie qui opposait leur P.D.G. au nôtre, le fameux SAINT ASSUR. Enfin, tout cela me paraissait à la fois si proche et si lointain, que je m'étais bien décidé d'y faire un tour.

Ce vieil immeuble du 7 rue de Courcelles, Gabrielle qui faisait tout, un vrai pilier, le standard, le courrier, les fournitures, du moins en ce qui en tenait lieu, car avec notre Président, SAINT ASSUR, tout ancien inspecteur des finances qu'il fut, c'était plutôt la grande pitié. Il faut croire que c'est le moyen de faire fortune.

Au moment de partir, Suzanne m'a dit «tu crois que cela te fera du bien d'y retourner, va, ils t'ont oublié et d'ailleurs, avec la sécheresse, il faut arroser les tomates». Mais, au fond, revoir Gabrielle, et puis découvrir notre nouvel immeuble, dont PETTIDOS m'avait raconté les péripéties de la construction sur le front de Seine, et les luttes en coulisses entre P.D.G. inspecteurs des finances. Mais maintenant l'immeuble de la Compagnie était terminé et j'avais même lu un article dans le «ELLE» de Suzanne sur la nouvelle vie dans les jardins de bureaux.

Ah, j'avais bien ri en les imaginant arroser en malins. Gare Saint-Lazare j'avais dû déchanter. Cela n'était pas une partie de plaisir d'en sortir, et puis, bien sûr, fini le 27 avec sa plate-forme d'où Paris défilait sous vos yeux, mais j'avais promis, je ne pouvais plus reculer. Quand même, quelle vie que ce nouveau Paris !

Et devant la façade neuve et toute sobre — heureusement ce sont eux qui cotisent pour ma retraite — je m'étais arrêté longuement pour savourer ce moment de retour en jeunesse mais dans un cadre différent — comment y aurais-je vécu ? Tant d'heures et tant de vies qui s'y déroulaient et s'y croisaient. Mais c'est quand même comme un étranger, avec un petit placement au cœur, que j'avais franchi le palier du nouveau siège de notre Compagnie.

Mais naturellement, c'est aux sinistres, mon ancien service et avec PETTIDOS, que j'ai vraiment vu. «Vous n'avez pas une petite place pour moi», lui ai-je dit, et croyez-moi je le pensais vraiment. Il y avait maintenant 6 rédacteurs dans le bureau et tout de suite j'ai senti comme un climat. J'avais l'impression d'un certain calme et de relations meilleures et PETTIDOS de me dire «vous vous souvenez comment c'était ? Ici, nous sommes chez nous. Oh, nous y avons mis du temps pour en arriver là, et bien sûr, au début, Gabrielle regrettait ses papiers d'archives dans la salle de bain du 2... mais vous la connaissez !»

Et le soir, toute visite terminée, je m'étais senti tout rassuré — SAINT ASSUR ne m'avait-il pas dit «au fond, ici, il ne manque que vous...» ? Alors, me disais-je sans amertume, mais avec une petite pointe de nostalgie, nos nouveaux bureaux, c'est vraiment bien. Et quand Suzanne me demanda, dès mon retour, avec ce petit éclair malicieux que j'aimais tant, dans le coin de ses yeux, «alors, c'était bien ?» et sans même attendre ma réponse, me dit : «va vite, n'oublie pas les tomates ! il a fait si chaud aujourd'hui, je me suis dit «caïons, j'y retournerai bien».

L'aménagement des bureaux, un métier de professionnel...

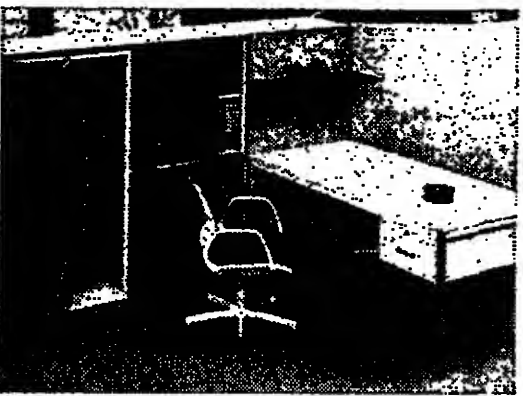
Dans une société qui se dit avancée et se veut sur la voie du progrès, un peu plus de bonheur et de confort devrait bien finir par éclairer la vie contemporaine.

Il faut cependant reconnaître qu'il n'est de progrès sans recours à une organisation qui requiert la restructuration de l'administration. Mais attention, il s'agit en définitive d'administrer l'homme. Corollaire de l'essor de la civilisation des bureaux, celle-ci dépossède de son image de marque péjorative de paperasserie et d'improductivité, l'extraordinaire mais prévisible ascension de l'emploi administratif appelle bien des remarques.

Tout d'abord, secteur tertiaire et administratif ne sont pas des termes directement assimilables. L'emploi de bureau dans le primaire et le secondaire se développe largement, comme pour souligner combien ces secteurs ont besoin de valoriser leurs services et d'améliorer leur gestion. Et si l'on reconnaît enfin la valeur productive du travail administratif, il apparaît bien que le mobilier de bureau doit être considéré également comme un outil de travail productif et de progrès collectif, au même titre que l'équipement industriel pour l'activité de production.

Mais, conséquence de l'essor de l'emploi de bureau et des surfaces qui lui sont attribuées, c'est chèrement mesurées, l'aménagement du cadre de travail n'est pas si simple. Une société, une administration, ce sont des hommes et des femmes avant toute autre considération. Des hommes et des femmes avec des fonctions déterminées, qu'il faut répartir dans des espaces avec un souci d'efficacité et d'harmonie sans se dissimuler que l'aménagement des bureaux soulève bien souvent des problèmes délicats.

Certains fabricants ont compris ce problème et proposent des systèmes d'organisation des postes de travail s'adaptant aux besoins de chaque utilisateur, contribuant au confort notamment par le biais de la couleur et des matériaux, et à la simplification du travail par le classement. Mais un premier constat s'impose : si le poste de travail de la fonctionnaire ne peut être comparé à celui du responsable comptabilité, contribuant au confort notamment par le biais de la couleur et des matériaux, et à la simplification du travail par le classement. Mais un premier constat s'impose : si le poste de travail de la fonctionnaire ne peut être comparé à celui du responsable comptabilité, contribuant au confort notamment par le biais de la couleur et des matériaux, et à la simplification du travail par le classement.



CETTE SCIENCE NOUVELLE, L'ERGONOMIE Steelcase STRAFOR

De notre correspondant spécial

Peut-être pas si nouvelle que cela, quand on retrouve certaines créations du passé et plus récemment du Bauhaus, ce mouvement précurseur de l'esthétique industrielle. Mais ce qui est nouveau, c'est la volonté des spécialistes d'étudier et de résoudre les problèmes des relations de l'homme avec son travail. Reconnaissons avec Victor Papanek, dans «Design pour un monde réel», «En réalité, nous devons considérer l'homme, ses instruments, son environnement et sa façon de penser, de les manipuler, comme un ensemble intégré, simultané, non linéaire.»

L'ergonomie des sièges n'est cependant pas un problème simple.

LA RÉUNIONITE, TRAVERS OU NÉCESSITÉ ?

De l'extérieur, c'est bien souvent le standard téléphonique où la secrétaire qui nous apprend que notre correspondant est en réunion.

Au sein de l'entreprise, il ne se passe de semaine, sinon de jour sans que sa tenue désormais groupée de travail, comité de direction, commission de coordination... Or, si l'on considère la tenue de réunion comme un comportement superficiel, lié à une bonne conscience facile vis-à-vis de ses collaborateurs ou partenaires de travail, sans évolution réelle des mœurs de l'entreprise, il apparaît bien certain que c'est d'un travers qu'il s'agit. Les salles de réunion ont d'ailleurs, de tout temps, existé, mais réservées aux conseils d'administration, aux comités d'établissement et à certaines conférences, elles ne pouvaient être considérées comme les lieux privilégiés de l'examen des orientations et des décisions prises en commun, bref de tout ce qui correspondrait à une véritable concertation.

Si, par contre, la volonté de changement et le courage de la remise en cause par l'honnête homme de l'entreprise contemporaine, gagnent la bataille contre la sclérose et l'égoïsme de certains compor-

te. Assurer un confort optimal en posture assise pendant l'exécution de multiples tâches, à durée plus ou moins longue, telle doit être la caractéristique d'un siège de travail. Mais les méthodes changent et les activités évoluent. Assurer le confort pour la seule posture assise n'est plus suffisant. Les principes de construction, les matériaux et le design, ce siège qui, soudé au corps, suivrait harmonieusement mouvements

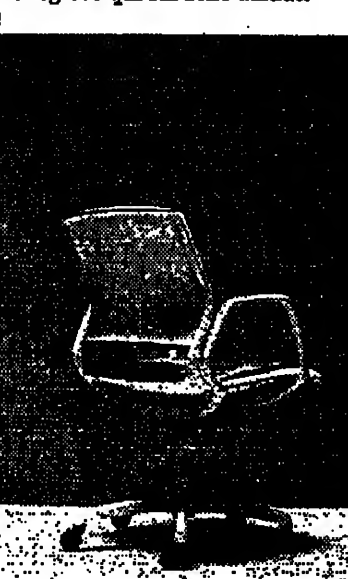
et postures diverses dans une dynamique nouvelle de la position assise. Quant aux données anthropométriques, on aurait bien tort de croire qu'elles peuvent vraiment être communes à une large fraction des sujets. Toute la diversité de l'homme est à considérer.

Quelles que soient ces contraintes, il s'agit bien et avant tout pour le concepteur professionnel, de déterminer les besoins physiologiques de l'utilisateur. Ensuite d'étudier et de définir les exigences spécifiques des tâches concernées dans leur réalité et leur diversité. Enfin de mettre en œuvre l'imagination, moyens techniques et sens des matériaux, pour concevoir et produire — non pas le siège de bureau idéal, qui peut-être n'existe pas — mais le siège d'aujourd'hui, robuste, esthétique, répondant à des normes de qualité et de prix. Siège dont la mission finale sera certainement de rétablir entre l'homme et son travail les relations privilégiées qui lui font défaut.

plé. Assurer un confort optimal en posture assise pendant l'exécution de multiples tâches, à durée plus ou moins longue, telle doit être la caractéristique d'un siège de travail. Mais les méthodes changent et les activités évoluent. Assurer le confort pour la seule posture assise n'est plus suffisant. Les principes de construction, les matériaux et le design, ce siège qui, soudé au corps, suivrait harmonieusement mouvements

et postures diverses dans une dynamique nouvelle de la position assise. Quant aux données anthropométriques, on aurait bien tort de croire qu'elles peuvent vraiment être communes à une large fraction des sujets. Toute la diversité de l'homme est à considérer.

Quelles que soient ces contraintes, il s'agit bien et avant tout pour le concepteur professionnel, de déterminer les besoins physiologiques de l'utilisateur. Ensuite d'étudier et de définir les exigences spécifiques des tâches concernées dans leur réalité et leur diversité. Enfin de mettre en œuvre l'imagination, moyens techniques et sens des matériaux, pour concevoir et produire — non pas le siège de bureau idéal, qui peut-être n'existe pas — mais le siège d'aujourd'hui, robuste, esthétique, répondant à des normes de qualité et de prix. Siège dont la mission finale sera certainement de rétablir entre l'homme et son travail les relations privilégiées qui lui font défaut.



Un double avertissement

Alors que les notions d'écologie, d'environnement et de qualité de vie pénètrent peu à peu notre vie contemporaine, pendant que se développent lentement mais sûrement les associations de défense de consommateurs, l'espace de travail ne marque guère de progrès. Faut-il en accuser une certaine inertie des pouvoirs publics, ou des entreprises ou plus simplement la force redoutable de l'habitude au cadre de vie et la résistance à un changement qui fait non seulement partie du comportement de l'être humain mais davantage de tout corps social organisé.

Et pourtant ? que de changements raisonnables pourraient s'opérer, combien d'espaces de travail administratif devraient être corrigés — dont beaucoup récemment pensés et réalisés — dès lors que l'on estime que la structuration des lieux de gestion et d'administration des affaires, et de la fonction publique ne ressort ni d'un empirisme suranné et égoïste, ni de méthodes d'approche trop hautement sophistiquées pour ne pas effrayer le commun mortel des cols blancs.

Une autre remarque s'impose. Un immeuble ou un étage de bureau, cela qu'il s'agisse d'une de ces tours à la réputation contestée, ou de ces très nombreux hôtels particuliers de province et de Paris du siècle dernier convertis en bureaux, ou enfin de ces bureaux coïncés

entre deux ateliers et trois cheminées d'usines — ne peuvent plus être dissociés de l'aspiration au bien-être et au confort dans le cadre familial. Comment nourrir de bonnes relations humaines, internes à l'entreprise comme externes vers les publics, si l'espace de travail administratif, qui succède d'ailleurs au stress général des transports collectifs et individuels, ne prolonge pas en douceur la vie privée. Comment ne pas s'étonner de trop nombreuses perturbations, génératrices d'absentéisme et de tensions, si les bureaux ne sont pas repensés, non pas en fonction de spéculations immobilières et d'un cynisme accroissement d'efficacité — mais tout simplement parce que l'être humain mérite chaleur, confort et douceur, le reste venant de surcroît.

Le langage de la raison voudrait donc que la prise de conscience s'effectue à plusieurs niveaux, mais principalement à ceux de la population administrative qui vit dans les bureaux, et à ceux des responsables qui d'ailleurs y vivent également. Sans le croisement des intérêts et des préoccupations, sans la synergie de ces deux forces, aucun avertissement sur la lente dégradation des conditions de travail ne sera réellement pris en compte, aucune résistance au changement ne sera vaincue, aucun mieux-être et mieux-vivre ne sera enfin donné à ceux qui administrent notre vie.



Les ronds-de-cuir, est-ce bien fini ?

Car en ces temps, proches des nôtres, florissait à la Direction des Dons et Legs, le sous-chef Van der Hogen : personnage épique, s'il en fut, et dont nous ne saurions sans risquer de manquer gravement à nos devoirs, ne point crayonner en ces pages la pittoresque silhouette.

Là, au sein même du Dieu Papier, que Van der Hogen était bien ! Libre de nager, de patrouiller, de s'ébahir, en une plaine mer de documents officiels, de débats jurisprudentiels, de rapports administratifs accumulés les uns sur les autres depuis les premiers âges de la Direction, il passait d'excrues journées à galoper de son cabinet aux archives, où il s'éternisait à expliquer et à tout ce qui revenait blanc de poussière, pressant sur son plastron, de ses mains de charbonnier, des dossiers que visiblement il avait dû aller chercher à plat ventre sous les arêtes aiguës des toits, embrassés de toile d'araignée. Il avait apporté une échelle double, du haut de laquelle, souriant et âpre, il fouillait les recoins de sa pièce sondant de coups de poing le plafond et les murs, avec l'assurance que, peut-être, d'autres documents en jailliraient encore... Sur sa tête à demi vénérable déjà, d'antiques cartons attachés violemment à l'étreinte de leurs alvéoles d'ouvalent, lâchant des avalanches de paperasses qui se répandaient par le vide, pareilles à des vols d'oiseaux, pour se venir écraser en monceaux sur le sol ; mais il ne s'en effrayait pas, ravi plutôt, chez lui au cœur de ce pillage, et gardant du haut de son perchoir une face silencieusement rayonnante. Et quand enfin, autour de lui, c'était le triomphe du chaos, l'orgie auguste du pêle-mêle, l'enchevêtrement définitif et à tout jamais incurable, Van der Hogen prenait sa plume et documentait à son tour,

lancé maintenant dans des flots d'encre. Entre deux munitives de dossiers équilibrés à chaque extrémité de sa table et que le passage des volutes agiles de grillements inquiétants, il courait de sa large écriture d'innombrables feuilles de papier qu'il envoyait par charnières, au visa Directionnel et qu'on retrouvait aux lieux le lendemain matin : tartines extraordinaires, où se voyaient favorablement accueillies les revendications d'obscurs collaborateurs enterrés depuis des années ; où des notes envoyées à Toulon en 1815 pour faux en écritures authentiques, étaient signalées au Parquet comme coupables d'infractions à des circulaires abrogées.

COURTELINE

«Messieurs les ronds-de-cuir»

Billet du jour...

MÉTRO, BOULOT, DODO

La question n'est pas de savoir si les cravattes et les tensions relèvent d'une imagerie populaire qui gènerait à l'analyse objective. Les cravattes sécuritaires et la bonne conscience inaltérable ne sont plus de mise, le problème existe. Parmi les trois temps du carreau, le «boulot» administratif est certes celui qui peut — et doit — être revu et corrigé, tant dans les tâches que dans le cadre et l'agencement où celles-ci s'exercent. Ce n'est pas une question de méthodes ou d'argent, l'un et l'autre existent. C'est de courage et de volonté dont il s'agit.

سكينة الحارثي

Le Monde DES LIVRES

JEAN BLOT ENTRE LE MASQUE ET LA PLUME

«Comment peut-on être juif russe?»

★ LES COSMOPOLITES, de Jean Blot, Gallimard, 339 pages, 42 F.

«COMMENT peut-on être juif russe?» Le roman de Jean Blot s'ouvre sur cette question, comme si la double ascendance entraînait une difficulté d'être particulière et fondamentale. Le titre du roman suggère que tout vient du déracinement, le juif russe étant condamné par l'éternelle malédiction à être cosmopolite. Mais les deux termes ne se recouvrent pas nécessairement, et il y a une ambiguïté sur celui que Jean Blot veut approfondir. D'abord il ne peint pas que

des juifs russes dans son livre, même si la famille Stern, dont il raconte la geste, est originaire d'Odessa. Il brosse quelques bons portraits d'Anglais, fort exotiques. On y rencontre aussi, car il y a foule, de purs Russes, un jeune baron, un ministre soviétique, une Française, un représentant du gouvernement chinois, un poète italien... Bref, tout un monde.

En outre, des deux frères Stern, Edward et David, qui sont les personnages principaux, le second seul, à l'instar de l'auteur, mène une vie cosmopolite où il a du mal à se trouver et à se retrouver.

Edward, au contraire, a tout fait pour s'enraciner en Angleterre. Au collège d'Elm Grove, où il a été élevé, il a pris le pil de l'âme britannique : contrôle parfait de soi-même jusqu'au refus des émotions. Quand la guerre est advenue, il a refusé de quitter l'île malgré les injonctions de son père, qui voulait par prudence mettre l'océan entre Hitler et eux. Avec Hitler, les Anglais s'en tireront toujours. Mais pas nous, pas les juifs », disait le vieux Stern, que la résistance de son fils avait contraint à gagner seul New-York.

Enfin, Edward se prépare à épouser une transparente jeune fille anglaise, la tête un peu perdue de brume et de mystère anglo-saxon, pour laquelle, dernier abandon de ses origines, il accepte comme un trahison par les siens, il a accepté de se convertir.

«A lovely morning»

Le roman s'ouvre sur ce mariage par un clair matin londonien où résonnent avec humour les lovely morning qu'échangent les habitants de la Cité, quand pareille grâce leur est offerte. David est arrivé de New-York pour assister à la cérémonie.

Un tout autre homme qu'Edward, à coup sûr ! Lui a été élevé en France, puis, parti pour New-York, il est devenu interprète aux Nations unies. Edward aurait essentiellement la porte sur l'Angleterre. Grâce à ses souvenirs de guerre, on avait glissé un regard sur Le Caire, où il avait soigné une blessure. Devenu conseiller juridique d'une association internationale, il fait aussi entrevoir Paris.

Mais les horizons où se meut David, quand il entre vraiment en scène, changent continuellement. C'est Londres, Paris, New-York, Genève, et même ces monts du Jura où l'a conduit la Résistance. Il fait entrer dans le livre le monde et son histoire, nous introduit dans les conférences internationales, nous présente quelques hommes d'Etat, dont un certain Mendel, au moment où se conclut à Genève l'accord sur l'Indochine, est aisément reconnaissable.

JACQUELINE PIATIER.

(Lire la suite page 21.)

Découvrir Marc Cholodenko

ÉCRIRE LA VIE POUR QU'ELLE VOUS SOIT DONNÉE

★ LES ÉTATS DU DÉSERT, de Marc Cholodenko, Coll. « Textes », Éditions Flammarion, 278 pages, 48 F.

roman que voudrait écrire Shad, comme si Shad le vivait. Or cette histoire est une histoire d'amour, sans qu'il en prenne clairement conscience : « les États du désert ». Mais ce second roman se déroule

L'ÉLECTEUR français sera sans aucun doute surpris, mais heureusement, par ce livre touffu, exigeant et désordonné, où l'anecdote et l'inspection se mêlent et, alternativement, se compromettent. On songe à ces minuties merveilleuses qui furent l'apanage, au début du siècle, des grands auteurs anglo-saxons. Il serait possible d'évoquer, à son propos, l'accent proustien, mais sans que la méthode ou la pensée proustienne explicitement y paraissent. Ce sont de très longues phrases qui vous saisissent et vous égarent dans le même temps. Roman qui est le fait d'un poète, mais qui n'est en aucune façon « un roman poétique » : il est, de bout en bout, interrogation. Qu'est-ce que vivre ? Qu'est-ce qu'écrire ? Et ce qu'on nomme amour ? Car l'amour, ici, est au centre, avec son cérémonial physique, et cette fabuleuse parodie des sens sans quoi il n'est rien.

Marc Cholodenko — on le sait grâce à « Cent chants à l'adresse de ses frères », grâce à « Forces » — met dans son inscription érotique une candeur si manifeste que toute la vulgarité, que l'offense banalisée pornographique en sont prosrites.

« Les États du désert » est un roman à un seul personnage. Le héros regarde autour de lui, mais nous ne savons jamais à quel moment ce regard cesse d'être fantôme ni à quel moment il devient invention. Le héros, à son tour, est regardé. Mais par qui ? Par des gens réels, existant là-bas, dehors ? Peut-être. Mais peut-être est-il simplement regardé par les fantômes qu'il projette hors de lui et qui, libérés, l'interrogent et le jugent ? Autrement dit, « les États du désert » est un roman qui ne cesse à aucun moment de s'effriter comme tel : construction imaginaire qui, phrase après phrase, donne poids et consistance à qui l'écrit. Des lors, il est aussi une réflexion sur l'art romanesque.

Le héros, nommé Shad, écrit un roman policier, du type « série noire », dont les chapitres vont se mêler à l'histoire d'un autre

DU POÈME AU ROMAN

VINGT-SIX ans. Un père russe, d'une famille proche des crâs. Une mère française. L'assurance d'une « poésie » à conquérir. Voilà Marc Cholodenko.

Premier livre, chez Flammarion, dans la collection « Textes », un recueil de poèmes : *Forces* (1971), suivi d'un autre ensemble, *Le Prince* (1974), chez le même éditeur. Ce livre avait pour sous-titre : *Portraits de l'artiste en enfant*. C'est là une clé essentielle pour la présente romanesque : *les États du désert*. En 1974, chez Christian Bourgois, Marc Cholodenko publie son premier récit : *Le Roi des fées*. La sauvagerie sexuelle de ce livre, son emportement innocent, déplacent aux censeurs et valent à l'écrivain et à l'œuvre des désagréments. Quelques mois après, Cholodenko publie, chez Flammarion à nouveau, un volume de vers : *Cent chants à l'adresse de ses frères*. Il y écrit notamment :

A celui qui a su croire aux grands modèles
vicieux les grandes nouveautés
celui qui peut se soumettre aux mystères
l'adage le pouvoir de la poésie :

Le secretariat aux affaires culturelles, par l'une de ses commissions, a accordé, au titre de l'aide à la création, l'an passé, à Marc Cholodenko, une bourse destinée à la rédaction des *États du désert*. La réussite de cet ouvrage, dans une certaine mesure, la nécessité de cela, et justifie l'effort consacré.

L'ÉTALEMENT

ORS de leur première réunion, le 13 septembre dernier, chez Drouant, les Goncourt, une fois de plus, ont regretté que les éditeurs aient concentré l'essentiel de leur production romanesque de fin d'année sur la seule première quinzaine de septembre.

L'étalement, en ce domaine, semble aussi difficile à obtenir que celui des vacances.

La raison en est simple. L'édition, pour des motifs de commodité et de rentabilité, a divisé sa production romanesque en trois périodes. Première période : septembre : les romans, susceptibles de remporter un prix. Seconde période, celle du début de l'année : les romans d'écrivains consacrés ou déjà lauréats, la littérature étrangère. Troisième période, le printemps : les best-sellers et autres livres d'éché.

Les grandes victimes de ce découpage, justifié peut-être sur le plan commercial, sont les auteurs de premiers romans. Car, noyés dans la masse des dix ou quinze titres qui arrivent chaque jour sur la table des critiques et des jurés pendant ces quelques semaines intenses, comment rencontreront-ils de la part de leurs juges la sérénité, la disponibilité nécessaires pour que leurs juvéniles mérites, s'ils en ont, soient perçus ?

D'autant que, de plus en plus, les jurés, ceux des prix importants tout au moins, privilégient, par un souci de prudence bien légitime, des auteurs ayant déjà fait leurs preuves, et que les critiques, par une pente naturelle de l'esprit, vont d'abord à ce qu'ils connaissent.

Résultat : quand on connaît la méfiance des libraires pour l'auteur inconnu, dont personne n'a parlé et quand on sait qu'un livre n'est pas soutenu par la rumeur, disparaît au bout de trois semaines des comptoirs, on imagine quelle somme d'efforts, à tous les maillons de la chaîne, de la création à la diffusion, est ainsi perdue. Et de quel gâchis, intellectuel et financier, cette pratique est la sanction.

Suggestion : ne serait-il pas possible, puisque les prix sont devenus une institution difficilement remplaçable, de réserver septembre aux livres de romanciers ayant une chance, et de reporter les débutants aux premiers mois de l'année, où l'audace, pour que les éditeurs, enfin, comprennent, que les Goncourt, entre autres jurys, décident de choisir systématiquement un livre paru dans le premier semestre ?

PAUL MORELLE.

C'EST CELUI QUI LE DIT QUI L'EST !

«disent les imbéciles», de Nathalie Sarraute

qu'à ce que s'entrouvre à nouveau le gouffre de l'insupportable.

PAR tout un jeu de sutures et de glissements dont Nathalie Sarraute a le secret, ce qui aurait pu rester une conversation de dimanche en famille tourne à l'inventaire oppressant des maléfices de la vie en société.

L'une de ces maléfices veut que nous ne cessions de nous coller mutuellement des étiquettes. Un des petits-enfants, le « préféré » de la grand-mère, n'échappera pas à son statut de « gros bébé » au moment de l'adolescence. Il aura beau répliquer à ceux qui le traitent d'imbécile que « c'est celui qui le dit qui l'est », selon la réponse qu'on apprend à l'école, le mal est fait. Sur l'aliénation par le regard de l'autre, et sur les pires ségrégations qui peuvent s'ensuivre, l'analyse de Nathalie Sarraute rejoint la phénoménologie sartrienne. Comme l'auteur de *l'Être et le Néant*, elle souffre que l'autre nous change en objet, telle sa grand-mère devenue « à croquer ».

CETTE tendance à nous juger mutuellement semble d'autant plus indue à l'auteur qu'à son avis nous ne savons jamais rien de certain sur autrui. Les archives les plus complètes des écrits, paroles et gestes d'un être ne livrent qu'une image fantasmatisée. On ne connaît pas plus l'autre à sa façon de compter la monnaie que le lion à sa griffe, et on n'a rien dit quand on a traité l'un de timide, l'autre de compliqué ; qu'on a traité à l'écrit d'imbécile qu'un Y... ou à tel compte plus d'amour qu'un autre voisin.

En mettant en fait que nous ne sommes ni définissables, ni identifiables, Nathalie Sarraute nous réduit à l'état de « trous d'air sans contours », et nos paroles à des *flatus vocis*, à du vent, à ce que... disent les imbéciles. Elle

sait les risques de désordre et de désarroi que comporte cette vision du monde vide de toute pensée organisée. Elle accepte, et l'enjeu n'est pas mince, d'être jugée sur cette affirmation terrible de l'inconnaissable.

Mais elle entend que ce jugement n'émane pas seulement de quelques pontifes, comme c'est le cas aujourd'hui. Une bonne partie du livre est

même occupée à dénoncer le pouvoir exorbitant que s'adjugent certaines vedettes du savoir.

UN vague « maître » sert de cible épistémologique. Ses contours sont indistincts, et ce qu'il profère plaiderait plutôt pour sa bêtise : « Dehors les morts », répète-t-il en attendant de traverser un propos sur la « Mémorisation ». On le trouve à poser » et à imiter de lui-même ». Mais il semble qu'il ait « bété » naguère une idée préconçue, et que cet exploit lui vaille le respect jusqu'à la fin de ses jours. On le traite en propriétaire de son invention, en seigneur ; on commente sa forme, on se soumet à ses colères et à ses caprices. On tolère qu'il tape du poing, qu'il coupe la parole, et que sa vérité fasse loi.

Une curiosité toute parisiennaise visite d'abord l'esprit : s'agit-il d'un portrait à clé, et si oui, quel mandarin connu peut bien cacher ce potentat « omniscent » au « visage buriné », dont le discours réduit à néant ce que disent les autres, réputés sots ?

La charge pourrait s'appliquer à un certain psychanalyste aux phrases aussi tordues que ses cigares et sans tendresse pour qui ne le réveille pas. N'a-t-il pas prévenu lui-même en 1973, lors de causeries télévisées, donc destinées aux profanes, qu'il s'adressait « à ceux qui s'y connaissent, aux non-initiés » ?

Plus largement, il est peut-être question de tous les psychanalystes. Freud en tête. Le « maître » du livre est en effet crédité d'avoir « bousculé quelques bornes », de s'être « introduit audacieusement là où personne ne s'était aventuré avant lui », mais il est aussi taxé d'avoir « jeté l'anathème sur ceux qui s'efforçaient de servir ses découvertes », et cette double appréciation correspond assez bien, autant qu'on sache, au sentiment de Nathalie Sarraute sur une recherche du « non-dit » pour le moins contiguë à la sienne, sinon concurrente.

LA vérité semble encore au-delà. De même que les *Forces* d'or ne vivaient pas tel ou tel critique littéraire mais l'ensemble de la rumeur intellectuelle autour des livres, *disent les imbéciles* s'en prend globalement au pouvoir exorbitant des « docteurs ». « L'un » d'arsenal de mots savants est jugé plus fatal que les lieux communs à l'investigation de ce qui échappe au langage. L'auteur les soupçonne de s'interposer, d'ensevelir l'essentiel. Elle les compare à un « produit chimique, tranchant, pénétrant », hostile à « tout ce qui vit ». Ceux qui les manifestent et se les réservent n'auraient d'autre ambition que de constituer un « monde d'oï » personnel ne puisse s'échapper. Bref, l'ensemble du livre exalte l'intuition floue des « imbéciles » face au binty technocratique, les droits et les chances de la connaissance dite naïve, ou vulgaire, contre une science étiquetée et poliro-

sante, la vie du papillon contre l'œuvre de mort de l'entomologiste.

Ou encore : la femme contre l'homme. Si le débat n'est pas porté ouvertement sur ce plan, il s'y trouve placé à demi-mot par le jeu des images, que l'auteur, tel qu'on le connaît, n'a pas laissées au hasard.

Chaque fois qu'il est question des liens entre la réalité et le langage, c'est la même métaphore de rapports amoureux qui se profile — « Les mots se tendent, gonflent, s'épandent, à la mesure d'espaces infinis, de bonheurs sans bornes », — et les sexes y jouent toujours le même rôle : la femme a le mérite d'ouvrir ses parois à l'immensité possible de la vie, tandis que l'homme viole, tranche ou élite, au nom d'une supériorité chimérique de faux Gulliver. L'une garantit les chances d'une humanité sans limites ni maîtres, au lieu que l'autre la fige et se l'approprie. Les « imbéciles » du titre ne seraient autres que les femmes telles que les a cataloguées l'intellectualisme phallocrate.

LE livre n'a rien, pour autant, d'un manifeste féministe, et c'est osons le dire, moins anti-homme. S'il y a un procès, c'est celui de toute puissance usurpée, y compris celle des mots par rapport à la vie, et au nom des seuls droits, égaux pour tous, de l'être créateur.

L'appartenance de Nathalie Sarraute à la littérature contemporaine n'est pas de l'ordre de la revanche, mais du rappel général à la modestie devant la réalité comme devant l'acte artistique, le second n'ayant accès à la première que par une espèce d'effraction minutieuse et vite effarouchée. Quelque chose comme un regard de rongeur sous une porte, aussitôt avengé par les lustres de l'inconnu.


En nos temps de palabres péremptives, il est bon que le roman remette si posément et somptueusement l'aventure humaine à sa vraie place : un canapé bien suspendu au-dessus du vide, des mots qui ruflent doucement dans un poêle au milieu d'un silence d'été.

«disent les imbéciles», de Nathalie Sarraute, Gallimard, 176 pages, 27 F.

roman

Jean-Luc Benoziglio

Béno s'en va-t-en guerre



Ce «petit miracle» que les plus acharnés de science littéraire (...) sont bien obligés d'appeler (...) miracle, le talent. Bertrand Poirot-Delpech (Le Monde).

De la verve, du souffle. Un livre bourré jusqu'à sa grande gueule de bonne humeur et de bonne colère. Robert Kanters (Le Figaro)

Coll. Fiction & Cie. 304 pages 39 F.

SEUIL

Permanence et métamorphose de Jean Lahougue

* « LA POLONAISE », de Jean Lahougue, coll. « Le Chemin », Gallimard, 220 p., 31 F.

Il est assez remarquable que les fictions élaborées par Jean Lahougue au cours de cinq ou six années, et si diverses, soient toutes sensiblement égales. On ne parle pas ici de « nouvelles », la brièveté, d'ailleurs relative, des textes se déplace dans un espace romanesque : leur tracé n'est pas linéaire mais circulaire ; ils rayonnent et foisonnent, ils participent aussi de la nature du poème, ce qui était surtout évident dans le premier recueil ; dans cet Argos et cet Athanor hantés de mythes et d'allégories. Avec le second, la Vieille du château, Jean Lahougue prenait la réalité à revers en la métamorphosant dans une sorte de surréel où l'on finissait par se reconnaître, bien qu'indolument surveillé. Tous ces traits se retrouvent, dans deux des trois nouveaux recueils. Le mot « récit », de toute façon approximatif, ne convient aucunement au premier de ces textes.

Aussi prendrions-nous le livre à rebours. Le troisième monnaie porte un titre peu banal : l'Annuaire de Weimar. Précisons tout de suite que le Weimar-annuaire est un chên de race, plus connu en France sous le nom de gris de Saint-Louis. Le décor : une terrasse de café, l'été, dans une ville, face à un grand arbre (à vrai dire : le personnage principal), fabuleux en ce qu'il pousse non par la tête comme tous les autres, mais par le pied.

Une dame survient, tenant en laisse le braque de Weimar, aussi vieux que noble. « Sans se retourner contre le tronc, (il) entreprend grotesquement de se « faire à l'air », puis plusieurs fois tourmenté vers le ciel... » Pour échapper à la fois à la gêne et à une fascination dégoûtée, les consommateurs, soigneusement échantonnés, cherchent à détourner les yeux et éprouvent soudain les limites du champ de leur regard, ses obstacles, ses périls, ses tentations, ses agressions, avec tout ce qui, dans cet exercice, se révèle et s'exaspère,

jusqu'à trôler le « déchaînement sauvage ». Cependant que le chien a disparu. Les spectateurs se demandent même s'il y en a jamais eu un. Hallucination, fantasme collectif, décliné par l'air ?

La réussite est dans ce déroulement en quatre-vingt pages de ce qui tient en quelques minutes, peut-être quelques secondes, comme il en est de nos rêves les plus interminables. Pourtant, il n'y a rien d'autre ici, apparemment, que la réalité, photographiée (en couleurs, et intéressée : vert et rouge dominants) avec une précision inquiétante, dans un ralenti et un agrandissement implacables.

Le rêve et le souvenir

Le rêve est ailleurs. Dans le beau récit central, au titre énigmatique : *Tête de jeune fille à la révolution*. Le « Je » rapproche et vivifie le récit, d'autant que « Je » dit souvent « nous ». L'autre se nomme Anna. Un récit qui pourrait apparaître comme une succession de rêves, mais des rêves racontés — ou plutôt peints — par le rêveur, qui est donc bien éveillé, et les coud à la réalité de sa veille, sans que la couleur (le fil et l'aiguille de Lahougue sont d'une finesse extrême) soit visible.

Le nom d'Anna n'est pas un hasard : il se retourne et devient le même. « Anna devait se livrer à des opérations très simples comme si elle avait eu les mains coupées. Elle s'en était tirée d'une façon étonnante et merveilleuse, serrant toutes choses entre ses cuisses, son ventre, ses cuisses et ses seins... » Remarquez que, dans ce corps, ce ne sont pas les mains, c'est la tête qui est coupée. Ce n'est pourtant pas celle de la jeune fille du titre : cette tête charmante et invisible n'est pas devantage, rassurez-vous, au bout d'une pique. Où est-elle ? Je ne sais. Cherchez-la, comme vous ferez des devinettes-images. Vous y trouverez peut-être aussi la Révolution. Celle-ci paraît bien dans deux inscriptions

qui encadrent le récit et dans des numéros, à l'arrière plan, de manifestants qui démolissent des édifices. N'est-elle pas ailleurs ? Au dedans de « Je » ? On l'y surprend. « Au milieu de mes révolutions, de mes traveaux, je... » Et à la fin : « En sorte que ce beau jour, ce jour singulier, ne finit pas. » Révolution perpétuelle. Et le récit se referme sur son lecteur captivé, capturé.

Un texte-objet.

Pourtant, il aurait bien cru à la mort du récit en ouvrant le livre dans l'ordre voulu par l'auteur. Avec *La Polonaise*, il ne reste qu'un œil. Ou plutôt un objet froid, mobile ; et l'irruption glacée d'un présent intemporel. « La table par où l'on entre est couverte d'une nappe... » — qui pourrait être celle d'Emmaüs, puisque les mains de Jésus y sont posées. Sur le carrelage lisse et hollandais, ses pieds dont la terre vaine appelle les reliefs des plaines de Palissy.

Lahougue excelle à entrer dans les tableaux. Ceux qui sont réunis dans cette chambre échantonnent leurs reflets et leurs objets. Il y a aussi des objets appartenant à eux-mêmes, et d'abord le disque où est gravée la Polonaise (on n'entend, Jésus tente de concorder avec la pianiste qui a enregistré, le disque. Mais ce n'est pas une femme, ce n'est qu'un nom. Peints ou non (comment le savoir, il y a les trompes d'œil), les objets glissent, tournoient en musique, rejoignent, s'émoussent, se recomposent, se décomposent, se recomposent, à travers ce déplacement de plans, d'arbres, de solides, de pincesaux lumineux, une géométrie dans l'espace vide.

Certains verront dans ce texte-objet l'aboutissement d'une ascèse. En tout cas, c'est un objet rétro, Jean Lahougue, et il ne cesse de le montrer, à mieux à faire que de relaire ce qui s'est fait il y a vingt ans.

YVES FLORENNE.

«Comment peut-on être juif russe?»

(Suite de la page 19.)

Mêlé aux grands problèmes de l'époque, David ne fait pourtant que se chercher entre les bras des femmes, Claire, Rita, Evita... poursuivi par le souvenir de Nadejda, sa demi-sœur demeurée en Union soviétique et dont il a perdu la trace. Elle l'avait épousé quand il était enfant : premier amour dont la nostalgie le poursuit. Toute l'action du roman, si action il y a, tend à donner à David les moyens de rejoindre cette Nadejda.

Avec un tel prénom — c'est celui de la femme du poète russe Mandelstam — Jean Blot a consacré un essai — ce personnage féminin, le dernier à apparaître, prend une allure emblématique. Nadejda symbolise le retour à l'origine, l'amour impossible et surtout la littérature. Elle donne au livre une autre portée.

C'est un riche et curieux roman que les Cosmopolites. Il se déploie sur de multiples registres. Tous ses cotés réalistes sont nourris d'autobiographie : Jean Blot, lui-même juif, né à Moscou en 1923, élevé en France et en Angleterre, devenu fonctionnaire international, utilise son expérience.

Psychologique, le roman abonde en caractères fortement marqués. Ces personnages très vivants, on se dit d'abord qu'ils incarnent des mentalités nationales diverses. L'opposition entre le self-control ou l'excitabilité britannique et le « complexe odesiste » où se mêlent la pitié de soi, le besoin d'être aimé, l'émotion épidermique et bruyamment manifestée est traitée avec beaucoup d'humour.

Mais on n'en reste pas à cette psychologie des peuples, d'où Jean Blot tire de brillants effets. Les Cosmopolites est un roman sur la quête de soi. Les deux frères, notamment, on les soupçonne vite d'être les réponses opposées au malaise qu'une identité fuyante impose à l'auteur. En face de la difficulté d'être, faut-il se résoudre à porter un masque, comme Edward, fut-il aussi faux que celui du parfait gentleman ? Car bien entendu ce type est légendaire : « Votre gentleman n'existe pas, les Anglais sont des fous, des névrosés, des alcooliques », dira le plus britannique, le plus excessif et le plus haut en couleur des personnages du roman. Faut-il accepter sa dérive, comme David, pour tout comprendre, tout aimer et finalement tout faire entrer dans la littérature ? Mais, sur le plan romanesque, David, plus inconstant qu'Edward, est un moins bon personnage.

Enfin le roman se déploie sur un registre poétique. L'accord est constamment cherché entre l'homme et le lieu, le paysage, la saison et l'âme. Cela nous vaut de belles évocations de New-York, où les vagues de l'océan apportent l'écho nostalgique du Vieux Monde, de frais pastels anglais, des vues nocturnes de Paris s'ouvrant sur le vide, des images harmonieuses de Genève et de son lac, où glissent des cygnes. Mais c'est la neige, son attente, sa chute silencieuse, son effacement des limites entre le ciel et la terre, qui fait vibrer le mieux la plume de Jean Blot.

A cet ordre poétique doit être rapportée la construction du livre. Elle est circulaire, la dernière scène précédant chronologiquement la première, tandis que dans le cours du roman on saute constamment du présent au

passé ou à l'avenir pour revenir au présent. Cette façon de procéder abolit le temps. C'est un des effets que Jean Blot prête au cosmopolitisme. « A force de courir le monde, la vie devient étrange et plus docile à l'espace qu'au temps. »

Mais cette abolition approfondit aussi la dimension de l'œuvre. Tout incarné, anecdotique et pittoresque qu'il soit, les Cosmopolites ne cesse de tendre vers l'éternel.

JACQUELINE PIATIER.

Découvrir Cholenko

(Suite de la page 19.)

Shad aime Hélène, la maîtresse d'un de ses amis, Paul, dont lui-même, Shad, fut l'amant, et qui a été sauvagement assassiné.

Hélène et Shad jouent. Ils jouent pour le plaisir d'être, ils se donnent les fêtes du sexe, compliquant et pimantant leur liaison de scènes mimées, venues tantôt des feuilletons populaires et tantôt des films commerciaux. L'univers de la passion physique se double pour eux d'un divertissement « enfantin » perpétuellement renouvelé. A Venise, Hélène et Shad font la connaissance d'un couple d'Anglais, Ted et Prue, lesquels les invitent à poursuivre les vacances dans un chalet qu'ils possèdent à Greifendorf, en Carinthie. Il résultera de cette vie en commun des révéries singulières.

Ce que vit Shad avec Hélène, cette communion du corps jusqu'au bout de souffle, il va le projeter sur les paysages marins, et l'océan du lac, les monts de Carinthie, la Solitude sous le soleil, la sombre des forêts lui seront autant de révolutions à la fois ontologiques et sensuelles : il est Venise et il est le montagne, et il rêve d'être Hélène, les seins d'Hélène, son ventre.

Puis Hélène le quitte, parce qu'elle le juge. Et lui-même va tantôt se juger de la même façon : « Peu enclin à quitter l'adolescence, l'immaturité, il peut provenir d'une fatigue innée, de l'acheté, d'une sagesse précocement acquise. » Puis : « A des prétentions littéraires en même temps que des tendances à l'homosexualité. » Tout cela est vrai. Mais vrai de qui ? De Shad, ou du héros nommé Shad dont Shad entend d'écrire l'histoire ?

Rien d'abstrait, cependant. Ici, tout révèle et commente la sœur des choses, la beauté des membres nus, les odeurs de l'armure, l'arbre, le crépuscule, le soleil sur le Grand Canal, mais aussi le grain de la peau, le jeu du jour sur la nuque baignée, la femme nue sortant de la baignoire illuminée par l'eau, chaque instant du réel, la touffeur même de ce qui est, trouvent à se loger dans les paragraphes des « États du désir ».

L'idée qui se dessine, au fil des mots enchevêtrés, c'est que la vie ne coïncide jamais avec elle-même, sinon lorsqu'un homme décide de l'écrire. Du coup, parce qu'il écrit la vie, la vie lui est donnée jusqu'à son secret le plus intime, car ce qu'il dit provoque ce qu'il ne possède pas : le bonheur ! « Les États du désir » ne cessent de faire celui qui lit. Labyrinthique, il est décentré, c'est-à-dire baroque. Il prend place dans la lignée de ces œuvres qui, d'un bout à l'autre de la littérature, nous étonnent par la vivacité de leur questionnement. Et demeurent ainsi, à jamais, troublantes.

HUBERT JUIN.

VIENT DE PARAITRE

Romans français
VLAIN SPIRAUX : *Hier, le monde appelle !* — Une enfance juive de Charonne. Par l'auteur de *Jeune d'Art et de Finesse* (Belfond, 230 p., 39 F.)

ANNE SAUMONT : *De, blanche colombes*. — Des enfants paient... Shiloh roman de l'auteur de *Jeune de l'Éternité* (Belfond, 152 p., 39 F.)

Information systématiquement articulée sur les divers aspects de « l'hygiène mentale ». Préface de G. Dumezil. (Petite Bibliothèque Payot, 288 p., 16,70 F.)

Nouvelles
CATHERINE D'ETCHEA : *Personnes publiques, vies privées*. — Neuf nouvelles de l'auteur de *Des demeures et des gens*, un précédent recueil qui avait été retenu pour le Goncourt de la Nouvelle 1975 et republié même année le prix de l'Éclat. (La Table ronde, 210 p., 42 F.)

Essais
DRIEK VAN DER STERREN : *Châpé*. — Une étude psychanalytique fondée sur l'examen des tragédies de Sophocle. Préface d'Anna Freud. Postface de Gérard Mordant. Traduit de l'allemand par Lora de Chambray. (GUE, « Le fil rouge », 176 p., 38 F.)

Poésie
MALCOLM LOWRY : *Pour l'amour de mourir*. — Recueil posthume des poèmes de l'auteur d'*Le docteur de l'océan*, pour la plupart inédits. Préface de Bernard Noël. Traduction de J.-M. Lucchioni. Gouaches décorées de Julio Pomar. Éditions de la Différence, 6, place du Marché-Saint-Catherine, Paris ; coll. « Le Millieu », 122 p., 24 F.)

Essais
IRENAUS EIBL-BIESFELD : *Guerre ou paix dans l'homme*. — Pen-on maltraiter l'agressivité humaine ? Les réflexions du principal disciple de Konrad Lorenz. Traduit de l'allemand par Denise Mennier. (Stock, coll. « Monde ouvert », 320 p., 80 F.)

Critique littéraire
CHARLES HAROCHE : *Les Langages du roman*. — Une étude des métamorphoses du langage romanesque, par référence au nouveau roman, puis de Flaubert à Aragon. Par l'auteur de *L'été de l'amour dans « Le Fon d'Elis et l'œuvre d'Aragon »*. (Les Éditions français réunies, 320 p., 54 F.)

Essais
BERNARD CHARLOT : *La Mystification pédagogique*. — L'école et l'éducation ne sont pas « neutres » socialement, ni politiquement — mais par quels mécanismes, et comment, y remédier ? Une nouvelle réflexion sur ces questions essentielles. (Payot, coll. « Tracés », 288 p., 55 F.)

Histoire
RENOIST-MECHIN : *Alexandre le Grand ou le rêve décapité*. (356-323 avant Jésus-Christ). — Premier volume d'une série de sept tomes, sous le titre *Le Rêve le plus long de l'histoire* et qui traitent de Cléopâtre, l'empereur Julien, Bonaparte, Lyndsey, Lawrence d'Arabie, etc. (Librairie académique Perrin, 350 p., 55 F.)

Essais
PIERRE CHAINU et GEORGES SUFFERT : *Le Petit Almanach*. — L'histoire et le journaliste dialoguent pour savoir « comment éviter le suicide de l'Occident ». (Gallimard, « L'air du temps », 270 p., 57 F.)

Littérature étrangère
THOMAS FYNCHON : *Sex Francisco*. — Un nouveau roman par l'auteur américain trop mal connu en Europe et qui l'on doit notamment *V et Ramboulet*. Traduit de l'anglais par Michel Douay. (Pion, 186 p., 30 F.)

Essais
CLAUDE BILLARD et PIERRE GUBERT : *Histoire mythologique du Français*. — Les images d'Épinal de l'histoire de France analysées d'après les manuels de l'enseignement primaire. (Gallimard, coll. « Coup pour coup », 320 p., 59 F.)

Sciences humaines
OTTO JESPERSEN : *Nature, évolution et origine du langage*. — Publié en 1922, l'un des grands classiques de la linguistique, traduit pour la première fois en français. Traduit de l'anglais par L. Dahan et A. Hanna. Préface d'André Martinet. (Payot, « Bibliothèque scientifique », 440 p., 90 F.)

Essais
ADELAIDE BLASQUEZ : *Genèse de la vie*. — Un ouvrage français consacré à la vie « sans histoire », au fil des ans, destinant le portrait de « l'anti-héros ». (Pion, coll. « Terre humaine », 288 p., 40 F.)

Essais
GERARD BLEANDONU : *Diagnostique de psychiatrie sociale*. — Une

Essais
LAURE CHARPENTIER : *L'Amour en plus*. — L'histoire vraie d'une « romance » après la chute dans l'alcoolisme et autres ivresses. Sous le nom de Laure Faucher, l'auteur a publié un premier roman semi-autobiographique chez Pion : *Gigolo*. (Stock, « Elles-mêmes », 215 p., 35 F.)

mon rêve réalisé

si vous aimez LES LIVRES si vous êtes curieux, si vous aimez la lecture...

ULTRA RAPIDEMENT à des prix IMBATTABLES

LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES

150 modèles vitrés
Étroits - Largues - Hauts - Profonds
Superposables - juxtaposables
100 combinaisons d'assemblages
Spécialité de Rustique
Meubles contemporains et de style
Catalogue illustré gratuit

LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES

75014 PARIS 15, rue Froidevaux
ouvert tous les jours, de 10h à 19h30
Tél. 01 42 25 25 25

LA PENSÉE UNIVERSELLE NOUVEL ÉDITEUR PARIS RIVE GAUCHE

RECHERCHE D'URGENCE POUR CRÉATION ET LANCÉMENT DE NOUVELLES COLLECTIONS

MANUSCRITS INTÉRESSANTS DE ROMANS, POÉSIE, ESSAIS, THÉÂTRE, LES SOUVENIRS RÉVÉLÉS PAR L'ÉTAT D'ÂME LANCÉMENT PAR PRESSE RADIO ET TÉLÉVISION. CONDITIONS D'ÉDITION FIXÉES PAR CONTRAT. MANUSCRIT DÉPOSÉ PAR L'ARTICLE 49 DE LA LOI DU 11 MARS 1957 SUR LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE.

ADRESSE MANUSCRITS ET C.V. À M. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA PENSÉE UNIVERSELLE

106, QUAI AUX FLEURS 75001 PARIS
Tél. 325 80 45

AM

YVAN DOUARD

Portrait of a man in a suit and tie.

■ Little Brown, à Boston, a acquis les droits de publication d'une biographie de Mao Tse-tong. Le document, attendu pour le fin de l'année 1976, est fondé sur un enregistrement, d'une durée de quatre-vingts heures, réalisé peu avant le voyage en Chine de Richard Nixon, alors président des États-

LIVRE
latine

150

A FRANCFORT

Dis-moi qui tu édites...

IL était seulement fonction du nombre d'exposants le classement serait acceptable. Avec ses 157 représentants particuliers, la France n'aurait pas, là non plus, de médaille, mais elle pourrait se satisfaire d'une quatrième place derrière l'Allemagne fédérale (1.007), la Grande-Bretagne (401) et les États-Unis (310). Car cette Foire internationale du livre de Francfort, c'est bien un peu les Jeux olympiques de l'édition mondiale. Chacun y vient bien pour voir les autres, se confronter à eux, faire le bilan de ses avantages comme de ses faiblesses, prendre conscience de sa valeur et de sa santé. Seulement, qu'est-ce que la santé en ce domaine ? Le chiffre d'affaires ou la richesse de la pensée ?

De telles interrogations ne sont pas ici de mise. On laisse à d'autres le soin d'en discuter, ou même d'en décider, ailleurs. A Nice, par exemple, dont les gens sérieux soutiennent comme à la manifestation française de mai apparait, dans l'automne du pays de Hesse, simple jeu d'amateurs. Au rendez-vous du Main on est entre professionnels : peu d'auteurs, peu d'attachés de presse, mais des patrons, des directeurs commerciaux, des courtiers, des agents littéraires internationaux. Une fois l'an, à Francfort, ils se jugent, se jaugent, s'épient, s'estiment et s'embrassent tout à la fois. L'exercice est rituel. Comme les rites il peut être cruel. Il ne cho- que plus les habitudes : ici aussi on peut être ancien combattant. Il surprend les nouveaux venus. Ces bureaux découvrent brusquement que c'est ici, en six jours, sous ce béton gris, que se mènent les lectures internationales de demain.

Mais d'abord où aller ? Et qui

aborder de tous ces affaires, aux carnets de rendez-vous surchargés, minutés comme des horaires de chemin de fer, de jour comme de nuit, aux conversations chuchotées comme des confessions ou des oraux d'examen ? Même en se cantonnant sur la Halle 5 — la 6 étant davantage le lieu de l'édition allemande, du libraire allemand, du scolaire, du livre d'art — il faudra bien choisir. Si l'on est Français, déjà on y murmure que le président de la République a attiré l'attention par sa lettre d'août à M. Chirac, celle où il invitait à une « table ronde » sur le livre, « produit pas comme les autres ». La « table ronde » n'est pas encore table ouverte. M. Jean-Claude Grobstein, qui garde la direction du livre au secrétariat d'Etat à la culture, et qui est venu prendre l'air de Francfort, la prépare. M. Yvon Chotard, président du Syndicat national de l'édition, mais aussi patron de France-Empire, confie avec humour ce qu'est maintenant sa philosophie de la Foire : « On arrive pour découvrir avec accablant que nous faisons tous la même chose et on repart réconforté d'avoir vu que malgré cela on peut continuer d'être éditeur ».

C'est vrai qu'ils font tous à peu près la même chose, que l'édition occidentale se retrouve, par exemple, avec ses albums de chiens, de chats, de chevaux ; que la nature, les fleurs, les petits et les gros oiseaux se vendent bien. Mais aussi Marx, édité, réédité, analysé, loué ou critiqué ; mais toujours les choses de la vie, qu'elles soient traitées concrètement ou de façon philosophique, pourvu qu'elles n'apparaissent plus fatigamment consensuelles mais discutées, attaquées, agitées même. Voilà pour les courants, les constantes. Restent les modes.

Baseler-Meinhof. C'est que le ter- rorisme est devenu sujet et bon sujet. D. Robespierre à Carlos.

Il y a aussi l'édition militante. C'est en France l'édition, l'entre- prise lyonnaise, ou les Editions sociales. Mais l'étranger n'est pas en reste, y compris aux États-Unis. L'édition en était à son premier Francfort. Bon observa- toire. Et des surprises heureuses : ainsi ces *Mémoires des maîtres ouvriers et ouvrières en soie de Lyon*, adressés au roi et à la nation assemblée ont sans peine été vendus en Italie. C'est une curiosité à double titre : pour l'ont, le fac-similé de quatre brochures des années 1789, 1790 et 1793. Pour l'esprit, la décou- verte de la façon dont les futurs castes révolutionnaires ont déjà une convention collective et l'échelle mobile. Voilà. Une tendance, des tendances. Elles existent aussi pour les sciences humaines Payot, les PUF apparaissent plus acro- chés, les vendeurs de droits d'Amérique en ces matières resta- médiane pour ce qui n'est pas de ses écoles. Mais elle ne boude pas Lévi-Strauss. La nouvelle vague de l'édition française, type Latès, Belfond, fait plus que se

remonter. L'un et l'autre savon- rent, comme le dit Jean-Claude Latès, « le plaisir de se sentir devenir vous autorisé dans un milieu autorisé ». Et voilà Claude Klotz (*Achetez-moi les Améri- ques*), acheté par l'Amérique. Et voilà cinquante-quatre titres chez Belfond au catalogue 1976-1977.

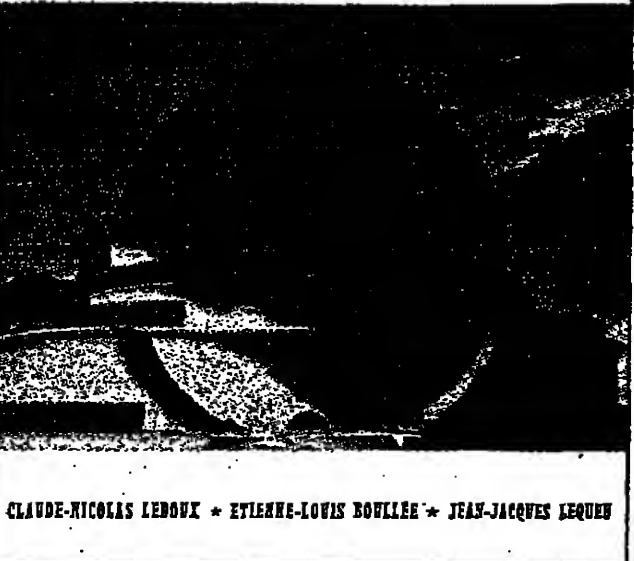
Ainsi va, ainsi est allée la Foire à la française, à l'italienne, à la suédoise, à l'anglo-saxonne, à la saxonne, aux modes de l'Ouest comme à celles de l'Est, au gré des rois comme des lois du marché.

An milieu de tout cela une silhouette passe : Maurice Nadeau. En clandestin ou en pirate il campe entre les éditions de l'Age d'homme et celles de la Farandole. Il a fixé au mur quelques exemplaires de sa *Quin- zaine littéraire*. Il en a porté un peu partout. Il a regardé la place encore accordée par Denoël à sa collection des Lettres nouvelles, qui va disparaître en avril 1977. Puis il s'en est allé. Comme un exemple ? Comme un remords ? Non, plus tristement, comme un inconnu dans la maison.

JEAN-MARC THEOLLEIRE.

La séduction du merveilleux

par Stéphane Cordier



CLAUDE-NICOLAS LEDOUX • ETIENNE-LOUIS BOULLE • JEAN-JACQUES LEQUEU

Ledoux, Boulle, Lequeu : des utopies, certes. Mais aussi, par leur audacieuse nouveauté, des précurseurs dont à deux siècles d'intervalle les dessins, les plans et les textes s'éclaircissent d'une vive lumière.

Cinquante illustrations : Chez les meilleurs libraires : 20 FF/200 FF. Diffusion Nouveau Quartier Latin, 78, boulevard Saint-Michel, PARIS.

Dieux de l'écran et dieux du stade

Où est la mode cette année ? La prostitution ? Ulls, la Lyonnaise, sera bientôt en livre de poche (Collection Marabout). L'Espagne, le Portugal en veulent aussi. Comme ils sont prénoms, chez Hachette, de la *Derrière le livre* de Jeanne Cordier, promis déjà à d'autres traductions autrichiennes, italiennes, allemandes, néerlandaises, finlandaises. Qu'on ne s'y trompe pourtant pas. On achète, comme on vend, plus un sujet qu'un auteur, plus un thème que la façon dont il est exprimé. Alors quel jouer ? Plutôt que d'acquiescer à l'aveuglette ou dans la précipitation, la sagesse com- mande d'abord en mesure de proposer. Au Seuil, les souvenirs de Simone Signoret ont désormais le mérite d'exister, et l'on compte bien intéresser l'Amérique au manuscrit remis tout récemment. Grasset, en ce genre d'exercice, caresse le même espoir avec ceux de Jeanne Moreau attendus en France pour mars prochain. Une fois encore un bruit court : Marlène Dietrich, elle aussi, se raccommode. Depuis le temps. Si la chose se confirme beaucoup seront sur les rangs. Curd Jurgens, lui, a cassé chez Laffont une version française de son auto- biographie publiée en Allemagne fédérale par Droemer.

Les dieux du stade gardent aussi leur cote. Chez les Suédois on affiche évidemment Björn Borg et sa raquette. Les Finlan- dais n'ont pas juste en face avec le marathonien Alex Viren. Malgré tout, les Français restent méfiants depuis que Mohamed Ali, acheté fort cher en 1975 par Gallimard, n'a pas réussi à être, en librairie, « le plus grand ». Encore qu'il ne faille pas drama- tiser : l'éditeur français ne juge pas, lui, qu'il y eut de si beaux succès. Les livres de retour, écoulés, l'Afrique francophone aidant, Robert Laf- font, pour sa part, estime n'avoir pas pris de risque en devenant acquéreur des droits — modiques — d'un Pelé par Pelé. Et puis, il s'est fait plaisir. Ancien foot- ball, il garde l'amour du foot- ball.

Le temps des veuves

Il n'est pas exotique d'ailleurs qu'aux *Mémoires* de Nixon cer- tains préfèrent ce « Nixon contre Nixon », psychanalyse de l'ancien président par le psychiatre David Abramson et que publie Farrar Straus and Giroux. Beaucoup restent à l'écart de ces agitations : circonstancielles, savent même leur résister. Enfin, par exemple, le nazisme semble rester en terre allemande ! Pour lui et ses nostalgiques on a cette fois mobilisé les veuves. Chez Ludwig, Lima, celle de Reinhard Heydrich, qui fut patron du ser-

Restent les politiques et la poli- tique, encore qu'en librairie aussi le mot dépasse souvent le chose. Payard à les siens, Jean Monnet, dont l'Europe — c'est la moindre des choses — et l'Amérique ven- dent, publient le tout récent *Mémoires*. Et Valéry Giscard d'Estaing, avec sa *Démocratie française* à paraître en octobre. Le livre d'un chef d'Etat en exer- cice devrait allécher. Il alléche. Huit éditeurs allemands se sont inscrits, six Italiens et des Amé- ricains, des Anglais, des Espa- gnols, des Portugais. Hélas ! Faute d'un manuscrit permettant de juger, tous ont pris le parti d'attendre pour voir. Alors le président français attendra, lui aussi, pour connaître son au- dience internationale d'auteur, tout comme son « camarade d'écri- ture » Pierre Bellemare, dont *Les Histoires extraordinaires* doivent compter un deuxième volume, et que l'on traitera seulement pour l'ensemble. Flammarion, lui, a fait affaire depuis longtemps pour François Mitterrand : *Mitterrand* « Sprun und Weigen », la *Poésie et le Grain* est annoncé comme le best-seller de l'éditeur muni- cipal. Tudu, qui le mettra en librairie en novembre sous une couverture jaune et noir qui n'est pas d'une folle gaieté.

Et Nixon ? Depuis deux bonnes années la Foire parle de ses *Mémoires*. Il est vrai qu'en 1974 il était bien précisé qu'il n'exis- tait qu'un projet ou en souhait. Cette année ils ont pris du corps. Les plus réservés parlent de l'exis- tence d'un synopsis. Les opti- mistes d'un millier de belles et bonnes pages dans lesquelles il faudra tailler. En tout cas une chose est sûre : pour 100.000 dol- lars les éditions Alain Stanke, de Montréal, sont désormais proprié- taire des droits de publication en langue française. Diffuseront-elles directement en France ?

Il y a eu avec Grasset des négociations. Il fut même dit, un soir, qu'elles avaient été conclu- tes. Le lendemain Grasset admet- tait les extrêmes mais démentait l'issue positive. Petite histoire, petites histoires.

vice de sécurité de Hitler, chez Fritz Molden, Lubke, celui du gé- néral Jödl. Il faudrait adjoindre, dit-on, Mmes Baldur von Schirach et Klessing, qui auraient des choses à dire, la première sur l'ancien maître des Jeunesses hitlériennes, l'autre sur le Cancler de la Nor- vège. Les Français n'ont pas paru pour l'heure, silencieusement par ces fan- tômes. Ils parlent d'ailleurs en revanche d'un « Hitler's children » (Les enfants de Hitler), de Jürgen Becker, édité aux États-Unis par Lippincott, ces enfants de Hitler, les jeunes gens de la « jeunesse

Voici 9 grands succès. Nous vous en offrons deux gratuitement.

En recevant gratuitement les 2 livres de votre choix, vous recevrez automatiquement un membre du Club Pour Vous-Hachette. C'est un Club de livres qui, pour un droit d'inscription unique de 9,50 F seulement, vous fait bénéficier des avantages suivants :

- Un abonnement gratuit à une luxueuse revue trimestrielle présentant 120 livres pour tous les goûts et tous les âges.
- Un choix de livres reliés sous jaquettes exclusives proposées à des prix inférieurs à ceux des éditions ou achetés au commerce.
- Un comité de lecture composé d'écrivains prestigieux (Maurice Bazin, Françoise Mallet-Joris, Claude Mauriac, André Frossard, Robert Sabatier) vous conseille et vous guide dans vos lectures.
- Vous faites d'importantes économies tout en vous constituant une bibliothèque de qualité.

Vous pouvez, enfin, bénéficier d'offres spéciales à prix super-réduits sur les disques et autres articles de loisir et de cadeaux pour vous remercier de votre fidélité.

Mais, dès maintenant, pour recevoir vos deux livres gratuits, découpez le bon ci-dessous, inscrivez-y les livres choisis et renvoyez-le sous enveloppe affranchie au Club Pour Vous-Hachette - B.P. 50 - 77210 Avon.

Inscrivez ci-dessous les 2 titres choisis

Votre 1 ^{er} livre gratuit	Titre _____	Réf. _____	GRATUIT
Votre 2 ^e livre gratuit	Titre _____	Réf. _____	GRATUIT

Bon pour adhérer au Club Pour Vous-Hachette et recevoir 2 livres gratuits.

A découper et à renvoyer au Club Pour Vous-Hachette - B.P. 50 - 77210 Avon.

Je soussigné(e) déclare avoir lu et apprécié les livres ci-dessus mentionnés et m'inscris au Club Pour Vous-Hachette.	
Je m'engage à recevoir le magazine trimestriel de votre revue à réception.	
Je m'engage à rester au Club pour une durée de douze mois sans avoir acheté au moins un livre par trimestre.	
Je bénéficie du tarif d'adhésion préférentiel de 9,50 F que je réajuste après réception de mes deux livres gratuits.	
Je m'engage à participer à la France métropolitaine.	

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Code Postal _____

Ville _____

Signature _____

LE CLÉZIO ET LES MAYA

LONGTEMPS ignorées, confinées naguère au cercle restreint des spécialistes, les cultures de l'Amérique précolombienne sont aujourd'hui en voie d'être redécouvertes. Comme si quelque bizarrerie de l'histoire nous rendait soudain plus proches ces textes souvent étranges. Comme si, peut-être, ils répon-

daient à certaines de nos interrogations. de nos angoisses ou de nos hantises.

J.-M.-G. Le Clézio présente aujourd'hui, aux éditions Gallimard, « Les Prophéties du Chilam Balam », l'un des rares recueils qui aient survécu au naufrage de la culture maya.

et qui était jusqu'à présent inédit en français. Jacques Soustelle, familier depuis de longues années des civilisations américaines, situe ces documents dans leur contexte historique, tandis que François Boté explique pourquoi Le Clézio, romancier, s'est attaché à ce travail d'érudit.

D'autre part Gilles Lapouge présente les recherches ethnologiques de Michel Perrin, reconstituant la mythologie des Gojins. Bien qu'il s'agisse là d'une toute autre époque, le même phénomène d'« érosion culturelle » s'y retrouve. Ne serait-ce pas, finalement, ce qui fascine certains de nos contemporains ?

« LES PROPHÉTIES DU CHILAM BALAM »

Des textes sauvés du cataclysme

★ LES PROPHÉTIES DU CHILAM BALAM, version et présentation de J.-M.-G. Le Clézio, Gallimard, coll. « Le Chemin », 210 p., 29 F.

LE « Prêtre-Jaguar » — « Chilam Balam », — c'est, selon l'interprétation du grand moine Sylvanus Morley, « le prophète qui révèle les choses secrètes ». Sous ce vocable sont groupées une dizaine de recueils de prophéties, de chroniques historiques, de préceptes rituels, écrits au Yucatán, en langue maya mais en caractères latins, pendant le siècle qui a suivi la conquête de la péninsule par les Espagnols : pauvres manuscrits, copiés et recopiés sur

de chétifs cahiers, témoignages émanant d'un effort passionné de ce qui restait de l'intelligentsia autochtone pour sauver quelque chose d'un immense naufrage.

Et quel naufrage ! La civilisation maya classique a fleuri pendant six siècles environ : les stèles datées s'échelonnent entre 291 et 909 de notre ère. Au Yucatán, l'invasion des Mexicains venus du Nord a provoqué une renaissance — l'éclat de Chichén-Itzá en témoigne — qui a duré deux cent cinquante ans. Puis a commencé, d'abord avec la tyrannie de Mayapan, ensuite au milieu de rivalités et de luttes im-

placables, le déclin apparentement irrésistible qui, plus que la force espagnole, a livré aux hommes d'Europe une terre maya désolée.

Une extraordinaire ténacité

Pendant tout ce temps — depuis le règne de Diodétien jusqu'à celui de Philippe II, — des centaines de stèles avaient été érigées, des milliers et des milliers de caractères hiéroglyphiques gravés sur les murailles des palais et des temples, et les scribes avaient patiemment tracé et peint, sur le papier d'écorce ou sur le parchemin, les taboulinés et les signes de l'écriture. La civilisation maya, comme toutes celles du Mexique, vénérait ses livres. Or, de tout cela, que restait-il ? Les inscriptions dont nous ne déchiffrons qu'une faible part : trois livres (je dis bien : trois) dont un à Paris, un à Madrid et un à Dresde ; tous les manuscrits, réputés œuvres diaboliques, ont été détruits, jetés ou feu. Aussi est-il presque miraculeux que, ayant reçu des envahisseurs le système alphabétique qui s'adaptait facilement à leur langue, des Maya instruits, au seizième siècle, aient pieusement recueilli ce que la tradition leur a transmis. Qu'aujourd'hui J.-M.-G. Le Clézio ouvre aux lecteurs d'expression française la porte qui conduit à ce trésor caché, c'est ce dont il convient de le remercier. Et cela d'autant plus vivement que — la belle introduction qu'il a écrite le démontre — il s'est efforcé de comprendre de l'intérieur, avec une profonde sympathie humaine, le message que portent ces livres sauvés du cataclysme.

LES CHEMINS DU SACRÉ

« **J**e ne sais pas trop comment cela est possible, mais c'est ainsi : je suis un Indien », confiait Le Clézio, en 1971, dans un essai intitulé *Hai* (1). Ces dernières années, il a fait de nombreux séjours au Mexique et au Panama. Il a vu, dans le même livre, ignorer comment se cultive le maïs ou comment se tresse une pirogue. Mais, il s'est trouvé une « famille », au cours de ses voyages : dans les Indes qu'il rencontrait, il a vu des « pères », des « frères », des « épouses »...

Voyages initiatiques, « voyages de l'autre côté » : Le Clézio allait chercher, parmi les communautés indiennes, une autre manière de voir, de vivre, une autre façon d'habiter le monde, et un savoir primordial que la société marchande a oublié. D'où l'intérêt qu'il a porté à la civilisation maya et aux Prophéties du Chilam Balam. « Les vrais livres sont magiques, écrit-il dans la préface qu'il a donnée à cet ouvrage. Ils viennent de l'autre bout du temps, denses, pareils à des stèles. Ils sont chargés de symboles et de signes, comme écrits à l'intérieur d'un rêve, entre les passages noirs de l'oubli. Car ils sont le rêve qu'a fait un peuple, avant de retourner au sommeil, et ce qui est écrit sur ces pages parvient jusqu'à nous à demi effacé, phrases énigmatiques qui résonnent dans toute la profondeur de l'origine du langage... » Il ajoute, plus loin, que « la seule passion » des Mayas « fut la connaissance de l'éternité ».

Changer de regard, retrouver le monde, guérir la vie : pour y parvenir, Le Clézio s'est-il aventuré sur les chemins du sacré ? — F. B.

(1) *Skira*. Coll. « Les sentiers de la création ».



rique autochtone, à élargir notre vision de l'humanité.

Les scribes, les magiciens, les sages indiens qui, sous l'invocation du Prêtre-Jaguar, dans le secret et dans la crainte, ont hâtivement ar-

JACQUES SOUSTELLE.

UNE MYTHOLOGIE EN RUINE

★ LE CHEMIN DES INDIENS MORTS, de Michel Perrin. Payot, 228 p., 53,50 F.

CHÉMENT-ILS encore le long de la Voie lactée, les Indiens morts de cette société gojino qui groupe, aux confins du Venezuela et de la Colombie, cinquante mille personnes ? On a quelque raison d'en douter après la lecture de beau livre de Michel Perrin : aujourd'hui, ce chemin du ciel, qui est chemin de la mort, a plutôt l'air d'être ensablé, fermé ou interdit puisque l'ethnologie n'a pu en vérifier l'existence et le tracé qu'en questionnant les plus vénérables des Indiens, ces vieillards dont la mémoire est pareille à une bibliothèque. Les autres, les jeunes, ceux qui portent des blue-jeans et qui rôdent aux abords des villes, ne connaissent même plus le nom des étoiles. Si on les interroge, ils rient.

C'est dire que Michel Perrin n'a réussi à reconstituer la mythologie gojino qu'au prix d'un travail long et minutieux. Il a parcouru les récits qu'il a recueillis, et qui sont nombreux, formant-ils moins un ensemble complet qu'un puzzle dont certaines pièces manquent, dont les contours s'effaillent. C'est un sage parti : même abîmée, cette mythologie fait entendre de superbes accents. C'est qu'elle est baignée par la mer, dont elle croque les secrets. Nous saurons, par exemple, que la vie prend fin quand un homme rêve sa propre mort. Le lendemain matin, le rêveur est devenu un *gojino*. Il habite dans le pays des morts qu'il a rejoint en empruntant la Voie lactée. A de rares occasions, cette Voie lactée peut se parcourir en sens contraire : le plus beau des récits (complet, celui-ci, et parfois nous dit comment une Eurydice indienne, bouleversée par les supplications de son époux, a accepté de revenir sur la terre des vivants...

Michel Perrin analyse les structures obscures de ces récits, mais il leur demande aussi d'éclairer l'histoire du peuple gojino. Ainsi reconstruit-il que les mythes ont pu s'adapter au premier choc de la modernité, après la conquête espagnole. Par exemple, si la majorité des récits présentent des Indiens chasseurs et pêcheurs, il en est pour dessein un Indien « post-colombien », c'est-à-dire un éleveur. Même, les Gojinos ont façonné des mythes expliquant l'origine de la vache ou du cheval : manière d'affirmer que le bétail domestique est indigène et non point européen comme le disent ces meneurs d'Espagnols.

Mort des légendes

La mythologie a ainsi aidé les Indiens à soutenir le défi occidental. Il est vrai que, jusqu'à la fin du dix-neuvième siècle, la présence espagnole, dans cette zone, était assez légère : les rares novations pouvaient aisément être intégrées dans le tissu assez lâche des récits. Depuis 1900, en revanche, l'Occident se rampe : ses collines roides, ses grandes plaines à l'ubandon, ses arbres de cactus-candélabres, ses sentiers de poussière sur lesquels courent de vieilles indiennes fardées d'ocre, de rouge et de noir, tout ce qui compose enfin l'image médiatique du peuple gojino est menacé par les troupes de la culture blanche. Le corpus mythique qui avait maintenu une si belle résistance cède et s'effondre devant les violences de la civilisation industrielle. Demeurent des bribes et des loques, des morceaux de récit, encore admirables, mais mutilés, que Michel Perrin nous offre ici, comme on offre un trésor.

GILLES LAPOUGE.

UN PROGRES DANS LA COMMUNICATION PUBLICITAIRE.

Le couplé gagnant...

Une étude de la SOFRES le prouve. Réalisée sur un échantillon de 6.000 personnes, cette étude a dégagé les effets cumulatifs de la Télévision et de Télé 7 Jours dans le cas de lancement d'un produit (Téfal, Iustueru), de création d'une identité de marque ou de gamme (Bissell, Magit), de consolidation d'un positionnement de leader (Soupline, Teisseire), d'identification d'un nouveau condition-

nement (Solilaige), de stimulation de la demande consommateurs (Cadbury).

Les résultats sont nets : l'efficacité de la communication est considérablement renforcée à budget égal en répartissant l'investissement entre la TV (80 %) et Télé 7 Jours (20 %).

Les chiffres sont là. Nous les avons réunis dans une brochure. Demandez-la à Télé 7 Jours.

Télé 7 Jours, c'est déjà un média.

Qu'est-ce qui fait lire les Français ?

LE LIVRE et L'INFORMATION

Une enquête conçue et réalisée par l'Association des Attachés de Presse de l'Édition. Envoi franco contre 48 F par chèque à l'Association des Attachés de Presse de l'Édition, 117, boulevard Saint-Germain, Paris 75006.

EN LIBRAIRIE
L'intégrale des poèmes et chansons de
GUY BÉART
280 pages ÉDITIONS SEGHERS

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

هكذا بين الرجل



**“Mon patron m’a offert
une Marguerite.
Pour se faire pardonner ses erreurs, dit-il.”**

La Marguerite, c’est le summum de la Xerox 800, la machine à copier la mémoire de Rank Xerox. Signe particulier : technique brevetée, les copies, ou celles de vos originaux, avec la Xerox 800, sont les seules non enregistrées. Elles ne se déforment

on revient en arrière, on rectifie. Appuyez sur la touche 99, la Xerox 800, c’est la documentation la plus complète et la plus récente. Sans parler de la qualité de la copie, qui est parfaite. Si votre patron vous propose la Marguerite, n’hésitez pas à l’accepter.

un nouveau système de frappe en forme de marguerite, comparable à aucun autre déjà existant. Alors, un bon conseil : si votre patron vous propose une Marguerite, acceptez-la, c’est une proposition très intéressante.

La Marguerite est au Siroc, Zone B, Stand 234 - Niveau 1^{er}

CHATELAIN

RANK XEROX

LIVRE
et
FORMATION

chemins de
ART
S SECHER

200 150

MÉDECINE

LES ENTRETIENS DE BICHAT ONT TRENTE ANS

Dix mille médecins sont attendus du 24 septembre au 3 octobre

Les Entretiens de Bichat ont trente ans. Du 24 septembre au 3 octobre, quelque dix mille médecins français et étrangers vont, une nouvelle fois, se retrouver à la faculté de médecine Pitié-Salpêtrière (105, boulevard de l'Hôpital, 75013 Paris), pour partager leurs connaissances et leur expérience, dans le cadre d'une formation post-universitaire devenue aujourd'hui une tradition.

La session 1976 comprendra près de trente « tables rondes », quatre débats d'actualité (responsabilité médicale et contraception, accidents domestiques chez l'enfant, observation des prescriptions médicamenteuses, les rhumatismes), deux séminaires de « film-débat » et d'innombrables communications portant sur tous les domaines de la chirurgie, de la médecine et des spécialités (notamment la pédiatrie, la gynécologie et la stomatologie-odontologie).

Dimanche 26 septembre, le comité des Entretiens organise à 15 heures un concert donné par l'orchestre à cordes de la garde républicaine en l'église Saint-Louis de la Salpêtrière, suivi à 18 h. 30 de l'inauguration de l'exposition Electrons (1), qui retrace l'histoire de l'électricité appliquée à la médecine, depuis le poisson-torpille jusqu'au stimulateur cardiaque. Ce même jour, à 17 heures, se succèdent

Pour participer aux Entretiens de Bichat, il suffit de souscrire à l'un des quatre volumes qui seront publiés à l'issue de la rencontre : médecine, thérapeutique, chirurgie et stomatologie. La souscription donne droit à une carte d'entrée permanente, valable à l'entrée des amphithéâtres. Elle donne aussi accès au parking prévu dans l'enceinte même de l'hôpital de la Salpêtrière, 47, boulevard de l'Hôpital. Un service de liaison automobile assurera le transport des congressistes de la Salpêtrière jusqu'à la faculté de médecine Pitié-Salpêtrière (entre 9 heures et 13 heures et de 14 heures à 18 h. 30).

(1) Cette exposition sera ouverte pendant toute la durée des Entretiens. Entrée libre. Des films médicaux d'actualité seront présentés le matin, à midi et le soir, en dehors des heures de conférences. L'horaire détaillé de ces séances de projection est publié dans le programme des Entretiens. Informations du 2 septembre 1976, et figurent dans le programme de l'année 1976. A chaque participant sera remis à l'ouverture des Entretiens.

LA MISSION DE VIKING-2

Le pôle nord de Mars est recouvert de glace

Au fur et à mesure que la mission Viking se déroule, l'image qu'on peut se faire de Mars change profondément. La planète apparaît autrefois comme un désert rocaillieux et desséché, enroulé d'une atmosphère ténue de gaz carbonique ; pas trace d'eau dans tout cela. Les calottes blanches qui recouvrent les pôles étaient une fine couche de neige carbonique : vers - 125° Celsius à la pression régnant sur Mars, le gaz carbonique se condense, et l'on supposait pour les pôles des températures bien plus basses.

Les premiers prélèvements de sol par Viking-1 ont montré qu'il contenait bien plus d'eau

Une découverte importante

C'est maintenant le pôle nord de Mars qui est recouvert de glace : la découverte en a été faite par le compartiment orbital de Viking-2, qui survole la calotte polaire. Dans cette période d'été martien, la température de la calotte est bien plus haute qu'on ne le pensait : on a enregistré - 76° Celsius. Du coup, il est exclu qu'il s'agisse de neige carbonique ; seule de l'eau peut rester « glacée » à cette température. Des mesures faites au spectromètre à infrarouges ont confirmé qu'il s'agit bien d'eau, et l'épaisseur de la calotte pourrait être de plusieurs centaines de mètres.

Cette découverte est importante car elle confirme que les traces de rivières relevées sur Mars sont bien... des traces de rivières. Il y a en outre la surface de la planète rouge, de l'eau en abondance qui s'est condensée aux pôles ou fixée dans le sol quand l'atmosphère de Mars, insuffisamment retenue par la trop faible pesanteur martienne, s'est pour l'essentiel dispersée dans l'espace. Seuls y sont restés les gaz suffisamment lourds : du gaz carbonique pour l'essentiel, un peu d'argon et, autre découverte faite par Viking-2, des traces de krypton et de xénon. — M. A.

SOVOUZ-22 EST REVENU SUR TERRE

Conformément aux prévisions (le Monde du 23 septembre), le vaisseau spatial Sovouz-22, après un vol de huit jours, s'est posé, le jeudi 23 septembre, sur le territoire soviétique. L'atterrissage a eu lieu à 9 h. 42, à 150 kilomètres de Tselinograd, au Kazakhstan.

Les deux cosmonautes, Valéry Bykovski et Wladimir Alexanov, ont réalisé des séries de photos des territoires est-allemands et soviétiques en utilisant une caméra construite spécialement à cet effet par l'Allemagne de l'Est.

LE CANADA INTERDIT LA DIFFUSION A L'ÉTRANGER DES INFORMATIONS SUR LES VENTES D'URANIUM

Le gouvernement canadien a interdit que les informations relatives aux transactions commerciales sur l'uranium, conclues au Canada entre 1972 et 1975, sortent du territoire national.

Le ministre fédéral de l'énergie, M. Alastair Gillespie, a expliqué que cette mesure est une réponse aux assignations à comparaitre émises aux États-Unis et expédiées à plusieurs dirigeants de sociétés américaines exploitant ou transformant de l'uranium au Canada dans le cadre d'une enquête sur un présumé cartel mondial des producteurs d'uranium entre 1972 et 1975. « Nous ne pouvons accepter l'extraterritorialité des lois américaines », a-t-il ajouté. — (A.F.P.)

[Cette décision fait suite à un procès qui a lieu aux États-Unis. L'action en justice concerne un cartel de l'uranium qui aurait regroupé, entre 1972 et 1975, le Canada, la Grande-Bretagne, l'Australie, l'Afrique du Sud et la France (« le Monde » du 1^{er} septembre 1976). Le Canada, comme d'ailleurs la France, ont affirmé que ce cartel n'existait pas. Rendre secrètes les transactions sur l'uranium n'est certainement pas le meilleur moyen de prouver sa bonne foi.]

OUTRE-MER

LA SOUFRIÈRE A CONNU UN REGAIN D'ACTIVITÉ

Pointe-à-Pitre (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.J.). — Le jour même où M. Olivier Stin, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, arrivait à la Guadeloupe pour faire un nouveau point de la situation, le volcan de la Soufrière a connu un fort regain d'activité. A partir de 6 h. 15 heure locale (12 h. 15 heure de Paris), mercredi 22 septembre, un tremor (c'est-à-dire une suite ininterrompue de petits séismes), a été enregistré pendant dix-neuf minutes. Ce phénomène sismique a été accompagné d'une très importante émission de poussière. Après s'être élevée en haut panache au-dessus du volcan, la poussière a formé un nuage noir qui a recouvert les villes de Saint-Claude et de Baillif. Devant cette recrudescence spectaculaire de l'activité de la Soufrière, le préfet de la Guadeloupe a ordonné l'évacuation immédiate de la zone jugée dangereuse par les personnes autorisées à s'y rendre dans la journée.

[Le tremor de mercredi est le plus long qui ait jamais été enregistré à la Soufrière. Il s'est produit huit jours après la crise du 14 septembre, qui elle-même avait eu lieu quinze jours après celle du 30 août.]

DÉFENSE

DEUX SOLDATS ALLEMANDS TUÉS PAR UNE EXPLOSION DE MISSILES

Deux soldats ouest-allemands ont été tués et trois autres blessés par l'explosion de trois missiles « Hawk », dans une base militaire à Krenpel, près de Bremerhaven, dans le nord de l'Allemagne. Les trois missiles étaient sur leur engin-porteur au moment de l'explosion et les deux soldats qui travaillaient dessus ont été tués sur le coup. On ignore encore les circonstances de cette explosion. Les missiles « Hawk » sont des engins anti-aériens appartenant au système de défense aérien de l'OTAN. — (A.F.P.)

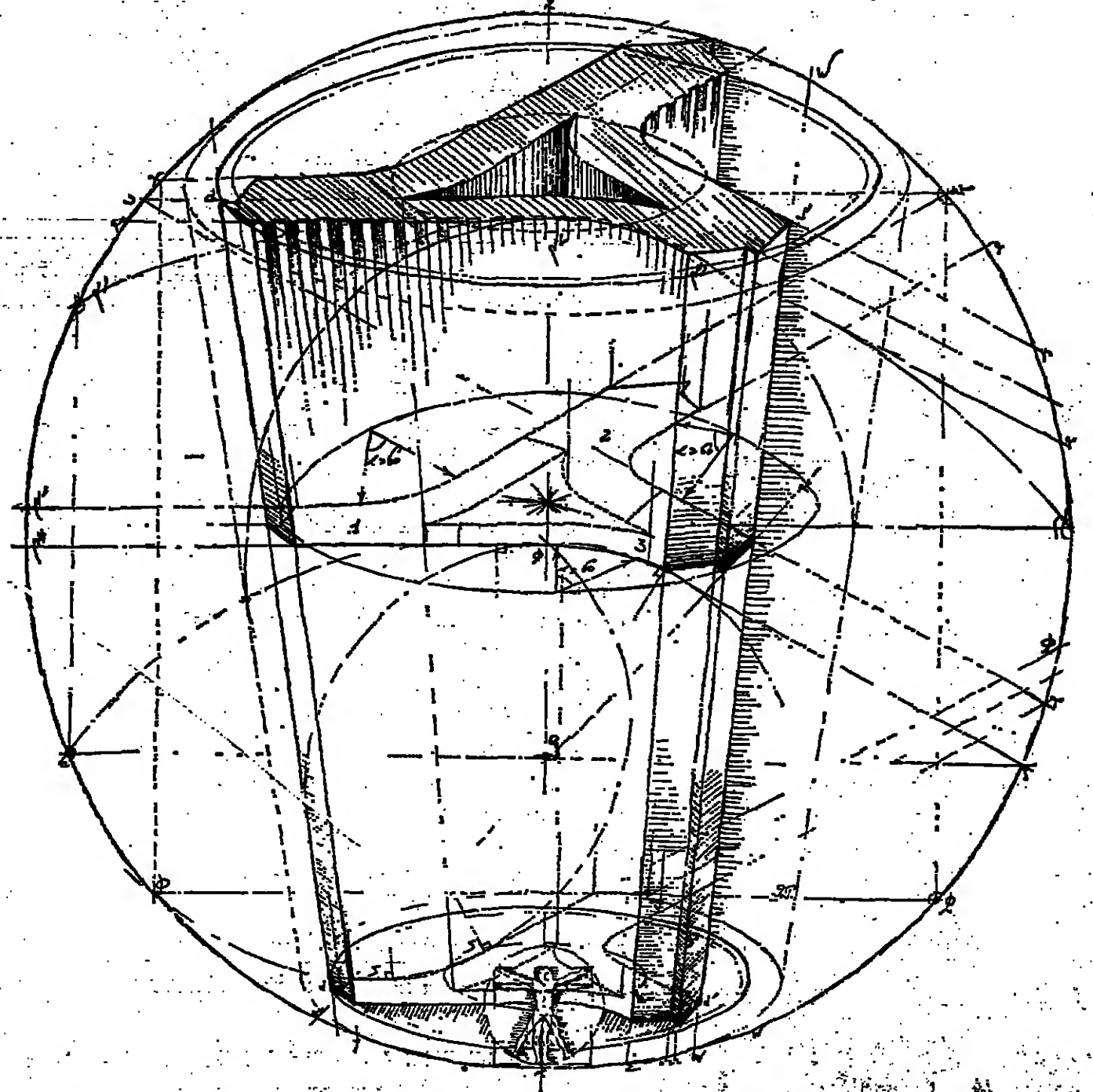
● Les jeunes gens nés en octobre, novembre, décembre 1953 sont tenus de se faire recenser à la mairie de leur domicile au plus tard le 31 octobre 1976. Cette démarche peut être effectuée par les intéressés eux-mêmes ou par leur représentant légal. Les jeunes Français doivent accomplir cette formalité en temps voulu, sous peine de perdre le bénéfice des possibilités de dispense ou de choix de la date d'appel qui leur sont offertes par le code du service national. Les jeunes Français qui, nés avant le 1^{er} octobre 1958, auraient omis ou négligé de se faire recenser doivent se faire connaître d'urgence à la mairie de leur domicile.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Général : Jacques Favret, directeur de la publication.
Jacques Favret.

Imprimé par J. O. D. 1076.
Paris-IX.

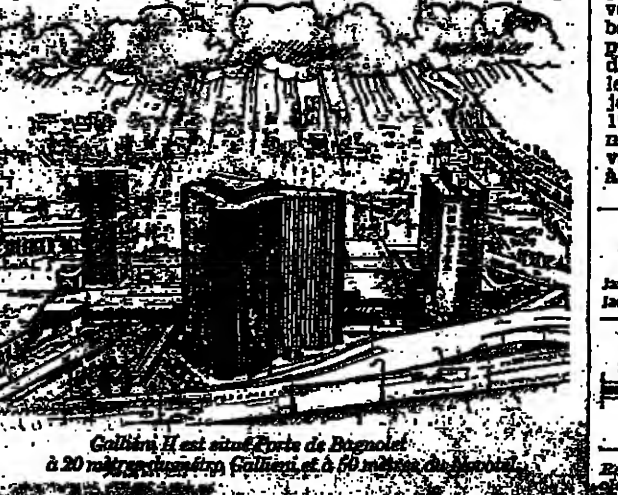
Reproduction interdite de tout article ou document administratif, éditorial, photographique, littéraire et publications : 20 0767.

L'espace parfait.



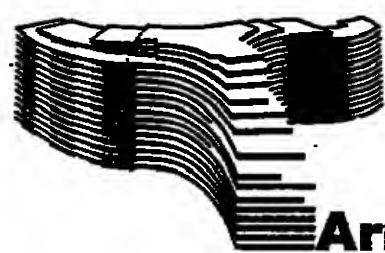
C'est en forme de tripode, Gallieni II offre des plateaux de 1100 m² divisés en 21 étages. Cette conception originale conduit à trois avantages fondamentaux :
M² de bureau loué — m² plein jour.
Grâce à une architecture originale de l'Invisible, les bureaux de Gallieni II sont tous une profondeur de 5 m et sont tous en pleine lumière du jour. C'est l'utilisation maximum de l'espace loué sans avoir nécessairement recours au système des bureaux passifs.
M² de bureau loué — m² fonctionnel.
Contrairement à l'architecture rectangulaire des tours de bureaux, la conception en étoile de Gallieni II permet d'éviter les gressilles d'escaliers. Les trames de 0,90 m permettent de créer des bureaux individuels à partir de 9 m². A Gallieni II, un plateau de 1076 m² accueille 112 personnes dans le plus grand confort en pleine lumière du jour.
M² de bureau loué — m² indépendant.
Chacun des plateaux de Gallieni II est divisible en étages totalement indépendants de 326, 354, 396 m². Chaque lot dispose d'accès, de circulation et de blocs sanitaires entièrement privés.
A Gallieni II, chaque m² loué est un m² utile.
Loyer de base : 317 F HT le m².
A Gallieni II, le loyer de base commence à 317 F HT le m².

En outre, le montant des charges qui s'ajoute au loyer permet d'obtenir un coût total qui est à ce jour parmi les plus compétitifs du marché parisien. Cette compétitivité n'est pas artificielle, c'est le parti architectural profondément original de Gallieni II qui la rend possible.
Des équipements de haute qualité.
Gallieni II est équipé de tous les équipements de qualité : ascenseurs, chauffage, climatisation, éclairage, sécurité, etc. Ces équipements ont été sélectionnés en fonction de leur efficacité et de leur coût de leur utilisation.
Accès immédiat au métro et péage libre.
Gallieni II est à la porte de Bagneux : le métro Gallieni est à 100 mètres (ligne 13 en liaison directe avec St-Lazare). L'accès à la gare de Bagneux est à 100 mètres de la gare de Bagneux et d'Orly à moins de vingt minutes sans frais routiers, ni congestion.
Gallieni II est juste à côté du centre commercial de la Porte de Bagneux et de sa galerie marchande. Le Nord est à 50 mètres. Opérationnel depuis le 1^{er} août 1976, Gallieni II est déjà occupé à 85 % et fonctionne parfaitement.
Pour tous renseignements sur Gallieni II, téléphoner à : 260.31.03, 1 et 2, rue des Pyramides - 75001 Paris.
* Informations : 1^{er} et 2^{es} étages.



Gallieni II est situé Porte de Bagneux à 20 minutes de Paris. Gallieni II est à 50 mètres de la gare de Bagneux.

Gallieni II, l'espace parfait de vos nouveaux bureaux. 260.31.03.



Armonial
tout ce que vous aimez
pour 5900 F le m²*

au cœur de Paris
des appartements spacieux
à double exposition
dans une architecture de grande classe
aérée par des espaces verts
à 100 mètres du métro (Cambronne, Ségur)
tout proche des rues commerçantes

Du studio au 5 pièces.
Appartement témoin : 34, rue Miollis
Paris 15^e
Renseignements et vente sur place
tous les jours de 14 h à 19 h,
et samedi et dimanche de 10 h à 19 h.

*loggia et balcon pondérés à 50%.
terrasse pondérée à 35%.



SEFMO LA HEVIN GEPIC ALM 98.98

Année 1976-1977
**PRÉPARATION
AUX EXAMENS D'ÉTAT
D.E.C.S.**
Probatoire - Certificat économique,
Juridique, Comptable,
B.T.S.
Secrétariat de Direction
Coursiers internationaux
Stages de perfectionnement :
• Direction d'entreprise
• Droit des affaires
• Perfectionnement pour aides-
comptables
• Secrétariat - Sténodactylo
• Cours de langues
asprofor
130, rue de Fg St-Henri - 75008 PARIS
Tél. : 369.12.77

SC.PO

Préparation annuelle sur place ou
par correspondance :
• Examen d'entrée 1^{re} année ;
• Préparation scolaire 2^e année ;
• Scolarité en cours d'A.P. ;
• Concours B.T.S.
3 CENTRES : Melun - Joinville
Leclercq - Paris
CEPES
Compagnie libre de professeurs
57, rue Charles-Martin, 92 Neuilly
Tél. : 22-44-64 ou 743-99-13

Pour suivre à la radio
les cours d'Anglais
de la BBC
A L'ÉCOUTE DE LONDRES
Textes et explications en Français
Abonnement 12 mois pour 90 F 40
Spécimen gratuit sur demande
à ÉDITIONS-DISQUES BSCFM
8, rue de Berni - 75008 PARIS

— La REGENCY est une école
liée à un hôtel situé face
à la mer.
— Ouvert toute l'année.
— Pas de limite d'âge.
— Classes de 9 élèves en
moyenne, 7 heures d'études
par jour.
— École reconnue par le mi-
nistère de l'Éducation de
Grande-Bretagne.
— Examens de Cambridge et
Chambre de Commerce de
Londres.
— Sauna, piscine couverte,
discothèque.
**REGENCY, RAMSGATE
KENT, G.B.**
Tél. THANEY 512-12
ou Mme BOUILLON
4, rue de la Persévérance
95 EAUBONNE - FRANCE
Tél. 959-26-33 en soirée.

ÉDUCATION

UNE MATERNELLE « SAUVAGE » EN SEINE-ET-MARNE

La révolte tranquille des parents d'Othis

Des classes maternelles « sauvages » fonctionnent dans deux communes de Seine-et-Marne. A Carnetin, la classe a été ouverte sur l'initiative du maire et de parents d'élèves pour protester contre le refus de la municipalité voisine de Thorigny de continuer à scolariser les enfants de Carnetin.

A Othis, la classe est instal-

lée à la mairie, mais sur la

seule initiative de parents qui

demandent la construction

d'une école.

« Othis : se mairie... occupée. Sa

classe... sauvage ». Ces indications,

qui ne figurent sur aucun guide

touristique, accueillent le visiteur à

l'entrée du village. Le mouvement des

« parents en lutte », qui assurent le

fonctionnement d'une classe mater-

nelle sauvage à la mairie depuis le

18 septembre, est certes destiné à

attirer l'attention sur les difficultés

scolaires de la commune. Mais il

révèle aussi un malaise lié en grande

partie à un style de vie — ni ville,

ni banlieue, ni village — où les

réalités ont détruit bien des illusions.

Situé au nord de la Seine-et-Marne,

à quelques kilomètres de Roissy-en-

France, Othis n'a plus du village que

l'église, quelques fermes, la mairie et

sa « petite école ». Attendant, aujour-

d'hui désaffectée, et où s'est installée

la « classe sauvage ». Tout autour,

les champs se sont couverts de

« maisons individuelles », séparées

les unes des autres par de petits

carrés de pelouse. On y distingue

ainsi quatre hameaux de « H.L.M.

horizontaux » : les Huants, la Jalaise,

Guincourt et Beauré. Chacun d'en-

tre regroupe environ cent vingt

peviens, à l'exception du plus

récent, qui n'en compte pas moins

de six cents. Au total, quelque quatre

mille habitants : en majorité des

jeunes couples avec des enfants, qui

savourent les joies de l'accession à

la propriété dans la ZAC (zone

d'aménagement concerté) d'Othis. La

mise en place des équipements col-

lectifs, notamment — à l'exception

des terrains de tennis promis par les

publicités — ne semble pas avoir

suivi la construction des habitations

qui, elle, est en voie d'achèvement.

Les difficultés de scolarisation

dans les écoles maternelles ont cri-

taillé le mécontentement. « Il y a

quatre ans que nous nous battons »,

explique la présidente de l'associa-

tion de parents d'élèves (affiliée à la

fédération Cosec), « mais cette fois

c'est trop ». Quatre-vingt-cinq enfants

nés en 1973 n'ont pu être scolarisés.

estime-t-elle. Ceux des Huants et de la

Jalaise sont accueillis dans une école

maternelle préfabriquée construite

provisoirement il y a cinq ans et

demandent sa reconstruction. En

« dur », ils ont, en outre, refusé la

proposition du maire d'installer une

classe dans le petit centre culturel de

la Jalaise : « On ne met pas la culture

en balance avec l'éducation ».

Enfin, faute d'un nombre suffisant

de places à Beauré, une cinquan-

taine d'enfants de ce hameau, nés

entre 1971 et 1973 ont été affectés

dans les écoles de Guincourt et des

Huants, à 2 ou 3 kilomètres de leur

domicile, sans bénéficier du transport

scolaire. « On m'a proposé, témoigne

une jeune femme, de déplacer un de

mes enfants, déjà scolarisé en pri-

maire à Beauré, pour qu'il puisse

emmener son petit frère à la mater-

nelle ! » Les parents demandent donc

la construction d'une école préfa-

bricquée à Beauré... provisoirement.

Mais ils refusent la prise en charge

des travaux par la municipalité, qui

se traduirait par l'augmentation des

impôts locaux : « L'Etat et le promo-

teur doivent payer », estiment-ils.

La trentaine d'enfants de l'école

sauvage ne soupçonnent guère la

complexité de leur situation. Entre les

jeux et les dessins, un professeur du

C.E.S. d'Othis vient, pendant ses

moments de loisir, danser avec eux

ou organiser des spectacles de

marionnettes. Il a beaucoup de

succès auprès des enfants.

Au cours d'une assemblée géné-

rale, les parents ont décidé, le mardi

21 septembre, de prolonger la classe

sauvage jusqu'à la fin de la semaine

et d'entreprendre de nouvelles dé-

marches auprès du maire et de

l'administration.

A l'inspection académique, on

considère le problème comme réglé :

un poste d'institutrice supplémentaire

a été accordé. Pour les parents, cela

ne suffit pas. S'ils ne présentaient pas

la classe toute l'année, ils sont

d'autant moins décidés à abandonner

l'action qu'ils sont encouragés par

le Syndicat national des instituteurs,

le parti communiste et le parti socia-

liste. A quelques mois des élections

municipales, l'école est généralement

un bon thème de mobilisation.

Dans le village, ils ont aussi le

soutien d'une partie de la population.

Des commerçants leur consentent des

réductions, qui permettent de pro-

poser aux enfants de l'école sauvage

des repas conviviaux, à 5 francs,

gouter compris. Quelle que soit,

d'autre part, l'issue de la « lutte »

— qui est plutôt une révolte tranquille

— celle-ci aura eu le mérite de

créer des liens nouveaux entre cer-

tains habitants d'Othis, et notamment

parmi les femmes.

CATHERINE ARDITTI.

Manifestations de maires

cordiales et d'enseignants à

Paris et à Nice. — A Paris, trois

centes maires auxiliaires ont ma-

nifesté mercredi 22 septembre du

maire Rue de Bac aux abords

du ministère de l'Éducation, où

une délégation a été reçue, pour

protester contre le chômage qui

frappe un certain nombre d'entre

eux. Au même moment, une

autre manifestation regroupait à

Nice près de trois cents ensei-

gnants qui réclamaient aussi des

créations de postes.

Grève au C.E.S. Guillaume-

Budé de Yerres (Seine-et-Marne)

lundi 20 septembre. Les ensei-

gnants protestent contre l'insuf-

fisance du nombre des profes-

seurs et contre la surcharge des

classes en sixième. Au C.E.S.

Albert-Garnus de Besançon, nous

indiquons notre correspondant, une

grève de l'ensemble des person-

nels a eu lieu mardi 21 avec

l'appui des parents pour protes-

ter contre la diminution des

effectifs du personnel, l'exiguïté

et le mauvais état des locaux.

M. M'bow reçu par le pape.

M. Amadou Mahtar M'bow,

directeur de l'UNESCO, qui se

trouve depuis plusieurs jours à

Venise et assiste aux spectacles

et aux cérémonies organisés par

l'UNESCO pour recueillir de l'ar-

gent pour la restauration de la

ville, devait être reçu par le pape

Paul VI ce jeudi 23 septembre. —

(A.F.P.)

(Publital)

PISTONS HYDRAULIQUES ET GRUES C.O.M.A. CONSTRUCTION DE MACHINES ET D'APPAREILS OLEODYNAMIQUES

Notre entreprise, de construction de grues hydrauliques pour camions est l'une des plus importantes d'Italie. Notre production se caractérise par sa technique d'avant-garde. Sa gamme est complète et va de 2 à 36 tonnes/mètre : c'est un motif certain de succès commercial.

Dans le cadre d'une restructuration de notre réseau de vente dans les pays d'Europe occidentale, nous désirons prendre contact avec d'importantes organisations pour l'importation et la distribution de nos grues hydrauliques en France. Notre proposition vous intéresse ? Adressez-vous à : C.O.M.A. - Via Emilia 233 - CASTELBOLOGNESE (Ravenna).

COMMENCEZ VOTRE RENTRÉE EN CORÉE
UN DES MARCHÉS
LES PLUS ACTIFS

FOIRE COMMERCIALE DE SÉOUL

du 4 octobre au 6 novembre 1976

Tous les produits coréens à votre portée

Joignez-vous au voyage d'affaires qu'organise :
LE CENTRE CORÉEN DU COMMERCE EXTÉRIEUR
(KOREA TRADE CENTER)
49, avenue Kléber 75116 Paris - Tél. : 720-95-17 - Téléc. : 610475

PRIX CHOIX STOCK

**MONDIAL
MOQUETTE**

DANS LES 11 CENTRES MONDIAL MOQUETTE

6 COLORIS
EXTRAS
MOQUETTE
VELOURS

29 F le m²

UNE TRÈS BELLE MOQUETTE
À LA PORTEE DE TOUS

MOQUETTE
BOUCLEE

15 F le m²

100 rouleaux
fin de série, g^{re}
largeur décorée
DEPECHEZ-VOUS

ICI EN OFFRE
UNE QUALITE
EXCEPTIONNELLE
A UN PRIX
TRES BAS

TAPIS
AIGUILLETE

8 F 95 le m²

4m de large sur mousse

APPORTEZ VOS DIMENSIONS - LIVRAISONS - POSES ASSUREES

OUVERT : Lun, Mar, Mer, Jeu, Ven, 9 h-21 h, Sam, Dim, Fêtes 9 h-20 h

SAINT-DENIS : 73, rue de la
République
Tél. : 820.92.93

BAGNOLET : 191-193, av.
Pasteur - 5 min Pte des Lilas
Tél. : 898.16.46

BOULOGNE : 82 bis, rue
Gallieni. Tél. : 605.45.12

COIGNIERES : 101, rue des Frères
Toute du Pont d'Aulnay
Tél. : 491.75.12

PARIS 19^e : 144, bd. de
La Villette, M^{re} Colonel-Fabien
et J. Jaurès. Tél. : 263.00.79

FOSSÉS-SURVILLIERS : Zone
Industrielle de Fossés. Prés
gare S.N.C.F. Tél. : 471.03.44

MAISONS-ALFORT : 129, rue
Jean Jaurès, RN 5.
Tél. : 368.44.70

SARCELLES : 25, av. Deshayes
L'Esplanade, RN 15. Tél. : 330.15.79

PARIS 13^e : 40, quai d'Austerlitz
Face gare d'Austerlitz
Tél. : 584.72.38

PARIS 14^e : 60, bd Jourdan
50 m. Pont de Neuilly - Tél. : 45.13.92

PARIS 16^e : 115, rue de la Chapelle
Tél. : 46.13.12

150

CARNET

Naissances

— Pierre, Nobouko et Philippe Mitrabaud, nés le 3 septembre 1976, sous-préfecture 97470 Saint-Benoît, La Réunion.

— Isabelle Dandé, née le 3 septembre 1976, sous-préfecture 97470 Saint-Benoît, La Réunion.

— Caroline, née le 19 septembre 1976, 94170 Le Perreux.

Mariages

— Monique Gilbert et Jacques Anjourn, ont la joie de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité, le 10 septembre 1976, 21, rue du Docteur-Finlay, 75015 Paris.

— Caroline Blass Duplan et Arnaud Langlois-Meurice ont l'honneur d'annoncer leur mariage, célébré le 11 septembre 1976, 28, rue d'Armenonville, 92-Neuilly.

Décès

Professeur VIC-DUPONT
Nous apprenons le décès du professeur Victor-Nicolas VIC-DUPONT, médecin des hôpitaux de Paris, survenu le 22 septembre 1976, à son domicile, 13, rue de la Chapelle, à Paris, après quarante jours de maladie.

Les obsèques du professeur VIC-DUPONT auront lieu, par dérogation spéciale du ministère de la Santé, le lundi 27 septembre, à 18 heures, en la chapelle Saint-Louis des Invalides. L'inhumation suivra dans le caveau de famille, au cimetière du Père-Lachaise.

(Né le 12 septembre 1909 à Charnay, Yonne; Victor-Nicolas VIC-DUPONT avait participé activement à la Résistance et était titulaire de nombreuses décorations : croix de guerre 1939-1945, avec quatre citations, la médaille de la Résistance et le Military Cross. Il était commandeur de la Légion d'honneur. Son œuvre, considérable, s'est déployée à la fois dans la lutte contre les maladies infectieuses et dans les techniques de réanimation, notamment pour les polynémiens.)

Il était titulaire de la première chaire créée de réanimation médicale.

— Emile, 51800 Rilly-la-Montagne, Mme Bajielle, son fils, sa femme, ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Alain BAJIELLE, dans sa quarante-deuxième année, survenu à Reims le 22 septembre 1976.

— Mme Pierre Cabanis, née Suzanne Cabanis, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre CABANIS, professeur honoraire au lycée Talma, officier de la Légion d'honneur, survenu à Marseille le 15 septembre, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques ont eu lieu à Marseille dans l'intimité le 17 septembre, 97, rue Breteuil, 13006 Marseille. La Couronne-Croix, 13500 Martignes.

— Mme Jean Carpentier, M. et Mme Henri Carpentier et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean CARPENTIER, chevalier de la Légion d'honneur, leur époux, père, grand-père, frère et allié, rappelé à Dieu le 17 septembre 1976 à l'âge de soixante-dix-huit ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 20 septembre 1976 en la chapelle du cimetière protestant de Bordeaux.

— Saigneur, accorde-moi d'aller !
1, rue du Lycée, 64200 Biarritz.

— Mlle Anne, Marie - Louise, Janine Poncin, M. et Mme Raymond Gant, M. et Mme Maurice Poncin, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Henri PONCIN, née Léonine Nugue, survenu le 19 septembre 1976 en son domicile.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 24 septembre, à 14 heures, en l'église François-Xavier.

— Metz, Montigny-le-Metz, il a plu à Dieu de rappeler à lui

M. Raymond POMMIER, président-directeur général des Editions « Le Lorrain », lieutenant-colonel en retraite, croix de guerre 1939-1945, décédé le 21 septembre 1976 à l'âge de soixante et un ans, muni des sacrements de l'Eglise.

La messe d'enterrement sera célébrée le jeudi 23 septembre 1976 à

15 heures, en l'église Notre-Dame de Metz.

De la part de :

Mme Raymond Pommier, née Marie-Antoinette Wolland, son épouse.

Mlle Suzanne Pommier, sa sœur.

La docteur Marie-José Pommier, M. Benoît Pommier, M. Jean-Alfred Bédal, Mme, née Elisabeth Pommier, et leurs enfants, Bénédict et Antoine.

M. et Mme François Pommier, Mlle Geneviève et Céline Pommier, ses enfants et petits-enfants, et de toute la famille.

103, rue de Pont-A-Mousson, 57000 Montigny-le-Metz.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Eugène Beaudoine, M. Jean L'Hermault, 27, rue de la République, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jeanne RAMEL-CAIS, leur mère et grand-mère, survenue le 22 septembre 1976, à Paris-19, 38, rue de l'Yvette.

Les obsèques auront lieu, en l'église Saint-Michel de Courdes-sur-Ciel (Tarn), le vendredi 24 septembre 1976, à 14 h. 30.

— M. et Mme Fernand Schaefer et leurs enfants, Bruno, Olivier, Elisabeth, Catherine, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Maurice SCHAEFER, chevalier de l'Ordre national du Mérite, survenue le 18 septembre, dans sa quatre-vingt-cinqième année.

Les obsèques ont été célébrées, le 18 septembre, à 14 heures, 54, rue Médiane, 75006 Paris.

« J'ai combattu le bon combat, j'ai servi la cause, j'ai gardé la foi ».

(H. Thim. IV-7.)

— Mme Arthur Vernes et la douleur de faire part de la mort de

docteur Arthur VERNES, ancien interne des hôpitaux de Paris, directeur-fondateur de l'Institut prophylactique, commandeur de la Légion d'honneur.

— Mme Maurice Devouard, Mme Guy, Marc, Jean-Jacques et Pascal Devouard, ont la douleur de faire part de la mort de

M. Maurice DEVOUARD, ancien interne des hôpitaux de Paris, directeur-fondateur de l'Institut prophylactique, commandeur de la Légion d'honneur.

— Mme Louis Le Puloch, son épouse, M. et Mme Huit et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis LE PULOCH, grand-croix de la Légion d'honneur, survenu à son domicile, rue Antoine-Nem, à Tréboul, à l'âge de soixante-douze ans.

Les obsèques auront lieu vendredi 24 septembre, à 14 h. 30, en l'église Saint-Joseph de Tréboul (Eure-et-Loire).

— Les Fellows du Transnational Institute ont la profonde douleur de faire part de la mort de

Oskardo LEVITSKY, son directeur, et de

Mme Bonne KARPEN MOFFET, chercheur, récemment assassinée à Washington le 21 septembre 1976 par les ennemis du peuple chinois.

(Voir le Monde daté 23 septembre, page 6.)

— Mlle Anne, Marie - Louise, Janine Poncin, M. et Mme Raymond Gant, M. et Mme Maurice Poncin, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Henri PONCIN, née Léonine Nugue, survenu le 19 septembre 1976 en son domicile.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 24 septembre, à 14 heures, en l'église François-Xavier.

— Metz, Montigny-le-Metz, il a plu à Dieu de rappeler à lui

M. Raymond POMMIER, président-directeur général des Editions « Le Lorrain », lieutenant-colonel en retraite, croix de guerre 1939-1945, décédé le 21 septembre 1976 à l'âge de soixante et un ans, muni des sacrements de l'Eglise.

La messe d'enterrement sera célébrée le jeudi 23 septembre 1976 à

15 heures, en l'église Notre-Dame de Metz.

De la part de :

Mme Raymond Pommier, née Marie-Antoinette Wolland, son épouse.

Mlle Suzanne Pommier, sa sœur.

La docteur Marie-José Pommier, M. Benoît Pommier, M. Jean-Alfred Bédal, Mme, née Elisabeth Pommier, et leurs enfants, Bénédict et Antoine.

M. et Mme François Pommier, Mlle Geneviève et Céline Pommier, ses enfants et petits-enfants, et de toute la famille.

103, rue de Pont-A-Mousson, 57000 Montigny-le-Metz.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Eugène Beaudoine, M. Jean L'Hermault, 27, rue de la République, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jeanne RAMEL-CAIS, leur mère et grand-mère, survenue le 22 septembre 1976, à Paris-19, 38, rue de l'Yvette.

Les obsèques auront lieu, en l'église Saint-Michel de Courdes-sur-Ciel (Tarn), le vendredi 24 septembre 1976, à 14 h. 30.

— M. et Mme Fernand Schaefer et leurs enfants, Bruno, Olivier, Elisabeth, Catherine, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Maurice SCHAEFER, chevalier de l'Ordre national du Mérite, survenue le 18 septembre, dans sa quatre-vingt-cinqième année.

Les obsèques ont été célébrées, le 18 septembre, à 14 heures, 54, rue Médiane, 75006 Paris.

« J'ai combattu le bon combat, j'ai servi la cause, j'ai gardé la foi ».

(H. Thim. IV-7.)

— Mme Arthur Vernes et la douleur de faire part de la mort de

docteur Arthur VERNES, ancien interne des hôpitaux de Paris, directeur-fondateur de l'Institut prophylactique, commandeur de la Légion d'honneur.

— Mme Maurice Devouard, Mme Guy, Marc, Jean-Jacques et Pascal Devouard, ont la douleur de faire part de la mort de

M. Maurice DEVOUARD, ancien interne des hôpitaux de Paris, directeur-fondateur de l'Institut prophylactique, commandeur de la Légion d'honneur.

— Mme Louis Le Puloch, son épouse, M. et Mme Huit et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis LE PULOCH, grand-croix de la Légion d'honneur, survenu à son domicile, rue Antoine-Nem, à Tréboul, à l'âge de soixante-douze ans.

Les obsèques auront lieu vendredi 24 septembre, à 14 h. 30, en l'église Saint-Joseph de Tréboul (Eure-et-Loire).

— Les Fellows du Transnational Institute ont la profonde douleur de faire part de la mort de

Oskardo LEVITSKY, son directeur, et de

Mme Bonne KARPEN MOFFET, chercheur, récemment assassinée à Washington le 21 septembre 1976 par les ennemis du peuple chinois.

(Voir le Monde daté 23 septembre, page 6.)

— Mlle Anne, Marie - Louise, Janine Poncin, M. et Mme Raymond Gant, M. et Mme Maurice Poncin, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Henri PONCIN, née Léonine Nugue, survenu le 19 septembre 1976 en son domicile.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 24 septembre, à 14 heures, en l'église François-Xavier.

— Metz, Montigny-le-Metz, il a plu à Dieu de rappeler à lui

M. Raymond POMMIER, président-directeur général des Editions « Le Lorrain », lieutenant-colonel en retraite, croix de guerre 1939-1945, décédé le 21 septembre 1976 à l'âge de soixante et un ans, muni des sacrements de l'Eglise.

La messe d'enterrement sera célébrée le jeudi 23 septembre 1976 à

décédé, le 20 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Le service funéraire aura lieu au temple de l'Unité, 106, rue de Gravelle, le vendredi 24 septembre, à 10 h. 30.

Selon la volonté du défunt, prière de n'offrir ni fleurs ni couronnes.

— Le président et les membres du conseil d'administration, la direction et le personnel de l'Institut prophylactique, ont le regret de faire part du décès du directeur-fondateur de l'Institut prophylactique, le

docteur Arthur VERNES, ancien interne des hôpitaux de Paris, commandeur de la Légion d'honneur, survenu le 20 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

(Né le 16 juillet 1894, Arthur Vernes a été interne des hôpitaux de Paris et fondeur de l'Institut prophylactique, qui dirigeait toute sa vie active. Il a consacré ses recherches à l'étude des maladies vénériennes.)

— Une messe sera dite, le samedi 24 septembre 1976, à 11 heures, en l'église Saint-Marcel, 23 boulevard de l'Hôpital, à Paris-13, à la mémoire de

Mme Jean FILLOUX, née André Savareze, décédée accidentellement le 13 août 1976, à Ussatges (18).

De la part de :

M. et Mme Jean-Baptiste Savareze, M. et Mme Jean-Michel Filloux, M. et Mme Eric Foullet, M. et Mme Jacques Foullet, 50, bd de l'Hôpital, 75013 Paris.

— Mme Maurice Devouard, Mme Guy, Marc, Jean-Jacques et Pascal Devouard, ont la douleur de faire part de la mort de

M. Maurice DEVOUARD, ancien interne des hôpitaux de Paris, directeur-fondateur de l'Institut prophylactique, commandeur de la Légion d'honneur.

— Mme Louis Le Puloch, son épouse, M. et Mme Huit et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis LE PULOCH, grand-croix de la Légion d'honneur, survenu à son domicile, rue Antoine-Nem, à Tréboul, à l'âge de soixante-douze ans.

Les obsèques auront lieu vendredi 24 septembre, à 14 h. 30, en l'église Saint-Joseph de Tréboul (Eure-et-Loire).

— Les Fellows du Transnational Institute ont la profonde douleur de faire part de la mort de

Oskardo LEVITSKY, son directeur, et de

Mme Bonne KARPEN MOFFET, chercheur, récemment assassinée à Washington le 21 septembre 1976 par les ennemis du peuple chinois.

(Voir le Monde daté 23 septembre, page 6.)

— Mlle Anne, Marie - Louise, Janine Poncin, M. et Mme Raymond Gant, M. et Mme Maurice Poncin, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Henri PONCIN, née Léonine Nugue, survenu le 19 septembre 1976 en son domicile.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 24 septembre, à 14 heures, en l'église François-Xavier.

— Metz, Montigny-le-Metz, il a plu à Dieu de rappeler à lui

M. Raymond POMMIER, président-directeur général des Editions « Le Lorrain », lieutenant-colonel en retraite, croix de guerre 1939-1945, décédé le 21 septembre 1976 à l'âge de soixante et un ans, muni des sacrements de l'Eglise.

La messe d'enterrement sera célébrée le jeudi 23 septembre 1976 à

— Mme André Douvillé, M. Daniel Douvillé, et toute sa famille, remercieront bien sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur grande peine lors du décès du lieutenant-colonel André DOUVILLÉ et regretteront de ne pouvoir répondre à toutes les marques de sympathie qui leur ont été témoignées.

— La famille de

M. Simone LEVY, 24, rue des Fèvres, 75 Montbailard, très touchée de toutes les marques d'amitié et de sympathie qui lui ont été témoignées, prie toutes les personnes qui se sont associées à leur peine de trouver ici l'expression de leur gratitude.

— Mme Marcel Paricot, Le docteur et Mme Pierre Custot et leurs enfants, très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Marcel PARICOT, remercieront toutes les personnes qui se sont associées à leur douleur.

— Mme Barthélémy Taladoles et ses enfants, très touchés des nombreuses témoignages de sympathie et d'amitié, remercieront toutes les personnes qui se sont associées à leur chagrin.

— Le 24 septembre, pour le cinquantième anniversaire du décès de

Thérèse BAILLON, une pensée affectueuse est demandée à ceux qui ne l'ont pas oubliée.

— Pour le premier anniversaire du décès de

Eric WORTIER, une messe sera dite le 24 septembre 1976, à 18 h. 30, dans la chapelle couverte de la Visitation, rue Saint-Fusien, Amiens (Somme).

Une pensée est demandée à tous ceux qui le connaissent.

— M. Jacques Maure, directeur des industries chimiques, textiles et d'armement, au ministère de l'Industrie et de la recherche, a rendu l'âme.

— M. Jacques Maure, directeur des industries chimiques, textiles et d'armement, au ministère de l'Industrie et de la recherche, a rendu l'âme.

— M. Jacques Maure, directeur des industries chimiques, textiles et d'armement, au ministère de l'Industrie et de la recherche, a rendu l'âme.

— M. Jacques Maure, directeur des industries chimiques, textiles et d'armement, au ministère de l'Industrie et de la recherche, a rendu l'âme.

— M. Jacques Maure, directeur des industries chimiques, textiles et d'armement, au ministère de l'Industrie et de la recherche, a rendu l'âme.

— M. Jacques Maure, directeur des industries chimiques, textiles et d'armement, au ministère de l'Industrie et de la recherche, a rendu l'âme.

— M. Jacques Maure, directeur des industries chimiques, textiles et d'armement, au ministère de l'Industrie et de la recherche, a rendu l'âme.

— M. Jacques Maure, directeur des industries chimiques, textiles et d'armement, au ministère de l'Industrie et de la recherche, a rendu l'âme.

— M. Jacques Maure, directeur des industries chimiques, textiles et d'armement, au ministère de l'Industrie et de la recherche, a rendu l'âme.

— M. Jacques Maure, directeur des industries chimiques, textiles et d'armement, au ministère de l'Industrie et de la recherche, a rendu l'âme.

— M. Jacques Maure, directeur des industries chimiques, textiles et d'armement, au ministère de l'Industrie et de la recherche, a rendu l'âme.

— M. Jacques Maure, directeur des industries chimiques, textiles et d'armement, au ministère de l'Industrie et de la recherche, a rendu l'âme.

— M. Jacques Maure, directeur des industries chimiques, textiles et d'armement, au ministère de l'Industrie et de la recherche, a rendu l'âme.

de chevalier de l'Ordre national du Mérite à M. Robert Allia, président-directeur général de la société Océ-Photocopia, filiale française du premier groupe européen de la reprographie. Océ, le jeudi 16 septembre 1976 dans les salons du Pré-Catelan, en présence d'un grand nombre de personnalités de l'industrie et du commerce français.

— La famille de

M. Simone LEVY, 24, rue des Fèvres, 75 Montbailard, très touchée de toutes les marques d'amitié et de sympathie qui lui ont été témoignées, prie toutes les personnes qui se sont associées à leur peine de trouver ici l'expression de leur gratitude.

— Mme Marcel Paricot, Le docteur et Mme Pierre Custot et leurs enfants, très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Marcel PARICOT, remercieront toutes les personnes qui se sont associées à leur douleur.

— Mme Barthélémy Taladoles et ses enfants, très touchés des nombreuses témoignages de sympathie et d'amitié, remercieront toutes les personnes qui se sont associées à leur chagrin.

— Le 24 septembre, pour le cinquantième anniversaire du décès de

Thérèse BAILLON, une pensée affectueuse est demandée à ceux qui ne l'ont pas oubliée.

— Pour le premier anniversaire du décès de

Eric WORTIER, une messe sera dite le 24 septembre 1976, à 18 h. 30, dans la chapelle couverte de la Visitation, rue Saint-Fusien, Amiens (Somme).

Une pensée est demandée à tous ceux qui le connaissent.

— M. Jacques Maure, directeur des industries chimiques, textiles et d'armement, au ministère de l'Industrie et de la recherche, a rendu l'âme.

— M. Jacques Maure, directeur des industries chimiques, textiles et d'armement, au ministère de l'Industrie et de la recherche, a rendu l'âme.

— M. Jacques Maure, directeur des industries chimiques, textiles et d'armement, au ministère de l'Industrie et de la recherche, a rendu l'âme.

— M. Jacques Maure, directeur des industries chimiques, textiles et d'armement, au ministère de l'Industrie et de la recherche, a rendu l'âme.

— M. Jacques Maure, directeur des industries chimiques, textiles et d'armement, au ministère de l'Industrie et de la recherche, a rendu l'âme.

— M. Jacques Maure, directeur des industries chimiques, textiles et d'armement, au ministère de l'Industrie et de la recherche, a rendu l'âme.

— M. Jacques Maure, directeur des industries chimiques, textiles et d'armement, au ministère de l'Industrie et de la recherche, a rendu l'âme.

— M. Jacques Maure, directeur des industries chimiques, textiles et d'armement, au ministère de l'Industrie et de la recherche, a rendu l'âme.

— M. Jacques Maure, directeur des industries chimiques, textiles et d'armement, au ministère de l'Industrie et de la recherche, a rendu l'âme.

— M. Jacques Maure, directeur des industries chimiques, textiles et d'armement, au ministère de l'Industrie et de la recherche, a rendu l'âme.

— M. Jacques Maure, directeur des industries chimiques, textiles et d'armement, au ministère de l'Industrie et de la recherche, a rendu l'âme.

— M. Jacques Maure, directeur des industries chimiques, textiles et d'armement, au ministère de l'Industrie et de la recherche, a rendu l'âme.

— M. Jacques Maure, directeur des industries chimiques, textiles et d'armement, au ministère de l'Industrie et de la recherche, a rendu l'âme.

parents d'Obis

ES ET GRUS

ACHINES

VAMQUES

DE SEOU

et votre part

avez-vous vu le magasin 1976 ?

D&C
Dupré octante

du 27 septembre au 2 octobre

"SIX JOURS FOUS"

AUX TROIS QUARTIERS

BOULEVARD DE LA MADELEINE sur 7 niveaux

Passez donc voir l'équipe Regma Systèmes. Elle a deux nouveautés à vous présenter.



Toshiba BD 909



Regma B

Regma "B" et Toshiba BD 909 rentrent dans la lignée des photocopieurs les plus performants du marché. Une réputation qu'il faut savoir soutenir. Regma "B" Moins cher et plus performant. Enfin un copieur universel, petit, pratique et sûr. Un copieur qui va partout et qui est valable pour tous. Regma "B". Un bas prix pour de hautes performances.

Toshiba BD 909 "Spécial grand format" permet le grand format A3 (29,7x42), réduit A3 en A4 et le B4 en B5. De ce fait, il réduit le prix de la copie. Il offre un rythme très élevé de copies : une toutes les trois secondes, et utilise du papier courant.

Ces deux nouveaux copieurs viennent compléter la gamme Regma Systèmes.

Regma Systèmes vous attend au SICOB, zone F, stand n° 5602, niveau 5. Téléphone : 775.18.19 ou 18.24.

PHOTOCOPIEURS TOSHIBAFAX ELECTROCOPIE MICROCOPIE

REGMA SYSTEMES

THEATRE DE L'ŒUVRE

LE SCENARIO

de **Jean Anouilh**

RIO

Scen. BARNEY - Sylvia FAURE - Alexandre GRECO - Sabine AZEMA - J. Simon PREVOST - Karine LAFABRIE - Jean AMOS Florence BLIN

MAISON DE LA CULTURE DE NANTERRE

THEATRE DES AMANDIERS

DIRECTION: PIERRE DEBAUCHE

7 av. PABLO PICASSO 92000 NANTERRE

LE TARTUFFE

de **MOLIERE**

mise en scène: **Roger PLANCHON T.N.P**

28,30 sept. 1,2,3 oct.

RESERVATION: 204.18.81

PAR CORRESPONDANCE & DANS LES AGENCES

Cie DES COMMISSAIRES - PRISEURS DE PARIS

Ventes aux enchères publiques

DROUOT - RIVE GAUCHE

GARE D'ORSAY - 7, QUAI ANATOLE-FRANCE

75007 PARIS - Tél.: 544-38-72 - Téléc 270.906

LUNDI 27 SEPTEMBRE (Exposition vendredi 24)

S. 28. - Bons meubles. M. Pescheteau.

MARDI 28 SEPTEMBRE (Exposition lundi 27)

S. 4. - Objets de vitrine. Meub. de style. S.C.P. Contarlet, Nicolay S. 12. - Art. 1800. Art. Déco.

MERCREDI 29 SEPTEMBRE (Exposition mardi 28)

S. 2. - Bon mob. S.C.P. Laurin, Guillois, Buffetaud, Tailleux.

JEUDI 30 SEPTEMBRE (Exposition mercredi 29)

S. 9. - Bij. anc. et mod. Orfèr. Meub. de style. M. Morelle. M. M. Souty, Déchaud.

VENDREDI 1^{er} OCTOBRE (Exposition jeudi 30 septembre)

S. 1. - Bon mobilier rustique et de style. M. Delorme.

S. 3. - Timbr. Bronz. Sigas et meub. rust. et de style. M. Oger.

S. 8. - Collect. bois et caisses

Etudes annonçant les ventes de la semaine:

- LE BLANC, 32, avenue de l'Opéra (75002), 073-99-78
- BOISGRAND, de HECKEREN, 2, rue de Provence (75009), 770-81-36
- CHAMPETIER DE RIBES, RIBES, MILLON, 14, rue Drouot (75009), 770-00-45
- COUTURIER, NICOLAY, 51, rue de Bellechasse (75007), 533-85-44
- DELOREME, 3, rue de Fenchelère (75008), 285-97-53
- DEUREBEGUE, 222, boulevard Saint-Germain (75007), 556-13-43
- GODEAU, SOLANET, AUDAP, 32, rue Drouot (75009), 770-15-53
- LAVIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement REIMS, LAURIN), 1, rue de Lille (75007), 280-34-11
- NICHAUD, 21, rue de Longchamp (75016), 533-74-84
- MORELLI, 50, rue Sainte-Anne (75002), 745-15-57
- OGER, 22, rue Drouot (75009), 523-33-45
- PESCHETEAU, 18, rue Grange-Batelière (75009), 770-88-38

DU 13 OCTOBRE AU 23 NOVEMBRE

PALAIS DES CONGRES

Porte Maillot

75017 Paris - Tél: 758.27.78

l'Agence Littéraire et Artistique Parisienne pour les Echanges Culturels (A.L.A.P.) et les Spectacles LUMBROSO présentent le

BALLET MOÏSSEÏEV

ENSEMBLE OFFICIEL DE DANSES POPULAIRES DE L'U.R.S.S.

SOIREE A 20 H 45

les mardis - mercredis - jeudis - vendredis et samedis et exceptionnellement les lundis 15 et 22 Novembre

MATINÉES

16 H 30 les samedis 17 H les dimanches

location ouverte toutes agences

location par correspondance retourner ce bon au C.L.P. - Palais des Congrès - Direction Spectacles BP n° 7 - Porte Maillot 75017 PARIS accompagné d'un chèque bancaire ou postal 3 virements établis à l'ordre du C.L.P. - Palais des Congrès - Direction Spectacles (joindre une enveloppe timbrée à votre nom).

TARIFS	DATES	heures
1 ^{re} série : 50 F.	1 ^{er} choix	heures
2 ^e série : 50 F.	2 ^e choix	heures
3 ^e série : 40 F.	3 ^e choix	heures
4 ^e série : 30 F.	4 ^e choix	heures

Nom Adresse Localité Tél.

Départ Nombre Prix

ARTS ET SPECTACLES

Variétés

La rentrée de Guy Béart

(Suite de la première page.)

Il est vrai que le temps joue pour Guy Béart. Parce que s'il a actualisé lui-même de nombreuses chansons folkloriques (*Vive la rose*), ses propres chansons, qui sont « de notre monde en filigrane, de notre monde en milieu » et qui peuvent être chantées par n'importe qui se « folklorisent » presque aussitôt écrites, et certaines deviennent anonymes comme toute chanson populaire, entrent dans le patrimoine français. Il y a bien ainsi une vingtaine de chansons que les Français fredonnent sans savoir qu'elles ont été écrites par Béart.

Quand les gens chantent dans la rue, chez eux ou dans leur mémoire, ils chantent Béart. La voix de Béart aussi est neutre. Elle se veut la voix de tout le monde, celle d'un anonyme du vingtième siècle. Béart chante doux, mais comme il le dit lui-même, il pense « dur ». Les mots sont passionnés, inspirés par des événements, des choses vues ou vécues, mais n'expriment jamais une violence verbale. Ses chansons forment parfois des histoires terribles, posent des décors effrayants (« Le ciel est de fer entre deux cheminées »), apportent une information à chaque vers, voire à chaque mot, mais tout est dit, tout est donné à la manière des poètes qui transmettent les pures horreurs d'une voix enfantine ou à la manière de cette berceuse africaine que cite volontiers Béart :

Ne pleure pas mon enfant
Je sais que tu es laid
Ne pleure pas mon enfant
Y'a rien à manger.

Béart n'a pas besoin d'emphase apparente. Il chante sans la caricature. Et le fait qu'il ne se préoccupe pas outre mesure de l'habillement confectionné habituellement par l'arrangeur, qu'il préfère laisser les musiciens qui l'accompagnent prendre plaisir à jouer, accentue encore le côté naturel, l'absence d'artifice du chanteur, souligne son authenticité.

Deux chansons de Béart ne se ressemblent pas. On le voit bien à la lecture de ses chansons, dans l'ouvrage publié chez Seghers, ou à l'écoute de ses textes dits avec simplicité par Renaud et Barautil, notamment cette histoire d'une femme déjà « noyée à demi par la nuit », dont la « parole était violente » et qui va mourir un jour à l'Hôtel-Dieu.

« (...) D'une main qui pleure de l'autre sur la mort, il faut remplir quelques fiches. Moi, je pris le mètre, l'hôpital prit son corps : Ni lui ni elle n'étaient riches. Je revins chaque fois dans les moments permis. J'apportais quelques folies. Elle me grimaçait un sourire à demi. De l'eau tombait sur sa chemise. Elle ne bougeait plus, alors elle a fait froid :

On avait ouvert la fenêtre, Une infirmière neutre aux gestes (maladroits). En son Hôtel, Dieu n'est pas maître. La mère m'embrassa sur la main, (me bérta). Et moi je ne pouvais rien dire. En marmonnant : « Allons c'est fini, c'est fini, toujours dans un demi-sourire. (...) »

A la Comédie des Champs-Élysées, où il s'est installé pour quarante réchats et en se faisant accompagner

par un groupe, Béart chante une dizaine de chansons nouvelles (« Amsterdam, Tourbillonneur, Les enfants de bourgeois, qui jouent à la vie dure, à la révolte, à l'aventure, qui jouent avec les mots, cassent parfois quelques anneaux des chaînes mais - à force de jouer - ont l'espérance ») et d'autres, « anciennes », dont on ne sait plus si elles datent vraiment d'hier, si elles ont été écrites il y a trois, dix ou vingt ans.

CLAUDE FLICOURT.

* Comédie des Champs-Élysées, 20 h 45.
* Guy Béart, *Concours et concours* du temps, 200 p., Seghers éd.
* Textes dits par Madeleine Renaud et Jean-Louis Barrault, disque Temporel.

En bref

Concerts

Teresa Llacuna

Blonde ambassadrice de l'Espagne, Teresa Llacuna proposait des œuvres éclatantes de son pays pour l'avant-dernière soirée du Festival estival, mercredi, à Chopin-Playel. Et l'on retrouvait avec bonheur des pages souveraines que les pianistes ignorent ou dédaignent, on ne sait pourquoi, telles les *Danzas españolas* de Granados, rustiques et mondiales tour à tour. Une âme solitaire s'y lamentait au milieu des rythmes âpres et souples, avec cette poésie nostalgique, raffinée, qu'on a justement rapprochée de celle de Chopin.

Teresa Llacuna n'ignore pas cette mélancolie, ni celle qui se mêle au rêve d'Albéniz dans *Evocación*. Son beau jeu vigoureux point *El Puerto* et la *Fête de Séville* dans une lumière aveuglante où l'on soupçonnerait d'écarter davantage, peut-être, la malice et la gaîté.

Elle semble surtout proche de de Falla, avec cette rigueur absolue qu'elle fait jaillir déjà de l'Alcornoque Andaluz et qui s'exprime pleinement dans son interprétation toute de force lyrique de la *Fantasia Barroca*, écrite à la gloire de l'Andalousie romaine, âpre, rude, parfois désolée, où les harmonies gutturalisées sont transfigurées dans la plus grande dimension pianistique. Un chef-d'œuvre frémissant et secret, bûlé sur la roc, avant les inévitables et populaires *Danzas de murmur et Danse du feu*. — J. L.

* Pour le centenaire de de Falla, Teresa Llacuna a gravé l'intégrale de son œuvre pour piano seul (S.M.I. 065-1507).

Le Centre culturel américain, 3, rue du Dragon, organise le 1^{er} octobre, à 21 heures, un entretien public avec Richard Foreman, Alain Robbe-Grillet, Marie-Béatrice Serenne et le 7 octobre, également à 21 heures, avec Robert Wilson, Philip Glass, Daniel Caux, à l'occasion de la présentation par le Festival d'automne du « Livre des splendeurs » (aux Bouffes du Nord) et de « Minotaure ou The Beach » (à l'Opéra-Comique), à partir du 4 octobre.

UGC NORMANDIE VO • UGC ODÉON VO • STUDIO MÉDICIS VO.
REX VF • CINÉMA OPIÉA VF • GLICHY-PATHE VF • BRETAGNE VF
LIBERTÉ VF • 3 MURAT VF • UGC GODELINS VF

le nouveau film de DINO RISI

la CARRIÈRE d'une FEMME de CHAMBRE

AGOSTINA BELLI
VITTORIO GASSMAN UGO TOGNAZZI

COCHI PONZONI

VILLENEUVE Arlet • SARGELLES Flanades • MONTREUIL Méliès
PANTIN Garretour • AULNAY Parinor • PARLY II • ORSAY Uis 2
ST-GERMAIN G2L • PORT NOGENT Arlet • ARGENTEUIL Alpha

Cinéma

Un éléphant ça trompe énormément

d'Yves Robert

Sur l'amié, Jean-Loup Debadie, scénariste heureux, est intarissable. S'il n'y avait eu Vincent, François, Paul et les autres, le film de Claude Sautet dont il était le coscuteur, l'histoire qu'il a écrite pour Yves Robert aurait pu s'intituler *Étienne, Simon, Daniel, Bouly et les autres*. Les personnages de ces deux films, en effet, se ressemblent : même milieu social, même maturité sentimentale, même joie enfantine à se retrouver ensemble. À communier dans des larmes folles et des engueulades homériques, même complicité fraternelle, lorsque surgissent les coups durs ou les coups de folie.

Une différence pourtant : à la grande sous-jacente, qui colore le film de Sautet, fait place ici une bonne humeur constante. Non que les problèmes qu'affrontent les héros de *Un éléphant ça trompe...* soient sans importance, ni que la tendresse et parfois la métacritique soient absentes du film, mais parce que, en toutes circonstances, Yves Robert a choisi de nous faire rire.

Prenons, par exemple, le cas de Bouly. Le jour où ce dragueur invétéré, si sûr et si content de lui, découvre que sa femme a quitté le domicile conjugal en emportant multiples et enfants, ses larmes et ses imprécations dépassent tellement la commune mesure que ses amis eux-mêmes ont du mal à garder leur

serieux. Quant à Étienne, haut fonctionnaire quelques peu acrobatique et mari jusqu'à l'irréprochable, son aventure avec une coquette de rêve, rencontrée par hasard, tient davantage de la partie de cache-cache ou de jeu de cache-cache que de la classique « love story » d'un quidam égaré attiré par le démon de la nuit.

Les malheurs de Bouly et les frasques d'Étienne sont les deux pôles d'un récit qui raconte moins une histoire que des histoires, et qui va allègrement son chemin à travers une suite de sketches et de gags dont chaque personnage est à tour de rôle le héros. Certains de ces sketches sont très drôles (les rapports d'Étienne avec son insupportable sœur et ceux de son indigne épouse avec un étudiant transi d'amour). D'autres semblent plus conventionnels (les querelles qui opposent Simon-le-pessimiste à une mère abusive). D'autres, enfin, demeurent elliptiques (quand il s'agit de nous laisser entendre quel secret dissimule l'existence et l'apparente joie de vivre de Daniel).

Dans un film de ce genre, l'importance des acteurs est primordiale. La composition de Jean Rochefort en grand bourgeois lancé sur les sentiers de la débâche est particulièrement savoureuse. Mais les bouffonneries de Guy Bedos (Simon), les piqueries de Claude Brasseur (Daniel), les désespoirs pachydermiques de Victor Lanoux (Bouly) ne sont pas moins divertissants. Encore fallait-il que ces comédiens ne se gâtent pas les uns les autres, n'empêchent pas sur le territoire « du volait, là » et y sont parvenus et c'est finalement à l'homonéité de leur qu'on a droit le plus sûr de son efficacité.

Le film s'achève sur une séquence irréaliste dont Rochefort, cette fois, est le héros solitaire. Chassé du lit — difficilement atteint — de sa bien-aimée par l'arrivée d'un mari ignoré, Étienne se réveille sur une corniche située au septième étage de l'immeuble. Le foule ayant donné l'alerte, la police, les pompiers et la télévision surviennent. Si bien que c'est sous les yeux de la France entière (et de sa famille) qu'Étienne se décide à se jeter « sans risques, grâce aux pompiers » dans la vide. Chute prévue pour un mari à soupçonner de préserver le mystère de son aventure. Mais chute superbe pour ce joli film qui ne cherche qu'à parler, gaiement, de ces choses sérieuses que sont le tennis, l'amour des femmes et le mensonge.

JEAN DE BARONCELLI.

* Gaumont-Théâtre, Saint-Germain-Studio, Dragon, Lumière, Montparnasse-Pathe, Convention, Victor-Hugo, Wepler-Pathe, Gaumont-Gambetta.

LE PALMARÈS DU FESTIVAL DE SAINT-SÉBASTIEN

La « coquille d'or » du vingt-quatrième Festival international du film de Saint-Sébastien a été décernée à la comédie musicale soviétique de Emil Lotmanov *Les Gitanes* sous le ciel. Costa, corina, du Français Jean-Charles Tschallia, et *Opéra d'un clown*, de l'Allemand de l'Ouest Volker Jansy, se sont partagés la « coquille d'argent ». Le prix du meilleur court métrage a été attribué au Yougoslave Milan Kramaric pour *Ouverture 2012*.

BARRY LYNDON

de **STANLEY KUBRICK**

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES VO
GAUMONT RIVE GAUCHE VO IMPÉRIAL VF
GAUMONT SUD VO
14 h • 17 h 25 • 21 h
HAUTEVILLE VO
12 h • 15 h 30 • 19 h • 22 h 30

RECAMIER

TOIT CONTRE UN PETIT BOIS

de JEAN-MICHEL RIBES

avec FRANÇOISE CHRISTOPHE
MICHELLE MARQUAIS
ROLAND BLANCHÉ
STEPHANE BOUY

BOURSEILLER

CONCORDE PATHE • LE FRANÇAIS • CARAVELLE PATHE
MONT-PARNASSE 83 • CONVENTION GAUMONT • GLUNY PALACE
LA FAUVETTE • QUINTETTE • MAYFAIR

ROBERT RAYMOND HAKIM
présenté par
SYLVIA KRISTEL
JOE DALLESSANDRO
d'après un film de
WALERIAN BOROWCZYK

LA MARGE

d'après le roman de
ANDRÉ PILYRE DE MANDIARGUES

THIAIS Belle Épine • VÉLIZY • ASNIERES Tricycle
CHAMPIGNY Pathé • ÉVRY Gaumont • PARLY 2 • GERGY Pontoise
ENGHIEN Marly • PARINOR • LES MUREAUX Le Club

Je m'excuse

SPECTACLES

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES

704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Jeu 23 septembre

théâtres

les salles subventionnées

Opéra, salle Favart, 20 h. 30 : Rigoletto, de Verdi. F. de la Chapelle, Don Quichotte, de Molière.

Opéra-Comique, 20 h. 30 : Cyrano de Bergerac, de Rostand.

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

les salles municipales

Opéra Carré, 20 h. 30 : Parole de femme.

les autres salles

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Café d'Edgar, 21 h. 30 : Mafra-Délire, de J. B. de la Chapelle.

Salle 11, 22 h. 15 : Deux Femmes, de J. B. de la Chapelle.

Café de la Gare, 22 h. 30 : A nos chers disparus, de J. B. de la Chapelle.

Coupe-Chou, 20 h. 30 : Je m'imagine, de J. B. de la Chapelle.

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Festival d'automne

Musée de Cluny, 18 h. 30 : Musica Antiqua d'Amsterdam.

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Festival d'automne

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Les concerts

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Les chansonniers

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Le music-hall

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Vidéo

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de 16 ans, (**) aux moins de 18 ans.

la cinémathèque

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

les exclusivités

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

LES MONDIALES (FR.)

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

LES MONDIALES (FR.)

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

LES MONDIALES (FR.)

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

LES MONDIALES (FR.)

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

Opéra, 20 h. 30 : La Cenerentola, de Rossini.

(12) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

1989 (12) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

1989 (12) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

1989 (12) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

NEA (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

NEA (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

NEA (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

NEA (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

ON AURA TOUT VU (FR.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

LE LAUREAT (A. V.) (33-04-07), Clichy-Pasché (18) (33-04-07).

SAINT-SEVERIN

"quand tu disais VALÉRY..."

de RENE VAUTIER

en collaboration avec NICOLE LE GARREC

ex-SOTHEBY à Tréport

SUCCÈS

NU A L'ERE NUE

Revue attractive

MAYOL

16 h. 15 - 21 h. 15

Réservation, tél. 770-05-05

HALLUCINATIONS

FILMS RÉALISÉS PAR ERIC DUVIVIER

Le Monde Visionnaire des Visions de HENRI MICHAUX

La Femme 100 têtes (réalisation de MAX ERNST)

ex-SOTHEBY à Tréport

THEATRE D'ORSAY

CIRENAUD-BARRAULT

à partir du 27 septembre

30 représentations

Madeleine Renaud

Claude Dauphin

Michael Lonsdale

L'AMANTE ANGLAISE

Marguerite Duras

mise en scène Claude Régy

7, quai Anatole France - 548.38.53

location ouverte

BOUFFES PARISIENS

La Belle Hélène

Jacques Offenbach

de RENE VAUTIER

en collaboration avec NICOLE LE GARREC

ex-SOTHEBY à Tréport

THEATRE DE LA VILLE

ANIMATEUR DIRECTEUR JEAN MERLORE

9^e saison

ouverture mardi 19 octobre

dès maintenant

souscrivez votre abonnement

LA VISITE DE LA VIEILLE DAME de Dürrenmatt - LES BRIGANDS de Schiller - JACQUES OU LA SOUMISSION et L'AVENIR EST DANS LES ŒUFS de Ionesco - L'ECHANGE de Claude LOUIS FALCO DANCE COMPANY - THEATRE DU SILENCE LONDON CONTEMPORARY DANCE THEATRE

4 spectacles : 3 dramatiques et 1 ballet

abonnement collectif (10 personnes minimum) 66 F

spectacle supplémentaire : 16,50 F

abonnement individuel : 80 F - spectacle supplémentaire : 20 F

CHANSON - DANSE - MUSIQUE - MIME... à 18 h 30

22 spectacles d'une heure sans entracte - prix 12,50 F

RENSEIGNEMENTS ABONNEMENTS - ADHESIONS

dans le hall du théâtre de 11 h à 20 h, 2 pl. du Châtelet - 887.35.39

par correspondance, 16, quai de Gesvres, 75180 Paris Cedex 04

RADIO-TÉLÉVISION

JEUDI 23 SEPTEMBRE

CHAÎNE I: TF1

alors raconte...
les 57 meilleurs moments de l'émission
SUR DISQUE REN

20 h. 30. « La Vie de Marianne » (première partie: Une enfant prédestinée), d'après Marivaux, adaptation et dialogues J. Chabrol, réal. P. Cardinal avec N. Juvet, M. Ribowski, M. d'Albray, G. Chambrat.

Le premier de six épisodes retraçant, de la naissance aux compromissions, les progrès d'une « dame pure » forcée de s'adapter aux libéralismes de la société du dix-huitième siècle. Des « malheurs de la vertu » passablement déjoués.

21 h. 20. Magazine d'actualité: Soixante minutes pour convaincre.

Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la culture, défend l'idée que les responsables politiques doivent être la cible des Français. Des « malheurs de la vertu » passablement déjoués.

22 h. 20. Allous au cinéma: 22 h. 55. Journal.

CHAÎNE II: A2

Le programme prévu ce jeudi est remplacé par « Les dossiers de l'écran » qui n'ont pu être

diffusés mardi en raison d'une arête des techniciens, suspendue mercredi.

20 h. 30. Les dossiers de l'écran. Téléfilm: « QB VII » (troisième partie: Le procès), vers 22 h. Débat: Les bouchers en blouse blanche.

Avec M. G. Weill, maître de recherches au C.N.R.S.; le docteur Y. Tesson, chirurgien; le docteur A. Lévry, biologiste; le docteur S. Elie, radiologiste; M. S. Elie,feld, avocat; Mmes Y. Loka, I. Geron, E. Ali Guezal.

23 h. 30. Journal.

CHAÎNE III: FR3

20 h. 30 (R). Les grands noms de l'histoire du cinéma (cycle Henry King): « Bravados », d'H. King (1958), avec G. Peck, J. Collins, St. Boyd, H. Silva.

Un drame western sur la cruauté de la loi du fort.

22 h. 5. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. 30. Poésie: 20 h. 35. « Le Temps est brûlé », drama polyphonique de L. Koberavski, avec F. Viber, M. Rayer, J.-M. Bory et R. Ménard, réalisation G. Gombert; 21 h. 30. Récital de piano avec G. Verdoy; 22 h. 25 (R). Entrées avec Violette Leduc, par P. Demery; 23 h. 20. De la nuit; 23 h. 30. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Présentation du concert; 21 h. 30. Echanges franco-allemands. Concours final de Munich: les lauréats; 22 h. 45. Liturgie d'Orient; 23 h. 30. Retransmission 1952-1954; 1 h. 30. ARTE.

VENDREDI 24 SEPTEMBRE

CHAÎNE I: TF1

De 11 h. 45 à 13 h. 50. Programme de la mi-journée (reprise à 17 h. 30).

20 h. 30. Au théâtre ce soir: « Le Cœur sous le paillasson », de H. Brooke et K. Bannerman, avec Cl. Nicot, J. Jacques, Cl. Maurier, B. Kearns.

Les collaborateurs d'une nouvelle chaîne télévisuelle américaine sont invités, par leur « boss », à faire connaissance au cours d'un week-end d'agrément. Mais, aussitôt, le ton monte.

22 h. 55. Journal.

CHAÎNE II: A2

De 13 h. 35 à 20 h. Programme ininterrompu: Journal des sourds et des malentendants; 14 h. 15. Aujourd'hui, madame...; à 18 h. 5. Fenêtre sur.

20 h. 30. Feuilleton: La poupée sanglante, réal. M. Cravenne; 21 h. 30. Emission littéraire: Apostrophes, de B. Pivot (La médecine auscultée).

Avec Igor Barrère, Etienne Lalou, Pierre Desgranges (« En direct de la médecine »); Jean-Louis Fouché-Brentano (« Le paradoxe du médecin »); François Régisier (« Les médecins: pour ou contre les hommes »); le professeur Lucien Israël (« Le cancer aujourd'hui ») et Anna-Marie de Villius (« Un regard plus tranquille »).

22 h. 45 (R). Ciné-club: « Scènes de chasse en Bavière », de P. Fleischmann (1968), avec M. Sperr, W. Winkler, E. Quecke, M. Strixner (v.o. sous-titré, N.).

Dans un village de Bavière, un homme solitaire, soupçonné d'hétérosexualité, est tenu à l'écart, puis à l'écart et à l'écart par la communauté paysanne. Un tableau envoies du « fascisme ordinaire ».

CHAÎNE III: FR3

20 h. 30. Magazine vendredi: Service public (La médecine générale: quelle qualité?); animation Y. Léval; 21 h. 30. Série documentaire: Méditerranée (première partie: Terre), réal. F. Quilic.

Les aspects géographiques, historiques et sociologiques d'un lieu du monde où les civilisations n'ont jamais cessé de se mêler.

22 h. 20. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. 30. Poésie: 20 h. 35. Les heures musicales de Paris; 22 h. 25 (R). Entrées avec Violette Leduc, par P. Demery; 23 h. 20. De la nuit; 23 h. 30. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Contredanse; 21 h. 30. Présentation du concert; 22 h. 45. Echanges franco-allemands. Concours final de Munich: les lauréats; 23 h. 30. Retransmission 1952-1954; 1 h. 30. Pour l'Inde.

D'une chaîne à l'autre

M. GEORGES LEROY QUITTE ANTENNE 2

M. Georges Leroy quitte Antenne 2, où il occupait depuis décembre 1974 le poste de directeur de l'information. A l'issue de sa réunion du mercredi 22 septembre, le conseil d'administration a fait savoir, dans un communiqué, que « les structures d'équipes mises en place ont fait apparaître une double préjudiciable à la bonne marche de la société ». D'autre part, le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'information à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil » et « rappelle que la réforme de l'information comportait la création d'un grand magazine mensuel d'actualité ». En conséquence, poursuit le communiqué, le conseil d'administration, l'union, l'association, approuvent la double proposition de son président, M. Marcel Julien, de supprimer le poste de directeur de l'information et de confier à M. Georges Leroy, dont il soulève la responsabilité de ce grand magazine, le conseil d'administration déplore le refus opposé par M. Georges Leroy à cette proposition.

Nouvelle péripétie dans l'histoire récente de la rédaction d'Antenne 2, le départ de M. Georges Leroy survient cinq mois après celui de M. Jacques Salles (le Monde du 16 avril) et trois mois et demi seulement après la réorga-

nisation de la société et l'arrivée de M. Charles Bandinot au poste de directeur de l'actualité (le Monde du 5 juin 1976). Rappelons que M. Leroy avait été présenté par M. Julien après qu'il eut donné, en novembre 1974, sa démission d'Europe 1, où il avait accompli, depuis 1963, toute sa carrière de journaliste avant d'y devenir rédacteur en chef en 1968, puis directeur de la rédaction.

M. PHILIPPE GILDAS EST NOMMÉ DIRECTEUR ADJOINT A LA REDACTION D'EUROPE 1

A Europe 1, plusieurs promotions viennent d'intervenir dans le secteur des informations qui dirigées depuis 1974 M. Etienne Mouton, ami de M. Bruno Delle, directeur adjoint.

M. Philippe Gildas, rédacteur en chef depuis 1974, qui avait collaboré à la première chaîne de télévision, puis à France-Inter, devient directeur adjoint de la rédaction. D'autre part, M. Jean-Claude Dasser, qui était adjoint de Philippe Gildas, devient rédacteur en chef, tandis que M. Gérard Carreyrou, chef du service politique depuis novembre 1974, et Pierre Lescure, responsable du journal de 18 heures-19 heures, deviennent rédacteurs en chef adjoints.

Enfin, MM. Alain Dubamel, chroniqueur politique, et Jean-Pierre Joulin, chef du service étranger, deviennent conseillers de la direction.

TRIBUNES ET DEBATS

JEUDI 23 SEPTEMBRE
— L'U.D.A. dispose d'un quart d'heure sur Antenne 2, à 19 h. 45.
— L'Association des journalistes de France s'inscrit à la tribune libre de FR3 à 19 h. 40.
— Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la culture, est invitée de « Soixante minutes » sur TF 1, à 21 h. 30.

VENDREDI 24 SEPTEMBRE

— M. Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture, répond aux questions d'Ivan Léval sur Europe 1, à 8 h. 30.
— Des extraits du débat télévisé entre MM. Giscard d'Estaing et Jimmy Carter sont diffusés par TF 1 au cours du journal de 18 heures.
— M. Paul Laurent, membre du secrétariat du P.C.F., est invité d'Europe 1, à 18 heures.
— Un débat sur la parité sexuelle est diffusé par Radio-Montecarlo, à 18 h. 45.
— Le comité de soutien au président de la République s'exprime à la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.
— La médecine est le thème des magazines « Vendredi » sur FR3, à 20 h. 30, et « Apostrophes » sur Antenne 2, à 21 h. 30.

La nouvelle ligne Roset est arrivée.

Hausmann
Printemps

MADAME, MONSIEUR
Pour l'automne
IMPERMEABLES, LODENS
COSTUMES habillés, velours
Marques et modèles connus
LA COUPE - LA QUALITE
à 100 francs
une économie considérable

CENTRE OFFICIEL VETEMENTS
E. LECLERC
15, boulevard MAGENTA-PARIS X^e Angle rue de Lancry
M^{re} BONSERGENT ou REPUBLIQUE - PARKING GRATUIT ou PARCMEYRE
Ouvert de 9h30 à 12h30 et de 14h à 19h - Fermé Dimanche et Lundi matin

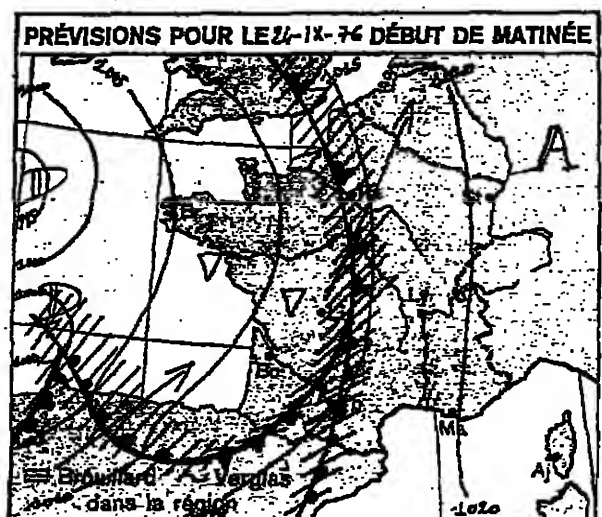
AUJOURD'HUI

loterie nationale				Liste officielle DES SOMMES A PAYER, TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS			
TERMINAL	FINALES et NUMEROS	GROUPE	SOMMES A PAYER	TERMINAL	FINALES et NUMEROS	GROUPE	SOMMES A PAYER
1	41 851 06 431	tous groupes tous groupes tous groupes	100 200 5 000	5	06 435 3 086	tous groupes groupe 4	5 000 500
2	662 192 4 632 6 162 8 282 06 432 88 542	tous groupes tous groupes groupe 4 autres groupes groupe 5 tous groupes groupe 5	200 500 500 500 500 100 000 10 000	6	9 178 06 436 22 988	autres groupes groupe 1 autres groupes tous groupes groupe 2 autres groupes	500 500 500 5 000 100 000 10 000
3	882 5 833 06 433 04 243	tous groupes groupe 4 autres groupes groupe 2	200 5 000 5 000 100 000	7	487 4 727 9 837 06 437 04 047	tous groupes groupe 1 autres groupes groupe 5 tous groupes groupe 5	500 5 000 500 5 000 5 000 10 000
4	4 74 084 1 384 3 124 3 714 8 154 8 204 8 764 8 974 06 434 9 674 92 244	tous groupes tous groupes tous groupes groupe 2 autres groupes groupe 1 autres groupes groupe 5 autres groupes groupe 2 tous groupes groupe 3 autres groupes groupe 2	50 150 250 5 000 500 5 050 5 050 5 050 5 050 5 050 5 050 100 000 10 000	8	68 3 618 9 658 06 438 36 178	tous groupes tous groupes groupe 1 autres groupes tous groupes groupe 3 autres groupes	100 5 000 500 5 000 5 000 100 000 10 000
5	75 285 3 015 4 815 5 245 9 895	tous groupes tous groupes groupe 4 autres groupes groupe 5 autres groupes	100 200 5 000 5 000 5 000 5 000	9	089 06 439 0 1 420 5 770 8 410 9 300 06 430	tous groupes tous groupes tous groupes groupe 5 autres groupes groupe 4 groupe 1 autres groupes groupe 2	200 5 000 50 5 050 5 050 5 050 5 050 1 500 15 180

TRANCHE DES VENDANGES
TIRAGE DU 22 SEPTEMBRE 1976
PROCHAIN TIRAGE
LE 29 SEPTEMBRE 1976
à SAINT-CLOUD
(Hauts-de-Seine) 44

LOTO 9 10 24 32 35 36
TIRAGE No 18
NUMERO COMPLEMENTAIRE 11
PROCHAIN TIRAGE LE 29 SEPTEMBRE 1976 VALIDATION JUSQU'AU 28 SEPTEMBRE APRES-MIDI

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 23 septembre à 0 heure et le vendredi 24 septembre à 24 heures :
La France restera en bordure de la zone de basse pression centrée au large du golfe de Gascogne. Les perturbations qui circulent autour de cette zone dépressionnaire affecteront notre pays; elles seront plus actives sur la moitié ouest.
Vendredi, ces perturbations éparpillées relativement les régions s'étendant de la Corse aux Alpes ainsi que l'extrême Nord-Est, où les nuages seront cependant assez abondants.
Sur le reste de la France, le temps sera le plus souvent très nuageux avec des pluies ou des averses. Les pluies seront surtout localisées des Pyrénées et du sud du Massif Central à la Normandie, et parfois en Bretagne, tandis qu'un temps plus instable, avec averses, se localisera dans le Sud-Est.
Les vents, de sud-est à sud, seront modérés en général, mais assez forts sur les côtes de l'Atlantique et de la Manche occidentale.
Les températures diurnes seront du même ordre que celles de jeudi. Jeudi 23 septembre, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était de 1013 hPa. Le 23 septembre, à 10 heures, elle était de 1014 hPa, soit 780,5 millibars de mercure.
Les températures de premier chiffre indiquent le maximum enregistré au cours de la journée du 22 septembre; le second, le minimum de la nuit du 22 au 23 : Alacón, 22 et 11 degrés; Biarritz, 20 et 13; Bordeaux, 22 et 14; Brest, 17 et 10; Caen, 18 et 9; Cherbourg, 16 et 9; Clermont-Ferrand, 24 et 11; Dijon, 19 et 11; Grenoble, 22 et 10; Lille, 20 et 10; Lyon, 23 et 13; Marseille, 24 et 15; Nantes, 20 et 11; Nice, 21 et 14; Paris-Le Bourget, 22 et 10; Pau, 20 et 11; Perpignan, 21 et 15; Rennes, 19 et 11; Strasbourg, 23 et 5; Tours, 21 et 11; Toulouse, 21 et 13; Pointe-à-Pitre, 30 et 24. Températures relevées à l'étranger : Alger, 33 et 16 degrés; Amsterdam,

20 et 11; Athènes, 25 et 16; Berlin, 20 et 7; Bonn, 21 et 13; Bruxelles, 21 et 12; Casablanca, 27 et 18; Copenhague, 18 et 9; Genève, 18 et 7; Hambourg, 22 et 15; Londres, 19 et 11; Madrid, 28 et 13; Moscou, 12 et 8; New-York, 18 et 13; Palma-de-Majorque, 27 et 18; Rome, 23 et 11; Stockholm, 13 et 4; Téhéran, 30 et 20.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1569
I 2 3 4 5 6 7 8 9
X
II
III
IV
V
VI
VII
VIII
IX
X
XI

VERTICALEMENT
1. Vite répété s'il est accusé: La femme idéale. — 2. A tendance à ne vouloir rien entendre: Méchant à part. — 3. Se manifeste d'une manière sonore: On en prend une pour en gagner une autre. — 4. Préonom: Re-tournant parfois les pages. — 5. Ne manque pas d'objectif: Part étranger; Mer épelee. — 6. Déplacements salutaires: Leur race est loin d'être pure: Abréviation. — 8. Fin de participation: Va là où « rien » ne peut être employé. — 9. Finit dans la nuit des temps: Cours d'Italiens.

HORIZONTALEMENT
1. Marque d'un bleu. — II. Jeu de boules. — III. Circonférence. — IV. Parleur. — V. Idée. — VI. Nasses. — VII. Lierre. — VIII. St. Aérien. — IX. Sévir. — X. X. Tsur. — XI. Lentes.

Solution du problème n° 1568
Horizontalement
I. Lyotès. Ab. — II. Alto; Ne. — III. Parleur. — IV. Idée; Art. — V. Nasses. — VI. MS. — VII. Lierre. — VIII. St. Aérien. — IX. Sévir. — X. X. Tsur. — XI. Lentes.
Verticalement
1. Lapin; Leste. — 2. Adamites. — 3. Caracac; Val. — 4. Elles. — 5. Ete; Serré. — 6. Sou; Surr. — 7. Râ; Iode. — 8. An; Rosses. — 9. Scétiennes.

GUY BROUTY.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne TC
"Placeurs encadrés", 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	46,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

IMMOBILIER	La ligne	La ligne TC
"Placeurs encadrés",	28,00	32,68
Double insertion	38,00	44,37
"Placeurs encadrés",	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,68

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux

proximité amiens

Vous êtes Ingénieur AM et, après cinq à dix ans d'expérience en production, vous souhaitez élargir le champ de vos responsabilités. Diriger et coordonner l'action de plusieurs ateliers, savoir organiser le travail, veiller à la productivité, s'imposer en souplesse et avec fermeté, voilà vos atouts pour devenir le

chef d'exploitation du groupement coopératif de vente par catalogue

Vous dirigez 220 collaborateurs, gérez 40 000 m² d'entrepôt, traitez 80 000 références en constant renouvellement. Cela implique l'utilisation de techniques informatiques mais aussi le souci du service.

Écrire à J. THILLY ss réf. 3104 LM.

ALEXANDRETTIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - NICE - BRUXELLES - GENÈVE - LONDRES

ALUMINIUM PECHINEY

recherche

INGÉNIEURS DEBUTANTS

FORMATION GRANDES ÉCOLES

pour ses fabrications
ALUMINE et ALUMINIUM
Usines ALPES-MIDI-PYRÉNÉES

Les candidats devront accepter l'éventualité d'un séjour de 4 à 5 ans à l'étranger ou Outre-Mer dans quelques années.

Larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Adresser C.V. détaillé à DRP ALUMINIUM PECHINEY - 23, rue Balzac 75008 PARIS.

SOCIÉTÉ ÉLECTRO-MÉCANIQUE DE BASSE-NORMANDIE

recherche

INGÉNIEUR

DIPLOMÉ ÉLECTRO-MÉCANICIEN

5 ans d'expérience Fabrication et Méthodes

Poste à pourvoir : **INGÉNIEUR MÉTHODES**
DIRECTEUR ATTELIER DE FABRICATION MÉCANIQUE IMPORTATION

Écrire avec curriculum vitae et photo à M. GEY, 25, rue de Mansart - 61000 ALENÇON, qui transmet.

TRAVAUX PUBLICS

Groupe Français de tout premier plan

recherche pour sa

DIRECTION RÉGIONALE DE ROUEN

Chef du service électrique et instrumentation

Ingénieur ou équivalent, forte expérience requise en installations industrielles.

Adr. C.V., prêtant, photo s/réf. 7618 à :

LAMCO
Conseils d'Entreprises
78 Champs-Élysées 75008

Adr. C.V., prêtant, photo s/réf. 7618 à :

LAMCO
Conseils d'Entreprises
78 Champs-Élysées 75008

Adr. C.V., prêtant, photo s/réf. 7618 à :

LAMCO
Conseils d'Entreprises
78 Champs-Élysées 75008

Adr. C.V., prêtant, photo s/réf. 7618 à :

LAMCO
Conseils d'Entreprises
78 Champs-Élysées 75008

Adr. C.V., prêtant, photo s/réf. 7618 à :

LAMCO
Conseils d'Entreprises
78 Champs-Élysées 75008

Adr. C.V., prêtant, photo s/réf. 7618 à :

LAMCO
Conseils d'Entreprises
78 Champs-Élysées 75008

Adr. C.V., prêtant, photo s/réf. 7618 à :

LAMCO
Conseils d'Entreprises
78 Champs-Élysées 75008

Adr. C.V., prêtant, photo s/réf. 7618 à :

LAMCO
Conseils d'Entreprises
78 Champs-Élysées 75008

Adr. C.V., prêtant, photo s/réf. 7618 à :

LAMCO
Conseils d'Entreprises
78 Champs-Élysées 75008

Adr. C.V., prêtant, photo s/réf. 7618 à :

LAMCO
Conseils d'Entreprises
78 Champs-Élysées 75008

Adr. C.V., prêtant, photo s/réf. 7618 à :

LAMCO
Conseils d'Entreprises
78 Champs-Élysées 75008

Adr. C.V., prêtant, photo s/réf. 7618 à :

LAMCO
Conseils d'Entreprises
78 Champs-Élysées 75008

Adr. C.V., prêtant, photo s/réf. 7618 à :

LAMCO
Conseils d'Entreprises
78 Champs-Élysées 75008

Adr. C.V., prêtant, photo s/réf. 7618 à :

LAMCO
Conseils d'Entreprises
78 Champs-Élysées 75008

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Bien implanté dans la diffusion d'équipements d'électronique médicale destinés aux établissements hospitaliers

KONTRON S.A.
recherche :

pour lui confier la promotion d'une nouvelle gamme de produits hautement performants,

UN CHEF DE PRODUITS

rattaché directement au Directeur du Département, le candidat retenu devra :

• définir la stratégie commerciale,

• organiser les démonstrations et présentations dans toute la France,

• introduire les produits auprès du réseau commercial qu'il appuiera dans des négociations importantes.

Une formation supérieure, la pratique de l'anglais et une solide expérience commerciale nous paraissent nécessaires.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

FILIALE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE mondialement implantée, fabricant et commercialisant ses produits de haute technologie utilisés dans la composition de matériel propre aux industries de pointe, recherche pour son Siège proche banlieue Ouest :

3 ingénieurs commerciaux

Formation Ingénieur Grande École d'Électricité ou d'Électronique.

Ils auront pour mission la prospection et la négociation de contrats auprès des industries électroniques professionnelles, de l'Électricité de France, du Gaz de France, des Installateurs.

Une parfaite connaissance de l'anglais est indispensable (formation assurée en Europe ou aux U.S.A.).

Nous pensons que les candidats doivent faire la preuve de leur compétence technique et de leur dynamisme commercial.

Une expérience industrielle d'au moins trois années est souhaitée.

Leur promotion est assurée, en France ou à l'étranger. Les conditions de travail et les perspectives de carrière sont susceptibles de satisfaire les plus exigeants. Salaire élevé, nombreux avantages dont voiture de fonction.

La Société est en constante progression dans l'augmentation du C.A. comme dans la diversification des produits grâce à des Centres de Recherches extrêmement efficaces aux U.S.A. et en Europe.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à No 7672, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à No 7672, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à No 7672, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à No 7672, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à No 7672, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à No 7672, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à No 7672, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à No 7672, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à No 7672, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à No 7672, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à No 7672, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à No 7672, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à No 7672, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à No 7672, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à No 7672, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à No 7672, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à No 7672, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à No 7672, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à No 7672, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à No 7672, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à No 7672, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à No 7672, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à No 7672, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à No 7672, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à No 7672, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à No 7672, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à No 7672, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à No 7672, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à No 7672, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à No 7672, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à No 7672, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmet

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 12
"Placeurs encadrés" 2 col. et +	40,00	48,70
(la ligne colonne)		
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne 12
"Placeurs encadrés"	20,00	30,70
Double insertion	30,00	44,37
"Placeurs encadrés"	40,00	48,70
L'AGENDA DU MONDE	20,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

SOCIÉTÉ DE DIFFUSION
MATÉRIEL DE CONTRÔLE
recherche pour son département de contrôle
non destructif

CADRE

TECHNICO-COMMERCE
Format, soumission, technicien
supérieur en ingénierie.
Expérience dans le domaine
du contrôle non destructif.
nécessaire (maîtrise d'opérateur
ultrason).
Langue étrangère : anglais
ou allemand indispensable.
Ecrire C.V. et photo, à
SWERES 10 rue de la Paix
Cedex 01 75001 Paris
Cedex 01 75001 Paris

BANQUE MAROCAINE

DU COMMERCE EXTERIEUR
27, rue Casimir 75007 Paris
recherche

CHEF COMPTABLE

de banque exclusive
ayant grande expérience bancaire

EMPLOYÉ AUX ÉCRITS

connaît lang. arabe souss. Ecr. au tél. : 075-44-21

— Vous êtes ambitieux et
dynamiques.
— Vous avez des connaissances
en gestion.
— Vous êtes sérieux, consciencieux
par les relations humaines.
CAPABLE de répondre
aux difficultés.

LA DIRECTION D'UNE AGCE

DE NETTOYAGE DE LOCAUX
Env. C.V. et photo sous réf. 19
à F.T. 12, bd Pasteur 75007 Paris

AIDE-COMPTABLE FME

Tél. : 380-50-14

VOUS

- 30 ans minimum.
- Forte personnalité.
- Bonne formation complète
par expérience en gestion,
production, commercial.
- Disponibilité immédiate.
- Coût des déplacements.
- Ambition.

NOUS

- Premier groupe européen de
conseils P.M.E.
- Expansion constante.
- Éléments humains efficaces,
désireux de trouver des
collaborateurs de valeur.
- Opportunités de carrière
et de salaire.

Tél. pour R-Vs au 894-11-24,
poste 245-246.

ATHIS ANIMATION

recherche

ANIMATEUR CULTUREL

Bonne formation et polyvalent.
Libre de suite.

Env. C.V. et photo à
B.P. 15, 91205 Athis Mors Cedex.

PARIS 13

Organisme de Placement
du Logement social
offre situation stable à

JEUNE ADJOINT

Chef de service

Ce poste conviendrait à
diplômé S.C.P., E.C.O. ou simi-
laires, posséd. 2 ou 3 ans d'expérience.

Il sera plus spécialement chargé
des études et de la présentation
des dossiers.

Adresse : lettre man. et C.V. dét.
indiquant derniers émoluments
perçus à :
(réd. 5000) 3, rue de
Téhéran, 75008 PARIS.

B.E.O.

STE ELECTRO-ACOUSTIQUE

3 A

PARIS INVALIDES

1) UN ELECTRONIC

même début, niv. min. At. 2,
très bonne connaissance de
l'électronique.

PRESENTANT BIEN

et alim. contacts humains

2) UN DACTYLO

même début, niv. min. At. 2,
très bonne connaissance de
l'électronique.

CONNAISS. ANGLAIS

Préférence pour un poste de
présentation.

AIMANT CONTACTS HUMAINS

Env. C.V. manuscrit, photo et
préférences, à 3 A, rue de la
Paix, 75001 Paris.

BUREAU D'ETUDES GEPEC

recherche

CONDUCTEUR DE TRAVX

pour coordination bâtiment
industriel. Tél. : 580-55-55.

UN SPECIALISTE

DU COMMERCE EXTERIEUR

Procédure d'importation et de
dédouanement, contentieux
douanier, classement tarifaire,
transit, etc.)

Une expérience pratique de
quelques années et de bonnes
qualités rédactionnelles seraient
très appréciées.
(réd. 5000)

UN JEUNE FISCALISTE

D'IMPOTATION

ayant connaissances approfondies
en matière de taxes sur le
chiffre d'affaires.

(fait générateur, assiette de la
taxe sur le chiffre d'affaires)
ainsi que sur l'imposition sur les
sociétés et les BIC.

Des références dans l'adminis-
tration fiscale seraient appréc.
(réd. 5000)

CADRE ADMINISTRATIF

Niveau élevé, responsable toute
question administrative. Impor-
tant chasseur I.R.A.K. Expérience
chassiers. Anglais parlé cour.
Ecr. avec C.V. photo à
17, rue de Valenciennes, 75001 Paris

INGENIEURS

ou PROFESSEURS

HAUT NIVEAU SCIENTIFIQUE
POUR COURS ET TRAVAUX
PRATIQUES : électronique,
informatique, électrotechnique,
physique, math. Ecrire
au n° 02-25 M. Régis-Pré-
sente, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2.

secrétaires

Secrétaire de direction

Société des Ascenseurs
KONE WESTINGHOUSE

Filiale d'un groupe international recherche pour

Paris-La Défense

Métro Défense ou Pont-de-Neuf

Pour le Directeur d'un Département

en création :

SECRÉTAIRE BILINGUE

FRANÇAIS - ANGLAIS

Expérimentée, niveau B.T.S. secrétaire et ayant
une bonne connaissance de la sténodactylographie
dans les deux langues.

Pour l'un des Directeurs

de son Département Exportation :

SECRÉTAIRE EXPERIMENTEE

Niveau B.T.S. secrétaire, ayant une bonne connais-
sance de l'anglais lu et excellente sténodactylo-
graphie.

15 mois, mutuelle, restaurant d'entreprise,
40 h. en 5 jours : 8 h. 30-12 h. 12 h. 45-17 h. 15.
Parking gratuit, assuré.

Adr. C.V. dét. et présent. Direction du Personnel,
Tour GAN CEDEX 13, 92065 PARIS LA DEFENSE.

TECHNICO-COMMERCE

— Connaît mécanique générale.
— Bilingue français-anglais.
— Contact avec fournisseurs
étrangers et clients franc.
— Travail varié et intéressant.
Situation d'avenir.

Ecr. avec C.V. et prétentions à
11, rue Roger-Vergonnet
75003 PARIS.

CHEF DE GROUPE

ou AGENT COMMERCIAL

particuliers bois et matériaux
pour agencement et décoration.
Bonne notion d'électricité et
chauffage intégré, parlant fran-
çais et anglais, pouvant voyager
fréquemment en France et à
l'étranger, ayant plusieurs an-
nées d'expérience dans le sec-
teur de la construction.

Adr. C.V. man. dét. réf. et
photo format A4, à
réf. 6172 à P. LICHOU S.A.,
rue de Lorient, 75003 Paris
CEDEX 03, qui transmettra.

CHEF DE PUBLICITE JUNIOR

1 an d'expérience minimum.
Maîtrise et esprit d'initiative.
Adr. lettre manuscrite et C.V. à
SEDIP, 193-197, rue Bercy (13)

E.S.I.

RECHERCHE

DESIGNATEURS

1 et 2 en mécanique générale.

Se prés. : 12, Champs-Élysées,
Paris 8^e, 2^e ét. 75004 Paris

ou 14, rue Jean-Jaures,
Paris 12^e, 1^{er} ét. 75001 Paris

CREIL - TELEPH. : 455-59-48

GRANDE SOCIÉTÉ

recherche

DIRECTEUR

d'IMPRIMERIE TECHNIQUE

Capable notamment
d'organiser les ventes.
Situation d'avenir.
compromettant dès le début
des gains de :

100.000 F

Préférence sera donnée à
jeune homme possédant 30
ans, bénéficiant de
connaissances approfondies
et d'une réelle pratique
de l'imprimerie technique.

Adr. lettre manuscrite
et C.V. à :
S.A. de la Presse,
32, rue Charles-Michelet
75019 PARIS, qui transmettra

RECHERCHE

MAQUETTISTE

expérience homme ou femme
mi-temps ou plein temps
pour la conception et l'exécution
maquettes pour un journal de Jeunes.
Ecrire C.V. avec photo, à
S.A.P., 42, rue de Dunkerque,
75019 PARIS, qui transmettra

3M

Siege social PARIS-19, ayant
décentralisation sur CERGY
PONTOISE en décembre 1976,
recherche

AGENT

RELATIONS

FINANCIERES

Pour gestion administrative des
comptes clients et suivi des
impayés (courrier commercial
important).

Ce poste conviendrait à per-
sonne dévouée des C.M., BAC
ou équival. ayant des con-
naissances comptables ou ban-
caires et habitude du télé-
phone. Secteur : 12^e arr.
Prime de vacances, participa-
tion, restaurant entreprise, etc.
Adr. au plus tôt C.V. et photo
au Service O.P. sous réf. 22/0,
à M. QUERET,
125, bd Sévigné, 75019 PARIS.

INGENIEURS

ou PROFESSEURS

HAUT NIVEAU SCIENTIFIQUE
POUR COURS ET TRAVAUX
PRATIQUES : électronique,
informatique, électrotechnique,
physique, math. Ecrire
au n° 02-25 M. Régis-Pré-
sente, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2.

demandes d'emploi

CHEF DE PUBLICITE

Dynamique et créatif.
15 ans expérience agence et média.
Parfaitement rodé à :

— gérer un budget publicitaire, concevoir et pro-
poser plans de communication et stratégies
efficaces de soutien à la communication;

— coordonner la réalisation de toute la documen-
tation commerciale et technique, France et
export;

— préparer et organiser stands aux salons et
expositions;

— assurer l'entretien, le suivi et le contrôle des
actions promotionnelles et relations publiques.

— Recherche poste soit au sein d'une entreprise
industrielle dans la région parisienne.

Libre immédiatement.

Ecrire sous le n° 02-25 M. Régis-Pré-
sente, 85 bis, rue Réaumur, 75001 PARIS.

25 ANS. DIRECTEUR DE SOCIÉTÉS DE

SERVICES INFORMATIQUES

C.A. annuel 7.000.000 de francs
(25 % études et 75 % services bureau)

recherche poste de
responsabilités

avec objectifs de développement

Faire offre à n° 76-176 CONTEXTE PUBLICITE,
20, avenue de l'Opéra, PARIS-1^{er}, qui transmettra.

J.E. - 29 ans

COMPTABLE CLASSE II

13 ans expérience comptabilité,
dont 4 ans en serv. du pers.
Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

demandes d'emploi

CHEF DE PUBLICITE

Dynamique et créatif.
15 ans expérience agence et média.
Parfaitement rodé à :

— gérer un budget publicitaire, concevoir et pro-
poser plans de communication et stratégies
efficaces de soutien à la communication;

— coordonner la réalisation de toute la documen-
tation commerciale et technique, France et
export;

— préparer et organiser stands aux salons et
expositions;

— assurer l'entretien, le suivi et le contrôle des
actions promotionnelles et relations publiques.

— Recherche poste soit au sein d'une entreprise
industrielle dans la région parisienne.

Libre immédiatement.

Ecrire sous le n° 02-25 M. Régis-Pré-
sente, 85 bis, rue Réaumur, 75001 PARIS.

25 ANS. DIRECTEUR DE SOCIÉTÉS DE

SERVICES INFORMATIQUES

C.A. annuel 7.000.000 de francs
(25 % études et 75 % services bureau)

recherche poste de
responsabilités

avec objectifs de développement

Faire offre à n° 76-176 CONTEXTE PUBLICITE,
20, avenue de l'Opéra, PARIS-1^{er}, qui transmettra.

J.E. - 29 ans

COMPTABLE CLASSE II

13 ans expérience comptabilité,
dont 4 ans en serv. du pers.
Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche EMPLOI.

Cherche

PRETS IMMOBILIERS.

AVANT DE VOUS ENGAGER POUR 20 ANS RENSEIGNEZ-VOUS BIEN.

Dès qu'il s'agit d'acheter, de rénover, ou de construire un logement, il faut la plupart du temps emprunter de l'argent. C'est un acte important qui vous engage pour 10, 15 ou 20 ans. Ne le prenez pas à la légère. Il y a trop de différences entre les formules de prêts que l'on vous propose pour ne pas y regarder en détail. Sachez simplement que les Caisses d'Epargne prêtent. Et que les prêts de l'Eureuil sont ouverts à tous. Même à ceux qui n'ont pas encore de livret. **Le taux des prêts de l'Eureuil est parmi les plus bas du marché.** Prenons un exemple. Un prêt immobilier remboursable en 20 ans ne coûte chez l'Eureuil que 107 F par mois pour 10000 F empruntés (assurance comprise). Alors que vous le

trouvez couramment à 117 F ailleurs. Pour un prêt de 100000 F, cela représente sur 20 ans, 24000 F d'intérêts économisés avec les prêts de l'Eureuil ! **Tout le monde peut demander un prêt de l'Eureuil.** Même si vous n'êtes pas encore client d'une Caisse d'Epargne, vous pouvez venir nous demander un prêt. L'ouverture de votre dossier se fera immédiatement. **Les prêts personnels immobiliers de l'Eureuil : sans épargne.** Il ne vous sera pas demandé d'épargner pour obtenir un prêt, car les prêts personnels immobiliers de l'Eureuil sont différents des formules du type Epargne logement : il vous suffira d'avoir l'apport personnel habituel. Cependant si vos projets ne

sont pas immédiats, nous vous aiguillerons bien entendu vers la solution la plus intéressante pour vous. En fait, quel que soit votre problème, vous avez intérêt à pousser la porte de la Caisse d'Epargne de l'Eureuil la plus proche de chez vous. Parce que l'Eureuil ne peut pas décevoir la confiance que les Français ont en lui.



L'ECUREUIL PRETE AUX MEILLEURES CONDITIONS. MEME SI VOUS N'AVEZ PAS ENCORE DE LIVRET.

Renseignez-vous auprès du Service des prêts de votre Caisse d'Epargne :

PARIS - 21 rue Etienne Marcel - 75002 PARIS - Tél : 236 63.94 - 236 66.93 - 236 67.16 - 233 65.47	MANTES-LA-JOLIE 78203 - Tél : 477 01.43	VERSAILLES 78000 - Tél : 950 92.05
COULOMMIERS 77120 - Tél : 403 02.03	MELUN 78250 - Tél : 474 01.14	CORREIL-ESSONNES CEDEX 91103
FONTAINEBLEAU 77301 - Tél : 422 27.05	POISSY 78302 - Tél : 979 25.56	Tél : 088 92.90 +
MEAUX 77101 - Tél : 434 00.35	RAMBOUILLET 78120 - Tél : 483 85.45	DOURDAN 91410 - Tél : 492 73.79
MELUN CEDEX 77004 - Tél : 437 05.48	SAINT-GERMAIN CEDEX 78103 - Tél : 973 35.73	ETAMPES 91150 - Tél : 494 00.35
MONTREAU 77130 - Tél : 432 01.30		CEDEX 91000 - Tél : 031 00.88
PROVINS CEDEX 77160 - Tél : 400 01.21		

AUTOMOBILE

L'italienne de chez Renault

La Renault 14 a reçu le Grand Prix 1976 de l'Institut français de l'esthétique industrielle, au cours d'une cérémonie qui s'est tenue mardi à l'Unesco, en présence de M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, et de M. Verrier-Pollet, directeur général de la Régie.

C'est la première fois que le Prix d'esthétique industrielle, créé il y a vingt-trois ans pour promouvoir une production mieux conçue, est décerné à une automobile. On aurait plutôt pu le réserver à la R 12, qui est une fort belle voiture, mais cela aurait sûrement été un bel impaire de la distinguer au moment où M. Barre présente son plan d'avenir et annonce une augmentation substantielle du prix du carburant. La R 14, les spécialistes de l'automobile la tiennent pour une bonne voiture, mais son esthétique les a laissés perplexes. Justement, une Renault qui n'est ni utilitaire, comme la R 4, ni laide comme la R 5, ni faussement volumineuse comme la R 12, ni intelligente et rationnelle comme la R 5...

Avec la R 14, c'est le maniérisme qui entre chez Renault : formes courtes et douces, galbes convexes et concaves qui laissent la peau de tête sur le châssis. Elle a une tête de guêpe et, proportionnellement, un arrière de pachyderme. C'est la plus « dessinée » des voitures de la Régie. L'italienne de chez Renault.

Or le renouvellement du style Renault, les Français ont appris à le connaître depuis 1945 : c'est l'utile et le fonctionnel pour le plus grand nombre, devenu au fil des ans plus élaboré. Ces dernières années, ce fut l'invention de cette cinquième ou troisième porte du hayon arrière. Soudain, Renault faisait entrer dans le domaine de l'automobile, qui en était encore à l'« âge infantile » d'instrument de représentation de son propriétaire, un facteur utilitaire pour ainsi dire dévalorisant. Elle fut accueillie froidement, puis acceptée et, ensuite, copiée.

Avec sa cinquième porte, qui inscrivait à l'arrière toute la puissance de cette traction avant, on peut dire que la R 14 est une italienne bien française. Française car de tous les produits industriels, l'automobile est sans doute avec l'architecture des grandes tours une des rares à véhiculer les particularités du goût. Ce sont deux produits de la technique où entre une certaine part de créa-

tion sensible et imaginaire. A preuve, les Italiens qui excellent dans le « design » de l'architecture contemporaine, font merveille dans la carrosserie automobile. Ils produisent beaucoup de voitures-éclatantes qui intègrent logiquement l'aérodynamisme et le style. Le « design » des voitures ne relève pas du processus rationnel.

Aujourd'hui, chez Renault aussi on parle de « sculpture », de formes, d'expression de la ligne, immobilisée ou en marche, la forme d'une voiture doit « parler ». Mais dans le domaine du « design », tous les langages ne sont pas forcément siobres. Souvent un effet de style n'est qu'une manière plus ou moins élégante de dissimuler une lacune.

On peut donc se demander pourquoi la Régie n'a pas « extrapolé » la si intelligemment sobre R 5 pour en faire un modèle plus grand. Cela s'est révélé impossible. La R 5 est une machine « fermée », changez ses proportions, son harmonie au détail. Elle est un exemple du « design » de premier ordre. D'où la conception de cet autre modèle qui permet de prendre place parmi la clientèle de l'auto-objet endormi.

La publicité l'a appelée l'« auto du bonheur ». C'est affreux de goût. Ici, c'est plus dans le dessin et moins dans l'usage que la Régie a innové. Mais ce prix d'esthétique marque sans doute un tournant chez Renault, où l'on admet aujourd'hui que le « design » comptera de plus en plus dans la conception des voitures à venir. Après avoir surtout construit des « machines à rouler », elle envisage de créer aussi des « machines à regarder ». Mais la fonction du plus beau, argument souvent déterminant en économie de consommation, ne saurait être une qualité ajoutée. Elle doit découler de la totalité de la conception.

Ainsi, chez Renault, l'ère du « progrès » des formes commence avec la R 14. Mais c'est peut-être dans le fond que le concept automobile a besoin d'avancer.

JACQUES MICHEL

Matra-Simca Bagheera : le changement dans la silhouette

Ce que l'on retiendra surtout des Matra-Simca Bagheera 1977 se trouve dans la silhouette que modifient un nouveau dessin du pavillon, des pare-chocs enveloppés et montés haut, un nouveau capot et de la surface vitrée en plus.

Un observateur perspicace notera en outre que les Bagheera d'aujourd'hui font 3 centimètres de plus en longueur, 4 centimètres de plus en hauteur, que 10 décimètres cubes supplémentaires sont donnés pour casser la valise, qui ne tenait pas dans le coffre maintenant entièrement tôlé et donc... plus étanche.

Assis et volant en main, ce qui sautera aux yeux, ce seront les marquages en rouge sur fond noir des indications du tableau de bord.

Les autres modifications sont plus discrètes : rapports de boîte allongés, démultiplication de la direction modifiée, poids total supérieur de 20 kilos, répartition différente des masses, nouvelles barres de torsion. Ces innovations se révéleront-elles à la conduite, toujours aussi sûre mais différente, plus sage, ce qui paradoxalement réclame peut-être plus d'attention de la part du conducteur, tenté, avec moins de décibels dans les oreilles, d'en faire plus que n'autorise la voiture.

Les deux moteurs disponibles sont les mêmes que ceux qui équipaient les Bagheera première génération : en 7 CV pour le modèle de base, en 8 CV pour la « S ». Troisième version, la Bagheera « Courrèges » bénéficie de petits raffinements d'équipement supplémentaires, et pour toute la

gamme les prix sont modifiés : 37 300 F, 40 730 F, et 43 510 F. — C. L.

Le Monde

Service des Abonnements

5, rue des Italiens

75427 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 4597-53

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.

et COMMUNAUTE (sauf Algérie)

30 F 100 F 212 F 300 F

TOUS PAYS ETRANGERS

PAR VOIE NORMALE

155 F 218 F 455 F 690 F

ETRANGER

(par messagerie)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS - SUISSE

115 F 205 F 307 F 400 F

II. - TUNISIE

125 F 231 F 337 F 448 F

Par voie aérienne

tarif sur demande

Les abonnés qui paient par

chèque postal (trois volets) ou

dont bien joindre ce chèque à

leur demande.

Changements d'adresse dé-

clarés ou provisoires (doivent

être notifiés à l'avance) : nos abonnés

sont invités à formuler leur

demande une semaine au moins

avant leur départ.

Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de

réviser tous les noms propres en

capital d'impression.

**Ne vous contentez pas
de l'avis des autres, allez chez
votre concessionnaire Peugeot
essayer les nouvelles 104.**

Peugeot fait confiance à

A partir de 19 950 F I.C.I. en main. Tarif au 12/07/76.

Comparez entre elles les
trois nouvelles berlines 5 portes
5 places, la 104 GL 5 CV, la 104
GL 6 CV, la 104 SL 6 CV, qui
savent s'y prendre différemment
pour vous mettre à l'aise partout.
PEUGEOT
Nouvelles 104.
Soyez à l'aise partout.

سازمان چاپ

POLICE

**M. PINAUD
DEVIENT CHEF DES C.R.S.**

Sur décision de M. Michel Poniowski, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, M. Roger Gros, chef du service des compagnies républicaines de sécurité (C.R.S.), assurera désormais les fonctions de chef du service central des sports de la police nationale, service nouvellement créé. M. Gros sera remplacé à la tête des C.R.S. par M. Robert Pinaud, qui était son adjoint depuis trois années.

Le service central des sports de la police nationale a été créé pour permettre une animation rationnelle du sport policier. M. Gros est chargé d'étudier les actions à mener afin de développer le sport au niveau des différents services.

Né en 1923 à La Ferté-Hauterive (Allier), M. Robert Pinaud, ancien élève de l'école nationale supérieure de police de Saint-Cyr-Mont-Dore, a fait sa carrière dans les C.R.S. et a été successivement officier à la C.R.S. 121 à La Rochelle, officier de paix principal puis commandant à l'école de la C.R.S. à Paris, qu'il quitte en 1969 pour prendre le commandement de la C.R.S. n° 5 à Massy (Seine-et-Oise). M. Pinaud est nommé en 1973 commandant de groupement à Paris, où il occupe depuis cette date les fonctions d'adjoint au chef de service des C.R.S.

L'AFFAIRE DE VATHAIRE

Quatre heures d'audition pour Mme Bernadette Roels

Cinq jours après avoir interrogé M. Hervé de Vathaire (« le Monde » daté 19-20 septembre), M. François Petot, juge d'instruction, a entendu, le 22 septembre, au palais de justice de Paris, durant près de quatre heures, Mme Bernadette Roels, trente-six ans, l'amie du directeur comptable de plusieurs sociétés du groupe Dassault.

Mme Roels avait déjà été longuement interrogée par la police au mois de juillet après la disparition de M. de Vathaire. Après que ce dernier eut été dérobé, le 6 juillet, 8 millions de francs sur le compte de M. Marcel Dassault, elle avait rejoint, à Divonne-les-Bains (Ain), M. de Vathaire, qui se trouvait en compagnie de Jean Kay. (« le Monde » du 15 septembre). Puis elle était revenue à Paris, avec une lettre rédigée par M. de Vathaire et dans laquelle celui-ci accusait Jean Kay de s'être emparé de 8 millions de francs et du dossier établi sur certaines opérations financières du groupe Dassault. M. de Vathaire avait également remis à Mme Roels un résumé en seize pages de ce dossier.

Ce document, semble-t-il destiné à M. Dassault, devait être ensuite transmis par ce dernier à la police. En quittant le cabinet du magistrat instructeur, Mme Roels a seulement affirmé que son amie était une « victime » dans cette affaire. Au cours de la même journée, M. Petot a également entendu M. Jean-Luc Simonin, gendre de M. de Vathaire. C'est avec lui que Mme Roels avait pris contact à son retour à Paris et c'est lui qui avait prévenu M. Dassault qu'elle se trouvait en possession d'un résumé du dossier — résumé très technique — selon M. Simonin — constitué par M. de Vathaire.

A Metz

INCIDENTS APRÈS LA CONDAMNATION D'UN INSOUMIS A DEUX ANS DE PRISON

Le tribunal permanent des forces armées de Metz a condamné, mardi 21 septembre, à deux ans de prison pour insoumission, M. Jean-Luc Stute, vingt-trois ans, originaire de Sainte-Marie-aux-Chênes (Moselle). Membre de l'I.C.L. (Insoumission collective internationale), M. Jean-Luc Stute avait été arrêté puis incarcéré le 3 février à l'occasion du procès de M. Jean-Louis Soulié. Au terme de ce procès, qui vit défilier une vingtaine de témoins, le père du condamné, M. Bernard Stute, voulut rendre son livret militaire, ainsi que celui de son beau-frère. Le tribunal ayant refusé de les prendre, il déchira les fascicules, ce qui donna lieu à de vifs incidents. Expulsé une première fois de la salle d'audience, puis de la cour du T.F.A., le public qui manifestait fut l'objet, à la sortie, de nombreuses vérifications d'identité.

Deux étudiants sont inculpés au titre de la loi « anti-casseurs »

De notre correspondant

Brest. — M. Goulliette, doyen des juges d'instruction à Brest, a inculpé, mercredi 22 septembre, en vertu de la loi « anti-casseurs » deux étudiants à qui il est reproché leur participation à une manifestation contre la réforme du second cycle de l'enseignement supérieur.

Les faits remontent au 7 avril 1976. Ce jour-là, un groupe d'étudiants avaient envahi la gare de Brest, empêché le départ d'un train de voyageurs à destination de Paris et tracé des inscriptions hostiles à la réforme et au pouvoir. L'un des étudiants inculpés est M. Jean-Paul Cam, ancien président de l'Association générale des étudiants de Brest, affiliée à l'U.N.E.F. Il est poursuivi pour « dégradation de biens, en l'espèce de wagons de la S.N.C.F., du fait d'une action concertée menée à force ouverte contre un groupe ».

L'AGEB a protesté contre cette inculpation, d'autant plus qu'à l'époque de la manifestation elle avait exprimé publiquement

son désaccord à une marche sur la gare. Le second étudiant, visé par la même inculpation, est un militant de la Ligue révolutionnaire, M. Pierre Le Goff, accusé en outre d'avoir été l'organisateur de la manifestation.

● Maria Syrigos confirme qu'elle avait été violée par un policier. — Interrogée, mercredi 22 septembre, par M. Alain Verrier, juge d'instruction à Paris, Mme Maria Syrigos a renouvelé les déclarations qu'elle avait déjà faites à la prison de Fleury-Mérogis à son avocat, afin d'exposer les motifs qui l'ont poussée, le 12 août dernier, à blesser mortellement un policier, l'inspecteur Jean Rieunaud dans le commissariat du treizième arrondissement.

La jeune fille a confirmé qu'elle voulait se venger du policier, qui l'interrogeait, un an auparavant, sur un vol commis dans un magasin, avait abusé d'elle en menaçant de la faire expulser.

SOCIÉTÉ

DANS LA LOIRE

Protestations contre une cérémonie à la mémoire de Mgr Mayol de Lupé

Mardi 22 septembre, à l'ouverture de la deuxième journée du conseil général de la Loire, présidée par M. Antoine Pinay, ancien président du conseil, M. Théophile Vial-Massat, conseiller général de Firminy (P.C.), a fait état d'une information émanant du Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix, selon laquelle, dimanche prochain, à Lupé, petite commune du canton de Félus (Loire), est prévue une journée-pèlerinage « à la mémoire du comte Mayol de Lupé », qui fut amoncelé de la Légion des volontaires contre le bolchevisme et de la division SS Charlemagne.

Selon la convocation reproduite par le M.R.A.P., président d'un dépôt de guerre juif-musulman, à 13 heures, d'un « repas de famille », une messe sera dite « pour le repos de l'âme de Mgr le comte

Mayol de Lupé et de ses amis morts dans les combats. Les camps, les prisons, morts fusillés par les pelotons d'exécution, morts fidèles à leurs idées, à notre idéal ».

M. Vial-Massat a demandé au préfet d'interdire cette manifestation après avoir exprimé « l'émotion des organisations de la Résistance, qui considèrent que cette réunion prône une insulte et se prépare à la répression ».

De son côté, la Fédération nationale des déportés et internés résistants de la Loire s'est associée à cette protestation. Ce n'est pas la première fois qu'une telle manifestation annuelle se déroule à Lupé, dans le cadre de la propriété privée de la famille Mayol, jusqu'à présent mais elle avait échappé à toute publicité.

SPORTS

CYCLISME

Paris-Bruxelles : Gimondi, à trente-quatre ans...

De notre envoyé spécial

Alsemberg. — Paris-Bruxelles, ou, plus exactement, Senlis-Alsemberg, a été couronné, mercredi 22 septembre, par une longue échappée de trois coureurs : le Néerlandais Den Hertog, le Français Joël Hauvieux et le Luxembourgeois Gilson, qui couvrent jusqu'à vingt minutes d'avance sur un peloton indifférent.

Cette épreuve défilante, qui fut autrefois une classique de large audience, justifiait ainsi certaines craintes. Elle n'était, en somme, qu'une simple séance d'entraînement en vue de Paris-Tours (Tours-Versailles). De toute évidence, elle s'adressait à des hommes fatigués par une saison trop dense, rebûtes, de surcroît, par une distance excessive. Quarante-vingt-six des cent vingt-sept partants jugèrent inutile d'effectuer la totalité des 312 kilomètres, et parmi les rescapés qui avaient atteint Alsemberg beaucoup renon-

cèrent à accomplir les deux tours supplémentaires du circuit accidenté de Rhode-Saint-Genèse.

La réussite des attaquants eût été à la fois sympathique et décevante. Sympathique dans la mesure où elle aurait sanctionné la victoire des audacieux sur les attentistes. Décevante parce qu'elle aurait été acquise en l'absence d'une véritable opposition. Sans exception, Paris-Bruxelles se joue en territoire belge, sur les routes du Borinage, et une avance d'un quart d'heure au passage de la frontière — 100 kilomètres de l'arrivée — n'assure pas une marge de sécurité suffisante à des coureurs qui ont laissé une partie de leurs forces dans un combat difficile. Quand le peloton trouve sa vitesse, le terrain plus vite qu'il ne l'a perdu : il absorbe Den Hertog et Gilson (qui avaient lâché Hauvieux) à 25 kilomètres du but, ce qui revient à dire qu'il restait un écart de quinze minutes en l'espace de 65 kilomètres.

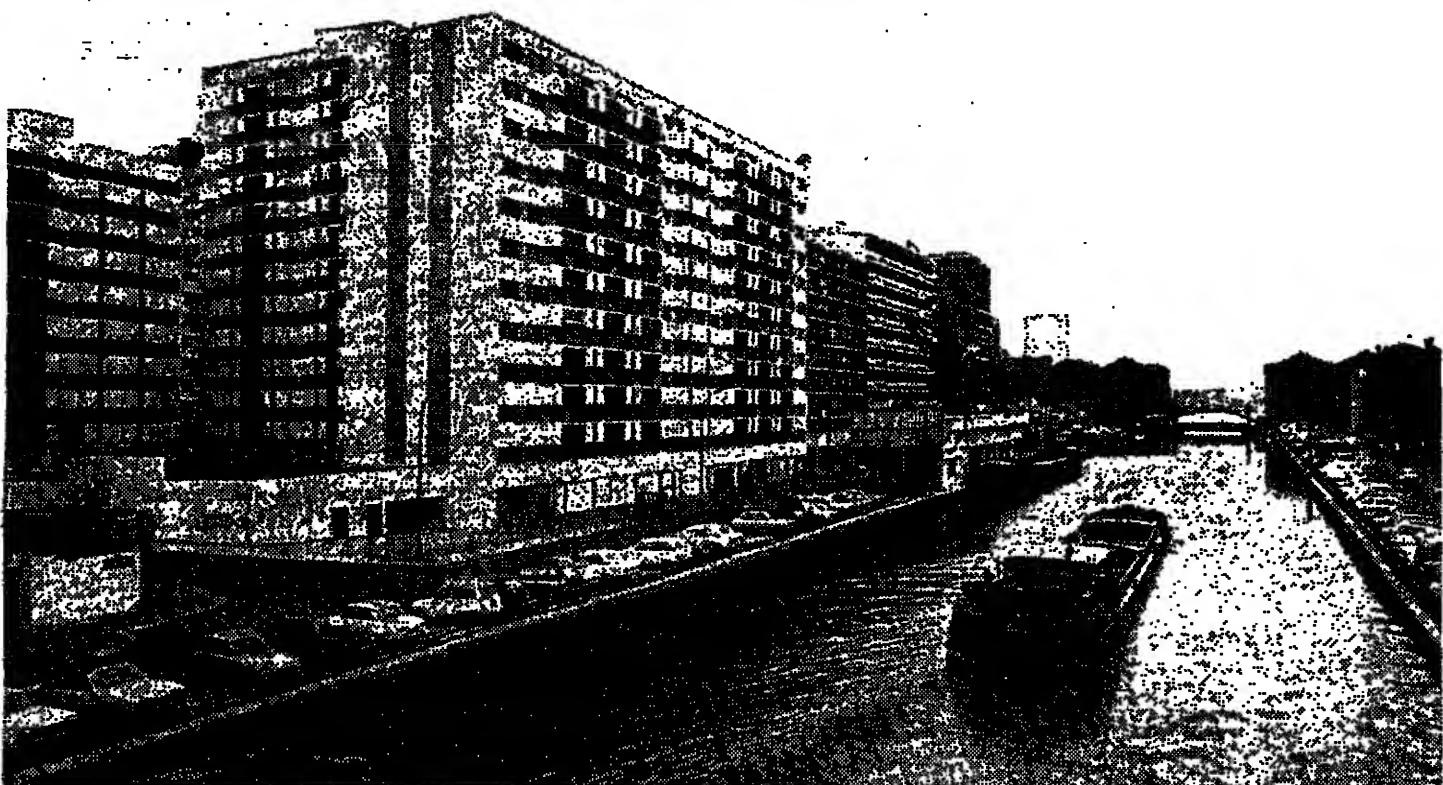
Dix ans plus tard

Dès lors, l'affrontement change d'aspect et de signification, les « puncheurs » prenant le relais des marathoniens. En la circonstance, Félix Gimondi se révèle le mieux inspiré, le plus efficace, et gagna pour avoir surpris Maertens ainsi que Kuiper au bon endroit.

Ce qu'il y a de remarquable dans cette victoire inattendue de Gimondi, c'est qu'elle survient dix ans tout juste après son premier succès dans le monde Paris-Bruxelles et qu'elle coïncide avec une défaillance assez préoccupante de Merckx, contraint à l'abandon dans les dernières kilomètres. Elle confirme, avec le recul, la haute valeur des routiers de la précédente génération et donne à penser que, dans le temps où l'on vantait la super-classe du super-Merckx à grands renforts de superlatifs, on sous-estimait peut-être ses principaux adversaires, en particulier Gimondi, qui restait, à quatre ans, un exemple pour les jeunes professionnels.

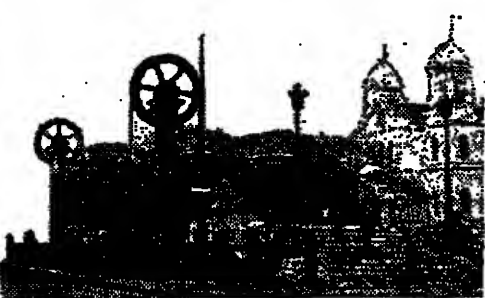
JACQUES AUGENDRE.

Le Doge: le m² qui a le plus de charme à Paris.



A Paris, il y a des quartiers tumultueux et les quartiers où l'on trouve encore des artisans, des petits bistrotts, comme au bord du Canal de l'Ourcq.

Là, un immeuble sans conformisme, le Doge, y a pris une place de choix. Face à ses propres jardins, tout près des Buttes Chaumont, pas trop loin du périphérique et des grands magasins.



Le Doge : une architecture en relief, aux façades majestueuses et pures. L'ensemble formé de 3 immeubles, respectueux du quartier, regarde les péniches éclusées. Quel charme!

Et quel charme. A l'entrée, les halls sont fleuris, tous décorés d'œuvres de Briard. A partir du 2^e étage tous les living's ont leurs balcons plongeant soit sur le jardin, soit sur le canal. Tandis que les larges baies à l'italienne inondent de lumière les intérieurs.

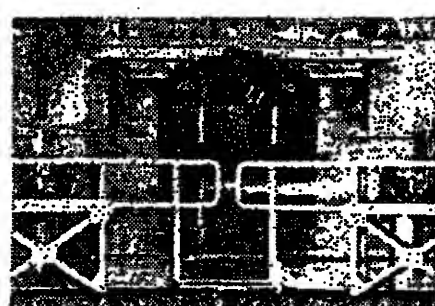
Les appartements sont bien faits. Pas de surfait du solide. Les planchers comme les murs sont épais. Du solide soigné : des salles de bains couvertes de grès émaillé, doux aux pieds. Des chambres habillées de papier de soie, de moquettes tendres avec thibaudes.

Le Doge a déjà pris vie. Les 3/4 des appartements sont habités. Il reste des studios (entièrement équipés), des 2, 3, 4 et 5 pièces disponibles immédiatement. Visitez-les.

Le m² à 4300 F c'est rare dans un coin de Paris qui a autant de charme. C'est unique pour une construction aussi sobre.

Renseignements et vente sur place, les lundis, mercredis, jeudis et samedis de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h. Et les vendredis et dimanches de 14 h à 19 h. Tél. 60738.55. 18, quai de la Marne, 75019 Paris.

Et à **sivegi**
15, avenue de l'Opéra, 75001 Paris.
Tél. : 260.30.00.



Pour recevoir une documentation gratuite sur le Doge, nous retourner ce bon.

Nom _____
Tél. _____
Adresse _____

Investissement ☐ Résidence principale ☐



Livraison immédiate. 4300 F le m²

marché immobilier des notaires PARIS & ILE de FRANCE

centre des ventes du châtelet

place du châtelet

12, avenue victoria, paris 1^{er} - 233.71.06

A VENDRE LE MARDI 28 SEPTEMBRE 1976 A 14 H 30

AUX ENCHERES SUR MISE A PRIX

LOCAL - 15 M² - 1 PIECE LIBRE

PARIS 75006, rue Lavoisier, 25.
• Rez-de-chaussée : une pièce d'habitation.
• Mise à prix : 10 000 F • Consignation pour enchérir : 4 000 F.

APPARTEMENT - 65 M² - 3 PIECES LIBRE

PARIS 75012, cours de Vincennes, 12-14.
• Cinquième étage : entrée, deux chambres, salon, cave.
• Mise à prix : 100 000 F • Consignation pour enchérir : 20 000 F.
Visites : Tél. 344.19.30, Mme GUITON.

M^{me} H. CAUCHEFER et R. LIVIAN, 29, avenue de Saint-Mandé, 75012 Paris. Tél. 344.19.30.

APPARTEMENT - 31 M² - 2 PIECES LIBRE

PARIS 75017, rue Legendre, 171.
• Cinquième étage : deux pièces et cave.
• Mise à prix : 70 000 F • Consignation pour enchérir : 10 000 F.
Visite les lundi et samedi de 11 à 18 heures.

S'adresser à la gardienne au 167.

M^{me} J. CHALLIN, M. DALLOT, 26, bd Saint-Denis, 75010 Paris. Tél. 770.52.66.

APPARTEMENT - 67 M² - 3 PIECES LIBRE

PARIS 75017, rue Pierre-Dumoulin, 48.
• Sixième étage : trois pièces, balcon, terrasse, cave, chambre de service.
• Mise à prix : 357 500 F • Consignation pour enchérir : 45 000 F.
Visites : Tél. 622.03.10 poste 97.

M^{me} R. DELOUIS, 5, rue Logezbach, 75017 Paris. Tél. 622.03.10.

TERRAIN - 398 M² LIBRE

PARIS 75020, 22220, av. A. Bidard, 60 - rue G. Courbet, 2-4.
• Terrain avec construction à usage de garage.
• Mise à prix : 75 000 F • Consignation pour enchérir : 50 000 F.
Visites : Tél. 073.17.44.

M^{me} A. PINEAU, 42, rue Vignon, 75009 Paris. Tél. 073.17.44.

PAVILLON SUR 1213 M²

SAINT-GERMAIN-DES-LOYES 75006, rue Persaire, 37.
• Construction d'habitation en bon état • Couverture ardoise • Travaux récents sur cave • Réseaux d'eau, gaz, électricité, chauffage, jardin, garage.
• Le tout : 445 000 F • Consignation pour enchérir : 100 000 F.
Visites : Vendredi de 14 h à 18 h.

M^{me} J. GODET, 49, rue des Petites-Écoles, 75010 Paris. Tél. 770.22.30.

ENSEMBLE INDUSTRIEL SUR 10 200 M²

VITRY-SUR-SEINE 94400, quai Jules-Dreux, 18.
• Surface 7350 m².
• Plusieurs bâtiments en béton armé, couverture tuile, à usage d'atelier de mécanique, de magasin et de bureaux, certains étages sur sous-sol à fondation spéciale.
• Cours et chemins entre et autour des bâtiments.
• Force électrique autonome • Transformateur • Parc à charbon • Hanger.
• Raccordement à voie ferrée avec la S.N.C.F.
• Mise à prix : 2 200 000 F • Consignation pour enchérir : 500 000 F.
Visites : M. MASSET, uniquement le matin. Tél. 77.00.00.

OFFICE NOTARIAL, 54, avenue Victor-Hugo, 75018 Paris. Tél. 501.54.50.

A VENDRE LE MARDI 5 OCTOBRE 1976 A 14 H 30

AUX ENCHERES SUR MISE A PRIX

7 APPARTEMENTS

PARIS 75012, rue de Madagascar, 5-7-8 et 9.
• Immeuble pierre de taille • Ravagé récemment • Quartier calme près du bois de Vincennes.

APPARTEMENT - 28 M² - 2 PIECES

Quatrième étage • Chambre, séjour, débarras, cave.
• Loyer : 1 120 F.

Mise à prix : 39 200 F • Consignation pour enchérir : 5 000 F.

APPARTEMENT - 43 M² - 2 PIECES

Quatrième étage • Chambre, séjour, débarras, cave.
• Loyer : 1 270 F.

Mise à prix : 88 800 F • Consignation pour enchérir : 5 000 F.

APPARTEMENT - 43 M² - 2 PIECES

Troisième étage • Chambre, séjour, cave.
• Loyer : 1 310 F.

Mise à prix : 88 800 F • Consignation pour enchérir : 5 000 F.

APPARTEMENT - 37 M² - 2 PIECES

Quatrième étage • Chambre, séjour, débarras.
• Loyer : 1 182 F.

Mise à prix : 59 200 F • Consignation pour enchérir : 5 000 F.

APPARTEMENT - 29 M² - 2 PIECES

Stalème étage • Chambre, séjour, débarras.
• Loyer : 1 428 F.

Mise à prix : 37 700 F • Consignation pour enchérir : 5 000 F.

APPARTEMENT - 37 M² - 2 PIECES

Quatrième étage • Chambre, séjour, débarras.
• Loyer : 1 550 F.

Mise à prix : 59 200 F • Consignation pour enchérir : 5 000 F.

APPARTEMENT - 29 M² - 2 PIECES

Troisième étage • Chambre, séjour, débarras, cave.
• Loyer : 1 064 F.

Mise à prix : 40 600 F • Consignation pour enchérir : 5 000 F.

Visites : M. PERREY - Tél. : 265-44-94.

M^{me} P. CHARDON, notaire, 63, bd Haussmann, Paris 75008 - Tél. : 265.48.00.

2 APPARTEMENTS

PARIS 75005, rue St-Georges, 31.
• Bel immeuble bourgeois, Second Empire, Angle rue St-Lazare.
• Quartier Notre-Dame-de-Lorette.

APPARTEMENT - 53 M² - 2 PIECES

Cinquième étage • Chambre, séjour, entrée, cave.
• Loyer : 3 520 F.

Mise à prix : 100 000 F • Consignation pour enchérir : 20 000 F.

APPARTEMENT - 49 M² - 2 PIECES

Cinquième étage • Chambre, séjour, entrée, cave.
• Loyer : 2 572 F.

Mise à prix : 90 000 F • Consignation pour enchérir : 20 000 F.

Visites : sur rendez-vous - Tél. : 343.48.01 - 343.48.15.

13 APPARTEMENTS

PARIS 20^e

139-141, rue Pajol - Immeuble rénové - Bon aspect.

2 PIECES

Rez-de-chaussée - 51 m² - Entrée, séjour, 2 chambres, cave.
• Loyer : 1 257 F.

Mise à prix : 51 000 F.

1 PIECE

Rez-de-chaussée - 12 m² - Une pièce, cuisine, cave.
• Loyer : 1 332 F.

Mise à prix : 25 000 F.

1 PIECE

Rez-de-chaussée - 24 m² - Une pièce, cuisine, salle d'eau, cave.
• Loyer : 1 332 F.

Mise à prix : 24 000 F.

2 PIECES

Premier étage - 38 m² - Entrée, séjour, chambre, cave.
• Loyer : 1 718 F.

Mise à prix : 36 000 F.

1 PIECE

Premier étage - 13 m² - Une pièce, cave.
• Loyer : 881 F.

Mise à prix : 13 000 F.

1 PIECE

Premier étage - 13 m² - Une pièce, cave.
• Loyer : 1 413 F.

Mise à prix : 13 000 F.

1 PIECE

Deuxième étage - 20 m² - Une pièce, cuisine, cave.
• Loyer : 1 696 F.

Mise à prix : 20 000 F.

STUDIO ET BOUTIQUE

PARIS 75005, rue Voltaire, 6.
• Bon immeuble élevé sur terre-plein.

STUDIO - 20 M² LIBRE

Deuxième étage • Cuisine et chambre.
• Mise à prix : 75 000 F • Consignation pour enchérir : 15 000 F.

BOUTIQUE - 29 M² LIBRE

Boutique 29 m² • Antre-Boutique 14 m² et Cours 8 m².
• Mise à prix : 250 000 F • Consignation pour enchérir : 50 000 F.

Visites : sur rendez-vous - Tél. : 343.49.01 - 343.48.15.

7 APPARTEMENTS ET ATELIER

PARIS 75011, rue de Meudon-Jully, 16.
• Immeuble rénové récemment. Parcs, commerces en bon état.

APPARTEMENT - 31 M² - 2 PIECES

Premier étage • Séjour, chambre, cave.
• Loyer : 1 134 F.

Mise à prix : 30 000 F • Consignation pour enchérir : 6 000 F.

APPARTEMENT - 29 M² - 2 PIECES

Premier étage • Entrée, séjour, chambre, deux caves.
• Loyer : 654 F.

Mise à prix : 35 000 F • Consignation pour enchérir : 7 000 F.

APPARTEMENT - 22 M² - 2 PIECES

Premier étage • Entrée, séjour, chambre, cave.
• Loyer : 590 F.

Mise à prix : 30 000 F • Consignation pour enchérir : 6 000 F.

APPARTEMENT - 23 M² - 1 PIECE

Troisième étage • Entrée, chambre, cave.
• Loyer : 650 F.

Mise à prix : 20 000 F • Consignation pour enchérir : 4 000 F.

APPARTEMENT - 28 M² - 2 PIECES

Quatrième étage • Entrée, séjour, chambre, deux caves.
• Loyer : 1 716 F.

Mise à prix : 30 000 F • Consignation pour enchérir : 6 000 F.

APPARTEMENT - 26 M² - 2 PIECES

Troisième étage • Entrée, séjour, chambre, deux caves.
• Loyer : 654 F.

Mise à prix : 30 000 F • Consignation pour enchérir : 6 000 F.

APPARTEMENT - 53 M² - 3 PIECES

Deuxième étage • Entrée, séjour, deux chambres, deux caves.
• Loyer : 2 062 F.

Mise à prix : 55 000 F • Consignation pour enchérir : 10 000 F.

ATELIER ET UNE PIECE - 44 M² LIBRE

Rez-de-chaussée avec deux caves.
• Mise à prix : 80 000 F • Consignation pour enchérir : 18 000 F.

Visites : sur rendez-vous - Tél. : 343.48.01 - 343.48.15.

M^{me} J. BAILLIOLUX, notaire, 77800 Quincy-Voisins - Tél. : 004.03.03.

M^{me} D. ADER, P. BOCHET, 226, bd Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 544.38.70.

A VENDRE LE MARDI 12 OCTOBRE 1976 A 14 H 30

AUX ENCHERES SUR MISE A PRIX

APPARTEMENT et JARDIN

2 CHAMBRES DE SERVICE PARIS 18^e

3, Place de Yver - Immeuble ancien

2 PIECES ET TERRAIN LIBRE

Premier étage : deux chambres - Rez-de-chaussée : Cuisine, cave et jardin de 107 m².

Mise à prix : 254 000 F • Consignation pour enchérir : 50 000 F.

CHAMBRE DE SERVICE LIBRE

Mise à prix : 36 000 F • Consignation pour enchérir : 8 000 F.

CHAMBRE DE SERVICE LIBRE

Mise à prix : 41 000 F • Consignation pour enchérir : 8 500 F.

2 PIECES ET BALCON LIBRE PARIS 6^e

5, rue des Beaux-Arts - Immeuble ancien

Cinquième étage, deux chambres - Sixième étage : cave.

Mise à prix : 126 000 F • Consignation pour enchérir : 25 000 F.

Visites : sur rendez-vous de 10 à 12 h - Vendredi de 15 à 17 h.

M^{me} J. MAHOT de la GUERANTONNAIS, G. BELLARGENT, J. LIEVRE, 14, rue des Pyramides, 75001 PARIS - Tél. 260.31.12.

IMMEUBLE COMMERCIAL LIBRE PARIS 2^e

29 et 31, Passage Chatelet et 30, 38, rue Dalrymple

Sur cave, rez-de-chaussée comprenant grande boutique. Deux étages de deux pièces chacun. Côté-cuisine. Troisième étage lambrissé.

Superficie 130 m². Construction 1860.

Mise à prix : 441 100 F • Consignation pour enchérir : 100 000 F.

Visites : Lundi et vendredi de 14 h à 17 h.

M^{me} M. PICHON, 8, Boulevard de Sébastopol, Paris 4^e. Tél. 277.76.10.

1 PIECE

Deuxième étage - 15 m² - Une pièce, cuisine, cave.
• Loyer : 680 F.

Mise à prix : 15 000 F.

2 PIECES

Deuxième étage - 36 m² - Entrée, séjour, chambre, cave.
• Loyer : 1 784 F.

Mise à prix : 36 000 F.

2 PIECES

Deuxième étage - 37 m² - Entrée, séjour, chambre, cave.
• Loyer : 2 107 F.

Mise à prix : 37 000 F.

1 PIECE

Troisième étage - 20 m² - Une pièce, cuisine, cave.
• Loyer : 568 F.

Mise à prix : 20 000 F.

2 PIECES

Troisième étage - 36 m² - Entrée, séjour, chambre, cave.
• Loyer : 1 815 F.

Mise à prix : 36 000 F.

2 PIECES

Troisième étage - 37 m² - Entrée, séjour, chambre, cave.
• Loyer : 1 530 F.

Mise à prix : 37 000 F.

1 PIECE

Consignation pour enchérir 10 000 F, par lot

Visites : sur rendez-vous Tél. : 343.48.01 - 343.48.15

M^{me} J. BAILLIOLUX, 77800 QUINCY VOISINS - Tél. : 004.03.03.

M^{me} J. ADER, P. BOCHET, 226, bd Saint-Germain 75007 PARIS - Tél. : 544.38.70.

STUDIO LIBRE PARIS 16^e

48, rue de l'Assommoir - Immeuble récent.

Cinquième étage - 31 m² - Séjour, parloir, cave.

Mise à prix : 35 000 F • Consignation pour enchérir 30 000 F.

Visites : Mercredi et Vendredi de 14 h à 17 h.

4 PIECES LIBRE CLICHY 92110

3 Allées Léon Gambetta - Résidence récente - Immeuble récent.

Premier étage - 87 m² - 4 pièces principales, cave.

Mise à prix : 350 000 F • Consignation pour enchérir : 40 000 F.

Visites : Jeudi et Samedi de 10 à 12 h et sur rendez-vous.

M^{me} A. ESCHBACH, 31, r. Poussin 75016 PARIS. Tél. : 651.67.00.

APPARTEMENT ET BOUTIQUE LOUE CLICHY 92113

24, rue de Paris

Rez-de-chaussée. Boutique - arrière boutique, premier étage. Entrée, séjour, chambre, cave, cuisine en sous-sol.

Mise à prix : 51 300 F • Consignation pour enchérir 14 000 F.

2 PAVILLONS LOUE CLICHY 92113

24, rue de Paris

Un des pavillons sur cave - parloir sur terrain plat, l'autre en l'écrou sur la rue. A la suite bâtiments divers à usage de remise. Cour couverte entre les bâtiments.

Loyer : 11 200 F.

Mise à prix : 94 000 F • Consignation pour enchérir 24 000 F.

Visites : sur place.

M

L'ÉDITION 1976 EST PARUE

MEMENTO PRATIQUE FRANCIS LEFEBVRE

SOCIAL

Prix 86 francs - Franco 91 francs.
830 pages.

EDITIONS FRANCIS LEFEBVRE
15, rue Viala - 75017 Paris
Tél. : 756.16.20

BOURSE DU BRILLANT
communiqué

MARCHÉ DU BRILLANT
Prix d'un brillant rond spécimen
BLANC EXCEPTIONNEL
1 CARAT

23 septembre : 47 196 F T.T.C.
commission 4,50 % +

M. GÉRARD, JOAILLIERS
8, avenue Montaigne - Paris (8^e)
Tél. 339-33-95

LA CHINE : UNE GRANDE PREMIÈRE

DANAE, premier navire de croisière à faire escale en République Populaire de Chine, à Whampoa (excursion à Canton).

La Grande Route des Épiques et de la Chine en 89 jours, ou le parcours de votre choix :

- La Mer Rouge :**
de Gènes à Bahrein - Suez, Abu Dhabi, Bushire...
du 8 au 29 janvier 1977
- La Route des Indes :**
de Bahrein à Bangkok - Bombay, Colombo, Singapour...
du 29 janvier au 19 février 1977
- La Chine :**
de Bangkok à Djakarta - Hong Kong, Whampoa (Canton), Bali...
du 19 février au 12 mars 1977
- L'Océan Indien :**
de Djakarta à Gènes - les Îles Seychelles, Mombassa, Port Said
du 12 mars au 6 avril 1977

Pour tous renseignements :
Voyageur MATHEZ : 14, avenue de Verdun 06 NICE, Tél. 88.52.64
VIAZUR : 15, rue de Bassano 75016 PARIS, Tél. 723.55.14

CARRAS

THORN

Un bénéfice record réalisé sur un chiffre de ventes mondial de 956 millions de livres

	1975/76	1974/75
	(en millions de livres)	
Chiffre d'affaires	956	807
Bénéfice d'exploitation	156	144
Bénéfice avant impôt	74,4	65,4
Dividende par action ordinaire de 25p	5,987	5,525
Bénéfice par action	28,2	23,6

Thorn Electrical Industries est une société d'importance mondiale avec quatre secteurs distincts d'activité, Télévision & Son, Éclairage, Appareils Electro-Ménagers et Industrie Mécanique. La Société a 80 usines principales et emploie près de 80 000 personnes dans les diverses parties du globe.

Son chiffre d'affaires pour l'exercice clos au 31 mars 1976 s'est élevé à 956 millions de livres, dont 30% ont été réalisés en dehors du Royaume-Uni. Le bénéfice, également un chiffre record, a dépassé 74 millions de livres avant impôt. Pour l'exercice en cours, tout laisse prévoir que les ventes franchiront le seuil du milliard de livres et les bénéfices devraient enregistrer une nouvelle progression, parti culièrement à l'étranger.

La Société a des assises financières très solides et Sir Jules Thorn estime que, pour un certain temps, elle pourra financer son ambitieux programme d'investissement sur ses ressources existantes.

THORN ELECTRICAL INDUSTRIES LIMITED

THORN HOUSE, UPPER SAINT MARTIN'S LANE, LONDRES, WC2H 9ED.

Clarkson France SA
33 Rue de la Breche aux Loups, Paris 12

Schwelm & Towler
9 Avenue d'Antennes, 94 Saint-Maur

Evershad et Vignolas France SA
11 Allée Victor Hugo, 93 Le Raincy

Société Kenwood France SA
14 et 16 Avenue de Stalingrad 94280 Fresnes

Thorn Electricité SA
26 Rue de la Baïsse, 69825, Villeurbanne

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

COLLOQUES ET CONGRÈS

AUX 44^{ES} ASSISES DES BUREAUX D'AIDE SOCIALE

M. René Lenoir souhaite « personnaliser » la prise en charge des familles déshéritées

L'action préventive des bureaux d'aide sociale (B.A.S.), leur mission en milieu rural et leurs nouvelles tâches socio-culturelles auprès des familles et des personnes âgées : tels sont les principaux thèmes des 44^{es} assises de l'Union nationale des bureaux d'aide sociale, rassemblées du 21 au 23 septembre à Besançon.

Besançon. — Cinquante ans après la création, à Roubaix, de la première association des bureaux de bienfaisance, réunis en 1933 aux services de l'assistance obligatoire, les gestionnaires de l'aide sociale se demandent comment « mieux administrer le droit des pauvres ». M. René Lenoir, président de l'Union nationale des bureaux d'aide sociale, et René, conseiller chargé de l'action sociale à Besançon, ont souligné la multiplication des tâches qui attendent les B.A.S. dans le cadre communal. Ils se sont félicités que les bureaux d'aide sociale puissent se transformer bientôt en centres communaux d'action sociale et médico-sociale, afin d'assurer « une véritable sym-

De notre envoyé spécial

« biose » entre les élus locaux et tous les agents sociaux des secteurs publics ou privés. M. René Lenoir a préconisé, pour sa part, que ces centres prennent une forme intercommunale et a constaté « le développement extraordinaire rapide de certains secteurs de l'action sociale », telle l'animation du troisième âge. « Prochainement, a-t-il rappelé, la généralisation de la sécurité sociale marquera une nouvelle étape importante dans la systématisation des garanties accordées à chacun par la solidarité nationale. » Déplorant que l'on en vienne

à tout attendre de l'État et que l'on s'appelle de plus en plus « des mécanismes bureaucratiques et impersonnels, dont on se plaint amèrement par ailleurs », il a estimé que « la socialisation de plus en plus poussée du système de protection sociale ne pouvait que se ralentir, à les droits essentiels étant désormais garantis dans les domaines les plus variés ».

En revanche, il serait excessif, selon M. Lenoir, de croire que la reconnaissance de nouvelles prestations légales puisse réduire considérablement les prérogatives des B.A.S. lors de l'instruction des dossiers. L'aide médicale, pour ce qui trait à la prise en charge du tiers payant et du ticket modérateur, l'aide sociale à l'enfance, l'aide à l'hébergement des personnes âgées, subsistent, et les cotisations à l'assurance volontaire restent couvertes en tant que de besoin par l'aide sociale. M. Lenoir a souhaité que s'exerce par le canal des B.A.S., dont mille neuf cents sont fédérés au sein de l'Union, une gestion personnalisée « des ressources des familles déshéritées, la loi du 19 novembre 1974 et le décret du 16 juin 1976 assurant désormais des possibilités d'hébergement et de réinsertion sociale à tous les membres d'une famille inadaptée. Il a annoncé son intention de déposer un projet de loi étendant les pouvoirs des B.A.S. pour la gestion des établissements qui ne dépasseraient pas deux cents lits. A propos de l'action en milieu rural, un rapport présenté par M. Weisch, administrateur, du B.A.S. de Mèrignac, note que si les solidarités sont plus nettement exprimées que leur manque par rapport aux citadins. En outre, la diminution des populations campagnes crée de nouvelles formes d'isolement pour ceux qui restent. Là aussi, il faudra donc innover.

Interrogé par des journalistes régionaux sur la tentative de suicide d'une personne handicapée à Nancy (le Monde du 22 septembre), M. René Lenoir a répété que la tâche d'accueil, d'information et d'orientation était « essentielle dans notre société complexe ». « Si vous ne réussissez pas à mettre un sourire derrière chaque guichet, vous pousserez au découragement ceux qui sont les moins aptes à forcer les portes. »

Au cours de cette journée d'ouverture du congrès, aucune allusion n'avait été faite au plan Baire et aux menaces qui pèsent actuellement sur la Sécurité sociale. — J. B.

FAITS ET CHIFFRES

● **PLUSIEURS CENTAINES DE CHAUFFEURS DE TAXI** ont manifesté au volant de leurs véhicules le mercredi 22 septembre, de 15 heures à 18 h. 30, de la place de la République à la rue de Rivoli à Paris, où ils se sont dispersés devant le ministère des finances. Les manifestants, qui appartenaient à la C.G.T. et à la C.F.T.C. veulent obtenir le relèvement des tarifs de 10 %, un salaire fixé à 10 % de la recette, l'achat des véhicules lors T.V.A. et une détaxe de 50 % sur le prix public du carburant.

Déjà, les 29 juin et 22 juillet derniers, les chauffeurs de taxi étaient « descendus dans la rue » pour les mêmes raisons.

● **LICENCIEMENTS ET DÉBRAYAGES DANS UNE IM-PRIMERIE DE MULHOUSE.** — Une quarantaine d'ouvriers que l'Imprimerie Arts graphiques D.M.C. de Mulhouse (Haut-Rhin) vont être licenciés pour raisons économiques. Selon la direction, ces salariés, spécialisés dans le brochage et la reliure, pourraient être reclassés dans les filières D.M.C., une fabrique de fils textiles qui appartient au groupe, à Mulhouse.

Qualifiant de « manœuvre dilatoire » ce projet de reclassement dans une branche où les salaires sont peu élevés et les conditions de travail pénibles, la Fédération française des travailleurs du Livre (C.G.T.) a organisé dès mardi 21 septembre des débrayages dans l'entreprise.

AFFAIRES

En Grande-Bretagne

LE FONDATEUR DU GROUPE SLATER WALKER EST ASSIGNE EN JUSTICE

Les autorités britanniques ont lancé quinze assignations en justice contre M. Jim Slater, l'ancien fondateur du conglomérat financier Slater Walker.

M. Slater, qui a démissionné en octobre 1975 de son poste de président, est soupçonné d'avoir contrevenu à la loi sur les sociétés en achetant notamment, en Bourse, des actions de ses propres sociétés.

D'autre part, Singapour a demandé au gouvernement britannique l'extradition de M. Slater afin qu'il soit traduit en justice. Le gouvernement de Singapour aurait découvert des irrégularités dans les opérations financières de la filiale du groupe Slater pour l'Extrême-Orient, la Haw Pao Brothers International.

Le groupe Slater Walker a connu — officiellement — ses premières difficultés à l'automne 1974. Un an plus tard, c'était la suppression du dividende et le remplacement à la tête du groupe de Jim Slater par M. James Goldsmith, autre fondateur d'un vaste empire industriel et financier. — (A.F.P.)

● **LA FÉDÉRATION NATIONALE DES BOISSONS ASSURE**, dans un communiqué, que la « profession n'a pas bénéficié, comme certains le prétendent, à tort, de la sécheresse ». Les résultats d'exploitation sont « moyens » et dans certains cas « mauvais », estime la fédération, en constatant que les ventes ont progressé de 3 à 5 % dans les régions les plus affectées, mais qu'elles ont baissé dans le Midi.

La Fédération fait également état de coûts d'exploitation « anormaux », comme l'utilisation de main-d'œuvre supplémentaire à faible rendement, de difficultés de transport ou de rupture de stocks.

Pour louer une voiture en Turquie, réservez chez

europcar 645.21.25

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

UNIBAIL

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 21 SEPTEMBRE 1976

Le conseil d'administration s'est réuni le 21 septembre 1976 et a examiné les comptes de la société pour le premier semestre de l'exercice en cours.

Les recettes consolidées (H.T.) s'élevaient à 30 996 914 F contre 30 644 557 F pour les six premiers mois de 1975, marquant ainsi une progression de 11,53 %.

Pour cette même période, le bénéfice d'exploitation s'est élevé à 11 782 519 F contre 11 083 519 F en 1975, tandis que les amortissements et provisions s'élevaient à 6 712 701 F contre 6 054 587 F.

Compte tenu des éléments déjà connus et des prévisions de résultats établies pour le second semestre, le dividende devrait, sous réserve d'approbation ultérieure, représenter une nouvelle progression.

Enfin, les engagements nouveaux pris aux termes de contrats de crédit-bail ont été de 16 millions. Avec les engagements en cours antérieurs d'activer avant la fin de l'année, la production de 1976 devrait atteindre 50 millions de francs, approchant le plafond d'encours autorisé au 31 décembre 1976 par la réglementation du crédit.

+ 30 %

A structure comparable, les ventes du groupe Legrand ont augmenté de 30 % au cours des huit premiers mois de l'exercice 1976. La progression des exportations est de l'ordre de 40 %.

Malgré l'utilisation à plein des capacités de production, le carnet de commandes demeure extrêmement important et devrait continuer, pour l'exercice, une progression du chiffre d'affaires annuel supérieure à 25 %.

Ecole Nouvelle d'Organisation Économique et Sociale
Établissement privé d'enseignement Technique et Supérieur

ÉCOLE SUPÉRIEURE DES TRANSPORTS
— Formation de Cadres responsables des transports

ENOES
62 r. Miromesnil 75008 Paris
Tél. 522.10.37 - 15.07 - 26.78

(PUBLICITÉ)

RÉPUBLIQUE DU NIGER

SOCIÉTÉ NIGÉRIENNE D'ÉLECTRICITÉ

Lignes et Postes associés à l'aménagement d'ANOU-ARAREN

AVIS INTERNATIONAL DE PRÉQUALIFICATION

La Société Nigérienne d'Électricité (NIGELEC) compte lancer prochainement un appel d'offres pour la réalisation des lignes et postes haute tension et moyenne tension associés à l'aménagement thermique d'ANOU-ARAREN près d'AGADES. Les études et le contrôle des travaux sont confiés à ELEC-TRICITE DE FRANCE - DIRECTION DES AFFAIRES EXTERIEURES ET DE LA COOPÉRATION (E.D.F.-DAFECO).

Les équipements comprendront :

- une ligne 132 kV de 180 km reliant le site d'ANOU-ARAREN au centre de consommation d'AKOKAN,
- un poste 132 kV à ANOU-ARAREN,
- un poste 132/20 kV à AKOKAN,
- une ligne 20 kV de 45 km reliant le site d'ANOU-ARAREN à la ville d'AGADES.

La totalité des travaux de génie civil, des fournitures de matériel et des prestations de transport, de montage et de mise en service devra faire l'objet d'une proposition unique. Cette offre pourra être accompagnée d'une proposition de financement par les soumissionnaires ou par les institutions financières du pays dont ces soumissionnaires sont ressortissants.

Les sociétés ou groupements qui seraient intéressés sont priés de se faire connaître à :

SOCIÉTÉ NIGÉRIENNE D'ÉLECTRICITÉ
Boîte Postale 202
NIAMEY - République du NIGER

ainsi qu'à :

E.D.F.-DAFECO
68, rue du Faubourg-Saint-Honoré
PARIS (8^e)

avant le 15 octobre 1976 en indiquant leurs références en matière d'installations analogues complètes livrées en ordre de marche, notamment en pays tropicaux.

Les constructeurs agréés recevront un dossier d'appel d'offres qui leur sera adressé dans la deuxième quinzaine du mois d'octobre 1976 et devront remettre leur proposition au plus tard le 1^{er} février 1977.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

21. LE PROGRAMME GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

12. POLITIQUE

13. AFRIQUE

14-15. EUROPE

— SUÈDE : le résultat des élections

— ESPAGNE : le général Mel- ledo est nommé premier vice- président du gouvernement

16. AMÉRIQUES

— CHILI : la junte repousse les accusations portées contre elle après l'assassinat de M. Letelier

16. ASIE

— JAPON : la réaction de Mitsuo dans l'affaire du Mig-25

16. PROCHE-ORIENT

— Deux personnalités israélien- nes ont été « enrôlées » à Paris un représentant de l'O.L.P.

LE MONDE DES LIVRES

Pages 19 à 24

LA SAISON DU ROMAN

J. Biot, Cholevsky, D. Guille,
J.-F. Josselin, J. Lemaître

LES SIX JOURS DU LIVRE À FRANCOFORT

Des textes saisis du cata-
logue

LE CINÉMA ET LES MATHS

Des textes saisis du cata-
logue

26. ENQUÊTE

— « La prise de la santé » (IV),
par le docteur Escottier-
Lambotte

27. SCIENCES

— La calotte polaire de Mars
est glacée

27. MÉDECINE

— Les Entretien de Bichot ont
trente ans

28. ÉDUCATION

— Une maternelle sauve en
Seine-et-Marne

29-30. ARTS ET SPECTACLES

— CINÉMA : Un éléphant, ça
trompe énormément

— THÉÂTRE : La Sagouine

37. JUSTICE

— Deux étudiants inculpés au
titre de la loi anti-casseurs

37. SPORTS

— A PROPOS DE... les aiguilles
tourment dans la nuit de sa-
medi à dimanche

40. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

— Aux 44^e usines des bureaux
d'aide sociale, M. René Le-
moine souhaite « personna-
liser » la prise en charge des
familles déshéritées

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (32)

Annuaire classé (32) à 35 ;
« Journal officiel » (32) ; Loterie
nationale et Loto (32) ; Météo-
rologie (32) ; Mots croisés (32) ;
Souris (41)

M. DURIEX (R.I.) S'ATTEND A UN ACCROISSEMENT DES POUVOIRS DE L'ASSEMBLÉE EUROPÉENNE

M. Jean Durieux, député du
Nord (rép. ind.) et président du
groupe libéral à l'Assemblée euro-
péenne, s'est prononcé pour un
accroissement des pouvoirs de
cette assemblée quand elle aura
été directement élue.

« A quel bon faire des élections
si on ne doit rien changer ? », a
dit, mercredi 22 septembre, de-
vant la presse, M. Durieux. Pour
le député républicain indépen-
dant, le propos de M. Letat, por-
teur de l'initiative, selon lequel
les pouvoirs de l'Assemblée ne
seraient pas modifiés, sont desti-
nés « à apaiser les esprits ». M.
Durieux pense cependant qu'il
faut agir par étapes. « Faisons
d'abord les élections, le reste
viendra cinq ans plus tard », a-t-il dit.

Le numéro du « Monde »
daté 23 septembre 1976 a été
tiré à 674 490 exemplaires.

A B C D E F G

Au Liban

M. Frangié a transmis ses pouvoirs au président Sarkis

M. Soleiman Frangié, président
sortant du Liban, a officiellement
transmis ses pouvoirs, jeudi ma-
tin 23 septembre, à M. Elias
Sarkis, le nouveau chef de l'Etat,
au cours d'une brève cérémonie
au palais présidentiel provisoire
de Zouk-Mikael, près de Jounieh.
A l'issue de la cérémonie, au
cours de laquelle les deux hommes
ont échangé des paroles de bien-
venue, le président Sarkis a
quitté Zouk-Mikael à destination
de Chataura, en territoire occupé
par l'armée syrienne, où devait
se dérouler la cérémonie de pre-
station du serment constitutionnel.
Vers midi (10 h. française), heure
prévue pour le début de la céré-
monie, le quorum n'était pas
atteint, dix-neuf députés libanais
seulement étant présents dans la
salle du Palais (Hôtel) de Chataura,
transformée en siège provisoire
du Parlement.

Mardi, le Rassemblement
islamique, qui groupe les prin-
cipales personnalités politiques et
religieuses musulmanes, dont le
premier ministre, M. Rachid
Karamé, avait annoncé qu'il
boycotterait la cérémonie, esti-
mant que le choix de Chataura
constituait une « atteinte à la
dignité nationale, ainsi qu'à
l'unité des principes de la
Constitution ». Un autre groupe-
ment, le Front d'union nationale,
composé de députés et de per-
sonnalités influentes chrétiennes et
musulmanes, avait également dé-
claré le boycott de la cérémonie.
M. Frangié a transmis ses pouvoirs
à M. Sarkis, qui avait annoncé
mardi, qu'il boycotterait la séance
parlementaire. — (A.F.P., U.P.I.)

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

L'U.D.R. PROPOSE DES LISTES UNIQUES À PARIS

« Il est nécessaire de constituer
dans tous les arrondissements de
Paris des listes uniques face aux
listes du programme commun »,
affirme le bureau fédéral de
l'U.D.R. de Paris à propos des
prochaines élections municipales
et de la désignation du futur
maire de la capitale (Le Monde
du 23 septembre). Le bureau rap-
pelle « qu'un accord a été
intervenu entre les responsables
des formations de la majorité de
la capitale tant en ce qui concerne
les thèmes de la campagne munici-
pale que le choix des candidats
dans les différents arrondisse-
ments et à la mairie de Paris ».

Il estime que « ces négociations
doivent être engagées rapidement
au niveau parisien afin de per-
mettre aux futurs candidats de
proposer une politique pour Paris
et les parisiens ».

Ces négociations seront conduites
pour l'U.D.R. par M. Jean
Tiberi, représentant le secrétaire
général, Pierre Bas, président du
groupe Paris à l'Assemblée de
la Ville, Claude Martin, secré-
taire général de Paris pour
l'U.D.R.

Appelez le
603 76.40
un spécialiste
Compta-France
viendra
chez vous

Il vous présentera
les calculateurs
Hewlett-Packard,
y compris
les nouveaux modèles
programmables :

HP-67 calculateur de poche

HP-97 calculateur imprimant

Tous disponibles
immédiatement

CF Compta-France

Distributeur agréé

3, rue de la Reine

92100 Boulogne

Tél. 603 76.40

HEWLETT PACKARD

**SÈVRES
"33"**

PULL-OVERS
DE MARQUES
EN SECOND CHOIX

33, rue de Sévres, Paris

tél. 548 66 73

En Thaïlande

M. Seni Pramot a annoncé la démission de son gouvernement

De notre correspondant

Bangkok. — Le prince Seni
Pramot a annoncé la démission
de son gouvernement jeudi 23 sep-
tembre. La nouvelle a causé une
certaine surprise à Bangkok. En
effet, si M. Seni Pramot devait
faire face à de sérieuses difficul-
tés politiques, provoquées, en par-
ticulier par la réaction, dimanche,
de l'ancien dictateur Thakorn, et
si sa faiblesse et son indécision
lui étaient reprochées par beau-
coup, on pensait généralement
qu'il demeurerait au pouvoir au
moins jusqu'au vote, en octobre,
du budget par l'Assemblée natio-
nale.

M. Seni Pramot a été à trois
reprises chef du gouvernement.
La première expérience, juste
après la seconde guerre mondiale,
et la seconde, l'an dernier,

n'avaient duré que quelques
semaines. Cette fois, le vieil
homme d'Etat n'aura pu se main-
tenir au pouvoir que cinq mois.
Il semblait pourtant bénéficier de
nombreux appuis. La coalition
qu'il dirigeait depuis les élections
d'avril était composée de quatre
partis conservateurs : elle dispo-
sait d'une importante majorité au
Parlement et bénéficiait du sou-
tien de l'armée. Le retour du ma-
récchal Thakorn lui a toutefois été
fatal. Après avoir longuement
hésité, le gouvernement avait
finallement donné — discrètement
— son feu vert à l'entrée du maré-
chal dans l'un des ministères de
la capitale, celui-là même où le
roi avait fait retraite comme
bonnes dans les années 50.

Le premier ministre démission-
naire s'attendait sans doute à
l'opposition des étudiants de
gauche, inquiets du retour du dic-
tateur qu'ils avaient contribué à
renverser en octobre 1973. Mais il
n'avait probablement pas compté
sur celle de l'aile gauche de son
mouvement, le parti démocrate,
ni sur celle de son frère cadet,
qui est à la fois son prédécesseur
à la tête du gouvernement et son
diversaire le plus déterminé.

M. Kukrit Pramot et son parti
d'action sociale ont en effet con-
damné l'attitude du cabinet dans
cette affaire et demandé que les
mesures soient prises pour pro-
voquer le départ d'un personnage
qui devenait gênant. M. Kukrit
Pramot espère sans doute que la
coalition dirigée par le parti
démocrate sera remplacée par une
nouvelle alliance dont son mouve-
ment serait le noyau. Il ne peut
cependant pas espérer devenir
premier ministre avant d'avoir fait
sa rentrée parlementaire. Battu
en avril, il compte l'emporter lors
d'une élection partielle qui pour-
rait avoir lieu prochainement à
Lamphun, dans le nord du pays.
C'est peut-être pour empêcher son
frère de lui succéder que M. Seni
Pramot a choisi de s'en aller à
pareil moment.

En attendant, le bras droit de
M. Kukrit Pramot, l'ancien mi-
nistre des finances, M. Boonchu,
actuellement en voyage en Europe,
et qui ne cache guère ses ambi-
tions, pourrait poser sa candi-
dature. Si elle est acceptée par
le roi, la démission de M. Seni
Pramot va certainement créer
une atmosphère de crise, car les
personnalités capables de ras-
sembler de manière durable une
majorité parlementaire ne sont
guère nombreuses. C'est pourquoi
des pressions de dernière minute
continuent de s'exercer pour que
M. Seni Pramot retire ou du
moins repousse sa décision de
démissionner. — P. B.

LE REPRÉSENTANT D'AIR FRANCE EN ISRAËL EST ACCUSÉ DE TRAFIC

M. Pierre Léon, représentant ré-
gional d'Air France en Israël, a été
appréhendé par la police israélienne
sur le marché noir de Tel-Aviv, a
déclaré, le jeudi 23 septembre, le
quotidien Yedioth Aharonoth. Au
cours d'une perquisition à son do-
micle, la police déclare avoir trouvé
38 000 dollars. M. Léon a été libéré
sous caution. Averti qu'il était res-
traint à son représentant d'avoir com-
mis une infraction sur la réglementation
des changes israélienne, la direc-
tion d'Air France se refuse, pour le
moment, à tout commentaire.

LE PROFOND SILENCE DU PRINCE SIHANOUK

Le prince Sihanouk, ancien
chef d'Etat du Cambodge,
connaissait fort bien M. Sen-
teaux. Il l'avait rencontré à
plusieurs reprises avant le coup
d'Etat de 1970 et avait été sou-
vent reçu par le président pen-
dant l'été de 1970. Tous deux
préféraient en avril 1970 un
grand meeting anti-impérialiste
sur la place Tsim-Au-Mon.
Il est donc très logique que le
prince ait eu un moment de
conférence à la suite du décès
du dirigeant cambodgien. Or son
nom n'apparaît pas sur la liste des
personnalités qui ont envoyé des
télégrammes à Pkin.
Le prince Sihanouk, ancien
correspondant de l'AFP, n'a
pas écrit plus d'un mot sur la
mort de Sihanouk, mais il
en va de même pour Richard
Mason, M. West et M. Tanaka,
qui ont présenté leurs con-
doléances. D'autre part, le prince
n'a pas signé le registre de l'Am-
bassade du Cambodge à Paris-Pkin.
L'ancien chef de l'Etat, autre-
fois si loquace, est réduit au
silence le plus absolu par ses
anciens « amis ». Les Khmers
rouges, si ne peut plus com-
prendre avec l'Occident. En août,
les dirigeants cambodgiens firent
savoir qu'ils demandaient dans l'an-
cien palais royal, une informa-
tion officielle que l'on ne peut
obtenir, mais que nul ne
peut contrôler.

Salon un quotidien de Rotterdam

LE PRINCE BERNHARD AURAIT REÇU 100 000 DOLLARS EN SUISSE SOUS UN NOM D'EMPRUNT

Amsterdam (A.F.P., A.P.I.). —
L'inconnu nommé Victor Baarn
qui, selon le rapport de la com-
mission d'enquête gouvernementale
sur l'affaire Lockheed rendu
public le 28 août, aurait reçu
100 000 dollars de la firme aéro-
nautique américaine, versés sur
un compte bancaire secret en
Suisse (Le Monde du 31 août),
serait le prince Bernhard lui-
même, affirme, mercredi 23 sep-
tembre, le quotidien socialiste de
Rotterdam Het Vrije Volk.

Selon le correspondant du
journal à Los Angeles, des diri-
geants de Lockheed ont déclaré
que le prince avait choisi ce
pseudonyme et qu'il était rendu
en Suisse pour percevoir ces
100 000 dollars. Ces deux diri-
geants, qui désirent garder l'ano-
nymat, avaient refusé d'être
interrogés par la commission
d'enquête néerlandaise.

D'autre part, on croit savoir à
La Haye que la reine Juliana et
le prince Bernhard renonceraient
à se rendre cet automne aux États-
Unis, à l'occasion des fêtes du
bicentenaire, comme ils en
avaient eu l'intention.

La presse néerlandaise a publié
mercredi, sans commentaires, le
chiffre des augmentations des
listes civiles de la famille royale
pour 1977. En raison de l'infla-
tion, la liste civile de la reine
sera augmentée de 8,5 % et por-
tée à 4 450 000 florins (18 mil-
lions 455 000 francs) ; celle du
prince Bernhard, augmentée de
8,4 %, passera à 872 000 florins
(1 650 000 francs). La princesse
Beatrix recevra 1 021 000 florins
(1 940 000 francs), son mari, le
prince Claus, 911 100 florins
(1 730 000 francs). Les listes civiles
de la famille royale sont exemp-
tées d'impôts.

Old England a choisi pour vous...

« Au masculin
« importé d'Angleterre »

Veste sport « Harris Tweed »
uni ou pied-de-poule, plusieurs
coloris 525 F

Pantalon flanelle grise
pure laine peignée 320 F

Imperméable réversible
pied-de-poule, Prince de Galles, etc. 1015 F

Pull-over manches longues,
100 % Cashmere 2 fils, plusieurs
coloris 305 F

Old England

12, bd des Capucines, Paris 9^e
9 h 30 / 12 h 30 - 14 h / 18 h 30



PHONE: (04) 92 00 04 TELEX: 470 235 53900 ST TROPEZ

du 15 Septembre au 9 Octobre

offre spéciale
d'avant-saison
NICOLL
COSTUME SUR MESURES

formule
industrielle **850 F**
avec gilet 950 F

NICOLL LA TRADITION ANGLAISE DU VÊTEMENT HAUCULIN
29, RUE TRONCHET / PARIS 8^e

1000-150